# Parti Socialiste
# Convention nationale de La Défense
# "A la rencontre des Français"
# 1er et 2 décembre 1990

Sommaire


La présidente (Sylvie François) ..... 2
Jean-François Merle ..... 2
Marcel Debarge ..... 5
Pierre Guidoni ..... 9
Gérard Fuchs ..... 14
Pierre Mauroy ..... 20
Gilles Martinet ..... 30
Claude Bartolone ..... 33
André Bellon ..... 36
Le président (Henri Emmanuelli) ..... 38
Alain Royer ..... 38
Michel Debout ..... 41
Roland Carraz ..... 47
Gérard Le Gall ..... 54
Alain Claeys ..... 57
Jean-François Merle ..... 59
Henri Weber ..... 62
Christian Bataille ..... 65
Louis Mermaz ..... 67
Manuel Valls ..... 72
Gérard Delpeyrat ..... 74
Michel Charzat ..... 76
Pierre Moscovici ..... 80
Jean-Michel Boucheron ..... 84
Jean Glavany ..... 88
Le président (André Billardon) ..... 92
Louis Mexandeau ..... 93
Jean-Christophe Cambadélis ..... 94
Marie-Claude Nectoux ..... 97
Claire Dufour ..... 100
Jean Auroux ..... 103
Yannick Bodin ..... 108
Marie-Noëlle Lienemann ..... 110
Vincent Assante ..... 115
Georges Garrot ..... 118
Pascale Le Néouannic ..... 121
Yannick Vaugrenard ..... 123


Fondation Jean-Jaurès

Marcel Debarge ..... 125
Jérôme Lambert ..... 126
Claire Dufour ..... 128
Michel Debout ..... 129
Jean-Luc Mélenchon ..... 131
Pierre Mauroy ..... 133

Séance du samedi 1er décembre 1990 (Matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Sylvie François.

## La présidente (Sylvie François)

Chers camarades, je crois que l'heure est venue d'ouvrir la Convention nationale ordinaire du Parti Socialiste.
Vous êtes venus nombreux, délégués des fédérations, nous avons un programme chargé et nous sommes dans le département et sur le territoire d'une fédération. Donc, pour introduire la convention, le Premier secrétaire fédéral va nous faire un discours d'ouverture.
(Applaudissements)

## Jean-François Merle

Chers camarades, bienvenue, en effet, à La Défense, bienvenue dans les Hauts-de-Seine.
Je suis heureux de vous accueillir ici au nom des quelque 2800 militants et élus de cette fédération, ce qui sera peut-être l'occasion de rappeler que La Défense, ce n'est pas Paris, mais c'est bien les Hauts-de-Seine.
Si nous sommes plus attentifs que d'autres (et que, par exemple, le président du Conseil général de ce département) au refus d'une annexion par la grande puissance voisine que représente Paris, ce n'est pas au nom de je ne sais quel petit esprit de clocher, mais parce que nous partageons les préoccupations des dizaines de milliers d'hommes et de femmes qui vivent et travaillent dans ce quartier neuf et que nos sections d'entreprises et nos sections locales nous le rappellent dans leurs dimensions quotidiennes d'emploi, de logement, de transports.
A bien des égards, ce quartier de La Défense, que vous avez peut-être découvert en arrivant ici, symbolise la richesse, la puissance et le dynamisme et illustre combien, dans le grand chantier de l'aménagement de l'Ile-de-France, les Hauts-de-Seine sont un enjeu essentiel.
L'un des premiers départements de France par sa population, il est aussi l'un des plus riches, mais cette image globale, cette image faite de statistiques moyennes, ne doit pas masquer une situation sociale et politique profondément éclatée, qui fait que notre département se présente davantage comme la juxtaposition d'îlots pour privilégiés et de ghettos pour populations défavorisées, sur lesquels la Droite, d'une part, et le Parti Communiste, d'autre part, veillent jalousement

Fondation Jean-Jaurès

comme autant de "bastilles" politiques.
Les nécessaires solidarités destinées à reconquérir l'Ile-de-France, les choix et les priorités en matière d'aménagement du territoire, ne doivent pas nous faire oublier cette double évidence : tout ce qui est à l'ouest n'est pas riche et tout ce qui est riche n'est pas à l'ouest de Paris.
Avant que le département des Hauts-de-Seine ne soit créé, il y a un peu plus de vingt ans, toutes ces communes, qui relevaient alors du département de la Seine, apportaient une large représentation au Socialisme démocratique. Se souvient-on encore aujourd'hui qu'au lendemain de la libération, 15 des 36 communes qui composent aujourd'hui les Hauts-de-Seine avaient un maire Socialiste ? Et de grands noms du Socialisme ont illustré les combats militants dans cette banlieue ouest de la capitale : Charles Auffray à Clichy, Jean Longuet à Châtenay-Malabry et Henri Sellier à Suresnes. Aujourd'hui, il ne reste plus que deux maires Socialistes dans les Hauts-de-Seine et, pour évoquer une bande dessinée fameuse, je dirai qu'en l'an de grâce 1990, où les cohortes du centurion Pasqua avaient tenté de soumettre tout le département, seuls deux courageux petits villages gaulois, l'un au nord, l'autre au sud, résistaient encore et toujours à l'envahisseur !
(Applaudissements)
Nous ne nous considérons pas ici en terre de mission, mais en terre de reconquête et aussi difficiles que soient les situations locales, nos sections, nos élus, se battent pour faire progresser nos idées, car croyez-moi, il faut avoir la conviction et la volonté militantes chevillées au corps et solidement enracinées pour défendre les idées Socialistes dans des communes comme Neuilly, Saint-Cloud ou Rueil-Malmaison !
(Quelques sourires)
Dans ce département où coexistent à Gennevilliers, à Nanterre, à Colombes, des quartiers difficiles, des secteurs de développement social, et des localités résidentielles comme Garches, Ville-d'Avray ou Marne la Coquette, l'urbanisme à deux vitesses, on connaît !
Dans ce département où Neuilly symbolise à la fois la commune la plus riche et la moins imposée, tandis que dans d'autres se cumulent les handicaps sociaux et les faibles ressources, les inégalités fiscales, on connaît !
Et dans ce département où la spéculation foncière progresse à la vitesse contagieuse de ces maladies sociales contre lesquelles on n'a pas encore trouvé de vaccin, où les populations modestes et les classes moyennes ne parviennent plus à se loger, où les plus démunis sont relégués dans un patrimoine ancien, mal entretenu, ou insuffisamment réhabilité, l'exclusion par le logement, on connaît aussi, même si, dans ce quartier de La Défense, ce n'est pas l'image la plus évidente de notre département !
Alors, bien sûr, il y a quelques exemples en sens inverse, mais que voulez-vous, tout le monde n'a pas la bonne fortune de ce député-maire RPR d'une commune voisine de La Défense, qui a pu s'offrir un appartement de très grand standing et de très grande dimension dans un immeuble dont il a, en tant que maire, approuvé le permis de construire pour un prix inférieur de moitié à celui du

marché immobilier local ! Juste à côté de cet immeuble, il y a d'ailleurs un panneau publicitaire où l'on voit la campagne de l'abbé Pierre pour le logement des plus démunis, qui nous interpelle en ces termes : "Et toi, qu'as-tu fait pour ceux qui sont sans toit ?" Eh bien, puisque l'on parle beaucoup d'affaires, certains élus RPR de ce département nous rappellent que le sens des affaires, ils ne l'ont pas perdu !
Voilà, chers camarades, quelques aspects du terrain qui est celui de notre action quotidienne. A travers deux conventions fédérales, ce mois-ci, les militants Socialistes des Hauts-de-Seine ont adopté des orientations qui expriment notre volonté commune d'aller de l'avant dans le combat contre les inégalités, les injustices, dans le grand débat sur l'aménagement de l'Ile-de-France, dans un progrès collectif de ce département où chacun doit pouvoir trouver sa place.
Je dirai un dernier mot en conclusion, puisqu'il s'agit de la première Convention nationale depuis le Congrès de Rennes.
La direction de cette fédération a changé après ce Congrès, mais aucun courant n'y dispose d'une majorité absolue et, pour aller de l'avant, pour aller de l'avant dans le débat, pour aller de l'avant dans l'action, il faut donc convaincre et non contraindre, puisqu'il n'y a pas, dans nos statuts, d'article 49, alinéa 3... Il faut donc que nos différences s'additionnent au lieu de se neutraliser ou se soustraire.
Nous avons parfois le sentiment justifié que les gens n'entendent plus ce que nous leur disons, mais comment nous entendraient-ils s'ils observent que nous ne savons plus nous écouter les uns les autres ?
J'exprime donc, au nom des militants de cette fédération qui vous accueille, le vœu que cette convention sur le débat marque un sursaut pour notre Parti et le début d'un ressaisissement collectif.
Bonne convention et bon travail à tous !
(Applaudissements)

La présidente - Merci à Jean-François Merle, qui nous a ainsi parlé du terrain, du combat politique et de la volonté de débattre ensemble.
Avant de commencer, justement, par le premier aspect, je voudrais vous lire la proposition pour le bureau de la convention et pour la Commission "vie interne".
Bureau de la convention : présidents : Marcel Debarge, Daniel Vaillant, Françoise Seligmann. Membres : Jean-Marcel Bichat, Michel Debout, Henri Wolf, Henri Emmanuelli et Pierre Brana.
Je pense que vous êtes d'accord ?
(Applaudissements)
Le bureau de la convention est donc ainsi défini.
Pour la Commission "vie interne", les propositions sont les suivantes.

- Un représentant de la coordination.
- Un représentant de la trésorerie.
- Un représentant des fédérations.

Les membres seraient les suivants : Yannick Bodin, Guy Arnault, Jean-Michel Rosenfeld, Jérôme Lambert, Paul Lussault, Daniel Frachon, François Cuillandre, Alain Fabre, Josette Durrieu, Charles Gautier, Philippe Joachim, Alain Claeys,

Fondation Jean Jaurès

Marietta Karamanli.
La Commission "vie interne" est-elle approuvée ?
(Applaudissements)
Elle est approuvée.
Je vais passer la parole à Marcel Debarge pour le rapport d'activité.

## Marcel Debarge

Voyez, mes camarades, que quand on veut s'en donner la peine, comme pour la proposition des organismes de cette convention, on sait dépasser les problèmes de courants... (mouvements divers)... Il n'est pas interdit d'être un peu de bonne humeur, de temps en temps.
Tout d'abord, un élément d'information.
Puisque nous avons le mélange d'une convention ordinaire et d'une convention extraordinaire et qu'à un moment donné doit intervenir le vote du quitus, la proposition que nous ferons (mais je crois qu'elle s'inscrit à la fois dans la logique et la tradition), c'est, pour permettre aux camarades qui sont délégués à cette convention de s'exprimer sur la situation politique et l'activité du Parti, de faire intervenir le vote du quitus demain, après la réunion de la Commission des résolutions. Ce sera peut-être une incursion de la convention ordinaire sur la convention extraordinaire, mais cela permettra à nos camarades de s'exprimer plus amplement sur l'activité du Parti.
Donc, vote du quitus national simplement dans la journée de demain.
Mes chers camarades, nous sommes réunis aujourd'hui pour notre première convention (le camarade Merle le rappelait) après le Congrès de Rennes. Cela doit être (tout au moins, on peut l'espérer) un moment important, très important pour l'avenir et la vie de notre Parti.
Cependant, vous me permettrez, sans qu'il y ait une analyse ou une expression personnalisée, de dire d'entrée de jeu un certain nombre de choses.
Je ne suis pas ce qu'on peut communément appeler - et d'autres ont la même démarche dans ce Parti - un courtisan, je suis plutôt un partisan, mais j'éprouve le besoin, peut-être est-ce une maladresse, je n'en sais rien, je ne le crois pas, j'espère que ce sentiment est partagé, de dire ici nettement à cette tribune : nous sommes le Parti du Président.
(Applaudissements)
Sous la 5ème République, le Président de la République est la clé de voûte des institutions. Il est soutenu par une majorité dont notre Parti est le principal élément organisé, ce qui fait de nous le Parti du Président.
Comment peut-on imaginer une autre attitude ? A fortiori quand c'est François Mitterrand, et quand c'est le Parti Socialiste ?
Toute autre position entraînerait, ne nous y trompons pas, un affaiblissement collectif immédiat, et à terme, aboutirait à un naufrage collectif. Personne ne peut y avoir intérêt, ni le gouvernement, ni les Socialistes, ni la Gauche, mais au-delà, ni le pays, je crois qu'il faut peut-être rappeler dans cette salle, mais avec une projection peut-être extérieure que François Mitterrand c'est l'unité des Socialistes en 1971, François Mitterrand, c'est la victoire de la Gauche en 1981,

François Mitterrand c'est la victoire en 1988 et, soyons-en convaincus, François Mitterrand sera un élément déterminant des élections législatives de 1993.
(Applaudissements)
N'oublions pas notre histoire. Unie et rassemblée, la Gauche peut et doit rester au pouvoir car il y a encore tant de choses à faire ensemble pour faire progresser la justice sociale dans notre pays.
Chers camarades, d'autres interviendront sur ce sujet, la situation internationale est lourde de menaces. Dans le Golfe la nouvelle résolution de l'ONU signifie, qui ne le voit, le dernier appel, le dernier ultimatum adressé à l'Irak. L'Europe de l'est est au bord de l'explosion sociale et peut être prête à des aventures. Les élections présidentielles qui se sont récemment et qui vont continuer à se dérouler en Pologne nous font dire que nous risquons quelquefois un affaiblissement de la démocratie durement acquise dans ces pays.
C'est au moment où Yalta s'efface, c'est au moment où un accord historique et exemplaire de désarmement sur les forces conventionnelles en Europe est signé à Paris que le monde hésite. Eh bien, nous, Socialistes, nous avons déjà pris des positions, nous avons encore des choses à dire concernant l'Europe, par exemple, même si on a parfois l'impression de prêcher dans le désert : l'Europe économique, oui, il faut la faire, mais l'Europe sociale, il faut la faire aussi et l'une ne va pas sans l'autre.
(Applaudissements)
Chers camarades, vous aurez demain à vous prononcer par un vote sur le rapport d'activité de la Direction nationale du Parti Socialiste. J'espère, au nom du Bureau exécutif unanime, que vous donnerez quitus à votre direction. En effet, vous avez pu vous en rendre compte par l'intermédiaire de "Vendredi", en lisant le rapport d'activité qui a été adressé à tous les adhérents de notre Parti, les différents secrétariats nationaux, chacun dans leur domaine de compétence, ont fourni un travail important et dense qui mérite d'être mentionné.
Du secrétariat à la formation, qui vient de terminer le livret d'accueil du nouvel adhérent, au rapport sur l'audiovisuel, en passant par :

- les rencontres régionales entreprises,
- le séminaire des premiers fédéraux,
- les rencontres avec les organisations syndicales et les partis politique,
- la mise en œuvre d'un programme d'action sur la ville, la création d'une fondation, le suivi des élections et la préparation des échéances électorales,
- le suivi des positions par différents Secrétaires nationaux concernant les lycées, l'enseignement, la jeunesse,
- les campagnes nationales, les argumentaires sur la contribution sociale généralisée, le texte sur l'intégration, sur la rentrée scolaire, la conférence nationale MJS, les réunions agricoles, culturelles, la Commission nationale de promotion de la femme, les organismes centraux.

Je n'oublierai pas le travail important d'analyse et de réflexion fourni par le secteur international et celui en charge des questions européennes ainsi que le lancement de notre réflexion sur le projet dont nous parlerons cet après-midi, les

Collection Jean Jaurès

exemples ne manquent pas.
On pourrait presque dire aujourd'hui, au vu d'un tel rapport, que le Parti Socialiste est en ordre de marche, et pourtant... les militants sentent bien que les séquelles de Rennes n'ont pas encore entièrement disparu.
A la lecture des journaux, ils constatent même quelquefois que notre unité si durement acquise, qui est la condition nécessaire et indispensable à notre action collective, est fragile.
Est-ce dû, sans qu'il soit question de dire c'est celui-là plutôt que l'autre, est-ce dû au fait que les courants ou sous-courants font trop souvent prévaloir leurs intérêts propres sur ceux du Parti Socialiste lui-même ?
Est-ce dû au fait que l'action du gouvernement ne trouve pas forcément une traduction immédiatement perceptible sur le quotidien de nos concitoyens ?
Est-ce dû au fait que la concertation en amont du processus de décision reste à améliorer, notamment au niveau de la circulation de l'information entre le national et nos fédérations ?
Est-ce dû tout simplement au fait que les échéances électorales étant encore a priori lointaines, notre Parti n'arrive plus à mobiliser et à se rassembler suffisamment, ce qui signifierait que nous devenons un parti électoral, ce qui ne peut, ce qui ne doit pas être le cas.
Je voudrais, à l'occasion de cette Convention nationale, rappeler quels sont les principes qui doivent sans cesse nous guider malgré les difficultés.
Nous sommes et nous devons rester le Parti du rassemblement à Gauche.
(Applaudissements)
Certes, l'union de la Gauche, sous la forme que nous lui avons connue n'existe plus. La direction du Parti Communiste, en appelant à voter la motion de censure déposée par la Droite, a mêlé, qu'elle le veuille ou non, ses bulletins de vote avec la Droite et l'extrême droite. Si cette opération avait réussi, cela pouvait amener une crise politique majeure.
En prenant une telle responsabilité, la direction du Parti Communiste a trahi l'accord passé à la veille des élections municipales de 1989. Nous devons néanmoins, en tant que Socialistes, et telle a été la position du Bureau exécutif, respecter, en ce qui nous concerne, l'accord en question partout où nous gérons ensemble les affaires des collectivités territoriales et locales.
Tout simplement aussi - ce n'est pas la seule raison bien sûr, mais elle existe - tout simplement aussi parce qu'à chaque fois que nous avons assumé une attitude unitaire, et cela remonte à loin dans le temps, à chaque fois nous l'avons emporté aux yeux de l'opinion publique de Gauche, et cela nous importe.
Nous devons toujours être les meilleurs artisans du rassemblement de la Gauche par l'action politique menée, mais aussi par des initiatives comme par exemple la tenue des états généraux de la Gauche ouverts à toutes celles et tous ceux qui le souhaitent, ou encore l'élaboration d'un projet Socialiste dont l'adoption devrait avoir lieu l'année prochaine.
Rassembler à Gauche, rassembler les nôtres pour en conquérir d'autres, cela ne peut signifier le rejet d'autres forces, ou plus exactement des personnalités, qui se reconnaissent dans la majorité présidentielle.

Collection Jean-Jaurès

Il faut qu'ils occupent dans cette majorité la place qui est la leur : être des apports et non des substitutions. Nous sommes et nous devons être le Parti de la transformation sociale. Certes, nous savons que celle-ci n'est pas facile à concrétiser. Cependant, c'est la voie que les gouvernements de Gauche ont suivie dans des circonstances différentes, en prenant des initiatives et en faisant adopter des réformes qui ont, parfois plus qu'on ne le croit, modifié la société française.
Assurément, les derniers événements sont là pour le prouver. La demande reste très forte de la part des Françaises et des Français. Certes, la contribution sociale généralisée constitue une étape importante dans le domaine de la justice sociale. Certes, les revendications des lycéens, leurs manifestions ont vu un gouvernement et un Président à leur écoute, et il vaut mieux, soit dit en passant être reçus à l'Elysée, à Matignon, et rue de Grenelle, comme cela était le cas, que de se voir chargés, comme fin 1986 par des motards casqués, matraque au poing.
(Applaudissements)
Certes, l'action gouvernementale a permis des progrès que nous connaissons. Nous sommes toujours en face de problèmes importants, des problèmes qui concernent la vie quotidienne, comme celui de l'emploi, du logement social, de la formation, de la justice fiscale, l'intégration.
Dans leur élaboration, et leur application, toutes les mesures gouvernementales qui amplifieront les actions déjà menées dans ces domaines, doivent être assurées du soutien du Parti.
Nous savons où se retrouve la demande forte mais ce n'est pas simplement une question qui concerne la région parisienne mais d'autres régions, donc un point nous le savons se retrouve dans la demande forte. Il concerne la ville dont l'avenir se situe dans un urbanisme réhabilité, rénové, intégré dans son environnement, dans son économie, dans son animation.
La ville ne doit plus être un lieu obligé mais un lieu de vie et d'accueil. C'est aussi sur ce sujet, par le très fort développement d'actions dont certaines déjà entreprises restent trop méconnues, que se joueront, pour une bonne part, les prochaines échéances politiques.
On peut admettre des initiatives personnelles quant à certaines solutions à envisager, il n'en demeure pas moins vrai que pour la ville, l'écologie, pour d'autres domaines, pour d'autres secteurs, c'est une politique générale qu'il nous faut définir, c'est une politique qui appartient au Parti Socialiste, en tant que principale formation de la Gauche.
(Applaudissements)
Nous devons être le Parti de la synthèse. J'ai évoqué au début de mon intervention, les retombées négatives du Congrès de Rennes, et avec le Premier secrétaire du Parti, qui en est le garant, nous devons progresser dans l'application pratique de la synthèse. Pour cela, nous devons retrouver une qualité d'écoute, sans a priori entre nous... une appréciation, une analyse, une proposition ne doivent pas être considérées comme autant d'accusations les uns vers les autres, la confrontation démocratique est de règle... à condition qu'à un

moment donné, bien entendu, la décision construite, démocratiquement soit appliquée.
Ce Parti a du mal à se mobiliser, doit avoir sinon dans l'immédiat, l'enthousiasme, au moins la raison permettant de faire vivre cette synthèse.
La raison ai-je dit, oui, car je le crois, le Parti Socialiste demeure un élément essentiel pour l'avenir de notre société comme pour l'avenir des uns et des autres. Que l'on y réfléchisse bien...
Nous devons être le Parti du Président, ai-je dit, et nous devons être le Parti du soutien au gouvernement.
Un soutien démocratique où la part du débat, de la confrontation d'opinion ont leur place : gouvernement, Parti, groupes parlementaires, élus locaux et territoriaux.
Nous devons, dans l'indispensable information et la concertation réciproques, savoir, une fois la décision gouvernementale construite, la soutenir comme il convient.
Enfin nous devons être le Parti du mouvement. Nous sommes maintenant au pouvoir, à un intermède près, depuis 10 ans, et en 10 ans, la société française a profondément évolué. Des progrès importants ont été réalisés mais nous sommes confrontés à des crises de mutations décisives.
Le Parti Socialiste, sans perdre sa personnalité, restant maître de ses décisions, doit lui aussi évoluer dans ses structures, il doit se tourner davantage vers l'extérieur, et appréhender de nouveaux problèmes. Bref, il doit être de plus en plus proche des réalités de notre société.
Nous devons être, mes camarades, maîtres de notre destin. Tel est le véritable enjeu du projet, de la démarche du projet que nous présentera Michel Charzat cet après-midi.
Nous devons en partant des problèmes concrets de nos concitoyens, proposer une vision collective, modeste et ambitieuse ont dit certains, de notre avenir, car notre avenir, ne l'oublions pas, n'est pas dans l'individualisme mais dans une solution collective respectueuse des libertés individuelles.
Mes camarades, les militants sont attentifs à ce qui va se passer à la convention, nous ne devons pas escamoter le nécessaire débat, aussi faisons en sorte qu'il soit le moins destructeur possible et le plus possible enrichissant.
Moi personnellement, avec d'autres camarades du Parti, répartis dans leur diversité, j'ai foi en mon parti.
(Applaudissements)

La présidente - La parole est à Pierre Guidoni pour faire le point sur la situation internationale. Ensuite Gérard Fuchs, sur l'Europe.

## Pierre Guidoni

Chers camarades, il n'était pas habituel que soit présenté, dans nos conventions, régulières, un rapport sur la situation internationale.
Et pourtant, vous voyez bien, vous sentez bien, à quel point les événements qui se déroulent autour de nous, dans le monde entier, influent sur les réalités

Fondation Jean-Jaurès

politiques dont nous allons débattre, comme elles influeront nécessairement sur la réflexion collective qui sera la nôtre dans le cadre du projet, et peut-être au-delà.
N'avons-nous pas suffisamment d'occasions pour souligner les tâches qui sont celles du Parti en matière internationale. La présence assurée aussi bien à l'Internationale Socialiste, qu'à travers d'innombrables contacts bilatéraux...
Le travail qui commence à être entrepris par la Fondation Jean Jaurès, l'action qui est dans ce domaine celle de nos groupes parlementaires.
Il y a, me semble-t-il, un rayonnement international de notre Parti, qui en fait, pourquoi ne pas le dire, pourquoi ne pas nous le dire, entre nous, aujourd'hui est un des principaux piliers de l'International Socialiste, un de ceux qui exercent à travers le monde le plus d'influence et qui sont le plus écoutés.
Je passerai rapidement, mes chers camarades, sur les événements par rapport auxquels nous avons eu à prendre position au cours des derniers mois.
Je voudrais, pourtant, insister sur un élément qui est le fil directeur de notre action, et de notre réflexion : le point de mire qui nous permet de mettre un peu d'ordre dans le flux d'une nouvelle et dans le chaos d'événements...
C'est que ce à quoi nous assistons, depuis l'année dernière, et pas seulement à l'est, mais dans le monde entier, c'est sans doute de façon un peu désordonnée, conflictuelle difficile mais globalement, une avancée dont on s'apercevra un jour qu'elle a eu une grande importance historique de la démocratie.
Ces années 1989-1990, pourvu que cela dure, ce sont des années de victoire de la démocratie sur tous les continents et bien sûr la démocratie en elle-même ne règle rien.
Elle permet simplement au peuple de se poser les problèmes et d'essayer de les résoudre mais vous savez bien quel est le préalable à toute véritable action politique, à toute véritable avancée vers le progrès.
C'est le cas bien entendu à l'est, en Union soviétique, pays affrontés à d'immenses problèmes et nous essayons de maintenir avec ceux qui entourent Mikhaïl Gorbatchev, les contacts qui nous permettent de suivre, au jour le jour, les efforts qu'ils font pour lutter contre ces très grandes difficultés.
Nous avons aussi des rapports très étroits avec nos camarades sociaux démocrates Baltes, avec nos amis Arméniens, et plus récemment, mais de façon assez émouvante, avec le Parti Social démocrate de Russie, reconstitué.
En Hongrie, en Tchécoslovaquie, nous essayons d'aider ceux qui sortent des anciens mouvements anti-totalitaires, ne se sont pas laissés emportés par la vague de libéralisme et qui cherchent à leur manière les voies d'une gauche qui serait aussi soucieuse de justice sociale, que de démocratie.
En Roumanie, en Bulgarie, nous voyons bien comment les échéances artificiellement retardées, apparaissent tout de même, comment les peuples exigent d'être entendus, comment, dans le cas de la Roumanie, des sociaux démocrates, dans le cas du Parti Social démocrate, envisagent aujourd'hui de prendre leur part de l'effort de construction de la démocratie, d'entrer à leur tour dans le chemin qu'ont déjà suivi les autres pays d'Europe orientale.
Nous savions que cela arriverait, nous savions que le maintien en apesanteur des

Fondation Jean Jaurès

anciennes équipes, hâtivement repeintes, ne résoudrait rien sur ce point. Le Parti, lui, ne s'est pas trompé.
En Pologne, nous avons observé avec attention, intérêt, inquiétude, les événements de ces dernières semaines. Nos sympathies n'étaient un secret pour personne. Nous pensions que la raison triompherait, que le bilan des hommes qui ont assumé le pouvoir dans les conditions extraordinairement difficiles de ces derniers mois, parlerait de lui-même. Et ils le croyaient aussi.
La politique n'est pas toujours du rêve. Il faut tenir compte de la part du rêve... et des mythes mais les valeurs, les principes, qui doivent être entendus, restent les mêmes et le combat n'est pas fini.
La démocratie, nous l'avons dit, le Président de la République l'a rappelé au dernier Sommet franco-africain, nous l'avons, nous aussi, souligné en tant que Parti, est inséparable du développement et de plus en plus il apparaît que le développement est inséparable de la liberté du débat, de la liberté du choix, de la transparence des institutions politiques et économiques. Bref, de la démocratie.
C'est le cas en Afrique où nous appuyons l'évolution qui se dessine en tant que pays, vers la démocratie et le pluripartisme... que nous souhaiterions parfois plus rapide.
Nous voyons que le mouvement est lancé et qu'il va dans le bon sens.
Nous souhaitons que ce retour de l'ensemble de l'Amérique latine à la démocratie, qui là aussi est un des phénomènes majeurs passés, un peu inhabituelle ces dernières années, se consolide et se maintient.
Nous agissons avec nos camarades, avec nos amis au Chili, au Brésil, en Colombie, Pierre Mauroy a pu, à l'occasion d'un voyage récent, mettre en place les instruments qui nous permettront d'apporter, notamment aux collectivités locales dirigées par les forces de gauche, les forces populaires d'Amérique latine, l'aide que nous pouvons leur apporter dans le cadre d'une coopération décentralisée.
Enfin, comment ne pas avoir un mot pour l'échéance qui est juste devant vous, la semaine prochaine, où nos camarades de Haïti conduits par Serge Gilles affronteront le suffrage universel dans les premières élections vraiment libres depuis la chute.
Et puis il y a près de nous la Méditerranée et le monde arabe, les forces qui luttent au Maghreb pour la démocratie, sachons mesurer à quel point leur combat est le nôtre. Sachons mesurer à quel point nous sommes solidaires de nos camarades marocains, tunisiens, algériens, qui vont avoir dans les mois qui viennent, à assumer la lourde tâche de construire dans leur pays une démocratie vivante, sachons que dans tous ces pays tous ceux que je viens de citer et quelques autres beaucoup sont attentifs aux positions, à l'action, à la fraternité des Socialistes français.
Mais bien sûr la préoccupation essentielle, qui est aujourd'hui la vôtre, chers camarades, comme celle de l'ensemble des Français, ce sont les conséquences de la crise qui s'est ouverte le 2 août dans le Golfe lorsque l'Irak a envahi puis annexé le Koweït.
Le Parti Socialiste a soutenu depuis le premier jour les efforts du Président de la

République, et du gouvernement, les initiatives de la France pour sauvegarder la paix dans le respect du droit.
Nous avons condamné l'acte sans précédant qui consiste pour un pays membre de l'Organisation des Nations Unies à envahir et à annexer un état souverain.
Nous avons affirmé notre volonté de voir restaurées l'indépendance et la souveraineté qui cohabitent. Nous avons espéré que ce conflit pourrait se résoudre au sein du monde arabe et nous en avons exploré les moyens notamment avec nos amis du Maghreb.
Lors de la session extraordinaire de l'Assemblée Nationale, notre Premier secrétaire a rappelé les trois principes qui guidaient notre action : fermeté pour obliger l'agresseur à lâcher sa proie, solidarité avec la communauté internationale dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies pour l'application stricte des décisions du Conseil de sécurité.; disponibilité pour ouvrir la voie à un règlement d'ensemble des problèmes du Proche orient pour empêcher que l'on puisse dire qu'il y a dans l'application de la loi internationale deux poids et deux mesures.
Nous avons appuyé les propositions énoncées par le Président de la République, lors de son discours à la tribune de l'assemblée générale des Nations Unies, auquel nos camarades de l'International Socialiste se sont ralliés unanimement lors du Conseil international tenu à New York, ainsi que dans les réunions successives du Comité Moyen orient dans lequel notre Parti a joué un rôle essentiel d'impulsion, et de proposition.
Nous attendions, nous attendons encore que les dirigeants irakiens annoncent leur intention d'évacuer le Koweït. Nous attendions, nous attendons encore, que soient libérés tous les otages, réduits par le gouvernement irakien au rôle de boucliers humains. Et nous avons dit avec la plus grande clarté que nous n'oublions pas pour autant le drame vécu par le Liban, la tragédie palestinienne, l'injustice qui a jusqu'ici présidé à la répartition des ressources pétrolières et que nous restions partisans d'une conférence internationale sous l'égide des 5 membres permanents du Conseil de sécurité pour que s'appliquent partout au Proche orient les principes du droit, seule base pour une paix juste et durable.
Bref, face aux dérobades des uns, au bellicisme irresponsable des autres, nous avons tenu le langage de la raison, et de la responsabilité.
Il ne s'agit pas d'une crise qui opposerait le nord et le sud. Ce sont des pays arabes qui affichent avec le plus de fermeté leur solidarité avec le Koweït, il ne s'agit pas d'une croisade de l'occident, c'est la Communauté internationale tout entière qui s'est mobilisée pour faire respecter les principes sans lesquels la vie internationale ne seraient plus qu'une jungle avec pour seule loi la loi du plus fort.
Il ne s'agit pas d'intervenir par la force pour modifier les équilibres établis au Proche et au Moyen orient, au cours des dernières années, le résultat inévitable serait de faire apparaître un déséquilibre nouveau dont il n'est pas sûr qu'il soit moins porteur de péril que ceux d'aujourd'hui.
La France veut la paix. Les Socialistes, fidèles au message de Jaurès, veulent espérer que la crise du Golfe trouvera une issue pacifique. Déjà l'embargo a

produit les effets que nous en attendions. Ces effets s'amplifieront encore au cours des semaines qui viennent, mais comme vous le savez les Nations Unies viennent de fixer le délai au-delà duquel le recours à la force deviendrait possible pour faire respecter les décisions de la communauté internationale.
Du haut de la tribune de notre convention, au nom du Parti Socialiste, je lance un appel solennel aux dirigeants irakiens et plus particulièrement au Président Saddam Hussein. Il dépend d'eux d'éviter au moins une catastrophe aux conséquences imprévisibles, il dépend d'eux d'éviter que se déchaîne dans le fracas des armes un conflit dont nul ne peut aujourd'hui mesurer l'ampleur et la portée. Il dépend d'eux de retrouver leur place dans la Communauté des nations.
Il reste 45 jours dont chaque heure, chaque minute doit être mise à profit pour que soit obtenu sans délai la victoire du droit, 45 jours pendant lesquels à chaque instant l'Irak peut prononcer les mots que le monde entier attend.
Nous lançons cet appel avec tous nos partis frères de l'International Socialiste et nous avons la conviction qu'il peut et qu'il doit être entendu.
Rien ne doit faire douter de la détermination de la France, mais rien ne doit faire oublier qu'en vertu des principes et des valeurs qui sont les nôtres, qui sont ceux des Socialistes, tout doit être fait jusqu'au bout pour que la crise soit résolue par le dialogue, plutôt que par l'affrontement.
Au-delà, mes chers camarades, n'oublions quels sont les vrais enjeux pour nous qui avons reçu de nos concitoyens la charge de veiller aux intérêts de la France, l'équilibre de la terreur, l'ordre né de Yalta, ne nous satisfaisaient pas, mais c'était un ordre, la guerre froide s'est terminé à Paris il y a quelques jours, lors de la réunion solennelle de la CSCE et quel ordre lui succédera...
Nous ne croyons pas qu'il soit sain, ni même possible qu'une seule puissance assume la fonction de gendarme du monde, et nous sommes certains que l'on ne peut pas laisser se déchaîner les conflits locaux, les rivalités ancestrales, les appétits des grands et moyens états, vis-à-vis de leurs voisins plus faibles.
Il faut un nouvel ordre international, dans lequel l'Organisation des Nations Unies aurait enfin le rôle pour lequel elle a été fondée et nous retrouvons là, nous Socialistes, les principes de sécurité collective auxquels notre Parti, tout au long de ses histoires, est resté fidèle.
C'est cela qui se joue aujourd'hui dans les sables du désert. C'est à partir de cette crise que se mettra en place la règle du jeu international durant de longues années, c'est dans ce sens qu'au-delà de l'Irak et du Koweït, qu'au-delà du Golfe et du Moyen orient la crise actuelle nous concerne directement, concerne chacun et chacune d'entre vous, concerne tous les Français, parce qu'elle concerne la France.
(Applaudissements)

La présidente - Merci à Pierre Guidoni, et maintenant Gérard Fuchs pour continuer sur la situation internationale. Mais avant l'intervention de Gérard Fuchs, je signale que la Commission vie interne va commencer sa réunion salle Charles Dickens, et que les membres de cette Commission, dont j'ai donné les noms, sont invités à s'y rendre.

Fondation Jean-Jaurès

Gérard Fuchs, tu as la parole...

## Gérard Fuchs

Je respecte trop notre présidente de ce matin, comme tous nos présidents d'ailleurs, pour oser...

La présidente - J'imagine que tu respectes les autres également !

Gérard Fuchs - ... pour oser me lancer sans commentaire de ce genre !
Chers camarades, le document adopté par le Bureau exécutif, il y a maintenant une dizaine de jours, sur l'avenir de la Communauté européenne, répond d'abord à une nécessité évidente. Il s'agit de définir à la veille de deux conférences, qui sont s'ouvrir à Rome, le 14 décembre, sur l'Union Européenne, notre position.
Ces conférences ont un enjeu important, puisqu'elles visent à faire évoluer la Communauté vers une union politique dotée d'une monnaie unique. C'est assez dire qu'elles engageront profondément notre avenir.
Et c'est pourquoi dès le mois de mai, à ma demande, le Bureau exécutif a créé un groupe de travail afin d'élaborer nos positions sur ces perspectives. Il y a eu des réunions, des auditions, des rencontres, nous avons entendu Pierre Bérégovoy, Jacques Delors et Elizabeth Guigou. Nous avons eu 4 séances de discussions du Bureau exécutif, pour arriver à ce document adopté à l'unanimité. Seuls nos camarades de Socialisme et République ont préféré ne pas prendre part au vote.
Je tiens à souligner, pour commencer, cette unanimité, à l'heure où la Droite renoue avec ses vieux déchirements sur l'Europe, et où le RPR lui-même apparaît pratiquement coupé en deux sur ce sujet.
Cela dit, si les conférences intergouvernementales nous obligent à prendre position, ce sont d'autres événements qui plus profondément ramènent la construction européenne au cœur de l'actualité. J'en citerai trois.
Le premier élément, l'effondrement du Communisme à l'est, dont parlait tout à l'heure Pierre Guidoni. Nous sentons bien la vague de libéralisme exacerbé qui se lève aujourd'hui en contre coup en Europe centrale et orientale, mais aussi sur le reste de la planète.
Or, si nous reconnaissons tous aujourd'hui que le marché est un régulateur économique incontournable, nous demeurons plus convaincus que jamais, en tant que Socialistes, que la solidarité, la justice, naissent non pas du marché, mais de l'action publique et volontaire, et qu'il convient avant tout d'organiser démocratiquement cette action, ou mieux enraciner alors cette troisième voie entre le Communisme totalitaire, et le libéralisme inégalitaire, en Europe et pour commencer en Europe occidentale.
Le deuxième événement que je mentionnerai est bien sûr l'unité de l'Allemagne, cette unité nous l'avons saluée sans arrière-pensée, et sans surprise, peut-être un peu quand même en ce qui concerne le rythme. Qu'était en fait la RDA sans le Communisme, sinon quelques landers de cet Etat unique, où le suffrage

Fondation Jean Jaurès

universel va s'exprimer demain. Mais cependant, chers camarades, soyons honnêtes, cette nouvelle Allemagne, même si elle pèse moins, je le rappelle, dans notre Communauté à 12, d'aujourd'hui, que ne pesait la RFA dans la Communauté à 6, des origines, cette nouvelle Allemagne c'est un grand pays. Quel Français peut ne pas souhaiter, au fond de lui, voir se renforcer l'intégration européenne, qui éloignera à jamais tous les spectres de notre passé ?

Un parlementaire de mes amis, à Rome, un social-démocrate allemand, un peu inquiet au début par le processus d'unité, me faisait cette confidence, que je vous rapporte sans la reprendre à mon compte, il me disait : "ou bien nous sommes capables de construire rapidement une Europe fédérale, ou bien nous aurons une Europe Allemande".

Troisième événement, la crise du Golfe, Pierre Guidoni vous en a parlé, je voudrais ajouter simplement deux réflexions.

A l'égard de ceux d'entre nous, qui sommes les plus réservés, voire peut-être inquiets, en ce qui concerne les orientations de l'unique grande puissance, qui demeure aujourd'hui sur notre planète, je veux parler bien sûr des Etats-Unis. Nous avons certes été bien contents qu'elle existe cette super puissance, lorsque début août elle a été capable d'envoyer des troupes pour arrêter la progression militaire de Saddam Hussein, mais si nous sommes convaincus, comme c'est mon cas, plus profondément que les intérêts américains, les intérêts français et européens ne sont pas les mêmes, si nous sommes convaincus que les visions du monde quelque part diffèrent, je dis alors que si nous volons être capables d'équilibrer demain la formidable puissance américaine, une seule solution existe, renforcer en effet et au plus vite la construction de l'Europe.

Mais c'est à un niveau plus fondamental encore, au-delà de l'événementiel, quelque lourd qu'il puisse être, que je voudrais évoquer trois autres défis de fond qui sont pour moi les défis majeurs.

Il y a d'abord les mutations technologiques que nous vivons quotidiennement, y compris dans nos quartiers, dans nos villes. L'internationalisation des problèmes qui en résulte et les difficultés - j'insiste sur ce point - des pouvoirs politiques demeurant nationaux à maîtriser, à garder une maîtrise suffisante de ces évolutions qui de plus en plus leur échappent.

Il y a la remontée des nationalismes à l'est, mais aussi dans le tiers-monde, qui font ressurgir, nous le voyons, les vieilles tentations de règlement des problèmes non pas par la sécurité collective, mais par la force.

Il y a enfin une véritable crise de la nation, de l'identité nationale, crise naissant à la fois de l'impuissance qui s'instaure et de l'exacerbation qui parfois en résulte, crise attisée par certains problèmes sans doute liés à l'immigration, une crise en tous cas qu'une construction européenne limitée à la seule dimension économique ne parviendrait.

C'est là, je crois, la force majeure du texte du Bureau exécutif que d'aborder frontalement ces problèmes difficiles de la nation, de l'état, de la souveraineté en disant ceci : nous, Socialistes, considérons que l'homme peut et doit, malgré les mutations technologiques et l'internationalisation des problèmes, garder la

maîtrise de son avenir, car il n'y a pas d'autre solution que cette maîtrise pour faire reculer les inégalités sociales et le sous-développement également inacceptables.
Nous considérons que l'Europe nationaliste - n'est-ce pas, Monsieur Le Pen ? - que le refus de toute remise en cause des souverainetés nationales - n'est-ce pas, Monsieur Chirac, M. Juppé, M. Pasqua, M. Séguin - est le plus sûr chemin, n'en déplaise à ceux que j'ai nommés, pour reléguer la France demain à des rôles subordonnés, indignes de notre passé et condamnant inéluctablement notre identité dans l'avenir.
Nous ne faisons pas nôtre pour autant le concept d'abandon de souveraineté consenti les yeux fermés au profit de je ne sais quelle technocratie ou bureaucratie que ce soit. Notre conception, c'est de mettre en commun les éléments de souveraineté qui ne peuvent plus s'exercer efficacement au niveau national. C'est de les mettre en commun dans des conditions qui permettront des décisions effectives, et donc autant que possible des décisions à la majorité. C'est de les mettre en commun avec une transparence qui permette un réel contrôle démocratique.
Voilà, chers camarades, tel est le fil à partir duquel a été élaboré notre document, et c'est maintenant lui que je vais suivre.
Oui, nous sommes favorables au renforcement de la Communauté européenne, mais à condition, et là, Monsieur Giscard d'Estaing, c'est ce qui nous différencie totalement de vous, à condition que ce soit l'Europe de la volonté et non celle du laisser faire, l'Europe des politiques communes et non seulement celle du grand marché, l'Europe qui sait dire non à tous ses concurrents extérieurs lorsque la situation l'exige, au GATT ou ailleurs, et non celle qui par complexe ou par timidité ne cesse de s'incliner devant les exigences des Américains ou des Japonais.
Mais cette Europe, disent certains, doit-elle demeurer aujourd'hui celle de la Communauté européenne ? Ne faut-il pas dès maintenant la remplacer, cette Communauté, par la grande Europe de l'Atlantique à l'Oural ?
A ceux-là je dis : soyons sérieux !
Il faudra dix ans pour que les frontières économiques avec les anciens pays de l'est puissent être supprimées sans conséquences dramatiques pour eux. Alors renforçons les liens politiques avec ces pays, créons des formes d'association économique, explorons la voie de la confédération évoquée par le Président de la République.
Mais tout cela, chers camarades, comme un complément et non comme un substitut au renforcement communautaire.
Nous n'avons pas le temps d'attendre, aujourd'hui. Avançons avec ceux qui sont prêts, avançons à douze sur la base de l'expérience déjà acquise, et en prolongeant cette expérience. Voilà le meilleur chemin qui nous est offert.
Concrètement alors, nous devons dire notre position sur l'union économique et monétaire.
Eh bien, cette position est claire : oui à la monnaie unique, oui à une banque européenne qui en assure la gestion quotidienne, oui à condition que les

Fondation Jean Jaurès

instances économiques et politiques nécessaires à l'orientation du système ainsi créé soient dans le même temps mises en place.
Certains veulent déborder cet objectif par le haut. Je lisais il y a quelques jours un article d'Edouard Balladur proposant une nouvelle réforme du système monétaire international, séduisante d'ailleurs, aussi séduisante que toutes celles qui l'ont précédée, mais vouée probablement au même échec. Car comment imaginer que les Etats-Unis ou le Japon changent la politique actuelle qui leur est monétairement tellement favorable, s'ils n'ont pas en face d'eux une monnaie réellement concurrente qui ne saurait être que l'écu européen ?
D'autres veulent minimiser l'objectif de l'union économique et monétaire en le tirant vers le bas, en agitant le spectre d'une Europe qui ne serait rien qu'une zone Mark. Je voudrais passer une minute sur cet argument.
A ceux-là je dis aujourd'hui : mais la zone Mark, nous l'avons ! Demandez à Pierre Bérégovoy ce qu'il lui en coûte d'efforts pour baisser d'un petit quart de point nos taux d'intérêt.
A une souveraineté formelle, préférons une part de souveraineté réelle. A une zone Mark où nous ne décidons rien, préférons une zone écu où nous déciderons avec d'autres, mais pour de bon.
Donc il faut aussi renforcer les institutions politiques pour que le progrès économique et monétaire soit maîtrisé.
Le texte du Bureau exécutif propose d'avancer dans six directions.
Davantage de votes à la majorité pour atteindre les objectifs sur lesquels nous sommes d'accord. Mais si la majorité doit être la règle et l'unanimité l'exception, cette règle doit être valide seulement là où nous sommes d'accord sur les objectifs. Rappelons-nous, cher Henri Emmanuelli, vous nous avez longuement parlé en Bureau exécutif de cette ligne des chasseurs que nous avons vu surgir à près de 5% l'année dernière.
Je crois que l'Europe doit conduire à mettre en commun ce qui est plus efficacement réglé à douze que seul, tout cela, mais aussi rien que cela. C'est ce qu'on appelle la subsidiarité.
Cette démarche, elle représente un pas en avant considérable. Elle nous entraîne bien au-delà d'une confédération où tout est unanime, et qui est déjà dépassée.
Mais notre objectif n'est pas non plus des Etats-Unis d'Europe qui nieraient les spécificités culturelles, qui seraient fondés sur l'harmonisation et sur le nivellement. La construction dans laquelle nous nous engageons est sans précédent historique, n'ayons pas peur de le dire à nos concitoyens.
Deuxième direction, renforcer le contrôle démocratique. Souvent j'entends critiquer à cet égard les institutions actuelles, et à juste titre. Mais, chers camarades, nous ne pouvons leur reprocher d'être ce qu'elles sont car nous avons contribué à les construire ainsi.
Alors pour améliorer le contrôle démocratique, il faut d'abord renforcer le rôle législatif du Parlement européen, lui donner un véritable pouvoir de co-décision avec le Conseil des ministres, que celui-ci n'ait pas systématiquement le dernier mot. Mais il faut aussi, soyons à cet égard lucides, améliorer plus que sensiblement le contrôle qu'exerce notre propre Parlement national sur notre

Fondation Jean-Jaurès

propre gouvernement, lorsque les ministres siègent à Bruxelles.
Il faut enfin, c'est une évidence, établir des relations plus approfondies entre Parlement européen et Parlements nationaux par le respect du rôle de chacun, et sans créer bien sûr une institution nouvelle qui ne clarifierait pas la situation.
Troisième direction, mieux définir l'exécutif communautaire aujourd'hui davantage fruit de strates historiques successifs que volonté d'organisation réfléchie.
N'en déplaise ici aux nostalgiques d'un fédéralisme pur et dur, il existe aujourd'hui un Conseil européen des chefs d'état et de gouvernement dont le rôle d'orientation est décisif et doit être reconnu comme tel. Qui peut nier que sans le Conseil européen, il n'y aurait pas eu hier d'acte unique, et donc en 93 de disparition des frontières ? Il n'y aurait pas demain des perspectives d'union ?
N'en déplaise aussi aux nostalgiques du plan Fouché et de la seule coopération inter-gouvernementale, il existe également une Commission sans laquelle - c'est le travail de Jacques Delors - la Communauté ne serait pas aujourd'hui ce qu'elle est ?
Il faut aussi renforcer sa légitimité, car elle représente l'expression de l'intérêt global des douze, et il faut pour cela notamment que son président proposé par le Conseil européen se voie reconnaître la confiance d'une majorité du Parlement européen.
Quatrième direction, la mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité communes. C'est là un point bien évidemment difficile.
Mais j'ai dit aussi au début de mon intervention à quel point l'affirmation de l'identité extérieure de la Communauté était plus que jamais nécessaire.
Je voudrais ajouter maintenant qu'elle est aussi plus que jamais attendue, notamment de la part de tous ces pays du tiers-monde qui savent bien que ni le collectivisme, ni le libéralisme n'assureront leur sortie du sous-développement, et qui souhaitent voir se développer une Communauté européenne forte, capable de contribuer à changer les règles par trop injustes du mécanisme économique international.
Et puis si nous voulons continuer d'assurer notre sécurité sans nous en remettre à quelques protecteurs extérieurs - et qui le proposerait ici ? - nous savons bien que c'est au niveau de l'ouest européen aussi qu'il nous faudra faire émerger une nouvelle conception de défense axée sur une conception commune d'un désarmement équilibré.
Ensuite, faire apparaître, et j'insiste sur ce point, le concept de citoyenneté européenne, ensemble de droit bénéficiant à l'ensemble des citoyens de nos états.
C'est une nécessité si l'on veut que chacune et chacun intériorise un sentiment d'appartenance nouveau, non pas alternatif, mais supplémentaire à celui de l'appartenance à la France.
Je m'étonne toujours à cet égard des discours de ceux qui considèrent qu'ils ne peuvent se définir qu'à travers une étiquette unique, celle de citoyen français. Il me semble au contraire que toute l'évolution du monde va nos conduire à nous définir en termes de pluri-appartenance. La France est notre patrie, l'Europe

notre avenir, disait un de nos slogans dans une dernière campagne européenne. Je crois que cela est à la fois vrai et ne nous empêche pas, nous le savons bien, d'appartenir à telle ou telle région, et d'être bien sûr par surcroît Socialistes.
Concrètement, cette citoyenneté européenne doit comporter notamment le droit de vote aux élections européennes et municipales. Elle doit comporter aussi par exemple la possibilité de protection par les ambassades des autres pays de la Communauté lorsque nous nous situons à l'extérieur de ce territoire.
Enfin j'ai laissé volontairement pour conclure ce qui est, bien sûr, le plus important pour nous ici, je veux parler de l'Europe sociale. Sans elle, comme le disait Marcel Debarge, l'adhésion massive de nos concitoyens n'est pas concevable. C'est celle qui constitue en effet la raison d'être principale de toute la construction que je viens de décrire, et Pierre Mauroy ne manque pas de le rappeler à chacune de nos réunions européennes.
Car pour nous, Socialistes, cette construction européenne n'a de chance que si elle fournit effectivement le cadre de cette troisième voie que j'évoquais tout à l'heure. L'alliance enfin réalisée de la liberté, de la justice, de la démocratie politique et de la démocratie économique et sociale, de l'égalité des droits et de l'égalité des chances, pour tous les citoyens européens bien sûr, mais aussi pour les étrangers en situation régulière sur le sol de la Communauté.
Cette Europe là, elle a commencé de se construire l'an dernier au Conseil européen de Strasbourg avec l'adoption, à l'inspiration de la présidence française, de la charte des droits sociaux fondamentaux.
Hélas, depuis elle se traîne, paralysée par la règle de l'unanimité et le blocage permanent : hier c'était Margaret Thatcher, mais nous savons bien que demain il y aura sans doute quelqu'un d'autre.
C'est pour cette raison là aussi, et c'est pour cette raison là d'abord, que nous voulons limiter au plus petit champ possible le domaine de la décision à l'unanimité au niveau européen.
Alors, chers camarades, face à ces perspectives considérables, je devine ici et là quelques hésitations. Toute cette orientation séduisante ne représente-t-elle pas quand même un risque ou à tout le moins un pari ?
Un risque, oui. C'est le risque de l'échec dans cette construction européenne que je viens de décrire. Mais nous voyons bien qu'au regard de ce risque d'échec, il y a la certitude de l'impuissance, si la construction européenne ne se faisait pas. Qui peut souhaiter cela pour la France ? Qui peut souhaiter cela pour le Socialisme ?
Un pari ? Eh bien, oui, mais ce n'est que le pari bien familier dont le nom est démocratie. Sommes-nous sûrs que l'Europe sera bien celle que nous voulons ? Je dis non, et c'est bien pour cela qu'il nous faut resserrer les liens avec l'ensemble des forces politiques et syndicales de la Gauche européenne.
C'est pour cela qu'il nous faut renforcer le rôle de l'union des partis Socialistes et socio-démocrates de la Communauté, rendre les décisions de cette union plus suivies, introduire aussi le vote à la majorité. La rendre capable de lancer de grandes campagnes d'action sur l'aménagement et la réduction du temps de travail ou sur une fiscalité minimale pour les revenus du capital.

Il n'y a plus, chers camarades, de projet Socialiste possible qui ne se définisse d'abord dans un cadre européen, il n'y a pas d'identité européenne digne de ce nom qui ne s'inspire des valeurs du Socialisme démocratique.
Voilà finalement le message central du texte que je vous ai présenté. Ma conviction est que ce message peut donner à notre Parti, demain, la force d'entraînement et d'adhésion nouvelle dont nous ressentons tous aujourd'hui le besoin. Cette conviction, j'espère vous l'avoir fait partager.
(Applaudissements)

La présidente - Pierre Guidoni et Gérard Fuchs, au nom de la Direction nationale, viennent de présenter les analyses sur la situation nationale et sur l'Europe. On peut les remercier de la qualité de l'analyse politique et de leurs propositions.
Je tiens maintenant à passer la parole à notre Premier secrétaire, Pierre Mauroy.
(Applaudissements)

## Pierre Mauroy

Mes chers camarades, chacun ici a bien conscience d'une période nouvelle. Nous y entrons mais nous n'en discernons pas encore les contours.
Sera-t-elle une période de violence, et pour tout dire de guerre ? L'obstination de Saddam Hussein à bafouer le droit pourrait nous inspirer un tel pessimisme. En réalité, l'ultimatum doit être compris comme une dernière chance pour la paix. L'Organisation des Nations Unies, en votant la résolution 678, a légalisé le recours à la force. Elle ne le rend pas automatique. Et tout doit être fait pendant ces 45 jours pour sauvegarder la paix en donnant la primeur au droit international.
Roland Dumas a bien précisé la position de la France et nous nous exprimons dans le même sens à l'occasion de cette convention. Vous avez entendu Pierre Guidoni qui a excellemment traduit la pensée de tout le Bureau exécutif et, j'imagine, de toute la convention.
Sera-t-elle une période de tension sociale ? Le mouvement lycéen exprime des préoccupations qui sont celles de l'angoisse face à l'emploi rare, face au phénomène d'exclusion. Une nouvelle peur qu'aucune société ne peut tolérer : celle de ses enfants face à l'avenir. Mais il a aussi permis de confirmer une réalité : celle d'une société déjà à deux vitesses qu'il faut combattre. Et le sens de notre action est bien d'en atténuer le caractère inégalitaire pour aller vers une société dont nous n'avons pas le modèle, mais qui doit être plus juste, et d'abord plus solidaire.
Sera-t-elle une période de mise en cause de la démocratie ? Certains le suggèrent. Les partis seraient devenus malodorants. On le voudrait en tout cas, et on voudrait le faire croire aux citoyens.
Toutes nos Républiques, chers camarades, et vous le savez bien, ont connu cette évolution. On condamne les hommes politiques, on les met en cause, on fait de l'antiparlementarisme, on s'en prend aux partis. Evidemment, on sape, et chaque jour davantage, la République. N'en doutez pas, c'est au moins le programme de

Fondation Jean-Jaurès

quelques-uns qui, directement ou indirectement, font le lit politique du Front National pour réinstaller je ne sais quel ordre vichyssois.
(Applaudissements)
Que les élus républicains de droite se ressaisissent ! En tout cas, nous, nous sommes dans le combat.
Nous, mes chers camarades, nous sommes des militants et des militants responsables. Nous n'acceptons pas telle quelle la situation et nous entendons réagir et nous réagissons.
Nous voulons la paix, même si nous avons fixé le seuil de respect du droit international : 45 jours pour rendre les otages et libérer le Koweït. Nous voulons dépasser la logique de l'ordre économique libéral dont la pente inévitable mène aux inégalités, au chômage et à l'exclusion. Nous défendons les valeurs de la démocratie et de la République que les partis politiques, dans leur totalité - en tout cas ceux qui sont républicains - s'efforcent d'exprimer.
C'est dire que j'ouvre cette Convention nationale avec un ton qui est sans doute celui de la gravité et un seul mot d'ordre : celui de l'action. Cette Convention nationale, nous n'avons pas à la vivre comme la simple réalisation d'une obligation statutaire mais comme l'occasion de dire le sens de notre combat et d'en fixer les modalités. Le scepticisme serait, en politique, un mal absolu. Nous sommes des militants et nous ne nous résignons pas.
Nous ne nous résignons pas, non, au règne de l'argent qui étale sa violence, au règne de l'argent qui dissout les valeurs de solidarité, au règne de l'argent qui menace même la démocratie.
Pendant 10 ans, nous avons mené une opposition ferme, dure parfois. Mais l'attaque vile, personnalisée, nous a toujours répugnés.
Et pourtant, meurtres commandités à l'étranger : relégués dans l'oubli ; mort de hauts dignitaires du régime : inexpliquée ; scandales financiers : étouffés. Aurait-on déjà oublié toutes les déviations de ce pouvoir que nous avons tant combattu ?
Aujourd'hui, nous voici confrontés à l'offensive de la Droite sur un domaine dans lequel elle est sans conteste plus experte que nous. Et pourtant, cette attaque porte et nous devons y répondre.
Elle porte sur les médias qui voient une mine inépuisable de papiers. Elle porte sur l'opinion.
Elle porte aussi sur nos militants ; nos militants à qui il faut expliquer et à qui je dis, au-delà des délégués qui sont ici rassemblés, que si le Parti Socialiste peut se trouver paradoxalement et faussement en situation d'accusé, c'est par souci de moralité et de clarté. Nos pratiques de financement étaient connues et le comble est qu'elles ont permis de mettre nos élus à l'abri de ce que l'on voudrait nous reprocher maintenant : l'enrichissement personnel et l'affairisme.
(Applaudissements)
Face à un vide juridique, nous avons légiféré et nous n'avons pas encore mesuré les contraintes de la nouvelle loi tant elle assure la limitation des dépenses et contrôle rigoureusement l'ensemble des recettes ; une nouvelle loi, je n'en doute pas, qui comptera, j'en suis persuadé, parmi les grandes lois de la République.

La Droite, elle, s'arrangeait bien de la confusion et je crains que même aujourd'hui elle continue de jouer sur les deux tableaux : avec la loi nouvelle et avec les pratiques anciennes.
En ce qui nous concerne, nos bureaux d'études ont été fermés et nous avons été les seuls à le faire. L'association de financement de notre Parti a été créée et nous avons été les premiers à le faire.
Viendra obligatoirement le jour où le voile de l'hypocrisie se déchirera. J'ai pointé l'index, tour à tour, lors de la motion de censure, sur tous les groupes de l'Assemblée Nationale. J'ai dit : "qu'il se lève celui ou celle qui peut prétendre avoir financé ces campagnes électorales sur ses seuls fonds personnels". Bien entendu, aucun député ne s'est levé.
Oui, il se déchirera le voile de l'hypocrisie. Mais quels dégâts auront provoqué tous ceux qui s'en sont servi pour masquer leurs propres turpitudes ! Quels dégâts pour la Droite qui se fera laminer si elle continue ainsi, par le Front National, ce dont nous ne nous réjouirons pas ! Et quels dégâts pour la démocratie et pour la République !
La faiblesse de la Droite envers le Front National est d'ailleurs patente. Dimanche dernier encore, M. Léotard dénonçait Le Pen, avec de beaux accents, c'est vrai ; mais, malheureusement, assis entre deux présidents de région : Messieurs Gaudin et Blanc, qui détiennent leur pouvoir d'une alliance avec ce même Front National ; double jeu, d'ailleurs, généralisé dans bien des régions. Philippe de Villiers ne devient-il pas chaque jour davantage l'allié de Le Pen ?
Nous n'acceptons pas ces attaques odieuses contre le Garde des Sceaux. Et j'exprime au nom du Parti Socialiste et en votre nom, notre sympathie et notre soutien à Henri Nallet.
(Applaudissements prolongés)
Nous n'acceptons pas l'hypocrisie, nous n'acceptons pas le double jeu et nous ne sommes pas résignés à faire la part belle à Le Pen. Nous le combattons sur chacun de ses terrains. Nous n'avons pas commencé hier l'action sur les quartiers. Et nous l'avons illustré de réussites exemplaires, même si elles restent insuffisantes. Nous n'avons pas commencé hier à combattre ses idées sur l'exclusion, le racisme, le mépris des différences. Et nous n'arrêterons pas demain.
Le Pen sera combattu sur tous les terrains. L'élection de Nice, caricaturale, extrême, inacceptable, nous démontre à quelle situation se trouverait confronté notre pays si s'élargissait l'influence de l'extrême droite.
J'avais dit, lors d'un de nos derniers Comités directeurs, que pour ma part je n'aurais aucune hésitation entre un candidat du Front National et un candidat républicain, même si ce dernier appartenait à l'opposition. Je le répète en ce qui me concerne. Mais tel n'est pas le cas aujourd'hui. Et si quelques camarades - au singulier ou au pluriel - condamnent notre non participation, de grâce qu'il monte à cette tribune pour nous dire la solution à adopter.
Le choix entre l'affairisme et l'exclusion offert ce dimanche à Nice est évidemment intolérable pour les hommes et les femmes de gauche ; mais l'appel à l'abstention est en définitive la seule solution possible.

Fondation Jean Jaurès

Dans la salle - Bravo !

Pierre Mauroy - Et nous nous devons de poursuivre ce combat et celui contre la Droite. Le départ de Mme Thatcher en Grande-Bretagne n'est pas l'échec d'une personnalité mais l'échec d'une politique : celle de l'hyper libéralisme et le signe d'une absence de perspectives.
Les Etats-Unis de Bush ont condamné les golden boys de Reagan parce qu'ils ont découvert le risque des pratiques de spéculation financière qui ne respectent pas le souci de la production. Et dans le pays où l'impôt a eu si mauvaise réputation, le budget 91 a bien dû prévoir des augmentations substantielles, contredisant ainsi toutes les promesses électorales du Président.
La Droite française n'a-t-elle donc rien appris de ces expériences ? Va-t-elle encore longtemps donner des leçons de conservatisme à ceux qui viennent d'en découvrir les limites et, surtout, la malfaisance ?
Voilà pourquoi cette Convention nationale doit être d'abord et surtout une convention de travail. Nous sommes à notre ouvrage, conscients de la gravité de la période, et de la vanité de ce tohu-bohu auquel la Droite réduit aujourd'hui sa politique.
Oui, convention de travail, convention pour mieux définir le cadre de notre action. Car, d'ici la fin de 1991, les défis à relever ne manqueront pas.
Ils concernent notre Parti.
Ils concernent notre projet.
Ils concernent notre stratégie.
Le Parti.
Le Parti, mes chers camarades, nous l'avons construit ensemble avec tous, ensemble ; tous ensemble et avec celui qui est actuellement Président de la République, ne l'oublions pas.
Qui a envie d'oublier ce que nous avons fait avec François Mitterrand ? Si les Socialistes ont écrit une page nouvelle dans l'histoire de France, ils le doivent aux militants d'hier, aux militants rassemblés dans le Parti, certes, depuis des décennies ; mais ils le doivent particulièrement et d'abord, vous le savez bien, à François Mitterrand.
(Applaudissements)
Au milieu des difficultés actuelles, qui garde les atouts pour éclairer l'avenir, conjurer les périls, et ouvrir la voie, sinon le chef de l'Etat, clé de voûte de la 5ème République ?
Je lui exprime, au nom du Parti Socialiste et en votre nom à tous, j'en suis sûr, nos sentiments d'attachement, de confiance et de fidélité.
(Applaudissements)
Notre Parti est notre bien commun, notre raison d'être, et il est notre avenir. Nous tous, ici, en sommes les porte-parole, soucieux de son rayonnement et de sa cohésion, de sa cohésion comme condition de son rayonnement.
Alors, méfions-nous de ce que nous disons. Prenons garde aux petites phrases qui peuvent traduire un agacement passager... et qui ne connaît pas d'agacement

Fondation Jean-Jaurès

passager ? Seulement, dans le monde médiatisé comme il est, ces petites phrases risquent, ici ou là, de trahir une faiblesse dans des moments difficiles, et ces petits manquements, qui passeraient tout à fait inaperçus en temps ordinaire, finissent par produire des conséquences dans un monde où la médiatisation amplifie les états d'âme.

Notre engagement commun depuis Rennes, c'est la synthèse. Elle n'est d'ailleurs pas surprenante. Elle a d'ailleurs été quasiment la norme depuis 1981 et même depuis Epinay. Bien avant encore, les grands moments de notre histoire, de l'histoire des Socialistes, ont toujours été précédés de la synthèse.

Depuis Rennes, la synthèse a été un apaisement pour un parti qui avait mené un débat trop rude. Elle a été l'occasion de maintenir l'unité de notre Parti, en associant chacune de nos sensibilités équitablement à la direction du Parti. Elle a été une nécessité, compte tenu de la situation politique et de la logique de nos institutions. Elle reste notre règle, plus que jamais.

Et ceux, s'il en était, qui souhaiteraient en sortir, eh bien, qu'ils le disent clairement ! Nous savons bien tous quel est le choix de nos militants qui ont, à la base, ratifié cette synthèse.

Lorsque Jean Poperen me dit : "L'action de rassembleur du Premier secrétaire n'est sans doute pas suffisante", eh bien, oui, il faut la sienne, il faut la vôtre, il faut celle de tous, mais si elle n'est pas suffisante, elle est au moins nécessaire et indispensable pour agir. Et c'est bien là la porté de cette Convention nationale.

Elle doit témoigner que notre synthèse est une synthèse active, une synthèse d'imagination, une synthèse de création, une synthèse qui permet d'agir pour aller ensemble au devant des échéances qui sont devant nous en 1992, 1993, une synthèse qui nous réunit tous, car il ne peut pas y avoir un parti au travail et un parti qui soupire ! Il ne peut y avoir qu'un seul Parti, soutenant le Président de la République, le Premier Ministre, Michel Rocard, et son gouvernement, un seul Parti capable de préparer des échéances décisives et d'imaginer l'avenir.

Mais, il ne saurait être question non plus de confondre la synthèse avec l'unanimisme. On doit, je crois, en avoir une vision plus haute. La synthèse est précisément le moyen d'avoir des débats entre nous, des débats d'idées, et il n'est pas interdit, dans ces débats d'idées, que nous nous affirmions différents. Le texte sur l'Europe ne nous réunit pas tous et, cependant, par la qualité des interventions qu'il a suscitées, encore tout à l'heure à la tribune, par la qualité des interventions au Bureau exécutif, il a été un de nos travaux les plus riches et j'en remercie à la fois Gérard Fuchs et Pierre Guidoni. Il est l'exemple du type de débat que nous pouvons multiplier dans notre Parti.

D'autres sujets peuvent aussi nous partager demain. L'essentiel, c'est que nos différences ne nous amènent pas à nous défaire, c'est que la volonté de travailler en commun pour le Parti s'impose, c'est que nos règles statutaires soient respectées par tous, bref c'est que la synthèse soit loyale et active. Active, cela veut dire surtout organisée autour d'une volonté commune et autour d'un projet commun.

Le projet.

A Rennes, nous avons adopté une nouvelle déclaration de principes. Nous

Fondation Jean Jaurès

devons aller maintenant plus loin.
L'exercice du pouvoir dans la durée, les innombrables mutations de la décennie, l'effondrement du Communisme, tous ces phénomènes nous imposent une réflexion de fond sur ce que nous sommes, sur ce que nous voulons et sur les moyens d'y parvenir.
A l'heure où les idéologies qui avaient structuré le monde sont en crise, où la politique est contestée, où l'individualisme va jusqu'à éroder le sentiment d'un destin collectif, cette démarche est à la fois plus difficile et plus indispensable que jamais.
Je crois que la méthode, en même temps ambitieuse et modeste, que nous avons retenue, nous offre les meilleures chances de succès. Mais elle a une contrepartie : elle impose une mobilisation exceptionnelle de tous les militants et pendant bien des mois, pratiquement pendant toute cette année 1991.
En tout cas, Michel Charzat n'a pas ménagé son temps pour mener à bien cette entreprise et je veux le saluer pour le travail qu'il a déjà accompli ainsi que l'équipe qu'il a autour de lui.
(Applaudissements)
Je crois que ce projet, qui sera notre projet, j'en suis persuadé, qui dans ses modalités a été approuvé par le Bureau exécutif, est lancé avec discernement et aussi avec une grande sensibilité au changement, en sauvegardant, bien sûr, l'essentiel, auquel nous sommes tous profondément attachés.
Une longue phase d'auditions est en train de se terminer. Elle donnera lieu à diverses publications auxquelles tous les militants auront accès.
Dès lundi va s'ouvrir une nouvelle phase. Pendant six mois, ce sont tous les militants de notre Parti qui doivent nous faire part de leurs propositions et aller à la rencontre des Français.
Pour élaborer ce projet, le Parti Socialiste doit prendre la France telle qu'elle est, c'est-à-dire avec une gauche et une droite car (et c'est là le paradoxe) si les Français sont nombreux à considérer ces clivages comme dépassés (du moins, on le lit dans les sondages), ils savent aussi très bien à quel camp ils appartiennent ! Ceci est tout à fait clair. On n'a pas besoin de faire un dessin aux maires qui sont ici, aux élus qui sont ici : dans leur commune, leur département ou leur région, ils savent de quoi l'on parle ! Et eux, croyez-le, ils ne s'aperçoivent peut-être pas toujours, en cours d'exercice, où est exactement la ligne de démarcation, mais quand vient le moment du vote, et dans les urnes, on retrouve tout de même la démarcation avec une droite et une gauche. Cela, c'est la réalité et vous le savez bien !
(Applaudissements)
Si nos concitoyens le savent peut-être moins qu'avant, eh bien, c'est à nous d'agir, d'agir à gauche et de faire en sorte que cette démocratie soit animée par ce grand combat qui est celui d'une gauche et celui d'une droite.
Dans notre motion de synthèse, nous avions décidé de lancer une nouvelle étape sociale : la réforme de la taxe d'habitation, l'engagement de négociations de branches sur les bas et les moyens salaires, l'adoption de la contribution sociale généralisée en marquent les principales étapes.

Fondation Jean Jaurès

D’autres problèmes nous sollicitent déjà et je redis ici au gouvernement ce que nous avions dit à Rennes, ce que nous avions dit également à la Maison de la chimie à Paris : l’objectif de justice sociale poursuivi par la création de la contribution sociale généralisée ne pourra s’apprécier indépendamment de l’orientation que nous allons prendre sur le pouvoir d’achat des retraites. Cette question est posée et elle appellera des décisions de la part du groupe parlementaire (dont je salue les présidents ici) et, naturellement, de la part du Parti.

Oui, il faut continuer à agir. Agir sur la ville, sur la santé, la protection sociale, sur l’éducation, sur les services publics, on aurait tort de croire que c’est agir sur des marges. Lorsque nous avançons telle ou telle idée, qui n’est pas toujours animée par l’esprit d’une réforme totale, voire même d’une grande réforme (mais ce sont des réformes partielles qui s’ajoutent les unes aux autres), en réalité nous touchons là, vous le savez bien, des points névralgiques qui seront décisifs pour apprécier notre politique et donner l’orientation que nous souhaitons.

Nous nous trouvons à ce point d’équilibre qui conduira à une société libérale ou à une société de plus en plus solidaire.

Lorsque j’étais Premier Ministre, j’avais souhaité voir apparaître une nouvelle citoyenneté. L’heure est venue aujourd’hui d’approfondir cette idée.

Nouvelle citoyenneté des salariés dans les entreprises où la démarche ouverte par les lois Auroux doit être poursuivie, mon cher Jean, notamment dans les petites et moyennes entreprises.

Nouvelle citoyenneté des lycéens et des étudiants qui réclament, certes, une rénovation des établissements, mais aussi et surtout un droit d’expression vis-à-vis de l’administration et de leurs enseignants. Le ministre de l’Education nationale, Lionel Jospin, l’a tout à fait compris. Un jeune de 18 ans jouit de tous ses droits civiques, il doit être aussi citoyen au lycée et à l’Université.

Nouvelle citoyenneté dans la ville et dans le cadre de vie. Hubert Dubedout, suivi par d’autres, en avait montré l’exemple. Il est poursuivi aujourd’hui, cet effort, et je salue aussi les efforts de Gilbert Bonnemaison qui a donné vie à une action de grande ampleur pour la prévention de la délinquance, alors que rien de semblable n’avait été fait précédemment. Alors que cette action (aussi bien celle que nous avons mené dans les quartiers que celle qui a été menée pour la prévention de la délinquance) est abondamment commentée dans des pays étrangers, on aimerait qu’elle le soit également en France !

(Applaudissements)

Peut-être que, si elle avait été davantage commentée et présentée aux Français, nous n’aurions pas un certain nombre de situations qui sont des situations effectivement difficiles et des situations auxquelles il faut apporter remède, bien entendu.

La Gauche ne doit pas se considérer comme prise au dépourvu par la crise des banlieues. Elle œuvre depuis bientôt dix ans sur ce terrain, avec des résultats concrets. En tous les cas, c’est un domaine que je connais. Je suis maire d’une grande ville et je préside une métropole d’un million d’habitants, où il y a une

Collection Jean Jaurès

ville en particulier, Roubaix, où 45% de la population est d'origine maghrébine. Alors, ce n'est pas le paradis, ce n'est pas facile, mais il y a une action patiente, une action persévérante qui est menée, par nous et par d'autres. Eh bien, cette action-là, nous devons la poursuivre et c'est le sens de la proposition que nous avons faite, à savoir que les membres du Bureau exécutif vont se rendre dans les villes où il y a justement ces points noirs et que nous aurons, dans les semaines qui vont suivre, ou plutôt les mois qui vont suivre (janvier, février), une grande réunion des maires, des élus, des animateurs, de tous ceux qui sont concernés. Qu'il y en ait d'autres qui prennent en charge ce problème, nous sommes prêts à les accueillir. Mais ce problème est, et nous le savons depuis longtemps, le problème de nos élus, le problème de nos militants et nous entendons être au travail pour avancer dans le règlement, qui est nécessairement long et patient, de ce qu'on appelle "le mal des banlieues" ou des quartiers périphériques.

Il n'y a pas de civilisation de la ville sans citoyenneté dans la ville. C'est un des domaines de réformes engagées par le gouvernement et c'est la condition de l'autorité et de la modernité de l'Etat. Comme l'a dit, il y a quelques jours, le Président de la République, l'Etat est bien le moteur de la lutte contre toutes les discriminations.

C'est pourquoi ses représentants doivent parler avec les collectivités locales, chacun respectant les compétences de l'autre, et c'est ce qui est en cours.

La décentralisation que nous devons pousser encore plus loin ne signifie pas l'affaissement de l'Etat, mais l'avènement d'un Etat qui anime, qui impulse, qui mobilise, d'un Etat qui protège le citoyen contre l'injustice et qui libère les énergies au lieu de les paralyser.

Cette réflexion sur l'Etat doit englober une réflexion sur la place de la justice dans notre pays.

Oui, il faut donner des moyens la justice. Oui, les décisions des juges suscitent le plus grand respect, nous l'avons toujours dit et nous le répétons aujourd'hui. Mais il faut aussi une justice au service de la République, et de ce point de vue, certains propos, certains actes peuvent nous faire douter de l'attachement à cette conception de la justice au service des citoyens et au service de la République.

Notre stratégie.

Notre volonté, chers camarades, se traduira enfin dans l'affirmation de notre stratégie. Elle est celle du rassemblement à gauche. Nous avons à la préciser au cours de ces journées.

Le Parti Communiste, en votant une motion de censure présentée par les Partis de droite, a rompu avec une grande partie de son histoire. Cette exigence qu'il avait vis-à-vis de nous, cette suspicion dont il témoignait quant à nos relations supposées avec la Droite, voilà qu'il les jette par-dessus bord, témoignant ainsi de la crise profonde dans laquelle se trouve le mouvement Communiste aujourd'hui.

Mais on n'est pas aussi longtemps alliés au sein de l'union de la Gauche, on ne gouverne pas durant plus de trois ans au sein d'une même équipe gouvernementale, on n'est pas à l'Assemblée Nationale avec une majorité absolue potentielle à gauche, sans que se soient noués des liens, sans que le

respect ne cimente des amitiés par delà les moments politiques très difficiles.
Nous devons respecter les délibérations du Parti Communiste. Ce qui se passe au sein des cellules, des sections, des fédérations, y est trop exceptionnel pour que nous le négligions. Nous nous devons d'approfondir les données actuelles du Communisme international et de l'évolution du Communisme en France.
Et c'est la mission que le Bureau exécutif a donné à un groupe de travail animé par Gilles Martinet. Son rapport donnera lieu à un débat politique approfondi, dans des conditions qu'il nous faut fixer exactement.
Le Parti Socialiste doit être en état de rassembler la Gauche, toute la Gauche, non par souci d'électoralisme, mais tout simplement parce que cette Gauche encore diverse sur le plan politique, exprime une profonde unité sociologique.
Nous suivons avec attention les grandes mutations de la société française, mais nous savons aussi qu'il existe une classe ouvrière qui réunit encore aujourd'hui 30% des Français, une classe moyenne qui ne diffère pas très profondément dans ses revenus, ses problèmes de logement, de vie quotidienne, des aspirations de la classe ouvrière, même s'il y a des évolutions encore importantes qui touchent les catégories nouvelles qui, elles aussi, sont concernées et doivent être concernées par notre message.
Les états généraux de la Gauche constituent le cadre naturel de ce rassemblement. Nous avons pris la décision de les lancer, et ce soir, je souhaite que la Commission des résolutions en fixe les détails, les modalités et le calendrier.
Ajouterais-je, mes chers camarades, que je souhaite que le Parti Communiste, enfin sorti de ses débats de Congrès, puisse s'associer à cette démarche.
Attendons, et nous réagirons en conséquence.
Telle est notre première priorité. Evidemment, je n'oublie pas que notre système électoral est à deux tours, et qu'il faut rechercher, par delà le rassemblement de la Gauche, à fédérer l'ensemble de la majorité présidentielle.
Là encore, et très vite, puisqu'il s'agit de nous organiser bien avant les élections régionales, nous aurons à discuter avec nos partenaires, ceux de France Unie, et peut-être les écologistes.
France Unie : nous aurons ce soir en Commission des résolutions à fixer en détail le calendrier et les modalités des démarches qui nous conduiront à la recherche d'un accord politique, je dis bien politique et pas seulement électoral.
Bien sûr, il ne s'agit pas de demander à France Unie de devenir Socialiste, mais il y a naturellement un certain nombre de conditions minimales qu'il nous faut fixer.
Lors du Congrès du MRG qui s'est tenu d'ailleurs dans cette salle, le président a réclamé des états généraux de la majorité présidentielle. Ce n'est pas une idée à exclure, elle sera même indispensable le moment venu. Sous quelle forme ? Je ne le sais pas, on pourra en parler en Commission des résolutions, mais naturellement, elle ne peut venir qu'après les états généraux de la Gauche, à mon avis, dès lors que nous avons avancé dans l'élaboration de notre projet.
Enfin, nous avons à approfondir nos idées et très vite, sur la question de l'écologie. Quand les écologistes expriment une contestation hasardeuse de la

Fondation Jean Jaurès

politique, nous ne pouvons pas les approuver, de même que nous les condamnons quand ils prétendent se cantonner dans la neutralité face au Front National.
Mais il y a certainement une conception plus haute de l'écologie, celle qui défend les équilibres naturels de notre environnement. Et là, notre projet nous offre l'occasion de nous exprimer.
Pourquoi le Parti Socialiste ne serait-il pas porteur des idées de l'écologie, à la condition que celles-ci s'expriment et que nous leur donnions une certaine publicité ? C'est ce que nous ferons en proposant - et la Commission des résolutions et vous-mêmes prendrez la décision - de réunir au printemps soit une Convention nationale exceptionnelle, soit une réunion avec la participation de tous ceux qui sont concernés dans le Parti par ces problèmes d'environnement et ces problèmes de l'écologie.
Je souhaite, en tout cas, que le débat de cette Convention nationale nous permette d'avancer concrètement sur l'ensemble de ces terrains.
Mes chers camarades, je conclus. Nous avons toujours souhaité disposer de la durée. Cette durée nous a été donnée, elle a été autorisée par la double victoire présidentielle de François Mitterrand.
Elle nous est donnée par l'action du gouvernement de Michel Rocard. La durée, nous en disposons donc, et nous devons tout mettre en œuvre pour franchir victorieusement le cap des échéances de pouvoir qui sont devant nous. Je ne doute pas que nous puissions y parvenir dès lors que nous sommes rassemblés, que nous sommes au travail.
Une œuvre immense reste à accomplir. La réussite de nos réformes appelle aujourd'hui d'autres réformes, parce que nous avons réussi la décentralisation, encore incomplète et imparfaite, les Français aspirent à plus de décentralisation encore.
Parce que nous avons engagé la démocratisation des entreprises, les Français souhaitent être plus encore des citoyens dans l'entreprise.
Parce que nous avons sauvegardé la protection sociale, les Français réclament davantage de garanties sociales.
Parce que nous avons fondé l'économie mixte, les Français souhaitent une politique industrielle plus ambitieuse, et sont plus exigeants en matière de compétitivité.
Tout cela, mes chers camarades, réclame désormais une nouvelle phase, un nouvel élan. Le Parti Socialiste, une fois encore, doit en être l'acteur essentiel. La Convention nationale doit exprimer notre volonté, nous en avons les moyens, nous devons réussir, à vous de nous le confirmer, à nous, à vous de faire en sorte que cette Convention nationale soit une convention de travail pour préparer 1991 qui sera une grande année, qui nous permettra de réussir aux échéances de 1992 et de 1993.
(Vifs applaudissements)

La présidente - Pierre Mauroy vient d'ouvrir le débat de politique générale. Il se poursuivra cet après-midi, mais ce matin, je demande à Gilles Martinet de

Fondation Jean-Jaurès

monter à la tribune. Il sera suivi par Claude Bartolone et André Bellon à qui je demande de se préparer.
Gilles Martinet, à toi.

## Gilles Martinet

Chers camarades, Pierre Guidoni a souligné l'importance des événements et des bouleversements à l'est de l'Europe. Les changements qui interviennent en Union soviétique et dans les Pays de l'est de l'Europe centrale et orientale, on dit qu'ils marquent une transition, mais une transition vers quoi ? Vers la démocratie ? C'est l'espoir, mais vers quel type de société ?
Il n'y a pas si longtemps, lorsque nous utilisions le mot de "transition", nous pensions à une transition du capitalisme au Socialisme. Et aujourd'hui, nous devons nous demander si ce qui se passe à l'est ne nous renvoie pas une image inversée de ce qui était nos projets et nos ambitions.
Autrement dit, nous nous demandons si nous n'assistons pas à une restauration du capitalisme dans des pays qui se proclamaient Socialistes. Et ceci demande de notre part une analyse rigoureuse.
Je voudrais faire à ce propos trois observations.
La première, c'est qu'on ne peut pas s'en tenir à l'économique et au politique, à la question du passage d'une économie administrée, d'une économie de commandement, à une économie de marché, et d'une dictature à des formes traditionnelles de démocratie.
Ce sont là des problèmes essentiels, mais ils doivent être éclairés par l'analyse sociale car enfin, nous ne nous trouvions pas seulement en face d'une dictature et d'une économie administrée, nous nous trouvions en face d'une société avec sa logique et avec ses contradictions.
C'était une société où la redistribution de la valeur ajoutée ne répondait pas aux normes du marché capitaliste. Elle s'y opérait d'une manière inégale entre une classe démocratique, dotée de grands privilèges, et une masse de salariés qui connaissaient une situation captive, sans droit de grève, sans possibilité, sans liberté d'organisation, mais qui connaissaient une situation de protection et de relative sécurité de l'emploi, même si les salaires se trouvaient être très bas.
C'est ce système qui s'effondre aujourd'hui sans qu'on voit clairement par quoi il va être remplacé.
On parle facilement d'économie mixte, et c'est vrai qu'il sera très difficile de procéder à de très grandes privatisations, parce que, dans ces pays, l'épargne représente à peine 10% de la valeur des actifs industriels, donc une grande partie de l'industrie et des services demeurera nécessairement dans les secteurs publics. Mais la formule d'économie mixte ne fait que décrire une réalité que nous retrouvons dans la plupart des pays du monde. Ce qui compte, c'est le rapport des forces sociales, et c'est la dynamique qui préside à leur développement.
Or, que se passe-t-il aujourd'hui à l'est ?
La classe bureaucratique a perdu dans certains pays, est en passe de perdre dans les autres, son pouvoir politique, tout en conservant des positions économiques.

Fondation Jean Jaurès

Elle a en face d'elle une intelligentsia courageuse, mais inexpérimentée, et une nouvelle bourgeoisie encore embryonnaire, composée pour une part de vrais entrepreneurs, mais pour une part plus large de trafiquants et de gens de la nomenklatura, qui se recyclent dans l'économie, sur la base de ce qu'il faut bien appeler des délits d'initiés, en somme une "lumpen" bourgeoisie.
Quant à la masse des salariés, elle passe d'une situation de captivité mais aussi de sécurité à une situation de liberté mais d'instabilité marquée notamment par l'extension du chômage.
Ce sont tous ces éléments explosifs qu'il faut prendre en compte pour essayer de comprendre ce qui se passe à l'est, mais aussi pour déterminer notre propre politique.
Je passe à ma deuxième observation : tout le monde souligne la nécessité d'aider les pays de l'est : aide économique, aide financière, aide à la formation. Ce qui se fait, n'est pas négligeable : de 1990 à 1993, on peut évaluer à 60 ou 70 milliards de dollars, l'aide que l'occident pas seulement l'Europe occidentale, compte apporter sous des formes diverses à l'Union soviétique et aux autres pays de l'est.
Pour avoir une idée de comparaison, je rappelle qu'en dollars actuels, le plan Marshall se montait à près de 140 milliards de dollars. Donc théoriquement, en apparence, la moitié de ce qu'a représenté l'aide Marshall. Cette aide n'est pas négligeable, mais elle est insuffisante, très insuffisante ne serait-ce que pour remettre à niveau les structures de l'économie de ces pays, qu'il s'agisse des transports, qu'il s'agisse de problèmes de conservation, des problèmes énergétiques et autres.
C'est pourquoi nombre de pays de l'est, aspirent à rejoindre la Communauté Economique Européenne tout en sachant que leur adhésion ne pourra être acceptée avant un certain nombre d'années car même si les 12 renonçaient à l'union monétaire, et à l'union politique, même s'ils s'en tenaient à la libre circulation des hommes, des marchandises et des capitaux, l'intégration de l'est serait impossible.
Elle serait impossible pour l'ouest qui envisage déjà avec crainte l'arrivée non seulement des produits agricoles, mais une masse possible d'émigrés.
Tout récemment, Boris Eltsine déclarait que si les difficultés de l'URSS ne se résolvaient pas rapidement, il fallait s'attendre à une immigration chiffrée à 7 millions de Soviétiques.
C'est aussi une impossibilité pour l'est, parce que la restructuration de leur économie nécessitera inévitablement des mesures de protection je dirai même de protectionnisme.
Cela ne doit pas, bien au contraire, nous décourager de développer la coopération, et même de pousser cette coopération dans certains domaines jusqu'à des formes de pré-intégration. Je pense par exemple au projet qu'a lancé le Premier Ministre néerlandais de création d'une Communauté européenne de l'énergie qui permettrait d'accroître considérablement la production de gaz soviétique et de résoudre les redoutables problèmes de sécurité nucléaires qui se posent dans ces pays.

Collection Jean Jaurès

C’est ainsi que pourrait s’ouvrir la perspective de la constitution d’une future confédération et d’un élargissement de la Communauté. Mais ici, il faut faire très attention. Si l’on tient compte non seulement de l’importance des aides qui sont assez équitablement réparties, mais aussi du flux des investissements qui sont encore modestes, mais qui iront en se renforçant, il apparaît que certains pays de l’est ont davantage que d’autres la chance de parvenir au niveau qui leur permettra l’adhésion à la Communauté.
Nous avons déjà le problème de l’intégration de l’ex-RDA dans l’Allemagne ; et nous aurons sans doute une émergence de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie qui seront vraisemblablement les deux premiers pays à atteindre le niveau dont je parlais tout à l’heure.
Or, il suffit de regarder la carte et de mesurer l’ampleur des échanges entre l’Allemagne unifiée, l’Autriche, la Hongrie, et la Tchécoslovaquie pour comprendre que la prédominance germanique qui est déjà une réalité en Europe, s’en trouverait fortement accrue.
Aussi, avons-nous intérêt dans la démarche, dans le rapprochement de la Communauté, à favoriser le "tous ensemble" et non le "chacun pour soi".
Je suis de ceux qui pensent qu’il n’y a pas d’alternative à l’intégration européenne, que tout repli national serait suicidaire. Je suis aussi de ceux qui ne ferment pas les yeux sur le problème de la prédominance allemande.
Il faut créer des contrepoids au sud avec une politique méditerranéenne englobant l’Italie et l’Espagne. Et à l’est, en aident un pays comme la Pologne à se renforcer, et à éviter l’isolement, et ceci quelle que soit la déception - Pierre Guidoni le rappelait - qu’a pu provoquer le résultat de l’élection présidentielle.
J’en viens, mais d’une façon plus brève, à ma troisième et dernière observation. Elle concerne la lutte politique et idéologique que nous devons mener en commun avec les forces authentiquement démocratiques qui se manifestent à l’est.
Ces forces ne se heurtent pas seulement à ce qui demeure des structures Communistes. Elles ont à faire face à la montée de mouvements populistes, autoritaires, dont le ressort principal est le nationalisme. C’est un phénomène que l’on doit comprendre. Il est lié à des difficultés économiques qui paraissent s’éterniser et alors, la démagogie nationaliste apparaît comme une issue mais elle est liée aussi au désir de libération profonde que ces peuples éprouvent après des années et des années de domination étrangère.
Ce n’est pas à ceux qui ont lutté contre les guerres coloniales et reconnu dès le début le droit à l’indépendance des peuples asservis qu’il faut expliquer l’importance de ce phénomène mais on doit distinguer entre le sentiment national et la pulsion nationaliste - je sais que le frontière n’est pas toujours discernable mais elle est fondamentale - car c’est en grande partie sur cette frontière que se joue le sort de la démocratie à l’est. Aussi, nous ne pouvons pas nous contenter d’être spectateurs. Nous devons nous déclarer solidaires de toutes les forces politiques qui tout en défendant le droit des nations à décider de leur destin, et le droit des minorités au respect de leur culture, récusent l’enfermement identitaire, l’apologie de la pureté ethnique, la fusion biologique

Fondation Jean-Jaurès

messianique, intolérante de la nation. Leur combat est le nôtre, il est celui de l'avenir européen.
(Applaudissements)

La présidente - Merci, Gilles.
Claude Bartolone, tu as la parole.

## Claude Bartolone

Mes chers camarades, en 1990, la question sociale ne se pose plus dans les mêmes termes qu'au début de ce siècle. Elle n'est pas résolue pour autant. Le spectacle de la banqueroute, de la faillite totale, modèle politique, économique et sociale à l'est, ne saurait nous dispenser d'un constat lucide sur l'état des pays d'économie de marchés.
Depuis 1981, en France, un travail considérable a été accompli sous les gouvernements de Pierre Mauroy, Laurent Fabius, et Michel Rocard.
Des réformes importantes ont été élaborées, puis mises en œuvre dans le sens de la justice et du progrès social.
Il nous reste cependant, nous le savons, une longue route à parcourir, de nombreux et difficiles défis à relever.
Trop de mal de vivre dans nos banlieues, pas assez de perspectives d'avenir de la jeunesse, trop de femmes et d'hommes fragilisés par les mutations économiques, trop de chômage, pas assez d'intégration…
Notre travail collectif à tous les échelons, nationaux, fédéraux, et des sections du Parti autour du projet, nous le restituera s'il est mené comme il le mérite.
Ces indispensables points de repère qui nous font souvent défaut à l'heure où l'histoire s'accélère à une vitesse vertigineuse : aujourd'hui, dans quelques instants, un tunnelier effectuera la première jonction France-Grande-Bretagne sous la Manche. L'Europe si nécessaire, et si difficile, est en marche, même dans les symboles. 1993 est proche. Il est de notre responsabilité de Socialistes de conduire ce pays à faire face à l'échéance européenne dans les meilleures conditions.
Nous ne pourrons y parvenir sans une véritable participation, sans l'adhésion d'une large majorité des Françaises et des Français.
Aujourd'hui, cette adhésion est encore insuffisante. Une part trop importante de l'opinion publique affiche une certaine prise de distance par rapport à la vie politique.
Nous ne sommes pas épargnés par ce phénomène. Il nous faut l'analyser sérieusement et savoir réagir. Par exemple, à l'évidence, les Françaises et les Français sont secoués par ce que l'on a appelé les "affaires".
Les Socialistes n'ont pas, très loin s'en faut, l'exclusivité de la désapprobation de l'opinion publique en la matière ; mais prenons acte que nous sommes également concernés, mes camarades, par leurs reproches.
Prenons en acte et expliquons clairement les choses : c'est nous et nous seuls qui avons pris l'initiative de révolutionner la législation en matière de financement des partis politiques et des campagnes électorales. C'est nous et nous seuls qui

avons pris la décision d'assurer la transparence en ce domaine.
C'est grâce à nous et à nous seuls qu'un coup d'arrêt va désormais être porté à ce système occulte et à ces pratiques illégales de financement que notre pays subissait depuis plusieurs décennies.
Savoir dialoguer avec les Françaises et les Français, recréer des liens distendus avec notre base sociale, enclencher une dynamique majoritaire, emporter l'adhésion du plus grand nombre, c'est aussi et surtout en étant capables de rassembler la Gauche que nous y parviendrons.
De ce point de vue, la réussite de ce que nous appelons entre nous des états généraux de la Gauche, est indispensable.
C'était une décision que nous avions prise au moment de notre dernier Congrès. Nous devons nous doter d'une méthode et nous donner les moyens d'assurer le plein succès de cette initiative. Ni gadget, ni show politique, les états généraux ne seront pas un coup médiatique sans lendemain.
C'est une affaire très sérieuse, mes chers camarades, qui s'inscrit dans la durée. C'est la rencontre, le débat, les choix, les engagements par l'action des forces de progrès sur les questions de fond qui concernent directement la majorité des Françaises et des Français.
Nous sommes les initiateurs de cette démarche.
Toutefois, nous n'en sommes pas les dépositaires exclusifs car nous ne considérons pas les forces de gauche qui répondront favorablement à notre proposition comme des supplétifs du Parti Socialiste, mais comme des partenaires à part entière.
Dans le cadre de ce rassemblement, ils seront comme nous à égalité de droits et de devoirs. Des contacts s'organisent, des liens existent d'ores et déjà avec des organisations telles que la France Unie, autour du mouvement des Radicaux de Gauche, et de personnalités d'ouverture, qui ont rejoint la majorité présidentielle.
Je souhaite à nouveau dire que c'est à mon sens un élément positif et que mieux vaut des centristes attirés par la Gauche qu'une gauche fascinée par les centristes. Additionner oui, soustraire, il n'en est pas question !
D'autre part, des Communistes critiques, des écologistes de gauche, des autogestionnaires se sont regroupés. Les états généraux concernent la Gauche, dans ses limites, et dans sa diversité, toute la Gauche.
Faudrait-il de ce point de vue soulever une exception de taille concernant le Parti Communiste français ? Nous commettrions, à mon avis, chers camarades, une grave erreur si nous fermions la porte des états généraux au Parti Communiste français.
Cette organisation ne doit pas être exclue, mais c'est à elle qu'il appartient de décider ou pas de sa participation en clarifiant bien entendu sa position par rapport au Parti Socialiste, et par rapport au gouvernement.
Point besoin, n'est ici, de détailler le contexte dans lequel se situe notre initiative : crise du Golfe, marasme, incertitudes dans les pays de l'est, menaces graves qui pèsent sur l'environnement, déséquilibre nord/sud, qui s'accentue à l'échelle internationale, crise des valeurs, désaffectation politique, mécontentement

Fondation Jean Jaurès

social, désarroi de la Gauche, montée de l'extrême droite dans notre pays, ce contexte exige un sursaut de toute la Gauche.
Il appelle la recherche de l'unité, la nécessité absolue de lutter contre la dispersion des forces de la Gauche, il faut se rencontrer, et dialoguer. Les divergences d'appréciation, les différences au sein de la Gauche, ne doivent pas être un obstacle insurmontable pour dégager des options communes, des points d'accord qui à mon avis sont probablement plus importants qu'il n'y paraît à priori.
C'est probablement ce qu'attend le peuple de gauche, y compris les déçus, les abstentionnistes, pour une bonne part probablement de gauche immergée, voire ceux qui ont franchi le pas du rejet ou du désespoir, en finissant par voter pour l'extrême droite et pour Le Pen.
Les états généraux répondent à un besoin mais aussi à un espoir. Je voudrais souligner ici un élément de réflexion qui me paraît une condition sine qua non de la réussite. C'est d'une seule voix que le Parti Socialiste devra s'exprimer, participer et s'engager. Rien ne serait pire, même si nous y prenons quelque plaisir, que de mêler des débats de courants à la préparation de ces états généraux.
Je tiens à préciser également que lorsque je mentionne les états généraux, je ne fais que reprendre la terminologie que nous, Socialistes, avons retenue, mais qui pourrait éventuellement être modifiée en accord avec nos partenaires.
Mes chers camarades, il ne peut exister de Socialisme sans démocratie, sans liberté, sans droits individuels, et collectifs. Les faits sont têtus, disait Lénine, et l'effondrement du modèle Communiste est la preuve irréfutable qu'au Congrès de Tours Léon Blum avait raison. Rien n'est écrit par avance, ce que nous voyons se dérouler à l'est de l'Europe, les Communistes le voient également.
Veillons, mes chers camarades, à ne pas donner l'impression de nous immiscer dans le Congrès du Parti Communiste. Nous souhaitons que les Communistes soient tous des partenaires de la Gauche, veillons également à ne pas donner l'impression que nous opposerions les états généraux au Parti Communiste français.
Les états généraux sont un outil pour le rassemblement des forces de gauche et de progrès. Ils ne sont pas une machine de guerre dirigée contre telle ou telle organisation et ne devront pas le devenir.
Enfin, mes camarades, je pense qu'il nous faut bien faire le lien entre ce qui relève de notre débat sur le projet, et ce qui concerne les états généraux. Même si des articulations et des interfaces doivent et pourront être trouvés et précisés.
Ces deux initiatives sont distinctes mais complémentaires, c'est en redéfinissant son projet que le Parti Socialiste sera plus attractif, c'est en étant plus attractif qu'il pourra plus efficacement œuvrer au rassemblement de la Gauche.
Ensemble, chers camarades, sachons mener à bien l'une et l'autre de ces deux tâches indispensables.
(Applaudissements)

La présidente - Merci, Claude.

Fondation Jean Jaurès

André Bellon...

## André Bellon

Mes camarades, je suis certain de l'intérêt que vous portez à ce que je vais dire. Je ne doute pas non plus de l'intérêt que vous portez à l'heure du déjeuner, je voudrais donc très rapidement, en quelques mots, évoquer deux ou trois problèmes qui seraient de fait - et je rejoindrai en ce sens ce que vient de dire Gilles Martinet - qui seraient des problèmes de terminologie.

Nous vivons dans un monde où peut-être plus que jamais, certains noms ont été évoqués, certains projets ont été répétés, comme si le fait même de les évoquer, amenait à leur création. Je pense démocratie, je pense Europe, et je crois qu'il est important que notre convention, notre projet, notre Parti sachent, dans les circonstances que nous vivons, bien voir que ces termes aujourd'hui étant utilisés par tous, en tous moments et en tous lieux, perdent de-ci de-là, de leur signification, de leur substance.

Je dirai que nous savons ce que nous y mettons mais les mêmes mots étant employés par d'autres, il n'est pas évident que chacun sache très bien ce qu'il y met.

J'étais samedi dernier à Varsovie, au siège de Mazowiecki, candidat, on ne peut plus malheureux de ces élections, du moins du premier tour de ces élections. Chacun avant les élections s'accordait à penser que certes il était difficile qu'il gagne mais que néanmoins, il serait présent au deuxième tour, et qu'au deuxième tour, il serait porteur des valeurs de laïcité, de démocratie, de progrès, dont nous sommes ici, sur notre propre territoire, porteurs.

Le résultat est tombé. Mazowiecki n'est pas présent au deuxième tour et je me dis rejoignant en cela ce que disait tout à l'heure Gilles Martinet, que lorsque nous avons parlé de la nécessaire libération des peuples, que nous parlons aussi aujourd'hui encore de la nécessaire libération des peuples, nous devons savoir que si certains y mettent ce que nous, nous y mettons, c'est-à-dire de la démocratie, c'est-à-dire de la justice, de la laïcité.

Certains y mettent tout simplement effectivement l'identité nationale qui se transforme vite en nationalisme. Je crois qu'il est très important de le rappeler, d'autant plus que nous avons, nous, Français, et nous plus largement Européens, un rôle à jouer quant à la signification concrète des termes.

Notre attitude déterminera ce qui se passera dans un grand nombre de pays, et en particulier en Europe de l'est. De ce point de vue, il est vrai que Gérard Fuchs ce matin a posé un vrai problème, qui est que l'Europe, que nous allons construire, suivant qu'elle sera ceci ou cela, n'aura pas la même attitude par rapport à ces problèmes, correspondra plus ou moins à ce que nous souhaitons.

Je voudrais de ce point de vue relever trois enjeux qui, me semble-t-il, se sont dégagés des réunions parlementaires de Rome, auxquelles un certain nombre ici, Laurent Fabius, le premier, Charles Josselin, Gérard Fuchs et moi-même avons participé avec d'autres camarades.

Premièrement, que signifie l'Etat ? Devons-nous admettre que dans le cadre de la construction européenne, la notion d'Etat disparaisse ? Je ne le crois pas.

Collection Jean Jaurès

Je crois que la disparition de la notion d'Etat serait tout simplement l'acceptation du fait que l'Europe n'est qu'un champ libéraliste et n'a plus de réalités collectives, de projets collectifs, de capacités de réfléchir et de répondre à un certain nombre de préoccupations en particulier les préoccupations sociales.
Deuxième problème : les relations entre le Parlement européen et les Parlements nationaux : j'ai été, pour ma part, frappé, tout au long des journées de Rome de voir à quel point le Parlement européen souhaitait s'identifier à un peuple européen plus ou moins mythique, censé représenter le Parlement des différents peuples qui le composent. Je crois que cette volonté de ne plus rechercher l'équilibre entre Parlement européen d'un côté, les Parlements nationaux de l'autre, aboutira à une dérive qui au mieux serait celle du libéralisme, au pire de la dilution.
Je crois qu'il est bon de bien réfléchir à l'équilibre entre les différentes institutions au sein même de la construction que nous voulons faire.
Troisièmement, la citoyenneté.
J'ai remarqué que nous parlions énormément de citoyenneté, que nous employons souvent le mot de citoyens et j'ai cru comprendre que dans l'esprit de certaines, la citoyenneté se résumait au droit de vote. Il est bien évident qu'être citoyen, c'est avoir le droit de vote dans une démocratie. Jusque là, c'est une condition nécessaire mais je crois que la notion de citoyenneté, telle qu'elle est conçue en France, depuis 1789, c'est-à-dire depuis la déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, est quelque chose de beaucoup plus vaste, de beaucoup plus complexe, et qu'il importerait de rappeler à quel point les fondements de notre droit, les fondements de notre Etat, les fondements de notre nation donnent à la citoyenneté une force plus riche que cette force. Nous n'entendons l'imposer à personne encore faut-il que nous sachions expliquer ce qu'elle peut apporter. Loin d'être caduque, elle est très porteuse dans l'avenir et pour l'ensemble de l'Europe sous réserve de dialogue.
Je dirai enfin que dans ce cadre, pour sauver la démocratie, là où elle doit être sauvée, pour la construire là où elle doit être construite, nous avons besoin - c'est vrai, Marcel Debarge le disait ce matin - d'un parti fort, d'un parti uni. Il est vrai que les forces importantes en France cherchent parfois de-ci de-là, à faire apparaître un parti plus désuni, plus émietté, c'est vrai que sur le plan médiatique nous avons été tous soumis au jeu des phrases, des mots, que nous avons prononcés ou que parfois nous n'avons pas prononcé d'ailleurs mais il y a une chose, je crois, qu'il importe que nous sachions rappeler tous ensemble et celle-là, je crois que nous l'avons dit, je l'ai dit et je tiens à le rappeler : c'est que pour que tout fonctionne, dans la période actuelle, il faut que chacun des acteurs dans le cadre d'institutions qui de toute évidence ont à être pensées en terme d'équilibre, en terme de relation entre le différents pôles de pouvoir, il faut donc que chacun des acteurs, le gouvernement, la présidence bien sûr, le Parlement, le Parti, chacun joue son rôle, que chacun sache dialoguer avec les autres, que chacun sache écouter les autres.
C'est justement par cette capacité de compréhension, de dialogue, d'estime, que tous ensemble, effectivement, nous saurons faire face à ces enjeux.

Collection Jean-Jaurès

(Applaudissements)

La présidente - Mes chers camarades, cette matinée était riche, Nous avons entamé le débat de politique générale. Il est temps, maintenant, je crois, de clore la matinée, de déjeuner, et de nous retrouver ici pour continuer ce débat vers 14 h 30.

## Parti Socialiste
## Convention nationale de La Défense
## "A la rencontre des Français"
## 1er et 2 décembre 1990

Séance du samedi 1er décembre 1990 (Après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence d'Henri Emmanuelli.

## Le président (Henri Emmanuelli)

La séance est ouverte.
Aujourd'hui, en France, c'est la journée nationale contre le sida. Notre camarade Alain Royer va intervenir pour quelques instants sur ce sujet.
Courage, camarade ! Ton exposé va faire exploser la salle !

## Alain Royer

J'espère, parce que ce matin le journal "Libération" titrait à propos du sida "le non-dit en question". Aujourd'hui j'ai l'impression que cela va être le "non-entendu en question", mais ce n'est pas grave.
Il y a un mois à peine se réunissait dans cette salle la 2ème conférence internationale de lutte contre le sida. Et le hasard des lieux et des dates fait que nous réunissons notre Convention nationale aujourd'hui, le 1er décembre, qui est la troisième journée mondiale de lutte contre le sida patronnée par l'OMS.
Evidemment le décor n'est pas le même. Il y avait au fond de cette salle d'immenses toiles multicolores, assemblage de pièces de tissu qui chacune symbolisait le souvenir d'une personne, d'un ami, d'un amant ou d'un enfant mort du sida. On pouvait y lire des mots d'amour dans toutes les langues, le dessin d'un village africain ou celui d'une planche de surf californienne, des dates de naissance, des dates de décès, des noms tissés par des proches comme pour sortir de l'anonymat, des statistiques et des condamnations.
Si j'évoque devant vous ce mémorial de tissu, ce n'est pas pour vous apprendre que le sida est une maladie mortelle, mais c'est pour essayer de vous faire comprendre qu'une génération a puisé dans une mémoire très ancienne et dans son imagination les nouvelles représentations d'une mort à laquelle il n'était pas prévu qu'elle fût confrontée.
Il n'est pas nécessaire d'être un génie de l'ethnologie pour comprendre qu'une société qui modifie ses représentations de la mort, comme le sida nous entraîne à

Fondation Jean-Jaurès

le faire, est une société qui évolue dans ses racines les plus profondes. C'est un signe qui nous aide à comprendre que le sida est une épidémie qui dépasse largement les questions scientifiques ou médicales.
Qu'on le veuille ou non, le sida est un événement complexe, mais c'est un événement fondateur parmi d'autres de l'entrée de notre civilisation dans le 21ème siècle.
Au moment où nous, Socialistes, nous nous proposons de réfléchir à un projet pour la fin de ce siècle, passer à côté de cette réalité rendrait à mon avis notre démarche un peu dérisoire.
On estime aujourd'hui qu'il y a dans le monde environ 700 000 personnes malades du sida et 8 millions de personnes séropositives. Au cours de la décennie qui s'ouvre, l'épidémie va poursuivre son développement sur tous les continents. Nous pouvons nous attendre à une multiplication par dix du nombre de personnes atteintes par le virus VIH. Nous entrerons dans le nouveau siècle avec 7 millions de malades, 80 millions de séropositifs dont la moitié seront des femmes, et il y aura 10 millions d'orphelins du sida.
Le plus grand danger qui menace le gouvernement et qui nous menace, nous, responsables politiques, c'est l'illusion de la gestion de la maladie. Le virus VIH, le virus du sida, se propage avec presque autant de facilité dans un pays qui l'ignore que dans un pays qui prétend le maîtriser.
En France, ce n'est pas l'épidémie qui s'adaptera aux structures administratives. Là où les administrations demandent des délais, les malades, les personnes atteintes vivent dans le temps de l'urgence, urgence de la solidarité, urgence de la recherche, urgence des soins, urgence de soutien.
Il faut aujourd'hui dix à douze mois pour qu'un malade sans ressources, sans logement, sans sécurité sociale, puisse bénéficier d'une allocation d'adulte handicapé. Le délai est administrativement normal, mais douze mois sans abri et sans soins, cela suffit pour mourir. Si l'on vous dit qu'il est possible en France d'expulser de son logement une famille dont le père est malade et dont la mère est séropositive, si l'on vous dit qu'il est possible qu'un homme sans ressources, sans sécurité sociale, puisse mourir seul dans sa voiture dans les rues de Paris, on peut bien sûr vouloir l'ignorer, mais c'est cela la réalité !
Le sida est une maladie de désinsertion, d'isolement, de rejet.
L'organisation de notre action sociale atteint aujourd'hui ses limites, les limites de ses conceptions comme les limites de ses budgets. La solidarité nationale a encore une fois le goût un peu amer des investissements et des budgets. Investissements en équipes soignantes, en médecins, en médicaments, en recherche, en aide sociale, investissements pour le maintien à domicile, pour la réinsertion, pour la formation.
L'investissement, bien sûr, est essentiellement humain, mais il sera aussi financier et il devra sans doute être énorme dans les années à venir, en France et dans le monde entier.
Accueillir, soigner, accompagner dans la mort, bien sûr, mais il faut aussi prévenir et informer.
Grâce au sida, nous devons inventer de nouveaux modèles, d'autant que

l'équation entre responsabilité collective et liberté individuelle n'est pas simple, et nous devons, nous, politiques, y réfléchir. Elle n'est pas simple, mais elle est révélatrice de nos blocages et de nos échecs.
Les premiers destinataires de la prévention sont évidemment les jeunes. Mais dans un pays qui croit ne pas être puritain, et qui est à bien des égards hypocrite, parler de sexualité est encore un tabou. Notre message envers les jeunes est : faites l'amour avec des préservatifs. Pour eux, cela signifie payer pour faire l'amour, parce que jusqu'à présent les préservatifs sont encore payants. Mais quand on aime, on ne paie pas !
Là encore l'illusion de la maîtrise et de la simplicité est un vrai danger.
Si j'évoque devant vous cet aspect des choses, ce tout petit aspect de la question de la prévention, c'est pour tenter de vous faire comprendre qu'un clip à la télé ne suffit pas pour faire une campagne de prévention.
La mairie de Paris a récemment organisé et lancé une campagne dite de prévention, qui s'est contentée d'annoncer la possibilité de se faire dépister gratuitement et anonymement dans des centres. C'est un joli coup médiatique qui a bien marché. Mais qu'en est-il de la réalité ?
Dans un de ces centres, un médecin a reçu 46 personnes. Elle est payée pour travailler trois heures. Elle avait donc théoriquement trois minutes pour annoncer à quelqu'un qu'il était séropositif.
La mairie de Paris a peut-être tout prévu, sauf qu'une démarche de prévention, c'est aussi le respect de la personne.
Aujourd'hui, partout en France, des associations présentent, proposent de nouveaux projets de solidarité. Elles s'organisent pour refuser l'inacceptable, l'angoisse d'un adolescent, l'inconscience du désir, l'abandon face à la maladie, ou la solitude devant la mort.
Nous devons, parce qu'il y a urgence, urgence sanitaire, urgence sociale, et donc urgence politique, nous devons, nous, relever aussi le défi et apporter nos réponses.
Face au sida, des hommes et des femmes exigent leurs droits, le droit à la reconnaissance, le droit à la dignité, le droit à la justice et à l'égalité.
Comme dans la plupart des pays industrialisés, les homosexuels ont été les premiers touchés par l'épidémie. Ils ont été les premiers à témoigner, et encore aujourd'hui, ils ont été les premiers à créer des solidarités, à se responsabiliser, à s'engager, à créer des associations qui sont aujourd'hui pour nous des modèles. C'est pratique, les homosexuels ! Mais quand il s'agit de les reconnaître pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire en tant que citoyens, quand il s'agit de leur reconnaître des droits comme le partenariat civil, alors nos intentions sont soudain très modestes.
Le sida, on a pu le constater aujourd'hui, dans cette matinée, est encore absent de nos discours, autant que ses conséquences sont absentes de nos projets. Je ne suis pas sûr que nous ayons bien compris, que nous ayons bien conscience de l'enjeu.
Si nous ne portons pas, chacun de nous, un discours politique sur le sida où les Droits de l'homme cessent d'être des préambules pour devenir des réalités, le

Fondation Jean Jaurès

sida se chargera, lui, de discréditer nos discours.
Je ne connais pas de victimes innocentes du sida parce que je ne connais pas de coupables, à moins que nous soyons incapables d'en parler, incapables d'anticiper, incapables de mobiliser contre cette maladie.
Il nous reste, camarades, beaucoup à faire, je crois, pour être à notre tour complètement innocents.
(Applaudissements)

Le président - Je vais demander maintenant à Michel Debout de prendre la place à la tribune. Puis, ce sera le tour de Roland Carraz.

## Michel Debout

Chers camarades, merci à vous d'être là ; merci aussi à Alain Royer pour ce qu'il vient de dire, avec la charge émotionnelle qui était la sienne sur un sujet dont il a eu raison de dire que l'on n'en parlait pas assez de façon politique.
J'en viens, si vous le voulez, à mon propos.
Convention ordinaire sur la situation politique, convention extraordinaire sur le projet, l'une et l'autre liées par nos propositions pour le monde de demain se nourrissent évidemment de l'analyse que l'on peut faire du monde aujourd'hui.
D'abord, le projet.
Je partirai d'un constat et d'une interrogation, tous deux très simples.
Le constat : la France et le monde bougent.
L'interrogation : est-ce que l'on y peut quelque chose ?
Dire que le monde bouge tient plus du truisme que de l'analyse. En fait, la vraie question est de savoir si ce mouvement a un sens et, si oui, il faut en connaître la direction.
Pour cela, bien sûr, comme nous le conseilleraient les physiciens, nous avons besoin de points de repère, c'est-à-dire que nous avons besoin de valeurs de référence.
J'en retiendrai pour ma part trois qui, j'en suis sûr, ne vous choqueront pas.
Première valeur : la liberté, donc la laïcité qui en est l'une des conditions d'expression.
Deuxième valeur : l'égalité.
Troisième valeur : les nouveaux équilibres.
Si le vent de la liberté a soufflé sur l'Europe naguère sous le joug de l'idéologie totalitaire, il y a encore trop de femmes et d'hommes qui vivent sous la loi des plus puissants et qui n'ont parfois que leur corps à opposer aux chars de la tyrannie.
Comment parler de liberté aujourd'hui sans s'indigner une fois de plus sur cette invention de la barbarie moderne : le bouclier humain de Saddam Hussein.
Quant à la laïcité, le même Hussein en appelle à la guerre sainte. Cela nous en donne une nouvelle illustration : non, la laïcité n'est malheureusement pas encore le ciment qui fonde un monde de tolérance.
C'est vrai dans les régions du Golfe mais c'est vrai aussi en Europe et en Europe de l'est ; c'est vrai au Canada, c'est vrai aux USA et cela devient vrai en France.

Fondation Jean Jaurès

Mes camarades, il faut savoir qu'aujourd'hui il y a une mise en cause de la pratique des interruptions de grossesse dans des hôpitaux publics par de véritables commandos et que nous ne pouvons pas tolérer que la loi Veil soit remises en cause. Mais voilà où on en est.
Liberté, laïcité, j'en viens à l'égalité.
Depuis des années, nous rappelons qu'il nous faut éviter à tout prix le creusement des inégalités et l'installation d'une société, comme l'on dit, à plusieurs vitesses.
Or, malgré des efforts incontestables et des mesures allant dans le bon sens, force est de constater aujourd'hui que, malheureusement, la question n'est plus de savoir si l'on va entrer dans une France à plusieurs vitesses, mais plutôt : comment on pourra en sortir. L'actualité récente est là pour nous le prouver, comme les événements de Vaulx-en-Velin.
A cette occasion, on a beaucoup évoqué le problème des villes. Il serait plus juste de parler du problème des banlieues des grandes agglomérations urbaines. Ce à quoi on assiste est moins une question d'urbanisme que d'organisation sociale toute entière. C'est bien la société à trois vitesses qui a fait irruption dans la violence sur la scène française. Ce n'est donc pas par des mesures ponctuelles ou d'organisation urbaine, même si elles ont leur intérêt, que l'on pourra apporter des réponses.
Ces grandes difficultés, vous le savez bien, s'expliquent d'abord par le problème du chômage qui reste trop souvent l'avenir de beaucoup de jeunes, par la question de la sous-qualification, par le problème du logement.
Evitons d'en arriver au modèle américain avec son cortège de violences, de haine raciale, de drogue et de zones interdites.
Il est clair que ce chantier est immense et qu'il nous faudra beaucoup de courage politique, beaucoup de lucidité et aussi du temps.
Creusement des inégalités en France, mais aussi dans le monde. Et cette réalité-là est présente dans tous les esprits. Vous savez que l'hiver sera rude dans ce qui constituait hier encore le glacier soviétique.
Liberté, égalité, nouveaux équilibres naturels. Il est vrai que cette dernière approche vient au premier plan de notre réflexion.
En fait, ce que nous avons toujours pressenti - il suffit pour cela de relire nos textes anciens, et notamment ceux de 1977, le colloque sur l'environnement - c'est que la planète n'est pas le support inerte de l'humanité, mais bien son partenaire, et un partenaire qui sera de plus en plus exigeant si l'on ne sait pas ou si l'on ne veut pas maîtriser l'évolution de nos sociétés.
Nous aurons bien sûr l'occasion de reprendre ce débat lors de la prochaine Convention nationale qui lui sera consacrée.
Alors, le bilan par rapport aux trois valeurs, est sévère, mes camarades. A l'évidence, la réalité du monde s'aggrave et les événements du Golfe, dramatiquement, nous le rappellent.
D'où mon interrogation : est-ce que l'on y peut quelque chose ? Quelles sont, finalement, nos marges de manœuvre ?
On ne peut pas, à ce point de la réflexion, ne pas s'interroger sur les neuf années

Fondation Jean Jaurès

- à l'exception de deux - depuis lesquelles nous sommes en responsabilité. Nous avons fait beaucoup et certainement, sans cela, la décomposition sociale aurait atteint un niveau encore plus redoutable.
Nous avons fait beaucoup mais nous ne sommes pas seuls. Nous avons ensemble choisi d'agir dans le cadre d'une économie ouverte.
Nous voulons - Gérard Fuchs l'a rappelé ce matin - l'Europe, mais pas seulement le marché européen : nous voulons l'Europe politique, économique et sociale. Et là non plus nous ne sommes pas seuls. Nous avons des partenaires qui n'ont pas majoritairement la même conception que nous. Et chacun sait bien - en tout cas je tiens à le rappeler - que le projet social européen est aujourd'hui en panne. Il est en panne, mes camarades. Alors, que faire ?
Sûrement réfléchir, discuter avec l'ensemble des Français, ce à quoi nous invite Michel Charzat ; faire, comme il le dit, aggiornamento. Dans le texte d'introduction au débat, Michel Charzat explique, à la suite de Pierre Mauroy, que pour les Socialistes, faire leur aggiornamento c'est s'engager résolument dans la voie de la réforme. Mais, justement, n'est-ce pas cela que nous avons entrepris de faire depuis 10 ans ? Relisons nos textes, mes camarades, et ne découvrons pas la lune tous les soirs.
Jean Poperen, dans son intervention au Congrès de Valence sur le compromis social, ne disait pas autre chose : oui, réformer. Et ce ne sont pas les idées de réforme qui nous manquent. La vraie question est celle de leur mise en œuvre.
La politique n'est pas seulement une dissertation savante sur la complexité du monde. La politique doit s'enraciner dans le jeu compliqué des forces qui le font bouger, dans un sens ou dans l'autre.
Dans son discours de Joué-lès-Tours, le Premier Ministre rappelait qu'il y avait une majorité et des minorités dans l'opinion française. En fait, à mon avis, il serait plus juste de considérer qu'il y a des majorités et des minorités qui se font et qui se défont selon le problème posé, et qu'un des grands défis qui nous est posé est d'arriver à unifier des mouvements aujourd'hui contradictoires.
C'est bien là que la réflexion sur le projet, sur notre projet, rejoint obligatoirement celle sur notre stratégie.
On ne peut transformer notre société (ce à quoi nous sommes tous attachés) sans s'appuyer sur une force, un mouvement. Or, nous n'avons pas de stratégie du mouvement social.
A ce propos, nous ne pourrons pas rester longtemps sans réfléchir sur la réalité syndicale en France, mais aussi en Europe. Et, puisque nous devons aller à la rencontre des Français, pour le moins rencontrons les Français de gauche et de progrès, proposons-leur à tous de bâtir avec nous le projet pour l'an 2000. Bref, ne séparons pas la dynamique du projet de celle des états généraux de la Gauche. Il s'agit, en fait, d'un seul et même questionnement et cela vaut pour tous, hommes et femmes de progrès, cela vaut donc pour la mouvance Communiste à laquelle nous devons clairement nous adresser depuis la tribune de cette convention.
Les conditions politiques du rassemblement à gauche ont changé, mais la route sera encore longue. C'est pourquoi il faut, sans plus attendre, s'adresser aux

militants de la sensibilité Communiste, qu'ils soient ou qu'ils aient été membres du Parti Communiste et qui, trop souvent, se tiennent à l'écart du combat de la Gauche en l'absence de projet et de stratégie.
Rassembler à gauche sur la base d'un projet élaboré ensemble, voilà un objectif pour le Parti Socialiste !
Rassembler l'ensemble des forces de progrès, ce n'est pas se limiter à élargir d'un seul côté (je veux dire au centre-gauche), mais partout où des forces existent, sont disponibles, y compris celles de sensibilité écologiste.
Nous proposons à cette convention de retenir cette dynamique d'un projet préparé par tous, mais aussi partout, de façon décentralisée et sur le terrain. J'en ferai, ce soir, la proposition à notre Commission des résolutions.
J'en viens maintenant à trois questions d'actualité et je terminerai en évoquant les secteurs d'activités qui m'ont été confiés depuis le Congrès de Rennes.
D'abord, bien sûr, le mouvement lycéen.
Je l'évoquais au commencement, il est aussi le reflet de l'installation d'une société éclatée dans notre pays, avec l'arrivée dans les lycées de nombreux jeunes qui, jusque là, restaient à la porte et qui se sont trouvés dedans, mais sans avenir. Leur rébellion, parce qu'ils n'avaient pas d'autre perspective dans les établissements périphériques des grandes villes, a créé des situations de violence, parfois de racket, qui ont justement été à l'origine du mouvement lycéen.
Les jeunes qui manifestaient hier réclamaient d'abord de l'autorité, c'est-à-dire (contrairement à l'autoritarisme) confiance et respect des uns et des autres, des élèves entre eux, mais aussi des élèves envers leurs professeurs et des professeurs envers les élèves. On ne peut pas cacher aujourd'hui que certains enseignants ont peur et se sentent en insécurité dans leur classe, qu'il y a donc, au-delà des problèmes de moyens financiers, une question forte de rapport à l'enseignant, d'autant que, la crise parentale y aidant, celui-ci est devenu parfois (peut-être souvent) le dernier rapport entre le jeune et l'autorité.
Enseigner, c'est d'abord une transmission de savoir qui demande, de la part de l'élève, de l'effort, et rappelons-le.
Enseigner, c'est préparer à comprendre le monde qui vient, c'est-à-dire à assimiler le corpus de connaissances nécessaires à cet objectif.
Pour cela, pour cette crise-là, nous aurons aussi besoin de courage, de lucidité et de temps.
Après les lycées et sans autre transition, la négociation salariale.
Bas et moyens salaires, revalorisation des carrières, des qualifications et des classifications, négociation au niveau des branches professionnelles, voilà des objectifs réaffirmés à différentes périodes par le Parti Socialiste.
Les idées, une fois de plus, sont donc présentes.
Nous avons les idées, il nous faut arriver à leur concrétisation avec le gouvernement et les organisations syndicales, il nous faut arriver à les mettre en œuvre.
Agir dans ce sens, c'est faire œuvre de justice sociale, de progrès économique, c'est permettre de s'attaquer à la réduction des inégalités.

"Pacte social", disait le Premier Ministre au colloque sur la nouvelle étape sociale. Oui ! Cent fois oui ! La politique contractuelle est un des éléments forts pour engager le dialogue social avec les organisations représentatives.
Il est indispensable, dans le secteur public, qu'un accord soit trouvé sur les indicateurs de l'évolution des salaires afin de dissiper le malaise social et l'incompréhension entre partenaires sociaux et l'Etat.
J'en viens au troisième point d'actualité : la CSG.
Comme j'ai eu l'occasion de le dire et de l'écrire, il s'agit d'une réforme nécessaire et difficile.
Nécessaire, parce que c'est une mesure de justice sociale qui favorise les bas salaires et implique les revenus du capital dans le financement de la sécurité sociale.
Nécessaire, parce que c'est la première étape d'une refonte du système de financement de la protection sociale, sans pour autant remettre en cause le principe fondateur de solidarité qui était le sien dès l'origine.
La CSG engage la fiscalisation progressive de la politique familiale et c'est une bonne chose. Il s'agira aussi d'engager la grande réflexion sur l'avenir des retraites et c'est ce qu'a exprimé le Premier Ministre en proposant le "Grenelle des retraites".
Mais la CSG est une réforme difficile parce qu'il faudra enfin maîtriser les dépenses de santé.
Il s'agit là d'un discours toujours repris, sans jamais qu'on ait pu lui donner une réponse satisfaisante.
La santé, ce n'est pas seulement des dépenses, mes camarades, c'est aussi du travail direct ou indirect pour plus de 3 millions de salariés. La santé, c'est souvent, à travers les hôpitaux, la première structure créatrice d'emplois de la commune et les maires qui sont ici le savent très bien.
Mais en même temps, la courbe de croissance des dépenses de santé ne pourra pas indéfiniment s'accroître, d'où la nécessité de leur maîtrise. Et alors, il faudra savoir avec quels objectifs, il faudra dire sur quelles forces s'appuyer, car on ne pourra pas contenter tout le monde.
Il faudra peut-être s'affronter à certains lobbies médicaux et il faudra du courage, de la volonté, parce que ce sera difficile.
Notons que nous n'avons pas su, en dix ans, nous affronter à l'ordre des médecins, alors que ce dernier n'a rien appris, rien compris, comme en témoignent les poursuites récentes de l'ordre contre le professeur Schwartzenberg.
Enfin, il faudra éviter toute démagogie dans un monde où l'argent s'étale et ruisselle. Pourquoi les médecins seraient-ils les seuls à refuser ce que l'on accepte de donner aux vedettes des médias, aux vedettes des stades ou de la finance ? Après tout, le coup de bistouri d'un grand chirurgien vaut bien le coup de pied d'un grand footballeur !
Mais tout cela est affaire d'éthique, dans un monde, dans une société où l'on a pu dire que l'argent rendait fou.
Et puisque j'en suis à la santé et à l'éthique, un dernier mot concernant la

Fondation Jean-Jaurès

biologie.
Avant 1981, nous voulions changer la vie et, depuis dix ans, nous avons surtout assisté à une transformation du vivant. Ce bouleversement est prodigieux.
Les années 60 furent celles de la contraception.
Les années 80, celles de la procréation médicalement assistée.
Les années 2000, mes camarades, seront peut-être celles de la fabrication de l'homme et il ne s'agit pas là ni de fiction, ni d'emphase, mais je pense que ce problème doit être au cœur de notre projet et qu'il ne faut pas prendre, sur ce terrain, de retard.
J'en viens, en terminant, à l'activité de mon secteur : entreprises et problèmes de société.
Après les 17 rencontres régionales que nous avons organisées (et puis-je dire à notre Premier secrétaire, qui parlait ce matin du "Parti qui soupire", qu'on ne s'y reconnaît pas ?), la conférence nationale "entreprises" de Roanne, les 8, 9 et 10 février prochain, constituera la contribution du secteur au débat sur le projet.
Il nous faut renouer avec la confiance des travailleurs et des salariés. Nous devons être plus fortement implantés là où se réalise le processus de production.
Après les événements à l'est, qui ont condamné l'économie étatique, les Socialistes doivent garder une capacité de proposition pour tout ce qui touche au monde de l'entreprise.
Le Socialisme ne peut pas se contenter de s'intéresser à la périphérie de la production, je veux dire au chômage, à l'exclusion, à la politique des villes, même si ces questions sont très importantes. Le Socialisme, ce ne peut pas être seulement le capitalisme pour la production des richesses avec un peu plus de justice pour leur distribution. Michel Rocard, à Joué-lès-Tours, appelait à une nouvelle éthique de la production. Oui, certainement, elle est nécessaire, mais elle ne pourra se mettre en œuvre que si nous-mêmes avons une politique de la production.
C'est pourquoi, lors de cette conférence et lors des rencontres régionales, nous débattrons et nous avons débattu de la politique industrielle, de la démocratie dans l'entreprise, du droit du travail, et combien c'est important, au moment où une certaine tendance à la dérégulation se développe, où le nombre des accidents du travail est en progression, que l'on parle de droit du travail, que l'on parle aussi d'aménagement du temps de travail et du mouvement social.
Voilà les propositions qui sont les nôtres pour le travail du secteur.
Enfin, en ce qui concerne les problèmes de société, je souhaite que nous puissions, avec les travailleurs sociaux, avec le monde de la justice, avec la police, faire un travail sur la violence dans notre société : violence sociale (on l'a vu), violence raciale, violence familiale (et Michèle André y est très sensible), mais aussi violence contre soi-même, je veux dire suicide, je veux dire toxicomanie, et enfin violence accidentelle, notamment routière.
Il faut, sur ce plan, que le Parti tout entier appuie la politique courageuse et déterminée du gouvernement pour faire reculer le nombre de morts et de blessés sur la route. Oui ! C'est une politique courageuse. Eh bien, il faut la soutenir !
Mes camarades, j'en ai terminé. La discussion sur le projet a amené beaucoup de

métaphores planétaires. Ici, on évoque la mer, et là, l'horizon... Plus modestement, je souhaite qu'au mois de novembre 1991, lorsque nous aurons terminé notre travail d'écriture, beaucoup de femmes et d'hommes, de jeunes et de retraités, de professeurs dans leurs classes, de chercheurs dans leurs laboratoires, de travailleurs dans leurs entreprises, beaucoup de ceux-là, beaucoup de ceux qui ne se résignent pas, puissent dire après nous : "Ce projet, c'est le mien !"

(Applaudissements)
Le président - Je demanderai à la technique de bien vouloir laisser le micro au président de séance, parce que cela finit par poser un problème...
Je remercie Michel Debout.
Je donne la parole à Roland Carraz, ensuite ce sera Gérard Le Gall.
J'ai laissé parler Michel Debout très longtemps, parce qu'il avait un certain nombre de choses à dire, mais je demanderai aux suivants de bien vouloir concentrer peut-être leurs propos...
(Mouvements divers)
Mes chers camarades, je m'excuse, mais sinon, ce n'est pas possible ! C'est tout !
Vas-y, Roland.

## Roland Carraz

Merci Henri.
Mes chers camarades, nous voici à nouveau réunis pour préparer le rendez-vous du pays avec le projet Socialiste. Y a-t-il aujourd'hui tradition plus nécessaire à l'avenir que celle qui consiste à renouer avec notre culture de projet ?
Certes, j'en conviens, cela semble une gageure au milieu des tourbillons de niaiseries et du jeu des apparences médiatiques qui traite le peuple et par conséquent, le suffrage universel comme la simple addition des consommateurs qu'il s'agit d'agréger au fin du fin du marché. Ne pensez plus par vous-mêmes, on s'en occupe... vous connaissez le refrain.
Cela semble une gageure tant la politique donne l'impression d'être tout aujourd'hui sauf le débat des idées, mais pour nous, Socialistes, et j'ajouterai, vous le comprendrez, de républicains, la politique, c'est d'abord le débat démocratique et la libre adhésion des citoyens, un projet de transformation, car nous savons bien que la crise des idéologies n'est pas la mort des idées, mais seulement le signe d'un besoin et peut-être du retard de l'intelligence.
Cela semble une gageure quand, après bien des projets, nous nous apercevons que nombre de questions essentielles ne sont toujours pas réglées et que très nombreux sont les Français, jeunes, nous l'avons vu récemment, mais aussi moins jeunes, pour qui la vie quotidienne rime en particulier dans les villes et en particulier dans leurs banlieues avec exclusion et désespoir.
Cela semble une gageure quand dans la marée montante des abstentions, deux Français sur trois se disent incapables de discerner leur droite de leur gauche.
Et cela semble une gageure au regard de la place des politiques nationales face à

Fondation Jean Jaurès

la puissance de l'argent, notamment dans la construction européenne.
Enfin, cela semble d'autant plus étrange et difficile que ce monde lui même est en crise et pourtant nous pensons encore que les Français, quelle que soit leur origine, sont autre chose que des individus jetés au hasard sur un territoire donné, et qu'il y a toujours un lien entre la grandeur de la France et la liberté du monde.
Enfin, nous le faisons, parce que si nos concitoyens donnent trop souvent l'impression d'attendre de moins en moins de choses de la politique en général, et peut-être des Socialistes en particulier, c'est bien parce que la politique remplit moins bien son rôle et que nous ne pouvons pas accepter une telle démission.
En l'état actuel des choses, le gouvernement doit faire face à une situation sociale très dégradée, la plupart des grands services publics éprouve des difficultés à répondre et à s'adapter à la demande croissante d'Etat : on demande plus de justice, on demande plus de police, plus d'éducation, plus de santé, demande qui émane d'une société pourtant confrontée à la crue des individualismes et dans laquelle des pans entiers des relations sociales se catégorisent - et si j'emploie ce terme je pourrai dire aussi - se corporatisent.
J'ajoute que dans cette confusion nationale, le Président de la République devient l'autorité morale - cela est son rôle, mais est-ce uniquement son rôle - vers qui l'on se tourne pour obtenir un geste ou débloquer une situation.
Trop souvent la démocratie se réduit à des ragots, l'anecdote ou le scandale borne l'horizon des commentaires. La Droite en rajoute dans l'outrecuidance, l'indécence et l'hypocrisie dont elle est capable, chassant - habitude prise depuis 1983 - sur les terres de l'extrême droite qui pourrait bien être le triste bénéficiaire de ce petit jeu très dangereux.
Et pendant ce temps, le monde cherche, excusez du peu, un nouvel équilibre entre les deux marmites bouillonnantes que sont aujourd'hui l'est et le sud. La CSCE a donné lieu, vous l'avez vu, à autant de commentaires sur le fond que sur la gêne inadmissible apportée pour la circonstance aux automobilistes parisiens. Cela nous amène à constater que, manifestement, le civisme aujourd'hui n'a pas la cote sur le marché de l'audimat pour qui la fin de Yalta pèse autant qu'un bouchon sur l'autoroute du sud.
(Applaudissements)
Enfin, chers camarades, c'est une gageure de prétendre faire un projet, mais c'est une nécessité sans laquelle la politique n'est rien, en tout cas rien qui vaille, et il nous arrive souvent, vous le savez, à Socialisme et République, et vous le savez aussi, souvent à contre-courant de la mode, mais toujours avec le souci de l'intérêt général, de parler de la République ; c'est-à-dire de la grande masse des salariés dont le Parti Socialiste est comptable tant il est vrai qu'il n'y a pas rupture aujourd'hui entre les intérêts que nous défendions hier au travers de la notion de front de classe et, aujourd'hui, l'intérêt général.
Le Parti a sans doute raison d'écrire dans l'avant-projet qui vous est soumis, en prélude à la réflexion et aux débats qui retiendront les fédérations et les sections jusqu'en avril, que cette fin de siècle peut annoncer une nouvelle renaissance ou

déboucher sur un nouveau moyen-âge.
C'est bien de la renaissance que je voudrais vous parler et de la renaissance par et dans la République qui devra innerver de ses fibres notre projet car il faut toujours voir loin et, comme le disait Jaurès, il faut concevoir le Socialisme comme l'épanouissement des promesses républicaines.
Au moment où s'ouvre aujourd'hui notre discussion générale, je voudrais amorcer très simplement le débat - il ne fait que commencer - autour de trois défis qui ne sont pas exclusifs, autour desquels en fin de compte pourront se mesurer nos capacités à définir les choix volontaires à partir desquels la recomposition intellectuelle et morale de la Gauche pourra avoir lieu et vous comprendrez que l'on puisse, au minimum, se fixer aujourd'hui cet objectif.
Ces trois défis sont les suivants.
Le défi de l'intégration et de la justice sociale, c'est-à-dire le défi de la République, le défi de l'Europe, le défi de la paix et du monde.
Le défi de l'intégration s'est noué il y a un an autour de la question de l'immigration et du racisme. Vous avez tous en mémoire l'affaire du voile, mais Vaulx-en-Velin, plus récemment, vient de nous confirmer que le seuil de tolérance que notre société ne peut accepter n'est pas celui du nombre d'immigrés mais bien celui de ces pauvres, immigrés ou non, exclus des temps modernes ; pauvres des quartiers inhospitaliers, culture anémiée, chômage, désespérance, délinquance, drogue, quartiers à la dérive, parents ailleurs !
Telle est souvent, trop souvent la réalité non pas dans les quartiers d'immigrés mais dans les ghettos sociaux, réceptacles du dualisme social où se prépare la marque de notre société vers les excès de la société américaine et anglo-saxonne. C'est le gisement exploité par l'extrême droite xénophobe, fascisante, et c'est la réalité que nous connaissons, contre laquelle nous agissons trop timidement et qui vient de nous sauter à la figure avec une brutalité nouvelle.
Question posée : que peut faire, que doit faire le Parti Socialiste ? Nous sommes là pour en discuter, parce que les causes profondes de cette crise font débat, parce qu'il revient au Parti d'éclairer l'opinion et, si possible, l'avenir, parce que nous croyons encore qu'il peut peser comme acteur du changement.
Oui, chers camarades, la politique des villes, bien évidemment, nous concerne en toute priorité, par son actualité et son importance. Mais son urgence ne saurait exonérer notre réflexion sur les conséquences d'un certain nombre de choix de politique générale qui ont été les nôtres depuis quelques années.
Mes chers camarades, il faut en débattre le temps qu'il faudra. Le moment venu, il faudra trancher, faire des choix, tendre vers une volonté commune, travailler sur tous les terrains, toutes les circonstances plus propices à une politique de gauche et, pour cela, il faut prendre d'abord l'exacte mesure de la crise idéologique, morale et sociale que nous traversons et avoir le courage d'en tirer toutes les conséquences dans la réflexion, mais aussi dans l'action.
Nous avons, depuis deux ans au moins, longuement débattu (quand je dis "depuis deux ans", je devrais dire depuis au moins deux Congrès) des méfaits du libéralisme, qu'il soit sauvage ou qu'il soit social. Mais les questions, nous le savons bien, font encore problème entre nous.

Je veux parler de l'acception française de la nation, souligner la pensée Socialiste.
Mes chers camarades, s'il y a crise de l'acception française, c'est-à-dire crise des valeurs universelles de la République (et nous pensons que crise il y a), elle est dans la formidable régression que représente l'extrême droite, qui s'approprie, pour les dévoyer, les concepts que nous n'incarnons pas suffisamment (je voudrais que nous comprenions tous ensemble que nier la nation conduit à ouvrir la porte au pire nationalisme), elle est d'autre part dans l'affaiblissement des valeurs de solidarité, du fait d'un social-libéralisme qui pare le marché non plus de toutes les vertus mais de toutes les résignations.
Chers camarades, la crise est d'abord idéologique et morale. Elle touche à la fois la démocratie, la nation, la société tout entière et elle touche la démocratie par l'abstention et le scepticisme des électeurs, par le fonctionnement du système médiatique, par la crise de la justice et celle de l'Etat, elle touche la nation par l'affaiblissement de l'esprit civique, elle touche la société par de nombreuses scissions sociales dues au chômage, aux inégalités de revenus, par la dépréciation persistante dans l'opinion du service public, par l'aggravation des inégalités en tous domaines, alors que triomphe l'argent facile, trop facile, toutes choses qui menacent la cohésion sociale de notre peuple en proie à un profond malaise que reflète sa jeunesse.
Il faut à ce moment avoir le courage de se regarder dans la glace. Il arrive, je le crois, à la Gauche de contribuer à tout cela, plus ou moins à son insu, quand les Socialistes donnent l'impression qu'ils sont prêts à laisser prévaloir dans un pays où la République est fondatrice de la nation, par exemple, des logiques communautaires sur celle de la laïcité, comme elle peut y contribuer encore chaque fois que, oublieuse de Jaurès, elle paraît abandonner le patriotisme et ses contrefaçons nationalistes ou "fascistoïdes" à d'autres.
La réponse libérale, quelle que soit l'épaisseur du saupoudrage social dont on l'enveloppe, n'est pas une bonne réplique à la crise qu'elle est censée affronter, parce qu'elle n'est rien d'autre, il faut le comprendre, que cette crise elle-même.
Voilà pourquoi, chers camarades, il nous est souvent, arrivé de parler de fermeture de la parenthèse libérale.
Question qui se pose encore aujourd'hui, comment recréer le lien social quand l'identité nationale est en crise ? Comment redonner à la nation sa propre capacité d'intégration dans une société émiettée qui se désagrège où les exclusions se multiplient ? Bref, comment aujourd'hui reconstituer la communauté des citoyens ? Comment recomposer socialement la nation ? Il y a là un défi pour notre projet voulant installer la raison et la justice là où règnent le hasard et l'exclusion. C'est le défi de la République, celui que pose à la conscience publique, à l'action collective la progression de l'exclusion, de l'inégalité et de l'indifférence.
Relever ce défi, c'est d'abord rendre sa force et tout son sens à la laïcité qui n'est pas cette valeur passive, négative de simple tolérance, mais la mission de la nation tout entière et en particulier de l'école qui est de donner à chaque enfant la faculté de juger par lui même et par là même de devenir un citoyen.

Renouer avec la laïcité, et non pas inventer je ne sais quelle nouvelle laïcité, cela concerne aussi la grande matrice des pensées d'aujourd'hui… le quatrième pouvoir, la télévision, celui qui confond presque toujours "'L'heure de vérité" avec la vérité d'une heure, plus porté à la communication qu'à la signification.
(Mouvements divers)
Alors comment reconstituer dans ces conditions, une opinion éclairée, authentique, fondée sur des citoyens personnellement et rationnellement motivée libérée des croyances et des assujettis ?
Il y a là, pour la laïcité, un défi, à côté de la formation des citoyens qui en est un autre, qui rejoint qui est celui de leur information : celui du débat dans un espace public, délivré des allégeances de toutes sortes, je pense en particulier à l'argent.
Tout cela ne vaut bien sûr qu'à la condition, c'est le sens du combat depuis toujours, de maintenir l'articulation entre laïcité et démocratie sociale. C'est tout le sens de la lutte contre l'exclusion parce que nous le savons bien, plus on est exclu, et moins on est citoyen. Il faut donc prendre aussi toute la mesure d'une crise qui est sociale, et très profondément sociale.
Toutes ces questions que nous connaissons, soulèvent à gauche plus de problèmes politiques, et idéologiques qu'il n'y paraît. C'est le débat entre les tenants d'une logique républicaine de l'intégration et les tenants d'une logique communautaire.
C'est le débat sur la nation, c'est le débat sur la citoyenneté, c'est le débat sur les moyens économiques du partage.
Bref, c'est le défi de la République face au libéralisme. Nous pensons que le sens de la République s'est assez perdu en France pour n'avoir rien perdu de sa fraîcheur.
Comptez sur nous, pour apporter cette fraîcheur tout au long des débats qui animeront notre Parti.
Je ne vous en dis pas davantage pour aujourd'hui.
(Applaudissements)
Mes chers camarades, je voudrais en venir maintenant au deuxième défi, celui de l'Europe… (protestations dans la salle)... car ce sera aussi un grand débat dans le Parti.
Je vois que certains d'entre vous avez conclu à ma péroraison... ce n'était que la fin de la première partie.
(Rires et applaudissements)
Parlons donc de l'Europe. Il y a amplification mutuelle entre le sentiment de désappartenance qui résulte en France d'une crise nationale... non dénouer les appartenances de l'Europe sans pouvoir encore en construire une autre.
Nous sommes véritablement Européens et parce que nous sommes véritablement Européens, nous ne sommes pas de ces européistes qui traitent les nations par trait d'émission... aussi nous ne pensons pas qu'on fera l'Europe en défaisant la France.
Nous ne pensons pas qu'on fera l'Europe contre la démocratie, c'est-à-dire sans que les détenteurs de la souveraineté populaire aient leur mot à dire... et quand je dis leur mot à dire, c'est autre chose qu'un débat hâtif, de quelques heures,

Fondation Jean Jaurès

organisé au Parlement.
Nous n'imaginons pas pouvoir construire l'Europe à partir de la dissolution des nations qui la composent, oubliant que ça n'est tout de même pas la mort des nations que nous sommes en train de vivre, en Allemagne, en Union soviétique, dans toute l'Europe centrale et orientale et qu'on ne peut exalter dans un même souffle leur renaissance à l'est et leur dépérissement à l'ouest.
La révolution à l'est vient de rendre à l'Europe - selon laquelle et juste expression du président François Mitterrand - à son histoire et à sa géographie. Cela est vrai. Mais encore faut-il, mes chers camarades, quelle que soit la portée de cette constatation, que les Socialistes sachent s'élever à la hauteur de l'enjeu, c'est-à-dire sachent redonner à nos projets européens un horizon réel qui peut unir, à la suite des formidables changements de l'est à l'Oural, l'avenir de tous les Européens.
Il faudra donc aller plus loin qu'une Communauté dont la principale action jusqu'à aujourd'hui aura été de libérer sans condition et sans préalable les capitaux et les services financiers, qui sont vraiment aux postes de commandes de cette Europe là, dont nous ne voulons pas.
Il faudra aller plus loin qu'une Communauté qui se réduit au marché unique et à la seule régulation du libre échange. Il est vrai, je pense, qu'il y a là un assez large fossé, alors que là-dessus, la situation doit beaucoup trop à l'idéologie libérale qui gouverne la bureaucratie de Bruxelles et pour laquelle l'harmonisation communautaire consiste à restreindre la compétence des Etats membres... sans que ce rétrécissement de leur liberté trouve véritablement sa contrepartie dans les politiques publiques, sociales, et industrielles communes.
Qu'en sera-t-il demain de l'union économique et monétaire ?
Sommes-nous d'accord avec une banque centrale européenne, indépendante de la démocratie ? Il y a là, au moins, matière à un débat au Parlement, cela est vrai.
Oui, chers camarades, le défi européen, c'est de montrer aux peuples d'Europe, comme au nôtre, qu'ils assistent à la fin du débat tragique qui oppose le Communisme au Socialisme et qu'ils ont un avenir commun qui n'est pas le libéralisme. C'est du reste la position de notre avant-projet pour lequel la tâche de la Gauche, est d'affranchir l'Europe communautaire... une logique libérale qui entrave ou les touche. Comment aujourd'hui articuler l'Europe des 12 et l'Europe des 33 ?.. Comment opposer la dérive bureaucratique à une volonté démocratique ?
C'est le grand défi de la deuxième République. Ce sera l'objet de nos débats... pour préciser et réfléchir à la construction européenne.
C'est une nécessité après la fin de la période glacière dans la recherche d'un nouvel équilibre mondial et nous en arrivons au troisième grand défi avec lequel je voudrais terminer.
Il s'agit de la paix et du monde. Longtemps, la concurrence entre l'est et l'ouest a masqué la lente mais certaine dégradation des termes de l'échange entre le nord et le sud.
La fin de Yalta, nous le savons, n'a pas supprimé les tensions ni les conflits d'intérêt dans le monde mais a modifié leur cadre.

Fondation Jean Jaurès

A ceux qui s'imaginaient qu'un monde enfin pacifié allait succéder à la chute du mur de Berlin, la réalité s'est chargée de montrer qu'elle a davantage ouvert une période d'instabilité, lourde de risques dans la redistribution des cartes qu'elle impose et d'abord au Moyen-orient mais aussi à l'est, chers camarades et d'abord particulièrement en Union soviétique où l'on ne peut ignorer les risques d'une réaction autoritaire et nationaliste de la société dans les difficultés et les délais de la "perestroïka".
Oui, désormais, les termes de la paix ont changé et d'autres menaces pèsent sur elle. C'est aussi bien évidement évoquer le problème du tiers-monde.
La paix aujourd'hui est d'abord menacée par l'Irak depuis le 2 août... depuis l'invasion, puis l'annexion d'un Etat membre de l'ONU, le Koweït, par un autre Etat membre de l'ONU. Une violation aussi brutale du droit international public ne peut être tolérée. Au moment où le monde cherche un nouvel équilibre, sans courir, sans faire courir à ce monde des risques considérables, la réaction de la France, nous le savons, a été immédiate, rapide.
J'aurai soin ici d'éviter le rappel polémique franco-française de l'été.
Pour aller à l'essentiel, c'est-à-dire notre position, telle qu'elle fut définie par le Président de la République devant l'assemblée générale des Nations Unies qui ne voit l'intérêt d'une puissance comme la France, qui ne voit que cet intérêt, est d'éviter la montée aux extrêmes tout en maintenant une grande fermeté sur le terrain du droit, du retour au droit, sachant que s'il y a droit, je vous l'ai dit, il faut que ce droit soit juste et s'impose à tous.
Ce que nous souhaitons au Moyen-orient, c'est bien évidemment la libération de tous les otages et l'évacuation du Koweït. C'est le sens de l'embargo décidé par le Conseil de sécurité des Nations Unies.
Le seul cadre que la France ait accepté, qu'elle a fortement contribué à faire prévaloir est celui-là. Rien aujourd'hui ne justifierait le déclenchement unilatéral d'une guerre dont nous voyons bien que son seul objet ne serait pas le respect du droit mais il faut aujourd'hui laisser toutes ses chances à la paix.
Le problème de la paix, pour nous, Socialistes, est aussi celui du tiers-monde et en particulier celui de l'autre rive de la Méditerranée, là où la montée des intégrismes devient pour de jeunes nations, l'autre drogue d'une jeunesse sans horizon, le terrorisme la monnaie courante de leur désespoir et l'immigration, l'échappatoire de leur misère.
D'immenses perspectives de coopération de co-développement, comme le dit fort justement notre avant-projet, s'ouvrent entre l'Europe et les autres pays de la Méditerranée, ceux du monde arabo-musulman pour faire reculer l'intégrisme et le sous développement.
Désormais, nous devons le souhaiter et le vouloir. Les destins de la France et des pays arabes s'entrecroisent. C'est par là ainsi qu'en Afrique noire que l'histoire et la géographie ont noué entre la France et le monde, des liens les plus forts, ceux en tous cas qui nous chargent des plus grandes responsabilités. Il n'est pas indifférent aujourd'hui et demain que la France sachent, par la qualité d'élaboration, par celle de l'exemple d'une société vraiment laïque, et solidaire, faciliter le choix de ces pays, entre intégrisme, et progrès.

Il ne sera pas indifférent que la France, fidèle à son message universel et généreux, défende un seul droit international et non un droit à plusieurs vitesses.
Telles sont, mes chers camarades, il s'agit cette fois de ma conclusion, les pistes de réflexion que Socialisme et République entend contribuer à préciser dans le grand débat qui s'ouvre au sein de notre Parti, qui devra aussi s'interroger sérieusement sur son bilan et réagir aussi à la question institutionnelle après dix années d'exercice du pouvoir.
Nous le ferons dans l'attachement à une certaine idée du Parti Socialiste, avec le souci de sa modernisation, mais fidèle à cette victoire de l'homme sur l'homme, à cette confiance à la raison exaltée par la justice et corrigé par l'expérience, que constitue, mes chers camarades, la République, ce beau risque à courir en 1990 et dans les années suivantes, plus que jamais.

Le président - Je remercie Roland Carraz. Je voudrais dire d'une façon rapide pour ceux qui n'auraient pas compris... vous savez tous que les courants n'existent pas au Parti Socialiste, et les sensibilités non plus, qu'il n'y a donc pas de répartition de temps de parole, parce que ce serait tout à fait inopportun.
Il se trouve néanmoins qu'un certain nombre de camarades avaient estimé qu'il y aurait un seul orateur, d'où un petit peu la faveur chronologique qui leur aura été faite.
Je dis cela parce que j'ai vu certaines impatiences se manifester dans la salle. Je demanderai donc aux orateurs suivants, évidemment, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec les considérations de temps, de partage, d'être beaucoup plus ramassés.
Je vais donc donner la parole à Gérard Le Gall...

## Gérard Le Gall

Mes biens chers frères... oh, pardon, mes chers camarades...

Le président - Une communication : la Commission "la vie interne du Parti" se réunit salle Dickens. Je demande donc aux camarades qui en font partie de s'y rendre immédiatement. Cela fait deux fois que j'oublie...
Gérard, tu as la parole.

Gérard Le Gall - Dans ce débat très passionné, je voudrais donner quelques nombres de raisons si vous permettez...
D'abord, quelques brèves réflexions sur la stratégie pour cadrer un petit peu les choses et pour orienter le texte qui sortira de notre convention.
Tout d'abord, une première remarque préalable avant d'aborder quelques remarques idéologiques rapides, quelques problèmes institutionnels, et l'organisation en direction de 1993.
Tout d'abord une première remarque simple : c'est lorsque nous parlons de cette stratégie politique pour 1992, ou 1993, que nous ne nous cantonnions pas à n'évoquer que les problèmes électoraux ou les problèmes idéologiques, ou les problèmes de tactique électorale. La stratégie c'est beaucoup plus que cela, et je

Fondation Jean-Jaurès

crois qu'en ce sens le projet marquera la direction dans laquelle nous voulons aller.
Mais lorsque nous évoquons ces problèmes stratégiques, c'est de cela qu'il faut parler, quand nous évoquons les problèmes stratégiques c'est le contenu de la politique que nous souhaitons, c'est cela qui motive les électeurs et non pas uniquement, comme on l'aborde trop souvent, la situation à travers les alliances électorales, ou des rapports avec nos partenaires.
Ce petit point préalable, avant d'évoquer la situation idéologique rapide dans le pays : ce matin, on a évoqué quelques éléments sur la différence Gauche/Droite, et on s'est un peu défaussé en disant qu'il y aurait en quelque sorte la leçon des sondages, et celle du vécu des militants, des élus ou du peuple de gauche.
Chers camarades, ne nous défaussons pas si rapidement sur les sondages, ou leurs enseignements. Ce qu'ils nous révèlent, à travers l'extrême revalorisation ou relativisation du débat Gauche/Droite c'est la réalité d'une certaine manière, telle que nous la vivons. Alors assumons-la dans un premier temps pour mieux la transformer.
Soyons lucides sur cette réalité, et avant tout débat sur le projet, essayons de comprendre pourquoi nous en sommes arrivés là dans nos responsabilités. Dans les modifications du paysage politique, et idéologique, le concept que nous employons, qui n'effraye plus que les ultra-libéraux, mais le débat politique en 1992 et 1993 ne sera pas que par rapport aux ultra-libéraux, l'économie mixte est un concept majeur stratégique, au sens fort du terme, mais faute d'attendus réels, faute d'une explication à ce stade de notre débat, il n'y a pas le caractère mobilisateur, sauf d'effaroucher quelques ultra-libéraux. C'est la première remarque quant aux différences Gauche/Droite.
Il n'y aura plus de différences Gauche/Droite dans un pays que quand l'histoire sera achevée, lorsqu'il n'y aura plus de classes sociales, plus de contradictions dans la société, lorsque entre les riches et les pauvres, lorsque entre les communautés, entre les différentes familles idéologiques et philosophiques, il n'y aura plus de débat.
Le problème ce n'est plus qu'il n'y aurait plus de différence entre la Gauche et la Droite, c'est que nous n'avons pas su encore, avant le projet, retrouver les vraies lignes de clivage qui épousent ce combat antinomique depuis au moins deux siècles dans notre société.
Je crois que voilà quelques réflexions en bref sur le projet.
Le deuxième point, qui n'a rien à voir avec le premier, même s'il en est le préalable, ce sont les modes de scrutin.
On nous invite ici ou là à des réformes constitutionnelles, il faudrait modifier l'ordonnancement de la Constitution, c'est un thème que nous devons aborder avec force, dans notre pays, et faire réfléchir le pays sur la logique des institutions et la répartition des pouvoirs.
Il y a un point qu'en tant que responsable du secteur électoral sur lequel je voudrais intervenir, c'est celui des modes de scrutin. Dans un système politique aussi éclaté que le nôtre, où, réfléchissons bien, il y a 6 forces politiques désormais, dont 2 qui pèsent 30% du pays, près d'un électeur sur trois, ne

s'ordonne pas parfaitement dans le clivage Gauche/Droite.
Les écologistes sont en sympathie avec la Gauche, mais ils ne sont pas à gauche, le Front National est un peu ailleurs, et cet électorat révolutionnaire à sa manière, par rapport à la société, sur le thème de la préférence nationale, qui est son premier thème, mais d'autres suivront, sont en dehors de ce jeu là.
Et donc, il va falloir que nous trouvions des modes de scrutin qui s'adaptent à cette nouvelle réalité. Et je crois que les camarades et quelques-uns m'ont donné des motions votées par des fédérations, pour les élections régionales, qui souhaiteraient maintenir le mode de scrutin départemental à un seul tour, nous entraîneraient dans beaucoup de régions à la faillite électorale et d'autre part à l'irresponsabilité tout court, puisqu'au moins dans 15 ou 17 régions sur 22 nul n'aurait la majorité, ni nous, ni nos adversaires.
Il va falloir inventer, et cela a déjà été voté au Bureau exécutif, en juin, même si ici et là c'est un peu remis en cause, trouver donc l'expression institutionnelle qui permette, sur la base d'un nouvel ordre électoral, du nouvel ordre idéologique, trouver les moyens de la réussite électorale en 1992 et 1993.
Chers camarades, en système majoritaire, et là je parle des législatives, il n'est pas nécessaire de faire 35 ou 40% pour être élu. C'est, si j'ose dire, le paradoxe de Condorcet, qui prévaut aujourd'hui, un parti qui ferait autour de 30%, et compte tenu de l'éclatement du système politique, pourrait être le Parti vainqueur de l'élection.
Est-ce à dire qu'il faut se recroqueviller sur nous-mêmes, le repli stratégique du Parti Socialiste pouvant gagner seul ? Absolument pas, mais je crois qu'il faut bien comprendre cette donnée institutionnelle, ce nouveau mode de fonctionnement du système politique avant d'envisager les alliances. Dans un rapport futur au Bureau exécutif, nous irons un peu plus avant dans cette réflexion, qui remet un peu les choses en place d'un point de vue stratégique.
Comment s'organiser pour gagner ?
Chers camarades, il y a un raisonnement pour lequel je suis sûr que vous partagerez mon point de vue, à savoir cette idée selon laquelle, dans la majorité présidentielle d'aucuns seraient chargés de s'occuper de la Gauche réelle, ou supposée, par rapport au Parti Socialiste, tandis que d'autres s'occuperaient des écologistes ou d'un centre gauche, centre plus ou moins mythique, en tant que force politique et encore plus en tant que force électorale ?
Chers camarades, le Parti Socialiste a pour les
années à venir, la décennie, les décennies à venir, vocation à être le Parti majoritaire. Cet objectif, que nous avions dans les années antérieures, nous devons le maintenir. Le Parti Socialiste a une vocation universelle par rapport à l'électorat. Il n'y a, à priori, aucune limite dans son espace de concept idéologique, et surtout ne concevons pas, n'intériorisons pas cette idée selon laquelle il y aurait une division du politique et presque idéologique aussi, au sein de l'espace de la Gauche.
Le Parti Socialiste s'étend de la Gauche au centre gauche, nous avons une telle diversité de leaders, ministres, anciens ministres, Premier Ministre, anciens Premiers Ministres, qui vont de la Gauche au centre gauche, pour que par nous-

mêmes nous ayons une capacité à rassembler tout cet espace électoral.
Pas de division politique, électorale ou idéologique sommaire dans laquelle nous nous loverions. Je crois que ce serait mortel pour les années à venir. En ce sens, nous devons avoir des alliés, bien évidemment Pierre Mauroy les a évoqués à la Commission des résolutions, et demain dans le débat nous poursuivrons et surtout lors des états généraux de la Gauche.
Mais pour ma part, ces états généraux de la Gauche, je ne souhaiterais pas que ce fut un kaléidoscope politique, c'est certes l'ensemble des représentants de la majorité présidentielle actuelle ou future, si les Communistes veulent nous rejoindre, mais c'est surtout un lieu de débats politiques dans le rapport des forces de la Gauche et non pas en sur-représentant certaines forces.
Si nous n'avons pas pouvoir à juger - on a toujours capacité de jugement - le rapport de forces, qu'il y a actuellement au gouvernement entre différentes forces, qui ne représentent pas le rapport de forces électorales, au sein de la majorité présidentielle, au sein de ces états généraux de la Gauche nous avons capacité, et je crois que c'est cela la démocratie, l'essence de la démocratie, à faire en sorte que dans ces états généraux de la Gauche, lieu de débat politique, ce soit la représentation réelle de la Gauche, car je suis de ceux qui appellent à un rééquilibrage de la majorité présidentielle.
Je crois que nous avons trop fait porter, depuis 1988, notre attention, notre espace sur notre droite - c'est une convention de parler de la Droite en l'occurrence - et pas assez sur le flanc gauche de la majorité présidentielle, et chers camarades la question, qui nous est posée, à laquelle d'une certaine manière nous devons répondre, c'est une des interrogations que nous avons : voulons-nous accepter la logique d'une troisième force rampante, qui ne dirait pas son nom, ou un authentique rassemblement à gauche ? Tous les propos, que je viens de tenir, l'équilibrage au sein de la majorité présidentielle, va dans le sens d'un rassemblement à gauche, toute manière de concevoir des déséquilibres un peu artificiels auxquels notre électorat ne s'identifie pas, ne serait pas de bon augure pour 1993.
Voilà quelques-unes des idées stratégiques, en passant comme cela, que je voulais vous dire.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci Gérard, en te félicitant d'avoir respecté tes dix minutes.
Maintenant la parole est à Alain Claeys, que je remercierai aussi s'il pouvait rester dans la même tranche horaire.

## Alain Claeys

Chers camarades, nous sortons tous de conventions départementales, pour préparer cette convention ordinaire et cette convention extraordinaire sur le projet. Ce que j'ai retenu de ma convention départementale c'est des militants qui attendent beaucoup de ce projet, mais c'est aussi, et il faut aujourd'hui le dire, peut-être entre nous, des militants qui s'interrogent sur la situation

Fondation Jean Jaurès

présente, et qui se disent : comment relier le réel à l'idéal ?
Au pouvoir depuis bientôt dix ans, nous avons vécu en direct les transformations profondes de notre société, les bouleversements au niveau international, les conséquences directes de la crise, au quotidien, dans nos cités, dans nos quartiers, l'apparition de nouvelles exclusions, mais aussi l'émergence de nouvelles solidarités.
Malgré les réformes importantes réalisées, que ce soit sous le gouvernement de Pierre Mauroy, ou celui de Laurent Fabius, ou de Michel Rocard, nous percevons tous que le monde d'aujourd'hui appelle de nouvelles réponses, de nouvelles perspectives.
Oui, nous aspirons tous, tous les militants aspirent aujourd'hui à redonner un nouveau contenu à notre si beau slogan "changer la vie", c'est-à-dire qu'en fait nous voulons aujourd'hui, les uns et les autres, peser sur la réalité.
C'est un début de la réflexion, que nous avons engagée et qui va se poursuivre jusqu'en novembre 1991 sur notre projet.
Un projet, pour quoi faire ? Avant tout pour redonner une réalité à notre action militante. Aujourd'hui, en 1990, chaque militant dans sa section se pose très concrètement cette question : quel est le sens de mon engagement aujourd'hui, au sein du Parti Socialiste ?
La réponse ne peut se trouver uniquement dans des textes. Elle suppose que simultanément nous dégagions de nouvelles pratiques, nous percevions clairement les lignes de force de la politique gouvernementale et leur traduction au quotidien, et qu'enfin nous sachions mettre en perspective notre action, c'est-à-dire que nous soyons capables d'apporter nos analyses, nos réponses, aux nouveaux défis éthiques, culturels, économiques, et internationaux.
Nouvelles pratiques, mesures concrètes, mise en perspective de notre action, les trois choses sont indissociables. La crédibilité de notre action se mesurera par notre capacité à mener de front ces trois objectifs.
Aller à la rencontre des Français suppose que nous sachions trouver de nouvelles pratiques sur le terrain, notre tâche, la tâche de nos élus, est de fédérer dans un projet collectif la multitude des aspirations. A nous de créer de nouvelles formes de militantisme.
N'ayons pas la tentation aujourd'hui de nous replier sur nos structures. Nos structures ne doivent être en aucun cas des écrans entre nous et les Français. A nous de faire émerger au niveau local, au niveau de chacun de nos quartiers, des solidarités qui permettent de surmonter l'individualisation des comportements, et qui participeront à l'émergence d'une nouvelle citoyenneté.
Ainsi nous retrouverons le dynamisme qui nous a permis au niveau local de nous implanter dans les années 71-77 et de préparer la grande victoire de 1981.
Retrouver ce lien avec les Français passe aujourd'hui par une plus grande rigidité de la politique gouvernementale. Nous serons jugés en 1993, à l'occasion des élections législatives, sur notre bilan.
Rassembler à Gauche veut dire concrètement que nous soyons en mesure de présenter aux hommes et aux femmes de Gauche une politique cohérente, répondant à leurs principales aspirations.

Fondation Jean-Jaurès

C’est la condition aussi pour que le nouvel horizon que nous appelons aujourd’hui de nos vœux soit pleinement crédible aux yeux des Français.
Chers camarades, notre force, la force du Parti Socialiste, cela a été depuis Epinay la qualité de notre militantisme. C’est cela que nous devons préserver aujourd’hui. Ce sont en effet tous les militants qui porteront le projet du Parti Socialiste et qui iront à la rencontre des Français.
Aussi aujourd’hui devons-nous porter la plus grande attention à l’attente des militantes et des militants. Ils veulent un parti rassemblé, convivial, qui débatte, ouvert vers l’extérieur, en phase avec les grands enjeux qui se posent aujourd’hui à notre société.
A notre Congrès à Rennes, nous avons débattu des conditions de la modernisation du Parti Socialiste, de ses pratiques. Ce débat ne peut être dissocié de notre projet. En effet, chers camarades, la réussite de la rencontre que nous voulons avec les Français passe par la mobilisation de tous les militants de notre Parti.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci, cher camarade. Je donne la parole à Jean-François Merle. Ensuite, que Jean-Claude Fruteau se prépare.

## Jean-François Merle

Chers camarades, je voudrais intervenir sur un sujet qui rejoindra pour partie celui de l’intervenant qui m’a précédé. Peut-être n’est-ce pas un hasard si les responsables fédéraux ont au lendemain des conventions qui préparaient cette Convention nationale, une sensibilité un peu particulière de l’attente des militants à évoquer ici.
A quoi sert en effet le Parti Socialiste, puisque c’est une des questions auxquelles le débat sur le projet nous renvoie ?
Mais a qui s’adresse cette question, chers camarades ? Aux Français ? Aux militants Socialistes ou aux deux à la fois ?
Peut-être en effet la question mérite-t-elle d’être posée au regard d’un certain nombre d’événements récents.
Les Français ne nous comprennent plus tout à fait, disent certains sondages. D’autres indicateurs comme la fréquentation de nos réunions nous disent aussi que les militants ne se retrouvent plus tout à fait dans les querelles de chapelles, de courants ou de sous-courants, de chefs ou de sous-chefs. Comment en serait-il autrement, quand on voit que c’est parfois de nos propres rangs que vient la mise en cause des projets, des analyses, des mesures mises en avant par les Socialistes eux-mêmes ?
La politique gouvernementale, nous dit-on, doit être plus lisible. La contribution sociale généralisée, a-t-on fait observer, a été jusqu’ici mal comprise des Français. Mais comment en aurait-il été autrement quand on demandait aux militants de diffuser des tracts, de coller des affiches, d’expliquer les argumentaires qui étaient contredits par un certain nombre de chiffres erronés,

Fondation Jean-Jaurès

d'arguments fallacieux, d'oppositions de principe diffusés à l'intérieur même du Parti, voire, parait-il, dans les rouages gouvernementaux ? Et comment le Parti aurait-il pu se mobiliser totalement et efficacement pour expliquer au monde du travail et à nos concitoyens ce qu'est la contribution sociale généralisée, alors que tant d'énergie était perdue à éteindre les incendies intérieurs ?
Le sondage qui a été publié par "Vendredi" montre que les Français verraient de moins en moins les différences entre la Gauche et la Droite. Et comment voient-ils aujourd'hui les affrontements entre la Gauche et la Droite ? Ne voient-ils pas plutôt d'un côté, à Droite, Giscard et Chirac qui s'affrontent, de l'autre, à Gauche, les Socialistes qui sont tout seuls à occuper le terrain, tandis que les Communistes votent la motion de censure avec la Droite et l'extrême droite ?
Autrement dit, comment les Français auraient-ils une image lisible et claire du combat politique quand ce combat politique ressemble à deux équipes de football où les joueurs passeraient plus de temps à envoyer le ballon en touche ou quelquefois dans leurs propres buts plutôt qu'à marquer des points contre l'équipe adverse ?
Les Français n'aiment pas l'anti-jeu, et les Socialistes ont aussi un peu tendance à se détourner de ce genre de spectacle.
Si j'interviens sur ce thème, chers camarades, c'est que les militants de ma fédération dans la convention fédérale ont évoqué à plusieurs reprises la question d'un certain nombre de manquements à l'unité du Parti et à la solidarité politique que l'on a observé, y compris de la part d'un certain nombre de nos élus, dans la période récente, et ils ont adopté sur ce point à la quasi-unanimité une motion que je déposerai sur le bureau de la convention.
Je dis bien dans la période récente, car si les projecteurs politiques ont été braqués sur le vote d'un amendement lors du débat sur la Corse, il n'est pas possible pour autant de passer par pertes et profits, de considérer comme un simple accident de parcours, voire comme une curiosité régionale, la défaillance d'une fraction du groupe sénatorial à l'unité de vote du groupe lors du projet de loi de Claude Evin sur la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme.
(Applaudissements)
A quoi servira le débat que nous allons avoir sur le projet ? A quoi servira l'implication des militants dans ce débat si, lorsqu'il s'agit de passer aux actes, c'est-à-dire au vote, ce sont les groupes de pression professionnels, régionaux ou financiers qui emportent la décision ?
(Applaudissements)
Le débat sur la Corse n'aura pas été moins surprenant.
Sans doute la question n'était-elle pas simple et l'enjeu était-il loin d'être médiocre. Réfléchir ensemble pour savoir de quoi se nourrit l'identité nationale, comment s'articule la reconnaissance des héritages culturels, multiples et divers, qui ont fait et qui continuent de faire la France et l'unité et l'indivisibilité de la République, c'est une vraie question, et elle est assurément au cœur du projet dont nous avons à débattre.
Mais enfin, chers camarades, quel paradoxe de voir les parlementaires d'un courant de notre Parti, courant qui est au demeurant une composante du peuple

Socialiste tout à fait légitime, enfreindre l'unité de parti au nom même de l'unité nationale dont ils redoutaient qu'elle ne soit menacée par la reconnaissance du peuple corse !
C'est une vraie question que celle du rapport entre l'unité nationale et la reconnaissance des héritages culturels, et à partir du moment où le Bureau exécutif avait tranché, je crois qu'il n'était pas acceptable que sa décision soit remise en cause.
Et puisqu'on en est à l'évocation de ces singularismes et de ces particularismes, je n'évoquerai que pour mémoire, puisque le Premier secrétaire comme Marcel Debarge ont, lors du séminaire des Premiers secrétaires fédéraux, eux-mêmes condamné cette attitude, je n'évoquerai que pour mémoire les locations de cars ou la participation de tel ou tel parlementaire aux manifestations lycéennes, assortis de commentaires dirigés contre le ministre de l'Education nationale.
Comment voulez-vous que les électeurs s'y retrouvent ? Comment voulez-vous que les militants se mobilisent et se rassemblent, si des comportements de cette nature, si des divisions de cette nature viennent mettre en cause la synthèse si difficilement acquise, et après quels affrontements, lors de notre Congrès de Rennes ?
Nous faisons confiance à la direction du Parti et au Premier secrétaire pour être les garants du rassemblement, de l'unité des Socialistes et de leurs élus.
A quoi sert le Parti Socialiste, puisque telle est la question qui nous est posée ?
Mais que voudrait dire cette question si elle devait être posée au pluriel ?
Le travail considérable qui a été réalisé autour de Michel Charzat sur le projet, les rencontres régionales entreprises, les stages de formation, la mise en place de la Fondation Jean Jaurès, tous exemples parmi d'autres qui montrent que les Socialistes sont capables d'avancer ensemble, de réfléchir ensemble, d'agir ensemble.
Mais est-ce que nous serions moins capables de faire parler de nous, d'expliquer notre point de vue, de valoriser nos propositions quand nous sommes d'accord, unis et rassemblés que lorsqu'il s'agit de nous opposer les uns aux autres ou de distiller des petites phrases ?
Chers camarades, ce que les militants de ma fédération m'ont chargé de dire ici, c'est qu'ils attendent de tous les responsables du Parti une discipline collective, une solidarité effective, une détermination commune qui soient à la hauteur du défi que nous nous fixons avec l'élaboration de ce projet. Si nous n'en sommes pas capables, eh bien, les citoyens, les travailleurs regarderont de plus en plus la classe politique, les responsables politiques, les militants politiques comme des extra-terrestres, et nos rencontres avec les Français risqueraient fort d'être des rencontres du 3ème type !
(Applaudissements)

Le président - Merci.
J'avais annoncé Jean-Claude Fruteau, mais il se désiste. Est-ce que Henri Weber est prêt ?

Fondation Jean Jaurès

Henri Weber - Toujours !

Le président - Tu as la parole.

## Henri Weber

Chers camarades, je veux me borner pour ma part, dans les délais qui me sont impartis et que je m'engage à respecter, à évoquer la campagne du projet qui constitue tout de même le principal sujet de cette convention.
Michel Charzat l'exposera dans le détail, par le menu tout à l'heure, je veux me livrer à quelques réflexions.
L'initiative du projet qui nous est proposée aujourd'hui est positive, au moins à deux titres, et nous devons nous y engager pleinement.
Elle est positive d'abord parce qu'elle nous donne l'occasion d'assumer clairement et publiquement l'aggiornamento Socialiste français survenu aux alentours de 1982-1983.
Au début des années 80 en effet, nous avions opéré un tournant idéologique considérable par rapport à notre discours et à notre projet des années 70. Mais nous l'avons fait tacitement, par glissements successifs, sans l'expliquer et même parfois en le niant. On disait : ce n'est pas nous qui changeons, c'est la vie, ce sont les conditions, ce sont les circonstances...
Et pourtant, il s'agissait d'un changement de taille ! Dans les années 70, vous vous en souvenez, le Socialisme toutes cultures confondues se définissait selon le triptyque nationalisation/planification/autogestion. Je dis bien toutes cultures confondues, car l'ainsi nommée Deuxième Gauche ne disait pas autre chose. Relisez les textes des Congrès de la CFDT.
Or il est clair, mes chers camarades, aujourd'hui que cette définition est abandonnée, et cela par tous les courants du Parti. Personne ne propose plus de nationaliser l'essentiel des grandes entreprises, personne ne propose plus de réguler l'économie uniquement par le plan, personne ne propose plus de substituer aux patrons privés des directeurs élus par les salariés ou même nommés par l'Etat. Notre définition du Socialisme tient désormais plutôt dans le triangle société mixte/éco-développement/approfondissement de la démocratie.
L'expérience du pouvoir et la faillite du collectivisme bureaucratique sont passés par là. Ce tournant, nous avons eu raison de l'effectuer ; mais il nous reste à l'assumer publiquement, à l'expliciter, à le fonder en théorie, c'est-à-dire à en préciser à la fois les raisons, l'ampleur et les limites. Car ce tournant, mes chers camarades, est lourd de conséquence dans la définition de nos objectifs, dans le contenu des réformes que nous préconisons, dans l'orientation de notre politique au jour le jour.
Si nous n'en rendons pas publiquement compte devant notre base, si nous ne l'expliquons pas dans ses fondements comme dans ses implications, les salariés, les électeurs ne comprennent plus le sens de ce que nous faisons, ne perçoivent plus de différence entre la Gauche et la Droite ; et cela, paradoxalement, au moment précis ou cette différence saute aux yeux partout où ont été administrées les médecines ultra-libérales, en Grande-Bretagne comme aux Etats-Unis.

Fondation Jean-Jaurès

J'admets volontiers que, pendant des années, nous avions mieux à faire qu'à nous interroger sur nous-mêmes, redéfinir notre identité, expliquer nos évolution ; il fallait sortir le pays de la crise, faire face à l'offensive de la Droite et de l'extrême droite, reconquérir le pouvoir gouvernemental afin d'assurer à notre action la durée sans laquelle il n'y a pas, dans nos sociétés, de réforme possible.
Mais aujourd'hui, le moment est venu ; et c'est la première raison pour laquelle je crois qu'il faut nous réjouir de la démarche qui nous est proposée et assurer son plein succès.
La seconde raison qui rend cette initiative particulièrement bienvenue, c'est que dans sa méthode elle correspond à un besoin, à une demande réelle de notre base sociale et de nos électeurs.
Les Français ont trop souvent le sentiment que les hommes politiques ne les écoutent pas : cela revient comme un leitmotiv dans les enquêtes d'opinion. Ils ont l'impression qu'ils ne s'intéressent pas à leurs problèmes, vivent dans un monde à part, protégé, à mille lieues de leurs préoccupations.
Partir collectivement à l'écoute des Français pendant plus de 6 mois avant d'élaborer un nouveau projet Socialiste et non plus l'élaborer en chambre, et dans ces conditions particulièrement pertinentes.
Nos concitoyens sont inquiets ; inquiets et rebutés par le morcellement des forces politiques ; inquiets des nuages qui s'amoncellent à l'horizon. Ils veulent être écoutés et c'est une excellente chose que notre Parti leur en propose le cadre et l'occasion.
Mais si cette démarche est opportune, elle est également délicate. Elle est plus facile à énoncer, à pratiquer. Et puisqu'il est beaucoup question de méthode, à ce stade de la discussion je voudrais faire deux remarques qui sont aussi deux mises en garde.
Première remarque : la plus belle fille de France ne peut offrir que ce qu'elle a et il ne faut pas attendre des auditions et des réunions publiques que nous allons organiser plus qu'elles ne peuvent donner.
Il faut se garder, en particulier, de croire que de ces réunions peuvent surgir des réponses toutes prêtes aux problèmes que nous nous posons, et a fortiori le projet Socialiste lui-même ; et cela, mes chers camarades, pour une raison simple et évidente : l'interrogation et parfois le désarroi qui sont les nôtres, à nous militants Socialistes, ils sont également partagés par notre base. Ils ne sont nullement artificiels ; ils ont des raisons profondes qui affectent l'ensemble des Français. Ils s'éclairent, à mon sens, par le télescopage de deux phénomènes.
Tout d'abord, nous vivons la conjonction de plusieurs mutations majeures qui, chacune, séparément bouleverse l'univers familier qui est le nôtre, et ensemble nous précipitent dans un monde nouveau, largement inconnu, imprévisible, inquiétant.
Je citerai pour mémoire l'accélération de la troisième révolution industrielle, celle de l'informatique et des biotechnologies, la mondialisation de l'économie, des communications et de la culture, et la menace - comme on l'évoquait tout à l'heure - que cette mondialisation fait peser sur les souverainetés et les identités nationales, l'effondrement du Communisme et de l'ordre injuste - mais

Fondation Jean Jaurès

relativement stable - issu de Yalta, l'exaspération des contradictions nord/sud, la montée des périls écologiques, la lente désagrégation du lien social dans les démocraties d'occident, minées par l'individualisme et le mercantilisme.
Ces ensembles de mutations se produisent précisément au moment où, avec la crise du marxisme, s'effondre l'idéologie qui éclairait dans ce pays le peuple de Gauche, depuis près d'un siècle, et lui permettait de s'orienter dans le maquis des faits.
On comprend qu'il y ait désarroi ; l'utopie Communiste de la société sans classe a fait naufrage. Le modèle social-démocrate du capitalisme tempéré est entré en crise sous l'impact de ses propres effets pervers et de la mondialisation de l'économie.
Quelle alternative ? Quelle figure de la société désirable proposer à ceux, fort nombreux - et qui le seront demain encore davantage - qui ne se satisfont pas du désordre injuste et périlleux du monde ? C'est là aussi un objectif majeur de la démarche qui nous est proposée.
La seconde phase d'élaboration de notre projet vise à associer le maximum de Français à notre réflexion. Elle vise à recueillir leurs points de vue, leurs griefs, leurs analyses, leurs positions. Mais une fois ce travail effectué, rien ne peut remplacer le travail d'élaboration autonome du Parti lui-même. Et c'est là la troisième phase dont Michel Charzat nous parlera tout à l'heure.
A partir des matériaux recueillis et de la confrontation des points de vue dans les réunions, élaboration d'un ou de plusieurs projets - car des divergences peuvent surgir et s'exprimer à condition qu'elles ne soient pas artificielles - projets qui sont soumis au débat et au vote des militants.
Ma seconde remarque, en forme de mise en garde, a trait à ce qui me semble être la contradiction possible et la principale difficulté de cette démarche ; contradiction nullement insurmontable pourvu que l'on en soit conscient.
Nous allons proposer à ceux qui viendront dans nos réunions de débattre du Socialisme de l'an 2000, alors qu'eux viendront plus probablement nous demander des comptes sur notre gestion gouvernementale depuis deux ans et depuis dix ans.
Nous leur parlerons économie mixte, extension de la démocratie, égalité de droit des femmes, éco-développement, réhabilitation du service public, rassemblement de la Gauche, rénovation du Parti.
Ils nous répondront : fausses factures, immigration sauvage, insécurité, chômage, échec scolaire, mal être des banlieues...
Il est excellent que nous ayons à formuler notre projet sous le feu de ce genre d'interpellations mais, mes chers camarades, cela va tanguer ! Nous allons nous faire "remonter les bretelles". Ce ne sera pas toujours agréable mais, entre nous, mieux vaut se faire "engueuler" aujourd'hui que dans deux ans.
Néanmoins, nous devons veiller à ce que ces réunions ne se transforment pas en meetings d'amertume où serait traité le catalogue de la Redoute des griefs et des revendications présentées au gouvernement.
Mes chers camarades, notre campagne du projet - et c'est une raison supplémentaire de nous atteler énergiquement à son succès - s'inscrit

parfaitement - Claude Bartolone le rappelait ce matin ainsi que Michel Debout à l'instant - dans notre effort constant pour rassembler la Gauche, renouer jour après jour les fils de l'union que d'autres, malheureusement, s'ingénient à défaire.
Si le peuple de Gauche vit un certain désarroi, sa composante Communiste connaît, elle, un véritable vertige et ce n'est malheureusement qu'un commencement.
Aux camarades Communistes encartés, sans carte, à l'intérieur du Parti, rénovateurs, reconstructeurs, refondateurs, s'adresse également notre démarche ; et nous devons tout faire pour essayer de les y associer.
Redéfinir le projet pour renforcer le Parti Socialiste, renforcer le Parti Socialiste pour rassembler la Gauche, renforcer la Gauche pour travailler à la transformation sociale de la France, voilà à quoi, chers camarades, il nous faut, dans les mois qui viennent, nous mobiliser.
(Applaudissements)

Le président - Christian Bataille a la parole.

## Christian Bataille

Chers camarades, comme d'autres l'ont fait avant moi, je veux témoigner en quelques instants de la manière dont le débat s'est engagé avec les sections, avec les fédérations.
La fédération du nord, dont je suis ici le délégué, a pris l'initiative de tenir d'ores et déjà des réunions préparatoires au projet. Nous avons tenu une dizaine de réunions d'arrondissement qui ont rassemblé, sur 10 réunions, environ 2000 militants que nous avons écoutés. Nous avons en quelque sorte l'image d'une fédération prête à réfléchir et à travailler.
La gravité des enjeux du moment est exprimée par le projet. Dans la fédération que je représente, nous sommes marqués par une civilisation industrielle ancienne, une urbanisation dans la marche forcée qui pose aujourd'hui problème. Et la difficulté au fond que nous éprouvons devant les militants est de maintenir l'ambition collective au moment où tout s'éparpille, au moment où les structures traditionnelles - politiques, syndicales, sociales - qui ont marqué l'histoire de ce siècle sont en crise. Au fond, nous essayons de faire un retour sur nous-mêmes, exempt de tout dogmatisme.
C'est un exercice difficile, périlleux, rendu complexe du fait que toute la culture économique et sociale qui marque une partie de notre pays, à laquelle je faisais allusion, a marqué le vécu et le discours de la Gauche.
J'ai constaté qu'après une période de débat interne, la période du Congrès de Rennes - débat interne vif - il est extrêmement difficile de relancer le débat d'idée dans les profondeurs de notre Parti. En effet, les militants ont été quelque peu désorientés par le débat de ce Congrès que nous avons vécu ; et, en cela, nous portons notre part de responsabilité.
Je crains que nous vivions en ce moment une véritable dualisation du Parti à l'image de la société que nous voulons réformer.

Certes, nous essayons, les uns et les autres, de tenir un discours exempt de la langue de bois que l'on qualifie facilement de basiste. Mais n'y a-t-il pas, dans la dénonciation au fond d'une langue de bois basiste une langue de bois en elle-même qui a été utilisée par d'autres dans l'histoire, et des facilités intellectuelles que nous nous donnons ?
En effet, à force, à notre niveau, dirigeants du Parti, de tout baser par complaisance sur la phrase qui blesse inutilement, la confidence soulignée, le trait acéré, on finit par récolter ce que l'on a semé, c'est-à-dire le non-débat ou la difficulté à créer un débat sur les idées.
Triste moisson que celle d'aujourd'hui qui se caractérise cette semaine, mais qui se caractérisera par autre chose la semaine prochaine. Cette semaine, c'est un entrefilet fielleux chez un marchand de papier placé à Gauche jusqu'à nouvel ordre. La semaine prochaine, ce sera autre chose. Et je pense profondément que nous devons, dans les profondeurs du Pari, essayer de retrouver les chemins de la fraternité, les chemins d'un débat franc et bien conduit. Ce débat est nécessaire dans le Parti et les courants en sont aujourd'hui - et sans doute demain - la traduction statutaire. C'est une organisation du débat que nous avons choisie il y a longtemps, qui a beaucoup apporté au Parti Socialiste dans l'histoire de ces 10 dernières années.
Il nous faut éviter de tomber dans la facilité du discours anti-courants. Mais les courants n'ont de sens qu'à travers les idées - et la convention sur le projet peut aider à organiser ce débat - nous l'avons eu dans un passé récent à travers toute la décennie que nous venons de traverser, et même des deux décennies, sur des idées fortes, sur de grandes options : union de la Gauche, le programme du Parti, le programme commun, la rupture avec le capitalisme, l'opposition qualitative et quantitative, le rythme et l'ampleur des nationalisations, et j'en passe... Et nous avons su mener ce débat dans la différence. Je crois que nous devons redevenir capables de le faire sur d'importantes options de société, sur les orientations - le Premier secrétaire en parlait ce matin, donnait quelques exemples : l'Europe. On peut y ajouter l'économie de marché, l'économie mixte, la maîtrise du progrès à travers le débat sur l'écologie, le rôle de la nation, etc.
Au fond, quand on rencontre ce qui reste le fond du Parti et ce qui restera notre principal instrument politique dans les prochaines années, on sent que les militants peuvent reprendre goût à ce type de débat.
A nous de leur rendre ce goût, à nous de leur rendre cette ambition.
Les enjeux de Congrès futurs, les désignations, sont encore loin devant nous et il importe pour l'instant que le Parti soit un lieu de débat sur les choix de l'heure, que nous soyons capables de re-mobiliser autour de choix précis et, espérons-le, plus tard, d'un programme.
Tout le monde affirme aujourd'hui qu'il nous faut re-mobiliser à gauche, que la re-mobilisation à gauche sera le moteur de nos victoires futures. Mais pour pouvoir re-mobiliser à gauche, essayons d'abord de re-mobiliser dans le Parti.
La méthode proposée pour le projet est une méthode ouverte, qui permet beaucoup, qui permet de dépasser les clivages, qui permet ou qui permettra, espérons-le, de dégager sur tel ou tel thème d'idées des majorités d'idées, qui

permettra d'organiser différemment notre pensée, différemment notre débat que la façon ressentie comme quelque peu désastreuse dont nous l'avons organisé ces derniers mois.
Je ne dis pas qu'il ne nous reste aucune chance, mais en tout cas mener le débat dans le Parti, aujourd'hui et pendant un an, je crois que c'est une chance qui nous est offerte à nous et à l'opinion de dépasser cette manière triviale, vulgaire, dont le débat politique est mené aujourd'hui dans l'opinion.
Sachons la saisir. Ceux qui nous soutiennent l'attendent de nous et ils attendent beaucoup.
J'en viens à ma conclusion. Je parlais tout à l'heure de dualisation du Parti. Nous pouvons rassembler le Parti, nous pouvons rassembler les sensibilités, les différences dans ce Parti, nous pouvons aussi combler le fossé qui commence à se creuser entre dirigeants élus et militants. Nous pouvons le faire si nous savons débattre de la bonne manière.
Nous sommes ici des dirigeants de notre Parti.
Camarades dirigeants, sachons écouter, sachons entendre ce cri qui monte, ce cri qui va monter du fond de ceux qui persistent à compter sur nous, envers et contre tout, et ils sont encore nombreux qui croient en leur Parti. Cette idée que rien n'aurait été possible dans le passé sans le Parti est très profondément ancrée encore, même chez ceux qui geignent, chez ceux qui se plaignent. Démontrons-leur que rien dans l'avenir ne sera possible sans le Parti.
Si nous savons nous rassembler dans la diversité, alors oui, l'avenir nous est toujours promis !
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Louis Mermaz, ensuite Manuel Valls.

## Louis Mermaz

Chers camarades... le projet Socialiste pour l'an 2000... Dans le fond, nous sommes probablement aujourd'hui la seule formation politique en France à nous engager dans un travail à si long terme, même si nous en attendons des fruits un peu plus rapprochés que la date de changement du millénaire. Mais je crois que ce travail n'est jamais arrivé aussi à point. Il faut se féliciter de ce que la direction du Parti et l'équipe rassemblée autour de Michel Charzat s'attellent à ce travail salvateur.
Certes, l'exercice est difficile. Il est d'autant plus difficile que nous sommes aux responsabilités et qu'il est plus facile de proposer quand on est dans l'opposition que lorsqu'on doit rendre compte jour après jour de ce que l'on fait. Mais dans le fond, nous sommes servis par le fait qu'aujourd'hui tout bouge, tout change, et que l'accélération du changement doit normalement, chez des êtres bien constitués, accélérer le développement des pensées.
Eh oui ! Les systèmes politiques, les systèmes économiques se dérèglent et craquent. Le Communisme en Union soviétique s'effondre, on le sait. Aux Etats-Unis, dans le monde, le libéralisme, le reaganisme, le thatcherisme sont

mis en cause. Quant à la situation dans le tiers-monde, est-il nécessaire de faire de longs discours pour évoquer sa détresse ?
Quant à nous, nous sommes aux responsabilités depuis huit ans, certains diront même depuis dix ans. Nous avons changé (on ne se pose même plus la question, comme il y a quelques années) et, sur le plan de la réflexion et de l'expression, nous sommes parfois passés de la rupture avec le capitalisme à l'appréciation des marges de manœuvre.
Nous avons cependant fait des réformes, beaucoup de réformes, que les autres n'auraient pas faites. Mais nous n'avons pas changé fondamentalement le système capitaliste.
L'échec du Communisme n'induit pourtant pas le succès du libéralisme, même si l'un s'effondre et si l'autre perdure.
Les pays de l'est sortent de la dictature Communiste, de soixante-dix ans ou de quarante-cinq ans de dictature Communiste. Ils conquièrent des libertés et, cela, c'est une chose formidable. Mais ils commencent à découvrir (et les conversations que nous avons avec des habitants venus de ces pays-là le révèlent) les limites du libéralisme que, pour ne choquer personne, on appelle "le libéralisme sauvage".
Les équilibres à la surface de la planète se modifient. C'est la crise du Golfe, c'est le remodelage de la carte de l'Europe, ce sont ces problèmes que connaît l'Allemagne réunifiée, c'est soudain la force extraordinaire de cette Allemagne. Toutes les questions se posent donc en même temps, ébranlent les idéologies, secouent les partis, à commencer par le nôtre.
Les changements à travers le monde, les changements en Europe, notre présence au pouvoir, à la tête du pays et sur un continent où les modes de pensée, de sentir et d'être, de modifient aussi, doivent être pris en compte par le projet, mais en attendant, aussi par la pratique politique et sociale quotidienne.
Alors, cela porte des noms très modestes : la réforme de la taxe d'habitation (on n'en finit pas de la faire), la réforme du foncier non bâti pour les petits paysans... juguler la hausse des loyers... combattre la spéculation foncière qui chasse les habitants des villes... bref, aménager le territoire pour ne pas se trouver demain dans un pays où il y aurait, d'un côté (hormis les lieux de production intensive), une campagne désertifiée, des villes vides transformées en centres d'affaires, et de l'autre des habitants refoulés dans des banlieues tentaculaires.
Veillons donc tous, militants, membres du gouvernement, parlementaires, élus locaux, à ne pas nous laisser engluer dans les conformismes inévitables avec la pratique de la gestion et gardons la fraîcheur d'invention pour bousculer les habitudes et continuer d'aller de l'avant, même si c'est plus difficile quand il faut le faire par l'acte que par la pensée ou par le rêve.
Mais même si nous avons des difficultés, nous constaterons (cela ne nous consolera pas, mais c'est comme cela) qu'on n'est pas mieux loti au Parti Communiste ou à droite. Quant au Front National, il ne doit son existence qu'à la difficulté d'être, parfois de penser et d'agir des autres.
Mais la force de récupération du capitalisme est considérable et partout les questions nous assaillent.

Fondation Jean Jaurès

Y a-t-il dans l'affaire du Golfe des arrière-pensées américaines ? Probablement, et il faut se féliciter de ce que la France et le Président de la République, dans le cadre des résolutions prises par les Nations Unies (résolutions à l'élaboration desquelles nous avons largement participé), veuillent tenir le cap ferme, obtenir l'évacuation du Koweït, faire reculer celui qui a agressé, mais tout faire jusqu'au bout pour éviter la guerre, car la guerre serait redoutable, faire respecter le droit international, prendre certes le risque de devoir employer la force, mais par la diplomatie tenter d'obtenir le même résultat sans la guerre. C'est bien cela que le Président de la République, le gouvernement entreprennent, veulent tâcher de réussir et vont peut-être réussir.
Et puis, il y a aussi, au niveau des bouleversements, cette négociation qu'on appelle du GATT, tarifaire, douanière, que l'opinion publique commence à découvrir. C'est quelque chose d'obscur... On vit pourtant sous ce régime depuis les années 60 et l'opinion publique s'aperçoit que la force de notre pays, l'indépendance de notre pays, les relations internationales, dépendent largement de cette négociation qui dure depuis 1986, qui a commencé en Amérique latine, dans l'Uruguay, qui va s'achever peut-être d'ici la Noël, et que notre avenir pourrait en dépendre largement.
D'un côté, les Etats-Unis, de l'autre la Communauté, un peu plus loin le Japon, les pays en voie de développement, les pays du groupe de Kerns (qui connaissait Kerns, la ville australienne, il y a seulement quelques semaines ?), une coalition qui regroupe des pays aussi divers que la Nouvelle-Zélande, l'Australie, le Canada, mais aussi des pays à la porte du tiers-monde, comme le Chili, comme la Colombie, comme la Thaïlande, comme les Philippines...
Négociation qui dira le poids des uns par rapport aux autres, qui fixera les règles du commerce international, mais qui pourra entraver, quoi qu'on en pense, la liberté des uns de produire, d'exister par rapport à celle des autres.
Bataille âpre, et pas seulement dans le domaine agricole, mais aussi lorsqu'il s'agit de la propriété intellectuelle, lorsqu'il s'agit des services, des télécommunications, des textiles...
Et nous retrouvons là le capitalisme, le capitalisme qui a largement contribué à ruiner le tiers-monde.
Les Etats-Unis aujourd'hui s'attaquent à l'Europe, pacifiquement, par les voies du commerce. Ils s'attaquent à la concurrence, ils s'attaquent, dans le fond, au premier marché solvable au monde. De par mes fonctions récentes, recevant il y a quelques jours le ministre de l'Agriculture américain, M. Clayton Yeutter, une sorte de colosse aux mâchoires un peu raides, au regard bleu, dur, derrière des lunettes d'écaille, je l'entendais soudain me déclarer en anglais (mais la traduction était là) : "Monsieur Delors et vous, voulez-vous une agriculture de type soviétique en Europe (et on a vu où cela nous a menés) ou voulez-vous enfin une agriculture capitaliste ?

Le président - Et en anglais, cela donne quoi ?

Louis Mermaz - ... Cet homme, Henri, n'a probablement jamais fréquenté les

Congrès du Parti Socialiste, ni n'a jamais eu connaissance de l'effort obstiné que nous déployons depuis un quart de siècle pour justement, entre deux systèmes qui ne seront jamais les nôtres, inventer et nous frayer une voie !
Les Etats-Unis, aujourd'hui, poussent devant eux ce groupe de Kerns, aussi divers, ils invoquent aussi les droits du tiers-monde, comme si parfois ils n'étaient pas largement responsables de par leur puissance et de par le jeu des bourses de la chute des cours des produits tropicaux !
Lorsqu'on oppose les seules lois du marché au droit de la communauté des hommes, à leur droit de produire, à leur droit d'exister, à leur droit de se développer, lorsqu'on leur dit simplement : "Vous exportez trop, vous n'importez pas assez, vous vendez trop et vous n'achetez pas assez", est-ce qu'on a vraiment posé en termes convenables les échanges et est-ce qu'il ne faudrait pas un jour dans le monde substituer à l'arme alimentaire la coopération alimentaire ?
Et cependant, à travers cette crise qui est profonde, qui est dure, peut-être que se manifestera enfin la cohésion de la Communauté européenne. Peut-être qu'à travers cette épreuve se construira mieux et plus fort l'Europe économique, monétaire et surtout politique. Les résultats de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe ont montré que, depuis Paris et depuis l'Europe, des choses pouvaient se faire, des temps nouveaux s'annonçaient.
Pour conclure, quelques mots (il en faudrait davantage) sur la politique intérieure, sur notre Parti à la veille de la seconde phase de l'élaboration du projet : la rencontre avec les Français.
Alors là, c'est le climat et je pense à la formule d'Arletty à Jouvet : "Atmosphère ?.. Atmosphère toi-même !"
Si le Parti Socialiste était plus uni (mais après tout, dans d'autres Partis, on est infiniment moins uni), si le Parti était plus uni dans sa diversité... Si tous les hommes et si toutes les filles du monde se donnaient la main... vous connaissez la chanson... Mais si l'on regarde à côté de nous, le Parti Communiste à la veille de son Congrès, que de problèmes ! Que de problèmes qui l'ont amené à voter la censure, ce qui est se donner un camouflet à soi-même !
Et cependant, le Parti Socialiste a eu raison, Pierre Mauroy l'a dit, le Bureau exécutif l'a exprimé, nous avons été nombreux à l'exprimer, le Parti Socialiste ne changera pas sa stratégie, car le Parti Socialiste devrait-il un jour être à lui seul l'ensemble de la Gauche, il continuera à rassembler toutes les forces de gauche, parce que c'est cela la raison d'être de notre action.
La Droite, c'est le duel Giscard d'Estaing/Chirac, un remake, c'est l'exploitation des affaires qui sûrement ne donnera pas grand chose, sinon désorienter l'opinion, y compris l'opinion dans la Droite démocratique.
Les lycéens bougent, les fonctionnaires, les sapeurs pompiers, bon très bien, et puis ? C'est une société qui est en marche. Le Président de la République reçoit les lycéens, il les reçoit mais il consulte avant le ministre de l'Education nationale, selon le fonctionnement normal des institutions, les choses s'apaisent, le dialogue, après tout c'est mieux que la matraque employée jadis par certains !
Alors que la presse qui n'invente pas forcément tout, mais n'écrit que ce que

nous aimons bien trouver dans ses écrits ou dans ses reportages, car depuis André Gide on sait bien qu'on ne fait pas de littérature qu'avec de bons sentiments, c'est le feuilleton "François, Mitterrand et le Premier Ministre", "François Mitterrand et le Parti Socialiste", "François Mitterrand et le groupe".. En venant ici, je lisais un résumé dans Le Monde sur les déclarations de Marcel Debarge, celles de Pierre Mauroy n'étaient pas encore imprimées, je ne commenterai donc que ce que j'ai pu lire, et on disait : "Marcel Debarge dit que le Parti Socialiste est le Parti du Président". Dans les circonstances actuelles, c'est une merveilleuse formule et je la fais tout à fait mienne. En d'autres circonstances, on aurait glosé sur le Parti qui est éternel, et le Président qui dure depuis longtemps et durera encore longtemps… mais aujourd'hui, il ne faut pas faire dans le détail et trop distiller, parce que personne ne s'y retrouverait. Le Président, il est là, il incarne par définition, surtout François Mitterrand, la durée, la pérennité de l'Etat, cela ce sont les institutions qui le veulent, mais il incarne aussi une pensée politique, une action politique, une permanence, une authenticité et nous avons bien de la chance qu'il soit sorti de nos rangs.
(Applaudissements)
C'est la raison pour laquelle à travers notre diversité et nous aurons la volonté de le soutenir dans l'action aujourd'hui fondamentale qui est la sienne.
Le rôle du Parti Socialiste est différent ; il est tout aussi important, il est tout aussi historique. Pierre Mauroy, depuis le Congrès de Rennes est le Premier secrétaire de la synthèse, ce qui signifie, et il a exprimé souvent qu'il l'entend bien ainsi, que puisque nous sommes tous à égalité de droits et de devoirs associés à la direction du Parti, nous ne saurions tolérer quelque exclusion que ce soit des uns contre les autres.
(Applaudissements)
Les Socialistes ont une pensée, ont une action, ont une doctrine et c'est bien qu'il la confronte à travers le projet aux réalités du moment pour renouveler cette pensée.
Mais les Socialistes, aujourd'hui, parce que depuis dix ans, ils sont aux responsabilités, parce qu'ils sont attelés à de grandes tâches, ont le droit de revendiquer un certain universalisme. Nous devons veiller à ce que notre schéma ne soit pas brouillé. Nous gouvernons, donc nous incarnons forcément les intérêts profonds de la société française et la multiplicité, la diversité de la société française, dans le respect des composantes de cette société, dans le respect de la pensée des uns et des autres, mais comme nous sommes un parti politique, comme nous avons à construire l'avenir, nous devons faire attention que notre image ne soit pas brouillée. Nous devons demeurer le Parti du mouvement, le Parti qui précède l'action du gouvernement, le Parti qui aux côtés du Président de la République, ou ouvre les voies de l'avenir.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Manuel Valls.

Fondation Jean Jaurès

## Manuel Valls

Chers camarades, l'ambition de Michel Charzat est de renouveler la réflexion politique au contact de la réalité sociale. Celle-ci sans doute devra s'exprimer à travers le débat qui a déjà commencé pour certains dans nos fédérations et dans nos sections. Il faudra sans aucun doute accompagner ce mouvement par une pédagogie à l'égard de militants qui sont quelque peu déboussolés depuis le Congrès de Rennes.

Mais, pour que ce projet ne subisse pas le même sort que celui adopté en 1981, je suis persuadé qu'il faut l'ancrer fermement dans cette réalité sociale, celle de la vie quotidienne des gens.

Je voudrais donc, à mon tour, aborder les problèmes de la ville car je crois que l'enjeu est de taille. Au moment où nous réfléchissons sur ce projet, il me semble que le défi qui nous est lancé, celui du type de civilisation urbaine que nous voulons doit être au cœur de nos débats. Je crois que c'est là où se joue finalement l'avenir du type de société que nous souhaitons.

Parfois, j'ai peur et je me dis qu'il est déjà bien tard, que le chômage, la constitution de ghettos, la délinquance ont fait des ravages irrémédiables, inguérissables.

Premier secrétaire d'une fédération de l'Ile de France, le Val d'Oise, élu dans la ville d'Argenteuil avec d'autres camarades du département, je pense à Dominique Strauss-Kahn ou Isabelle Massin à Cergy, nous voyons se constituer une société à plusieurs vitesses qui dépasse même ce que nous appelions la société duale, des quartiers devenus des déserts associatifs, résultat d'un urbanisme sauvage.

Il nous faut donc trouver un discours qui s'adresse à la jeunesse de ces cités, qui n'est pas uniquement celle qui a manifesté à cause de la situation dans les lycées, c'est 20% qui sont exclus progressivement du système scolaire. Ce discours doit être celui des actes et c'est le renforcement de la politique de la ville qui devrait être annoncé par le Président de la République et le gouvernement la semaine prochaine.

Les événements de Vaulx-en-Velin, et dans une moindre mesure ceux d'Argenteuil, peuvent déjà servir d'exemple sur ce qu'il faut faire maintenant. Mais deux conditions me paraissent indispensables à l'élaboration de tout discours politique ou à la mise en place des moyens pour renforcer l'action sur les quartiers difficiles.

Je ne peux pas les aborder dans le détail faute de temps, je me bornerai à les citer.

D'abord, je crois qu'il faut avoir le courage d'éviter tout réflexe sécuritaire. Il est bien entendu intolérable que ces banlieues deviennent des champs de bataille, la répression doit s'exercer sans complaisance à l'égard des actes de violence et de vandalisme, la protection des personnes et des biens doit être assurée, il est vrai que souvent il manque de policiers ici ou là, mais nous savons que sur ce type de terrain, les forces de l'ordre doivent agir avec prudence dès lors que les jeunes des ZUP sont facilement excitables par la présence des uniformes, encouragés parfois par la présence des caméras de télévision. Le

Fondation Jean-Jaurès

processus agression-répression devient alors difficilement maîtrisable.
La Droite et aussi le Parti Communiste se lancent aujourd'hui dans ces villes dans des campagnes strictement sécuritaires qui seront, en fin de compte, uniquement payantes pour le Front National.
L'exigence de la dignité des jeunes dans leurs rapports avec la police et la justice me semble essentielle.
Leur angoisse face au chômage, aux stages auxquels ils ne croient plus, l'absence de dialogue avec ceux qui ont la responsabilité de la gestion des services de l'Etat nous obligent à mettre l'accent sur la politique de prévention et sur le dialogue avec ces jeunes. Mais nous avons aussi appris que le traitement social de ce type de problème montre ses limites. Certaines opérations de rénovation des cités ont même parfois alimenté des conditions génératrices d'explosion sociale.
Il faudra donc aussi mettre en place des choix d'urbanisme courageux, concernant également la fiscalité locale, la nécessaire péréquation fiscale entre les villes plus riches et les plus pauvres, obliger les villes qui ne le font pas à construire des HLM, mettre en place - cela a déjà été dit ce matin - une politique que seul l'état est capable de mener, réhabiliter, rénover, reconstruire, afin de redonner de l'espoir à des citoyens qui se sentent abandonnés.
Mais, et c'est le deuxième point que je souhaitais aborder, si nous voulons être crédibles, et cela ne concerne pas uniquement le sujet que je viens d'aborder, il me semble que la cohérence de l'action des Socialistes est indispensable.
Je suis de ceux qui ont adhéré au Parti Socialiste à 18 ans, pendant la campagne présidentielle de 1981 de François Mitterrand. Je crois que ceux qui, aujourd'hui, décident ou se posent la question de savoir s'il faut mener ou organiser une manifestation vers les lycées ou vers Matignon, que ceux qui ne respectent pas la discipline de groupe, que ceux qui demandent à Lionel Jospin de décrocher le portrait de Devaquet qui serait dans son bureau, ne rendent pas service au Parti Socialiste.
(Applaudissements)
Et ceux là même finalement, puisqu'on en a parlé, qui se font ensuite les fervents avocats du Président de la République, lui rendent un bien mauvais service en fin de compte.
Oui, je crois à un parti, certes rénové, mais pas uniquement dans son projet. Je crois que nos formes de débat, de désignation des candidats, les structures aujourd'hui tournent un peu à vide.
Reconnaissons que dans une première phase autour de ce texte de Michel Charzat, les militants sont bien absents de nos débats de sections. Un parti modernisé, au service d'un projet novateur, je crois que cela est indispensable.
A ces deux conditions, ceux de ma génération seront prêts à écouter le message de Pierre Mauroy de ce matin, rassembler, car nous n'avons pas la tentation de nous replier sur nos fédérations, notamment d'élus, nous sommes prêts à écrire ensemble une nouvelle et belle page de l'histoire de notre Parti.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie notre camarade Valls,
Yannick Bodin est inscrit, mais il me fait savoir que, compte tenu de l'heure, il interviendra plus tard.
Delpeyrat, je te donne la parole si tu en a pour très peu de temps.

## Gérard Delpeyrat

Mes chers camarades, je voudrais parler de Nice, d'abord pour faire une mise au point, ensuite parce que Nice, en passant par Dreux, Marseille et peut-être demain Clichy-sous-Bois, nous ramène au cœur du cœur de ce qui a fondé le Parti d'Epinay, je veux dire la stratégie et les alliances.
Ma conviction, mes chers camarades, est que cette stratégie de rassemblement de la Gauche et des formes de transformations sociales est tellement consubstantielle au Parti d'Epinay que celui ci disparaîtrait le jour où nous lui tournerions le dos.
D'abord, une mise au point : une partie de la presse a traduit en sens contraire notre position telle qu'elle a été signée par Jean-Luc Mélenchon dans le bulletin "A gauche".
La mise au point est d'autant plus nécessaire qu'il semble que certains camarades jusqu'à notre Premier secrétaire, ont pu être abusés.
Qu'avons-nous écrit en substance ?
Premièrement, nous approuvons d'autant plus la position du Bureau exécutif pour Nice, que nous avions dénoncé la stratégie de fond républicaine pour Dreux et Marseille.
Alors, mes camarades, n'inversons pas les rôles, ça n'est pas à nous qu'il faut demander de tirer le bilan en matière de stratégie. Puis-je rappeler à votre mémoire comment les électeurs de Dreux et de Marseille ont répondu à cette stratégie de fond républicaine ?
La deuxième idée que nous développons depuis des mois, c'est quelle improvisation d'un rassemblement de principe, pour sauver les meubles au second tour - et quels meubles -... nous préférons la lutte pour la constitution d'un front de transformation sociale qui soit opérationnel pour toute élection, et ce, dès le premier tour. La constitution d'un front est possible. Elle suppose plusieurs conditions.

- Premièrement, que nous en ayons la volonté politique et que cette volonté ne s'exprime pas seulement par des mots mais par des actes. Que valent nos beaux discours sur le rassemblement à gauche lors du dernier Comité directeur, quand, dans le même temps, se mitonne dans quelque bureau adjacent l'entrée du plus proche collaborateur de Raymond Barre dans le gouvernement ?
- La deuxième condition, c'est que le Parti retrouve la conviction qu'il avait hier car, face à la Droite, la Gauche ne peut disposer que de deux points d'appui et d'aucun autre.

Le premier, c'est le suffrage universel pour prendre le pouvoir.
Le second, c'est la mobilisation des forces sociales pour l'exercice dans un sens de transformation sociale.

Collection Jean Jaurès

Le drame de Dreux, de Marseille, de Nice, aujourd'hui, et peut-être de Clichy demain, c'est que nos concitoyens ne sont plus motivés pour seulement aller voter. Et s'ils ne sont pas motivés, c'est que le vote ne leur apparaît efficace que s'il apparaît réellement comme un choix entre une politique de gauche qui changera leur vie, et une politique de droite qui les maintiendra dans la marginalité et l'exclusion.
C'est ici que, comme toujours, programme et stratégie se rejoignent.
Dis-moi avec qui tu fais alliance et avec qui tu gouvernes, et je saurai les limites de ton action. Les limites, c'est ce que peuvent supporter nos alliés.
Aujourd'hui, le paysage est brouillé. Les chiffres de l'enquête SOFRES, parus dans Vendredi, sont éloquents.
J'en citerai quelques-uns.
"Selon vous, y-a-t-il actuellement de grandes différences ou peu de différences entre la Droite et la Gauche en ce qui concerne la politique économique ?" 54% pour peu de différences... l'école 58 lutte contre la délinquance, 61... politique étrangère, 65... les Droits de l'homme et les libertés, la protection sociale, 64 et 65...
Sur toutes les grandes questions, sauf l'immigration, une large majorité de Français estime qu'il y a peu de différences entre la Droite et la Gauche aujourd'hui.
Voilà le fruit du décervelage auquel a conduit le discours sur la culture du gouvernement au lendemain de la défaite de 1986... puis de la recherche du consensus depuis la victoire de 1988.
Encore aujourd'hui, le texte préparatoire au projet affirme que le consensus doit porter sur les règles du jeu. Sommes-nous, camarades, bien sûrs de convaincre ceux qui sont les éternels perdants du jeu ?
Dans notre société inégalitaire et duale, n'ayons pas l'illusion que nous pourrions changer la vie des uns sans affronter les privilèges des autres.
Quand des militants Socialistes défilaient avant-hier avec les infirmières, hier avec les lycéens, aujourd'hui avec les fonctionnaires de la justice, faut-il leur dire de quitter le cortège ou le Parti ?
Non, la réalité, c'est que notre méthode doit être non de craindre ou de tenter de contenir les mouvements sociaux, mais au contraire de prendre appui sur eux pour vaincre les pesanteurs, bousculer les féodalités, et faire reculer les privilèges.
Le moment venu, ces forces sociales seront alors au cœur de la dynamique électorale sur laquelle fonder notre victoire.
Parmi les forces organisées qu'il faut rassembler, il y a comme hier, le Parti Communiste. Il ne s'agit pas de biaiser. Aucun faux-fuyant n'est possible au motif que sa direction n'est pas celle que nous souhaiterions et qu'elle a posé un acte de crise, de division avec la motion de censure. Nous connaissons la méthode pour gagner la bataille du rassemblement : être unitaires pour deux. Il en va de même avec les écologistes. Ils existent aujourd'hui en tant que force organisée. Leur direction n'est pas non plus celle que nous préférerions, ni leur ligne politique, face au Front National.

Fondation Jean Jaurès

Rappelons quand même que la ligne unitaire a rassemblé 30% des suffrages au Congrès des Verts. C'est en leur proposant un rassemblement loyalement que nous avons une chance de peser pour modifier cette orientation inacceptable. Certainement pas en les dénonçant ou en ayant l'illusion de les faire disparaître en repeignant le Parti Socialiste en vert.
Il faut enfin s'entendre sur la signification du vote vert. Un grand nombre d'électeurs de gauche ont rejoint le vote vert non pas pour marquer leur souci écologiste mais pour voter en touche, déçus qu'ils étaient par notre action.
Ce qu'ils attendent de nous, ce n'est pas que nous nous peignons en vert mais que nous redevenions nous-mêmes et que nous reprenions le discours qui justifie l'existence du Parti Socialiste, être un outil de politique de transformation sociale. C'est en mettant au cœur de notre action ce rassemblement des forces de transformation sociale, mes camarades, que nous resterons fidèles au Parti d'Epinay créé par François Mitterrand que nous éviterons les débâcles de Dreux et de Nice et que nous gagnerons.
(Applaudissements)

Henri Emmanuelli - Merci, cher camarade. Je vais donner la parole à Michel Charzat et en même temps, il y aura changement de présidence.

## Michel Charzat

Chers camarades, nous abordons aujourd'hui une nouvelle étape dans la construction de notre projet.
Je tiens premièrement à rappeler les défis qu'ensemble nous allons relever.
Deuxièmement, préciser les modalités de la démarche inédite et exigeante qui caractérise cette nouvelle phase.
Troisièmement, souligner notre responsabilité individuelle et collective au moment où les raisons de croire à l'avenir de la France se brouillent, alors que l'histoire s'est remise en marche.
Vous allez tracer un nouvel horizon pour la France et pour le Socialisme de l'an 2000. Seul un projet porté par un parti, seul un parti-projet, force de rassemblement et de propositions peut s'y employer. A vous de relever ce premier défi : faire triompher le libre débat, l'esprit de fraternité, la volonté d'aller au cœur des problèmes. A vous d'être les acteurs de la mobilisation du Parti Socialiste, les animateurs d'un grand débat dans le pays. La réussite de notre démarche dépend d'abord de notre capacité à rétablir le contact, de notre aptitude à prendre appui sur le réel, pour aller vers l'idéal.
Chers camarades, pour relever ce deuxième défi, nous avons entre autres réalisé un document audiovisuel. Cet outil est le résultat d'une enquête qualitative réalisée auprès de 130 Français de toutes tendances.
Il se présente sous la forme d'un clip court, destiné à lancer et à organiser le débat à partir de trois thèmes.

- Le changement.
- La France.
- La politique.

Fondation Jean-Jaurès

Je vous propose de voir maintenant ce générique.
Chers camarades, il fallait d'abord écouter, première étape, avant d'appliquer la deuxième étape, puis décider de la troisième étape.
Depuis le printemps, vous le savez, nous conduisons une consultation ouverte à tous les courants de pensée et aux représentants des forces vives du pays.
Les fils du dialogue avec les acteurs de la société sont progressivement renoués et renforcés : philosophes, mathématiciens, historiens, biologistes, architectes, musiciens, syndicalistes, chefs d'entreprises, ce sont plus de 500 personnalités que nous avons invité à nous faire part de leur regard sur la France d'aujourd'hui, et de demain.
Pour dessiner des lignes d'horizon, il convenait de dresser des ponts entre les différents apports des sciences sociales et les grands courants de pensée.
Ces idées, ces propositions, ces analyses foisonnantes, seront mises à la disposition des militants mais aussi de l'opinion sous la forme de différentes publications d'ici à quelques mois.
Peut-être avons-nous déjà contribué à favoriser ce grand retour que notait un grand journal. Aujourd'hui, avec notre Convention nationale s'ouvre une deuxième étape.
Chaque fédération, chaque section, chaque militant est invité à organiser le débat. Il s'agit d'impliquer tous les Socialistes dans une démarche collective et finalement il s'agit pour nous d'aller à la rencontre des Français.
Peut-être que nos concitoyens désespèrent moins de la politique que les spectacles qu'elle donne trop souvent. Il faut être capable de multiplier les lieux de prises de parole, d'animer partout des réunions, projets, ouvertes à tous, de cerner les enjeux pertinents, de redéfinir les clivages entre la Droite et la Gauche. Bref, de réinventer la politique à la lumière des grands enjeux de notre époque.
Nous allons, pour ce faire, prendre les moyens de cette ambition en maîtrisant les outils d'une pédagogie politique, moderne. Vous disposez déjà, dans le coffret, qui vous a été remis ce matin, de la brochure, et de la plaquette qui serviront de support à cette grande rencontre avec nos concitoyens.
Ce soir, une Commission issue de la Commission des résolutions examinera un guide pour la discussion qui sera adopté puis distribué demain matin.
Face à la stérilité du débat politique, et la montée du Front National, la démarche du projet est la seule tentative de renouveau pour un grand débat public sur l'avenir de la Gauche.
Les conclusions de ce débat seront prises en compte par le premier Parti de France, toutes les idées seront entendues, toutes les idées compteront.
Enfin, le projet permettra de faire converger des propositions de chacun pour une démarche concrète de changement social. Ainsi, en avril 1991, les matériaux de notre réflexion seront rassemblés. Le Parti abordera alors la troisième étape, celle du débat interne sur la base d'un avant-projet comprenant vraisemblablement plusieurs options, posant les questions essentielles, dégagées autour des deux premières phases.
Ainsi à l'automne 1991, une Convention nationale sera la conclusion de ce

Fondation Jean-Jaurès

travail collectif qui aura duré pendant plus de 18 mois. Nous devons fixer des repères pour tracer un nouvel horizon, prendre la mesure de la période que nous vivons, répondre aux craintes et comprendre que la société et les individus changent moins vite que les systèmes de production et de connaissance.
Nous allons maintenant voir deux extraits de la cassette "les Français et la politique", réalisés par une société de communication audiovisuelle.
Les deux questions posées sont :

- premièrement : "à votre avis, qu'est-ce qui a le plus changé ?"
- Deuxièmement : "à votre avis, qu'est-ce qui ne va pas ?"

(Passage du document audiovisuel)
Chers camarades, nous avons changé, vous avez changé, qui parle encore de fermer la parenthèse ouverte en 1982, pour revenir exactement à la situation antérieure ? L'heure n'est certes plus aux vieux refrains qui ont bercé longtemps la politique française, les lignes de cassure de la société en deux blocs s'estompent.
Faut-il pour autant succomber à une hypnose gestionnaire, comme si la Gauche devait en permanence donner des gages de respectabilité, de conformité ? Faut-il pour autant renoncer à la nécessaire réforme, à l'indispensable transformation des relations de pouvoir entre les groupes sociaux et les classes sociales ?
Dans le document d'introduction à la discussion, je vous ai proposé de penser l'avenir comme un chantier ouvert, de chercher à discerner les faits porteurs de progrès, de décider à partir de l'éventail du possible.
Lorsqu'il n'y a plus de projet, sinon la gestion quotidienne, l'idée même de justice sociale cesse d'être vivante. La lutte contre les inégalités s'enlise alors dans des querelles d'experts, le Socialisme démocratique ne survivrait pas à cette évolution au moment où de nouvelles fractures sociales se créent sous nos yeux.
Oui, le moment est venu de prendre en compte les faits dans leur complexité, d'examiner sans tabous ce qui est mort, et ce qui reste vivant du Socialisme de l'ère industrielle, d'apprécier nos responsabilités présentes et à venir, bref de voir loin et de penser neuf, de voir neuf et de penser loin.
La responsabilité du Parti Socialiste, notre responsabilité c'est à la fois de rétablir le contact, de rétablir la communication, et également bien sûr d'éclairer l'avenir, alors que la crise de l'identité de la France rencontre la crise du civisme.
Il faudra bien re-mobiliser les cœurs et les esprits autour d'un dessein collectif pour retenir les partis éclatés de notre société.
Réussir l'aggiornamento Socialiste, c'est redonner à la Gauche son identité en conservant la sienne à la France. Réussir le renouveau Socialiste, c'est procéder à une réforme intellectuelle et morale, c'est dire la vérité quoi qu'il en coûte, c'est lutter contre le conformisme qui dispense de penser, donc de choisir.
Nous avons un nouvel avenir commun à construire, nous devons agir pour l'an 2000.
A quoi servira la France dans l'Europe et le monde de demain ? A nous de répondre.

Fondation Jean-Jaurès

A quoi sert la politique ? Le modèle républicain est-il désuet et peut-il être infléchi et comment ? A nous de répondre.
Faut-il envisager un nouveau rapport de l'exécutif avec le législatif ? A nous de répondre.
L'économie mixte est-elle un outil efficace ou un cache misère idéologique ? A nous de répondre.
Un fort chômage est-il inéluctable ? A nous de répondre.
Les citoyens interviennent-ils suffisamment sur les choix de la Communauté européenne ? Quels domaines doivent rester de la compétence nationale ? A nous de répondre.
Après l'effondrement du Communisme, en quoi le Socialisme démocratique se différencie-t-il du capitalisme ? Quel mode de production, quel système de valeurs, quel modèle de société propose t-il qui le distingue du libéralisme ? A nous de répondre.
Dans notre univers médiatique, les partis militants de masse ont-ils encore un rôle à jouer ou bien sont-ils condamnés ? A nous de répondre.
Chers camarades, vous allez voir la dernière partie de l'enquête consacrée aux militants du Parti Socialiste, qui répondent à la question : le Parti Socialiste en l'an 2000.
Si on travaille bien, chers camarades, le Socialisme sera au rendez-vous de l'an 2000.
(Applaudissements)
(Passage du document audiovisuel)

Le président - Merci à Michel Charzat.
Après que Françoise Seligmann ait donné lecture de la composition de la Commission des résolutions, du groupe de travail sur le projet, la parole est à Pierre Moscovici.

Françoise Seligmann - Je vous demande pardon pour les désordres apparents de la liste que je viens de vous lire, mais chacun s'y reconnaîtra fort bien.
Voici la composition de la Commission des résolutions.
(Lecture de la composition de la Commission des résolutions)
Voici la composition de la sous-Commission de la Commission des résolutions qui va se réunir très vite, dès que cette séance sera terminée, au Parti Socialiste, 10 rue de Solferino.
(Lecture de la composition de la sous-Commission)

Le président - Merci.
On te demande de préciser les heures des réunions.

Françoise Seligmann - Cela dépend de la fin de cette séance. Dès la fin de cette séance, nous demanderons à tous ceux qui font partie du sous-groupe, qui s'occupe du projet, de regagner immédiatement la rue de Solferino pour commencer à travailler.

Fondation Jean Jaurès

En ce qui concerne la Commission des résolutions, cela dépendra du Premier secrétaire. Est-ce qu'elle doit commencer à 8 heures ?

Pierre Mauroy - Le mieux serait de fixer les heures. Il reste des orateurs inscrits. On ne pourra pas entendre tous les orateurs ce soir, mais naturellement demain continuera le débat général.
Dans ces conditions, cher président, à quelle heure pourra-t-on interrompre ce débat ?

Le président - 19 heures 15.

Pierre Mauroy - Le débat continuera jusqu'à 19 heures 15, nous pourrons avoir la réunion des Commissions… (illisible).

## Pierre Moscovici

Chers camarades, notre convention examine aujourd'hui une situation politique et sociale, en même temps que nous lançons la deuxième phase d'élaboration de notre projet pour la France de l'an 2000, présenté, audio-visuel à l'appui, par Michel Charzat il y a une minute.
Certains verront peut-être dans ce double ordre du jour un exercice un peu schizophrénique. Pourquoi, se demanderont-ils, faut-il bâtir un projet pour le prochain millénaire alors que notre société s'interroge aujourd'hui ?
La vague libérale, certes, est aujourd'hui en partie endiguée, les modes de pensée réformistes sont en crise, les interrogations sur l'Etat providence sont fortes. Tout ceci constitue autant de raisons de nous remettre en question jusque dans notre façon de concevoir et de pratiquer la politique.
Autour de nous, la crise du Golfe fait rage. Le monde arabe est déstabilisé, l'action des Etats-Unis crée un nouvel ordre mondial. L'Europe se bâtit en se cherchant. Surtout l'effondrement Communiste, notamment à l'est, bouleverse la donne politique nationale et internationale.
L'heure est-elle aux projets, alors que nous cherchons le pouvoir et que nous devons dans l'action, et d'abord dans l'action auprès de l'exécutif, renforcer notre cohérence ?
En d'autres termes, faisons-nous aujourd'hui un projet comme si nous n'étions pas au pouvoir, ou pour le moment où nous n'aurons plus le pouvoir, ou encore comme si nous ne l'avions pas ?
De cette question à moitié sérieuse, on peut passer assez facilement au pastiche. Et là, je ne résiste pas au plaisir de citer quelques phrases.
Première phrase : la dépendance pétrolière conduit à une croissance faible.
Pour payer le pétrole, il faut exporter toujours plus de biens industriels.
Le libre échange doit être respecté comme un sacro-saint principe.
Dans le cursus honorum industriel, où à chaque rang correspond un niveau de technologie, la France doit se spécialiser dans les branches à forte valeur ajoutée.
Le niveau d'emploi dépend en dernier ressort de la capacité d'exportation des

Fondation Jean-Jaurès

entreprises industrielles françaises.
Bref, la médecine s'impose d'elle-même, lever toutes les entraves qui empêchent la croissance des entreprises viables.
J'arrête là les citations.
Qui dans cette salle remettrait en cause ce qui parait une évidence ? Et d'abord, de quoi s'agit-il ? Du discours d'un économiste Socialiste, donc compétent, devant un cénacle également compétent ? Non. Ce que je citais, c'était le projet Socialiste pour les années 80 décrivant le Giscardisme vu par lui-même, une société libérale avancée où l'économique est l'opium du peuple.
Si un projet doit faire très vite l'objet de revirements aussi forts, fussent-ils dictés par la réalité, si pour être plus indulgent un projet montre aussi rapidement l'incapacité de ceux qui l'élaborent - là je parle du Parti tout entier - à prévoir l'avenir et à comprendre le présent, faut-il un projet ?
Je crois que j'ai posé là quelques-unes des questions effectivement que les militants se posent quand ils nous entendent parler du projet.
Toutes ces interrogations ne nous conduisent pas pour autant à remettre en cause la démarche du projet telle qu'elle nous a été présentée par Michel Charzat. Comme beaucoup ici, je crois que cette démarche est bonne et qu'il faut nous engager pleinement.
Mon propos visait plutôt à préciser les conditions pour réussir notre projet.
Un véritable projet Socialiste doit à mon sens remplir deux conditions. La première condition, c'est de tenir compte du pouvoir, mais non pas de l'ériger en finalité ultime et unique.
Nous avons changé, tout le monde le sait, mais nous le disons maintenant, depuis fort longtemps. Michel Charzat dans son texte a bien montré les exigences d'un aggiornamento, même si cette terminologie empruntée par les clercs à l'église catholique n'est peut-être pas la plus adaptée à notre Parti.
Comme le rappelait Michel Rocard à Joué-lès-Tours, où on s'est dit beaucoup de choses intéressantes, jusqu'à présent l'exercice du projet avait été le propre d'une forte opposition. Aujourd'hui au pouvoir, nous devons nous préoccuper de lier le quotidien avec l'imaginaire.
Il est bien que le Parti Socialiste ait su maîtriser la gestion et la conception du pouvoir. C'est pour des politiques un exercice, un souci parfaitement légitime. Mais il est clair aussi que nous ne devons pas nous en contenter et que nous devons à nouveau être le Parti du mouvement, redonner un sens à la structuration Gauche/Droite, même si Gérard Le Gall a montré qu'elle était peut-être plus difficilement palpable aujourd'hui.
Mais hors de cette structuration Gauche/Droite, il n'y a pas de raison autre qu'anecdotique ou esthétique pour les Français de s'intéresser à la politique et surtout de se reconnaître en elle. C'est la première condition.
Deuxième condition pour réussir le projet, il faut que ce projet pose les questions d'aujourd'hui qui engagent demain. L'an 2000, ce n'est pas uniquement l'horizon ou la mer, il se forme aujourd'hui devant nous sous nos yeux.
Il est vrai que notre société vit une révolution permanente qui ne se résume pas

Fondation Jean-Jaurès

au choc d'une nouvelle révolution industrielle, à une prise de conscience écologique, ou à un nouvel individualisme. Notre société est plutôt confrontée à un environnement singulièrement complexe. Le monde est en voie d'unification : mondialisation économique, ampleur des flux sans frontière, mouvements des hommes et des capitaux, extension des valeurs démocratiques, même si les pays de l'est en même temps qu'ils découvrent la liberté, en rencontrent l'ambiguïté, chute du Communisme.

Ce monde unifié est aussi un monde sans régulation réelle. A l'est en même temps qu'un nouvel ordre se construit, des choses se décomposent, l'Union soviétique est en sursis, ou en suspens. N'assistons-nous pas en même temps à un nouvel impérialisme américain, né sans légitimité véritable, monté en puissance parce que les Etats-Unis oscillent entre une tentation hégémonique et une crise économique, politique, morale réelle ?

Le modèle européen en même temps reste singulièrement transparent, technocratique, illicite, ce qui fait que dans ce monde où nous avons aussi une identité française qui est sans doute en désarroi parce que les mœurs changent, on peut repérer les tendances à l'individualisme, à l'égoïsme, au retour de la famille, à la convivialité, au repli sur soi, toutes choses d'ailleurs qui fondent assez largement le modèle écologique. Il y a aussi un retour au nationalisme.

L'emploi aussi change profondément, puisqu'il est incertain, qu'il est "serviciel", qu'il est assez largement immigré, qu'il est de plus en plus féminisé.

L'éducation enfin change, puisque c'est une éducation de masse, mais qui est aussi victime d'une crise de croissance.

Toutes ces mutations créent effectivement la toile de fond de ce qu'on appelle non sans raison, la crise de l'identité française et cette crise identitaire nous le vivons, se déroule sur fond de crise politique, sur laquelle je ne m'attarde pas, mais crise politique qui n'est que très logique, car elle est l'écho ou le reflet de ses incertitudes.

Alors, que pouvons-nous faire dans notre projet ? Quelles questions poser ?

Nous pouvons envisager de réviser à froid notre idéologie. Je crois que ce serait un exercice un peu formel, désormais dépassé.

Nous pouvons aussi compter longtemps sur la faiblesse de la Droite et sur la force de notre organisation pour perdurer dans le temps. Je crois qu'il s'agit d'une perspective trop limitée et beaucoup trop incertaine.

Nous pouvons, troisième option, rêver de réformes sans mouvement politique. Mais alors, faute de comprendre le réel, nous aurions fort peu de chance d'accéder à l'idéal. Mieux vaut, je le crois, penser d'abord notre société, puis construire la solution politique, fut-elle modeste, adaptée à nos valeurs.

Alors, quelles questions ?

J'en examinerai très vite 5.

Première question c'est la question de l'économie mixte. Ne soyons pas hypocrites, avec l'économie mixte, il nous faut soit abandonner la référence, si elle n'est qu'un cache sexe pour nos renoncements, soit lui redonner un véritable sens.

Quel levier de commande pour la politique économique? Quel engagement dans

Fondation Jean Jaurès

le combat industriel ? Quelle Europe, une Europe libérale vouée à la concurrence, ou bien une Europe équilibrée par des régulations économiques et politiques fortes?
Il nous faut en somme dessiner de nouveaux outils pour l'action, car sans prospérité économique maîtrisée, ou pilotée, nous ne réduirons pas les inégalités et nous ne vaincrons pas le chômage.
La deuxième question c'est l'avenir de l'état providence. Nous savons tous depuis le début de la crise, en 1974, que l'Etat providence est malade, malade du chômage, beaucoup ici l'ont répété, malade du vieillissement de la population, ou plus positivement de l'augmentation de l'espérance de vie, malade des comportements face à la maladie, ou face à la mort, malade aussi de sa gestion.
Nous voyons aussi que l'Etat providence exclut les pauvres ; moins il est vrai depuis le RMI ; qu'il exclut les enfants et les familles.
D'où de nouveaux défis pour cet Etat : comment faut-il se financer ? C'est tout le problème des retraites aujourd'hui posé, les dépenses de santé, de la contribution sociale généralisée et de son prolongement à travers la réforme de l'impôt sur le revenu. Comment l'Etat doit-il se déconcentrer pour mieux intégrer - et c'est une des réponses à la crise des villes et des banlieues - ? Comment l'Etat doit-il se penser, être à la fois plus fort mais aussi plus ouvert au dialogue, plus ouvert au partenariat ? Comment, enfin, doit-il se gérer ? Et, pour des Socialistes, penser à la gestion de l'Etat providence, c'est aussi penser au renouveau du syndicalisme. Ce n'est qu'ainsi que nous répondrons à la question qui nous préoccupe au premier chef, c'est-à-dire la question sociale.
Troisième question : celle de l'Education nationale, qui pose devant nous des interrogations récurrentes, mais aussi des problèmes nouveaux et qui y répond en direct. Education nationale ou éducation centrale ? Comment passer d'une formation unitaire à une véritable convergence des parcours ? Comment passer des 80% au niveau du bac aux 100% d'élèves formés pour obtenir un emploi ? Comment aller vers un système d'élite pluraliste et, en même temps, démocratiquement choisi ? Comment concilier laïcité et tolérance de l'autre ? Il y a là un immense chantier, qui est certes conduit, mais qui nous implique tous.
Quatrième question : celle de la démocratie et des institutions. Tout ne se ramène pas à la politique, mais comment susciter l'engagement sans aller vers plus de démocratie ? Nous parlons entre nous trop souvent des personnes et nous en parlons mal ; et nous parlons trop peu du système. Nous vivons sous la 5ème République, c'est une évidence, ce qui veut dire que nous devons respecter ses règles. Ces règles impliquent au premier chef la cohérence du triangle président de la République/gouvernement/Parti. Fort bien. Mais, en même temps, pensons à l'avenir avant que ce triangle ne risque de devenir le triangle des Bermudes !
Dernière question : celle de notre rapport au monde. Pour le penser, nous devons nous demander comment et si l'Europe peut être de gauche. Que faire face à l'Amérique ? Car le fait que la solution - et je veux parler du Communisme - soit obsolète ne veut pas dire que le problème n'existe plus. Quelle démarche, enfin, au sud ? La solution est sans doute française ; elle est à la fois économique, culturelle, sociale et politique. Mais je crois aussi que l'Europe justement

politique trouve là son sens.
Bref, on le voit - et je conclu - notre convention n'avait en fait qu'un ordre du jour, à travers les questions qui étaient posées : comprendre aujourd'hui pour agir tout de suite et demain encore.
Encore faut-il le vouloir et le vouloir ensemble ; ce qui pose la question lancinante du Parti : ni marchepied pour le pouvoir, ni godillot du pouvoir, ni simple reflet de l'opinion. Il nous faut un parti structuré, un parti autonome et responsable vis-à-vis de l'exécutif, un parti assuré de ses choix stratégiques.
Et si justement le débat sur le projet était comme souvent l'occasion pour les Socialistes de retrouver ce qui nous manque trop souvent - le goût des idées - et à partir de là, notre identité, la démarche suivie jusqu'à présent et suggérée par Michel Charzat n'y a pas failli.
C'est pourquoi nous devons nous inscrire avec force dans cette démarche pour formuler sans jargon, concrètement, un message sur ce qu'est la France dans le monde, sur ce qu'est une organisation démographique, vivante, à l'écoute de la société, capable de porter à nouveau un projet de transformation sociale.
Le ressaisissement nécessaire auquel nous avons tous appelé est à cette condition pour que, comme le demandait Pierre Mauroy ce matin, 1991 soit une grande année et 1992 et 1993 de grands crus pour le Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jean-Michel Boucheron.

## Jean-Michel Boucheron

Mes chers camarades, il s'est bien évidemment passé beaucoup de choses depuis un an - notamment dans le domaine international - qui remettent en cause beaucoup de choses concernant la diplomatie et la sécurité.
Sachons tout de suite que les mois et les années que nous allons connaître seront au moins aussi riches que les 12 mois que nous venons de vivre et que, si nous quittons bien sûr un monde de stabilité pour rentrer dans un monde d'incertitude, cette période sera exaltante mais éminemment dangereuse. Il y aura autant d'événements historiques dans l'avenir de court terme que dans l'année que nous venons de passer.
Bien sûr, l'international fait irruption dans toutes les décisions nationales au quotidien. Et le point clé de cette modification de l'équilibre est bien évidemment la disparition de la polarité est/ouest et les grandes questions qui sont posées sont celles du rôle dominant de l'Amérique dans le monde, le rôle de l'ONU, bien sûr, l'étendue de la dérégulation des rapports de force régionaux qui sont mécaniquement liés aux premiers événements, l'étendue de la débâcle économique de l'Union soviétique et la puissance des poussées nationalistes et ethniques des différentes Républiques.
Quand on pense aujourd'hui que les stocks stratégiques de l'OTAN, accumulés à Berlin, vont servir à alimenter Moscou pour éviter à la capitale soviétique la famine de l'hiver, cela laisse rêveur.
Sachez aussi, mes camarades, que le débat actuel au Soviet Suprême concernant

Fondation Jean Jaurès

l'armée soviétique est de savoir s'il y aura une armée par République ou si l'armée soviétique restera unique. Imaginez, dans la première hypothèse, quelles seraient les conséquences pour la stabilité de l'Union soviétique et, bien évidemment, de notre continent.
Bref, quand on parle de projet, nous avons les zones de l'Europe, du Golfe et de l'Afrique où le point commun de tout cela est une extraordinaire vitalité de la diplomatie française, conduite bien sûr par François Mitterrand. Et, disons-le clairement, la France a une influence diplomatique très nettement supérieure à sa surface économique ou sa surface politique dans le monde. Et ceci se vérifie sur ces trois zones.
En ce qui concerne l'Europe, il y a 8 jours à peine nous avions la CSCE à Paris, c'est-à-dire 34 chefs d'Etat et leurs délégations autour d'une table, 34 dont 32 européens. Et croyez-moi, les délégations américaines et canadiennes présentes voyaient, par ce rapport de force numérique, la réalité de ce que serait la future Europe. Et François Mitterrand avait quelque raison et quelque fierté à constater que l'Europe avait éclaté à Yalta en l'absence de la France et qu'elle se reconstituait justement à Paris.
Disons-le clairement : tout cela n'est possible que parce que Gorbatchev a existé. Bien sûr, la crise du Communisme portait en aboutissement un échec fantastique. Mais imaginez, chers camarades, que l'échec du Communisme aurait pu se produire différemment, et notamment par la guerre et le sang. Nous devons donc beaucoup à Mikhaïl Gorbatchev et il en va de notre sécurité et de l'avenir de l'Europe que Mikhaïl Gorbatchev puisse continuer son chemin. Et il en va de notre sécurité et de notre avenir de l'aider, et de l'aider puissamment.
La question centrale est : l'URSS survivra-t-elle dans sa forme actuelle ? L'URSS est un Etat multinational qui est en train d'éclater. Disons-le clairement : les risques de guerre sont très importants. Sachez que dans certaines Républiques soviétiques, par exemple, vous avez 7% du contingent qui accepte de rentrer dans l'armée soviétique, le reste rentrant dans des armées nationales, micro-nationales, de défense ethnique ou religieuse, qui échappent complètement au contrôle du pouvoir central.
Sachez aussi que quand on parle d'une armée en état d'éclatement, on parle d'une armée qui dispose de 20 000 têtes nucléaires. Sont-elles aujourd'hui toutes sous le contrôle direct du Kremlin ? Rien n'est moins sûr. Vous voyez donc le niveau des dangers créés par cette situation.
Par ailleurs, nous connaîtrons, c'est bien évident, dans les années qui viennent, un énorme problème de migration entre pays. L'émigration du sud au nord s'accéléra par l'augmentation différentielle de richesses et de la démographie, c'est évident. Mais nous allons connaître un nouveau problème qui est celui de l'immigration de l'est vers l'ouest. Et ce problème-là, nous devrons le résoudre par une négociation avec ces Etats que nous avons donc là aussi intérêt à aider.
Il y a donc un dépérissement du risque à l'est au sens classique du terme, mais bien sûr une augmentation des risques.
Il faut donc parler en termes non plus de défense mais en termes de sécurité et de coopération, sachant que la question de la transition vers une autre économie

Fondation Jean Jaurès

des pays de l'est est une question bien évidemment complètement ouverte.
Nous avons intérêt à promouvoir une culture d'économie d'équilibre et à faire comprendre que l'économie idéale ce n'est pas une économie qui devient celle du marché noir, du profit à court terme, du "chacun pour soi", où la souplesse administrative équivaudrait à la dérégulation. Il y a des éléments de pessimisme, bien sûr, à constater le résultat des élections polonaises. Mais nous verrons la suite.
Il faut donc trouver un système, des systèmes alliant l'approfondissement à la capacité d'ouverture - la Communauté économique européenne est un exemple type de réussite dans ce domaine - la capacité d'approfondissement des liens entre Etats mais aussi capacité d'ouverture sur l'extérieur, c'est-à-dire capacité à passer des accords avec un certain nombre d'autres nations.
Et si vous le permettez, je ferai une analyse différente en ce qui concerne le processus économique et le processus de sécurité. Autant la Communauté économique européenne doit être le moteur de la grande Europe, autant elle ne doit pas devenir le club des pays riches de l'Europe. Et il ne doit pas s'élever des murs invisibles qui remplaceraient le mur de Berlin.
Ces murs pourraient s'appeler protectionnisme vis-à-vis d l'est, mais également un certain nombre de processus administratifs qui bloqueraient le développement des pays de l'est : je pense à un exemple précis, qui est celui du COCOM. C'est un véritable mur de Berlin, des hautes technologies. Et s'il est possible qu'il ne faille pas que cet organisme disparaisse complètement, en tout cas ses règles de fonctionnement devraient être complètement revues.
Par contre, en terme de sécurité, je crois qu'il nous faut raisonner non pas en terme de noyau de l'Europe de l'ouest dans la grande Europe, mais directement en terme de sécurité de la grande Europe. A une certaine époque, nous parlions de pilier européen de défense.
Je dois vous dire, à titre personnel, que cette notion, qui avait toute sa force il y a encore un an, quand on sentait que la pression de l'est était moins forte, et que le rapport de forces de l'OTAN changeait, cette notion avait toute sa réalité. Aujourd'hui, elle l'a beaucoup moins, tout simplement parce que les Américains vont alléger leur présence en Europe. Actuellement, il y a des troupes américaines qui quittent l'Europe pour le Golfe. Donc, cette notion de pilier européen perd de son actualité.
Par ailleurs, je pense qu'il faut poser le problème en terme de sécurité collective du continent européen, c'est-à-dire à l'intérieur même et directement de la CSCE.
Celle-ci a prévu des mesures de contrôle du désarmement, des mesures de prévention des crises, des mesures de vérification d'élections libres, des mesures de contrôle des Droits de l'homme. Je crois qu'il faut dire oui à la collaboration est-ouest en matière de défense pour la sécurité. Nous devons raisonner directement en termes d'Europe continentale.
Je trouve particulièrement positifs également les débuts d'initiative qui ont lieu actuellement pour créer une CSCE de la Méditerranée (en particulier les initiatives de notre camarade Michel Vauzelle, président de la Commission des

Fondation Jean Jaurès

Affaires étrangères) qui réunit un certain nombre de pays de la Méditerranée, car les problèmes de la sécurité de l'Europe et de la Méditerranée sont évidemment liés et se posent en des termes un peu comparables.
En ce qui concerne le Golfe, les problèmes sont clairs pour cette zone. Les grandes puissances ont les moyens et donc le devoir d'imposer la stabilité de la zone. Mais elles n'ont pas le droit d'y imposer leurs valeurs (ni hégémonie, ni valeurs matérialistes du monde occidental) qui ne sont pas forcément reconnues, loin s'en faut, par les peuples arabes qui doivent garder leur identité, bien sûr.
En tout cas, il y a une certitude, mes camarades, c'est que tôt ou tard, et quelles que soient les étapes intermédiaires, le plan de paix de François Mitterrand est la solution à la crise.
François Mitterrand a dessiné cinq chantiers qui sont extrêmement clairs.

- La souveraineté du Koweït, sans plus. On ne parle pas de rétablissement de tel ou tel pouvoir, on parle de souveraineté du Koweït.
- Le problème du Liban. Le fait que Hafez el-Assad soit allié dans l'affaire de l'Irak ne lui donne pas un "droit de tirage" sur une récupération du Liban en termes de territoire.
- Le problème de la création de l'Etat palestinien, parce qu'on sait très bien qu'il n'y aura jamais de paix dans cette zone sans la création d'un Etat palestinien, qu'il faut négocier dans une conférence internationale.
- Réitérer l'assurance à Israël de vivre en paix dans ses frontières traditionnelles.
- Et enfin, la stabilité de la zone, c'est-à-dire veiller à ce que les déséquilibres militaires n'existent pas d'une façon trop lourde.

Alors, il est évidemment souhaitable que tout cela réussisse autour d'une table de négociations, mais il faut avouer qu'il faudra que Saddam Hussein change radicalement de discours d'ici là.
La méthode de François Mitterrand, c'est que tout doit passer par l'ONU (ceci est fondamental, car nous avons au Conseil de sécurité, vous le savez, le droit de veto), et donc le respect de l'identité des pays arabes et la souveraineté de leurs peuples.
Bien évidemment, s'il y a un conflit, il peut y avoir des risques de "métastases" vers Israël ou vers l'Afrique. Il faut en peser tous les éléments.
L'enjeu, c'est un peu la paix du monde, car si les grandes puissances et l'ONU ne sont pas capables de régler d'une manière ou d'une autre l'affaire de l'annexion du Koweït, tout sera possible partout et il n'y aura pas de sanction à telle ou telle visée expansionniste.
Donc, dans cette affaire, Saddam Hussein doit échouer dans sa volonté de prendre le Koweït, le Koweït doit retrouver sa souveraineté par la voie diplomatique si possible, mais de toute façon cet objectif devra être atteint.
Il faut tirer aussi d'autres leçons de cette crise. Je pense personnellement que nous devrions demander qu'au stade de l'ONU il y ait un contrôle international des ventes d'armes et des transferts de technologie dangereuse. Je ne crois personnellement pas au contrôle des ventes d'armes à un simple niveau national. Je crois que c'est un peu puéril. La seule possibilité, c'est qu'il y ait un accord

Fondation Jean Jaurès

international là-dessus et que des pays ayant une volonté guerrière puissent faire l'objet de l'embargo sur les livraisons de matériel militaire. Ce serait évidemment ce rôle de l'ONU.
Très rapidement, en ce qui concerne l'Afrique, le sommet de La Baule a été extrêmement important et ses principes peuvent figurer en toutes lettres dans notre projet dans ce domaine.
Quels sont ces principes ?
1°) Que la coopération doit aller réellement à ceux à qui ces projets sont destinés, c'est-à-dire, pour employer une formule un peu curieuse, que le taux d'évaporation des aides vers le tiers-monde diminue fortement. François Mitterrand a eu un langage extrêmement clair dans ce domaine, qui n'a d'ailleurs pas été apprécié par tout le monde.
2°) Les accords de sécurité que nous avons avec plusieurs pays d'Afrique tiennent à la souveraineté des Etats et non pas à la pérennité des gouvernements. Aujourd'hui même, il y a au Tchad un changement de pouvoir. Nous n'avons, à l'heure où nous parlons, aucun élément qui puisse nous faire dire qu'une…

(Manque une page)

…intelligentes, raisonnables et, surtout, programmées sur le long terme. Pas de variations erratiques. Et bien sûr, il faut une restructuration interne des dépenses, en fonction du changement de la nature des menaces, restructuration interne que déjà Jean-Pierre Chevènement a largement entamée.
Enfin, le problème du service national. La France ne veut pas une armée de mercenaires, mais il est évident que le service national devra être modifié, sachant que dans une certaine zone la diminution de sa durée peut correspondre aussi à une plus grande égalité de ce service.
Bref, mes camarades, il faut raisonner globalement, non plus en termes strictement de défense, mais en termes de zone de sécurité.
L'espoir aujourd'hui, c'est que l'ONU a enfin rencontré son destin et que beaucoup de peuples choisissent la démocratie et le développement économique qui sont les conditions, non pas suffisantes, mais nécessaires, de l'épanouissement de l'homme.
Je fais partie de ceux qui ne pensent pas qu'il soit désuet ou ridicule en ce monde et aujourd'hui de parler d'humanisme.
Voilà, mes chers camarades, les quelques éléments que je voulais verser au remarquable rapport de Michel Charzat.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
La parole est à Jean Glavany, qui sera suivi de Yannick Vaugrenard.

## Jean Glavany

Chers camarades, évidemment après l'exposé de Jean-Michel Boucheron, à travers le monde, revenir au texte et au débat, m'apparaît un petit peu au ras des

Contribution Jean Glavany

pâquerettes.
Le texte que le Secrétariat national a transmis aux fédérations pour lancer ce débat est assurément un bon texte qui a été perçu comme tel par les militants. Le travail effectué est apparu comme intéressant, très intéressant et permet de lancer le débat sur les bases d'un niveau très digne, plein de promesses.
Je voudrais simplement faire trois remarques introductives de pure forme dont on voudra bien me pardonner.
Le retour des clercs dont parlait Charzat tout à l'heure dans son intervention et qui a été salué par un grand journal du soir, est un apport intellectuel, de grand intellectuel qui est sans doute fondamental et nous avons sûrement un devoir collectif vis-à-vis de l'intelligence de l'ensemble du Parti, de notre intelligence collective, de sorte qu'il ne faut pas mésestimer ou sous estimer la capacité de réflexion de l'ensemble des militants.
Pourtant, je crois que nous devons prendre garde au langage que nous employons et dans le débat que nous entamons, revenir à quelques mots simples, à quelques phrases simples et je dirai que dans nos sections, l'ambivalence irréductible des rapports sociaux ou des substrats multidimensionnels de la conscience nationale ne sont pas forcément le meilleur moyen de généraliser notre pédagogie.
(Applaudissements)
Détail certes, mais ce que je veux dire, c'est que nous devons prendre garde, que dans notre Parti aussi, ce qu'on a coutume d'appeler élitisme républicain n'aboutisse pas à une démocratie interne à deux vitesses.
Les comparaisons internes nationales, deuxième remarque : je crois que nous vivons une internationalisation de la vie économique, du politique, c'est sûr, et que c'est bien, c'est beau, c'est intéressant d'interroger les grands intellectuels français, pas tous Socialistes, mais je me demande s'il ne serait pas opportun aussi d'interroger des Socialistes pas tous français. Peut-être que Felipe Gonzalez, Oscar Lafontaine, Spitak (?), Lenkino(?), et d'autres, ont sûrement des choses intéressantes à nous dire sur la construction de notre projet et notre réflexion a beaucoup à apprendre y compris pour découvrir des choses aussi intéressantes que contradictoires,
Notamment, quand on parle d'Europe sociale, je me demande si nous n'aurions pas intérêt à découvrir ensemble que cette Europe sociale, au fond, elle sera peut-être moins favorisée par un Socialiste comme Felipe Gonzalez, soucieux de maintenir sa compétitivité économique, et plus facile à traiter avec un Kohl, soucieux de favoriser l'unité de son pays.
Je plaide donc pour que notre débat se tourne aussi vers les Socialistes européens. Enfin, la méthode interrogative qui est employée, sûrement utile pour lancer le débat me paraît déjà, moi, contradictoire avec l'esprit général qui règne dans notre Parti.
Le texte de moyen-âge ou renaissance, je me demande au fond si nous ne sommes pas plus plutôt à l'ère ou à l'époque de la philosophie du doute, du scepticisme généralisé.
La France doute d'elle même dit le texte, mais ajoutons "la Gauche doute d'elle-

même, et le Parti Socialiste doute de lui même, les militants doutent d'eux mêmes", et je pense que nous devons veiller à ce que cette accumulation d'interrogations, loin de dissiper ce doute, ne l'accentue.
Nécessité dans un premier temps sûrement, mais alors sortons-en, vite, et puisque Vendredi titrait "projet de nouveaux repères", je crois qu'il faut vite trouver ces repères et les livrer à la réflexion des militants.
Je voudrais en explorer quelques-uns... quand on est perdu, premier repère évidemment, premier réflexe, c'est de se tourner vers la famille et vers le père aussi, et de ce point de vue je remarque que les réflexions faites tout à l'heure par Louis Mermaz qui recueillent tout mon assentiment ne sont pas loin peut-être d'être au cœur du débat.
Moi je ne souhaite pas venir ici sur ce débat sur la fidélité au Président de la République, à coup de petites phrases anonymes ou pas, assassines en tout cas. Je crois que ceci ne doit pas avoir de place dans nos débats. Je crois qu'au fond, les circonstances ne se prêtent pas ou se prêtent mal à ce débat.
Je crois en tout cas qu'une fidélité ne s'institutionnalise pas mais enfin, s'il faut l'institutionnaliser, personnellement, j'y suis prêt. Je n'ai pas peur... je dirai même avec éclat : pourquoi pas participer à une Commission d'un Pater Noster laïque mais je crois que cette fidélité ne s'institutionnalise pas et que nous devons veiller à ce que ce débat là ne nous empêche pas de débattre d'autre chose.
Au fond, comme le disait Debarge tout à l'heure, nous sommes le Parti du Président, et là encore, je rejoins Louis Mermaz, phrase de conjoncture, qui ne peut recueillir que notre assentiment, mais enfin, quand on bâtit un projet pour les 20 ans qui viennent, cela ne suffit peut-être pas.
Je ne crois pas qu'il faille institutionnaliser notre fidélité. Je me demande, au contraire, s'il faut fidéliser nos institutions. La formule est peut-être facile mais rappelez-vous ce que nous disait Mitterrand : ces institutions de la 5ème République, elles étaient dangereuses avant moi, elles le deviendront après moi et je crois effectivement que ces institutions qui marquent cet équilibre entre un régime présidentiel et un régime parlementaire, ce "mi-présidentialisme", marqué par des données très précises de notre Constitution méritent sûrement qu'on s'y arrête pour fixer le cadre institutionnel de notre action politique pour les 20 ans qui viennent.
Il me semble que nous pouvons proposer aux Français une grande modernisation globale de nos institutions sans forcément mettre en cause cet équilibre entre les deux régimes, présidentiel et parlementaire, qui est à l'origine de la constitution de la 5ème République qui a montré sa capacité d'adaptation à certaines solutions politiques, l'alternance, la cohabitation, mais pour enrichir le caractère démocratique de ces institutions que nous avons ébauché avec le référendum sur le référendum ou le droit de saisine du Conseil Constitutionnel par le citoyen, que nous pourrions enrichir d'une réflexion véritable sur les droits du Parlement et leur renforcement.
Il me semble, comme je le disais tout à l'heure, plutôt que d'institutionnaliser notre fidélité au Président, on pourrait réfléchir à cette fidélité aux institutions, à

leur nécessaire modernisation.
En dehors du père, les systèmes.
Je vois bien que ce texte nous propose de prendre acte de l'effondrement du Communisme à l'est, comme d'un fait marquant de notre décennie et des mois qui viennent de se situer, je suis très perplexe devant ce discours qui consisterait à dire, comme disait au fond notre ami le maire de Valence tout à l'heure, "il va falloir digérer tout cela".
Mes chers camarades, j'ai le sentiment qu'on n'a pas de mal à digérer cela, parce que cet effondrement ne nous pose aucun problème, il est la fin d'un débat ouvert, il y a soixante dix ans, au Congrès de Tours, qui est clos maintenant et qui, loin de nous déstabiliser ou de nous rendre perplexes, doit nous conforter.
Cet effondrement des pays de l'est doit nous montrer que les vraies interrogations ne se situent pas là. Nous ne sommes pas perdus à l'est, nous sommes perdus à l'ouest. Notre atteinte à l'indivisibilité du peuple français ?
Je me disais qu'au fond notre capacité à nous noyer dans ce petit verre d'eau augure bien mal des débats qui s'offrent à nous dans les années qui viennent et je me disais aussi que va t-il nous arriver le jour où il nous faudra réfléchir au peuple français composante du peuple européen. Je voudrais aussi que de ce point de vue le débat qui s'offre à nous soit audacieux et qu'il nous donne des points de repère fixes.
Le père, les systèmes, l'identité nationale, je me demande s'il ne faut pas en revenir à des idées simples quand les militants sont perdus, les électeurs déconcertés, revenons à des idées simples : pourquoi sommes-nous Socialistes ? Par cette révolte permanente contre les injustices, quel est le moteur de notre action ?
La lutte contre les inégalités, mais ce moteur est en panne ou en tout cas il a de sérieux ratés.
Cette aspiration à plus de social exprimée à tout moment par notre Bureau exécutif, par notre groupe parlementaire, par nos groupes parlementaires, il faut que dans notre projet elle trouve, elle aussi, les réponses audacieuses.
Je voudrais, pour finir, faire part de deux réflexions sur deux sujets brûlants, l'un d'une actualité juste passée, l'autre d'une actualité juste à venir.
L'actualité juste passée, c'est le problème des lycéens, et je voudrais dire - je ne sais pas si au fond je vais bousculer des tabous - qu'il m'est arrivé un soir, devant la télévision, de sentir un très violent sentiment de révolte à l'égard d'une lycéenne, sans doute membre d'une coordination, peu importe, et peu importe laquelle, je ne me souviens plus de son nom, qui expliquait qu'elle était lycéenne au Lycée Henri IV à Paris, qu'elle avait le même problème que dans les lycées de banlieue. Je me suis dit : quelle perversion du débat politique et comment nous, Socialistes, pouvons nous accepter cette homogénéisation de la revendication qui nous fait perdre de vue nos vrais devoirs ?
Je me disais, au fond quand ces 100 000 lycéens revendiquent dans la rue pour plus de "fric", plus de "pions",et quand 1000 casseurs saccagent des magasins, qu'est-ce qui nous interpelle le plus ?
Moi, je veux dire que les 1000 m'ont beaucoup plus bouleversé que les 90 000

et je me suis dit que ces 1000 là étaient le fruit de notre civilisation urbaine, de notre incapacité à mettre en place une politique des villes, de notre incapacité à lutter contre l'échec scolaire et que dans notre réponse aux revendications de la jeunesse, peut-être par démagogie à l'égard des 90 000, nous étions peut-être passés à côté d'une réponse sérieuse à ces 1000, et que la revendication des 25 par classe, par exemple, me parait une revendication démagogique quand on sait bien que dans certains lycées de centre ville favorisés on peut être 40 par classe et que dans certains autres de banlieue déshéritée, les 25 seraient un maximum.
Alors, ne perdons pas de vue ces plus défavorisés et le débat de l'actualité de demain, c'est le débat sur la retraite.
Encore une fois, on va nous dire, et je veux bien le croire, dans une situation économique tendue, où la récession est à nos portes, qu'au fond indexer les retraites, avec un taux d'indexation sur les salaires bruts c'est trop, parce que cela coûterait 2 milliards et cela porterait atteinte au franc. Mais je me demande si on ne pourrait pas en profiter pour prendre à bras le corps ce problème, et ma proposition technique est simple : elle repose sur le même problème qu'au sujet des lycéens. Attachons-nous aux plus défavorisés. Est-ce qu'on ne peut pas faire un système d'indexation pour les basses retraites plus favorable et un système d'indexation pour les hautes retraites plus rigoureux ?
A ce moment là, nous ferions ce social auquel nous aspirons, et nous serions aussi capables de tenir la route rigoureuse, cela coûterait moins de 2 milliards, mais en même temps cela répondrait à une aspiration sociale.
Voilà chers camarades ce que je voulais dire. Le débat qui s'ouvre à nous est captivant et le texte de Charzat y invite d'une manière dont nous n'avons qu'à nous féliciter. Mais c'est un débat qui est semé d'embûches dont j'espère que nous les éviterons les unes après les autres... Ce n'est pas forcément notre spécialité et je plaide pour en revenir à quelques idées simples.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Jean Glavany.
Il est 19 heures, je vous propose de lever maintenant la séance, et je vous remercie d'être restés jusqu'à la fin.

## Parti Socialiste
## Convention nationale de La Défense
## "A la rencontre des Français"
## 1er et 2 décembre 1990

Séance du dimanche 2 décembre 1990 (Matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de André Billardon.

## Le président (André Billardon)
Chers camarades, la séance est ouverte. Je donne la parole à Louis Mexandeau.

Fondation Jean Jaurès

## Louis Mexandeau

Chers camarades, il y aura à la fin de ce mois de décembre, 70 ans exactement qu'est intervenue la rupture du Parti Socialiste. C'était au Congrès de Tours du 25 au 30 décembre 1920. Aujourd'hui, la rupture existe toujours, ce que n'imaginaient pas les congressistes de Tours à quelque camp qu'ils appartiennent. La parenthèse n'est pas encore refermée. Pourtant, l'histoire a largement tranché.

Si nous disons que Léon Blum et les minoritaires, même s'ils ont été présentés alors comme des scissionnistes ont eu raison de rester fidèles aux principes d'organisation du Socialisme français, principes fondés sur l'héritage de la révolution française - liberté, Droits de l'homme, démocratie - ce n'est pas par esprit partisan, ce n'est pas là une affirmation péremptoire.

C'est que l'histoire a désormais vérifié ce que présentait Léon Blum de façon magistrale, à savoir que les méthodes léninistes d'organisation, et en particulier le fameux centralisme démocratique, s'il pouvait être efficace dans le processus de conquête du pouvoir, puis du maintien de ce pouvoir face à la contre-révolution, ces méthodes aboutissaient à des perversions incompatibles avec l'idéal Socialiste et républicain, c'est-à-dire confiscation du pouvoir par une minorité, privation des libertés pour le plus grand nombre, bureaucratie, nomenklatura, inefficacité et gaspillage économique et écologique.

Soixante dix ans de léninisme, stalinisme, brejnévisme, et hélas, des dizaines de millions de personnes exécutées ou emprisonnées, ne nous ont même pas épargné la résurgence des nationalismes ou des fanatismes religieux.

Il faut rappeler cela car la tragédie quotidienne que subissent injustement en ce moment même la population et les travailleurs de ce qui fut l'URSS, c'est la conséquence d'un choix erroné imposé dès 1917 à une partie importante du mouvement ouvrier international.

Le plus significatif pour nous, n'est-ce pas ce qui se passe actuellement au Parti Communiste dans sa phase de préparation de son Congrès ? Lisez Le Monde d'hier soir : la critique, la contestation, le recours aux amendements fleurissent partout. C'est une bonne chose mais, de ce côté-là, il faut constater que là aussi on est en train de rendre hommage d'une certaine façon à Léon Blum et c'est bien ainsi.

La banquise se fragmente, l'histoire se remet en marche, c'est de bonne augure pour notre projet et pour les états généraux de la Gauche.

Dans cet esprit, les débats de Tours et de l'après Tours sont toujours actuels, et en tant que responsable de la Commission de l'histoire, j'invite les fédérations à organiser manifestations et débats autour du Congrès de Tours. Hier, la fédération de l'Essonne avait organisé un tel débat. Je dois constater que cela intéresse encore les militants puisqu'ils étaient plus de 300 à suivre ce colloque qui rassemblait les responsables Socialistes mais aussi des Communistes critiques, mais aussi des syndicalistes.

J'indique qu'au plan national deux manifestations sont prévues.

Le samedi 15 décembre à Tours, il y aura en fin de matinée la pose d'une plaque

Fondation Jean Jaurès

commémorative à l'endroit où se sont réunis les minoritaires après la rupture. Comme on le sait, la salle du manège où se sont réunis les congressistes a été détruite pendant la guerre. L'après-midi, il y aura un colloque sur la signification, la portée et l'héritage du Congrès de Tours.
Le samedi 19 janvier prochain, à Paris cette fois, se tiendra un colloque sur la reconstruction du Parti Socialiste et les nouveaux visages de la Gauche après Tours, avec là encore des responsables politiques dont Pierre Mauroy, Premier secrétaire du Parti, mais aussi des universitaires, des historiens. Je crois que ce colloque marquera la participation du Parti, mais je le répète cela n'est pas exclusif de toutes les initiatives que les fédérations, soit isolément, soit au plan d'une région, pourraient prendre. Je crois que ce qui s'est passé depuis un an rend à Tours une actualité qui est extrêmement brûlante et permanente.
Je voulais simplement vous redire l'importance de cet événement, l'importance et la signification de cette commémoration, et vous demander une fois de plus au moment où nous sommes en train de débattre et de proposer notre projet, de faire en sorte que nos militants et notamment nos jeunes militants connaissent bien nos racines, notre histoire, notre mémoire. C'est une condition indispensable pour notre réussite.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jean-Christophe Cambadélis, puis à Marie-Claude Nectoux.

## Jean-Christophe Cambadélis

Comment conduire le deuxième souffle du Socialisme après dix ans de gestion de l'Etat français ?
Comment construire la maison commune de la Gauche, donc du Socialisme, à l'époque de la liquidation du totalitarisme stalinien ?
Telle devrait être l'ambition de notre projet.
Michel Charzat a ausculté la société française à l'aide du stéthoscope de belles intelligences et la méthode est sérieuse, à condition qu'elle débouche sur notre propre prise de position. Mais, sur le texte de Charzat, je crains que Pierre Guidoni, lors du dernier Comité directeur, n'ait eu à ce sujet quelques formules cruelles et, il faut bien le dire, définitives.
Une grande partie de la réflexion proposée est construite sur l'idée que dans une société complexe la lutte entre des groupes sociaux identifiés fait place au vrai clivage pertinent qui parcourrait l'histoire : la conservation et le mouvement.
Les Socialistes ne seraient, nous dit-on, rien d'autre à notre époque que l'incarnation du mouvement. Mais lorsque les libéraux nous proposent de faire table rase des droits et des protections de toutes sortes, ne sommes-nous pas plutôt la conservation des droits acquis ?
Ceci est une des critiques que nous pourrions porter au texte qui participe de notre réflexion.
Alors, interrogeons-nous : comment trouver notre deuxième souffle ?

Fondation Jean Jaurès

Certes, le totalitarisme stalinien s'est effondré et nous vivons une vertigineuse mutation technologique qui ferme l'époque de l'ère industrielle.
Arrêtons-nous un instant sur ces deux affirmations.
Le déterminisme marxiste est mort d'avoir voulu identifier la forme de l'Etat à la modernité de l'ère industrielle. Il ne faudrait pas, à notre tour, inventer une souplesse socialisante qui serait l'expression idéologique Socialiste du modèle de production créé par l'innovation technologique. Il ne faudrait pas faire du déterminisme à nouveau.
Je m'explique : l'étatisme totalitaire qui animait l'Etat soviétique apparaissait aussi aux yeux des intellectuels progressistes comme une figure irrévocable de la modernité et la condition incontournable pour que l'homme moderne puisse se rendre maître de la technique.
La modernité semblait exiger alors un état total, capable en vertu de sa rationalité centralisante et administrative, d'arracher les hommes à l'étroitesse de l'identité locale et aux modes de pensée du passé. Il fallait l'utiliser sans scrupules et c'est ce qui fût fait.
Mais à notre époque, la rationalité technique ne dépend plus de l'homogénéité et de l'uniformité de l'action étatique, mais de la quantité d'informations et de l'autonomie des individus. La réussite technologique exige non un système totalitaire mais la dynamique dispersive et contradictoire de la démocratie.
Tirant les conséquences de cette situation, il ne faudrait pas inventer un Socialisme plastique, vecteur d'une démocratie diffuse qui correspondrait à ce mode de développement capitaliste qui favorise l'individualisme.
Le Socialisme ne peut être la figure de la modernité, il est à la fois pour la modernité et autre chose. Pour moi, les trois sources du Socialisme contemporain, c'est d'abord exercer la critique sociale, sur le problème de l'inégalité, sur le problème des injustices, sur le problème du travail, sur le problème des femmes, sur le problème de l'écologie, sur le problème de la société duale, sur tous les problèmes où, au centre, il y a la question de l'être humain.
C'est ensuite défendre la rationalité démocratique, combattre tous les obscurantismes, toutes les allégations, mais aussi approfondir la démocratie, tant sur le plan fondamental que sur le plan institutionnel que sur le plan économique, et il ne sera pas possible aux Socialistes, dans leur nouveau projet, de passer à côté de la question institutionnelle.
Enfin, imposer le droit à l'échelle internationale, un "over-land" international exige l'Europe et l'Europe pose la question non simplement des nations, mais des Etats, la manière d'imposer une Europe républicaine.
Il n'y aura pas de projet organisateur mobilisateur s'il ne réhabilite pas la critique sociale.
J'insiste : le débat n'est plus entre deux cultures de la Gauche, mais entre deux volontés dans les gauches, entre ceux qui recherchent un nouveau fondement par la critique sociale, et ceux qui, partout, dans toute la Gauche, veulent constater le monde en réalistes et le corriger à la marge.
Les deux attitudes sont de gauche, mais aujourd'hui, réhabiliter la critique

sociale et politique, c'est réhabiliter la politique tout entière, car la capacité de critique, c'est la capacité de s'émouvoir et quand cette capacité se réfugie dans le téléthon, c'est la politique qui est malade.
Prenons un exemple. Oui, le mouvement incontrôlable du capitalisme est un risque pour l'humanité. La réalité de la société, c'est deux camps partagés par l'accès ou non au travail, chaque camp étant lui-même traversé de groupes sociaux distincts, aux intérêts antagonistes.
La société duale, c'est la société bloquée. La critique de cet état de fait ne nous impose-t-elle pas toute une série d'actions contre le dualisme pour imposer une société fluide, basée sur le droit et l'égalité ?
Quant au problème de la maison commune, les Socialistes ont su garder la vieille maison, il faut en faire maintenant la maison commune de toute la Gauche.
Toute la Gauche a un ennemi commun qui est le national populisme ou parfois le populisme qui hante l'Europe.
Les tendances à la lutte en Europe, la crise d'identité dans la Gauche, son profond émiettement, l'OPA du national populisme sur la Droite classique, tout ceci recèle un immense danger.
Le risque est grand de voir dans la société française la recherche d'un "monsieur propre", d'un recours. S'agira-t-il d'un homme nouveau, issu de la société civile ou du national populisme ? La question est ouverte.
Repousser le national populisme, pour fonder une identité républicaine européenne, voilà une idée force, une perspective organisante, qui aboutira à la maison commune, si notre projet organise la critique sociale de la société.
Cette perspective n'exclut pas les clivages, mais les réorganise et offre une issue à la crise actuelle, et particulièrement à la crise du phénomène stalinien.
Georges Marchais, pour des raisons tactiques de maintien de son propre pouvoir, a fait sauter trois verrous. Je vous demande de laisser de côté le problème de la motion de censure.
Le premier verrou, c'est la référence à l'URSS, la rupture avec Gorbatchev, rompre la marque principale du Parti Communiste à la référence à l'Union soviétique, donc à 1917. La fidélité à l'URSS a toujours joué dans le Parti Communiste français un puissant rôle coercitif, elle est aujourd'hui anéantie, et les militants du PCF n'ont plus de patrie, ils sont orphelins.
Le second verrou qui saute, c'est l'entorse à l'unanimisme faite, lors du dernier Comité central par Charles Fiterman. Georges Marchais a, d'un seul coup, réduit la cohésion du discours unanimiste du phénomène stalinien. Hier, toute opposition était illégitime parce qu'expression directe ou indirecte de forces ennemies. Aujourd'hui, il est possible de penser autrement. Nous savons que multipartisme et totalitarisme sont incompatibles, parce que le multipartisme fait exploser le totalitarisme. Il en est de même pour le régime interne du Parti Communiste.
Le troisième verrou détruit, réside dans la théorisation de la démocratie, du livre de Georges Marchais, discuté dans chaque cellule du Parti Communiste. Le livre de Georges Marchais organise la rupture avec l'un des derniers fondements de la

Fondation Jean-Jaurès

spécificité du Parti Communiste en renonçant à la critique célèbre des Droits de l'homme que Marx faisait dans "la question juive" : critique des Droits de l'homme, comme droits formels, ou droits bourgeois.
Ceci peut nous sembler sans importance ou un peu idéologique, mais il s'agit d'un retournement fondamental car l'action militante se déplace de la remise en cause de la démocratie formelle en sa défense et si l'on défend la démocratie même en voulant l'approfondir, il s'agit d'une rupture peut-être inconsciente mais d'une rupture au plan stratégique et au plan idéologique car on endosse la réforme comme finalités.
Ces trois éléments : mémoire et filiation avec l'URSS, mis au goût du jour de la démocratie, dé-légitimation du bloc de direction, ouvrent le PCF à tous les vents et disloquent tout le phénomène stalinien.
La crise actuelle n'est pas l'appareil final de l'appareil mais la crise de ses fondements. La crise de l'appareil proprement dit suivra.
Dans quelques temps, la question qui se posera dans le PCF sera non pas : avons-nous raison ou pas, mais bien à quoi sert le PCF et l'article de Mireille Bertrand hier, publié dans Le Monde qui a été interdit dans l'Humanité, pose très exactement cette question, en tant qu'ancien membre du bureau politique.
Je crois donc qu'il faut saisir cette opportunité et être audacieux. La médiation pour la maison commune de la Gauche, ce sont les états généraux.
Cette perspective bouleversera notre histoire et l'histoire du Parti et elle est notre seul salut pour échapper aux querelles assassines et subalternes.
Pourquoi pas offrir ainsi une perspective nouvelle, originale, hier encore impossible parce qu'il y avait la scission de Tours... mais aujourd'hui possible sur d'autres bases : celles d'une Social démocratie dans le sens où elle unit en son sein les réalistes et les fondamentalistes critiques.
Mais aussi parce qu'elles se fixent de modifier les structures de combat du salariat, et pourquoi pas, aussi, la question syndicale qui est bien absente de nos débats.
Je suis persuadé que le Socialisme, que le Parti Socialiste, à travers cette initiative et ce dialogue, vis-à-vis de ses militants, peut être de retour.
Réfléchissons ensemble à cette pensée de Kant "agir comme si la chose qui peut être, ne sera pas, devait être".
C'est la sagesse de l'optimisme de la raison et je crois que cela est encore possible.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Marie-Claude Nectoux

## Marie-Claude Nectoux

Je voudrais, ce matin, aborder deux points : l'un concernant le projet et ensuite deux points d'actualité.
Concernant le projet, notre objectif est d'ouvrir un large débat sur ce que sera notre projet. Le texte de Michel Charzat en est la trame, mais avant que nous en tissions la chaîne, il me semble que nous devrions en compléter le support ; en

effet, ce projet doit, je cite : "tenir compte de la réalité sociale et être élaboré en tenant compte des forces vives du pays".
Or, tout au long de ces pages, j'ai vainement cherché un paragraphe, une phrase, bref un mot, concernant la situation actuelle et surtout la vie des femmes.
Evidemment, nous ne pouvons toujours dissocier ces deux moitiés qui constituent notre pays. Evidemment, me direz-vous, penser l'avenir de notre société, affirmer que le "1er des Droits de l'homme est celui de son existence politique" concerne hommes et femmes.
Pourtant déjà, cette reconnaissance de l'existence politique fait apparaître bien des inégalités. Bien sûr, nous sommes électrices et éligibles depuis 1945, mais si nous sommes sollicitées et même courtisées pour prendre le chemin des urnes, nous rencontrons encore bien des obstacles sur celui des tribunes, et celui menant aux sièges d'élus est encore un véritable parcours du combattant.
Ces quelques chiffres en font foi et devraient nous motiver pour que dans ce domaine aussi, nous changions la vie.
Nous avons 36 551 communes, 1986 femmes-maires, cela fait un peu plus de 5%... seulement 214 femmes Socialistes, sur 36 551 communes.
A l'Assemblée Nationale, 33 femmes sur 577 députés, pratiquement, au même état qu'après la guerre, quand nous avons eu accès effectivement à l'éligibilité.
Au Sénat, n'en parlons pas. 10 femmes sur 311.
Dans les Conseils régionaux, 9% de femmes... soit 157, sur 1687, dont 61 PS... et dans les Conseils généraux, encore 25 départements n'ont aucune femme élue dans leurs instances.
Faut-il ajouter qu'au niveau de la représentation dans les instances nationales nous arrivons au 16ème rang sur les 19 pays membres du Conseil de l'Europe, juste avant la Grèce, la Turquie et Chypre...pas mal !
Mes camarades, il me semble que le pays des Droits de l'homme, sur le plan politique, n'est pas encore devenu celui des Droits de la Femme. Il en suffit pas de constater et d'en parler. Il nous faudrait agir.
Plus de femmes dans les collectivités locales et territoriales, ce serait sûrement des choix différents, des budgets répartis autrement. Ce serait plus de crèches, car elles en ont besoin pour pouvoir exercer un métier, plus de logements sociaux, car ce sont elles qui en manquent cruellement, plus de transports en commun, plus d'écoles, plus de collèges, de lycées, plus de qualité aussi pour leur environnement.
Des choix différents mais aussi complémentaires et notre Parti se doit d'être à l'écoute de ces différences, se doit de refléter dans son projet l'ensemble de notre société.
Pour les mêmes raisons, il faut plus de femmes dans les instances parlementaires.
Autre domaine abordé dans ce texte, celui de l'éducation, autre phrase : "l'Etat se charge d'organiser la distribution égalitaire des savoirs nécessaires". Sommes-nous dans l'égalité alors qu'il existe 455 professions dont 300 formations sont suivies par les garçons et seulement 30 par les jeunes filles.
Quel est notre projet, quelles sont nos propositions, pour que, là comme ailleurs,

Collection Jean Poperen

nous changions la vie ?
Sur le plan professionnel, salarial, et social, nous ne savons que discuter sur des chiffres "asexués". Pourtant, si aujourd'hui, nous savons que le nombre de chômeurs est le même que voilà un an, il faut savoir et surtout il faut faire savoir que le nombre de chômeuses a augmenté d'environ 7% pendant ce même temps, que 70% des smicards, sont des smicardes, et que le salaire moyen des femmes est encore de 30% inférieur à celui des hommes.
Quand nous disons que le chômage des jeunes s'est accentué, disons également que celui des jeunes femmes s'est plus accentué que celui des jeunes hommes, idem pour les chômeurs de longue durée et pour les plus de 50 ans.
Je ne peux et ne veux oublier ce bilan à l'heure où se prépare, où "s'enfante" un projet Socialiste.
Aussi, je crois souhaitable, dans un premier temps, que nous puissions entendre, écouter, les associations de femmes, des femmes syndicalistes, artistes, intellectuelles, tant sur le plan national que local et qu'ensuite, dans notre projet, figurent des propositions qui soient spécifiques et particulières à la situation des femmes de notre pays.
Alors nous pourrons tracer "un nouvel horizon pour la France et pour le Socialisme" sans oublier qu'en ce qui concerne le "nouveau monde", je pense aux pays où l'intégrisme moral ou religieux ressurgit, et dans lesquels les femmes vont jusqu'à perdre une part de leur citoyenneté, en Algérie par exemple.
La France doit être là-dessus ferme et faire valoir ce même principe de droit qu'elle évoque, à juste titre, pour les événements du Golfe.
Voilà pour le projet.
J'aurais aimé aborder deux points d'actualité avec vous.
Le premier concerne un accord qui vient d'être signé à Angers dans une grande entreprise et par un seul syndicat qui pose le problème de nuit des femmes en particulier, mais du travail de nuit en général.
Nous ne sommes plus au 19$^{ème}$ siècle. Les droits des salariés existent. Nos entreprises doivent se moderniser s'équiper de matériel performant et l'amortir. Pour cela, les machines doivent tourner de jour et de nuit. Se pose donc la question du personnel qui doit surveiller ces machines.
L'affaire que je cite montre combien il est facile de déborder la loi... car la loi dit à propos du travail de nuit des femmes dans le secteur industriel "une seule dérogation est autorisée, lorsqu'en raison de circonstances particulièrement graves, l'intérêt national l'exige".
Dans ce cas, on assimile rapidement à l'intérêt national, la pure rentabilité de cette entreprise. Il y a donc bien débordement de la loi.
Pourquoi soulever ce cas à cette tribune ? Parce qu'il apparaît, de plus en plus, qu'au motif d'amortissement de matériels coûteux, des machines nouvelles doivent tourner de plus en plus, jour et nuit, et les hommes et les femmes, travailler de plus en plus, nuit et jour. Le dérapage est là. Il ne s'agit pas de revenir à une conception archaïque des choses.
Il s'agit de réfléchir aux principes d'un nouveau texte de loi sur le travail de nuit

Fondation Jean Jaurès

en général qui est mauvais pour les hommes comme pour les femmes, qui est sans doute incontournable, qu'il faut réglementer et limiter dans la vie d'un homme et d'une femme à de brefs moments, suffisamment courts pour qu'ils ne nuisent pas à ceux qui acceptent de travailler hors normes, à des rythmes contraires aux rythmes biologiques, qui les privent de toute vie familiale, sociale, normale et écourtent leur espérance de vie. Il faut légiférer là-dessus car le risque est grand.
Le second et dernier sujet, très brièvement que je voulais aborder, qui se répète régulièrement maintenant depuis presque un an, il s'agit d'agression de commandos contre des centres d'IVG, de cliniques et d'hôpitaux publics, d'occupations de blocs opératoires, de destruction de matériel. Une dizaine d'agressions depuis le début de l'année. Hier, une liste vous a été distribuée et remise, qui comporte le nom des centres, les dates auxquelles ces agressions ont eu lieu. D'autres se préparent. Nous l'apprenons par la presse. Il nous faut être vigilant car en matière de droits, et de libertés, rien n'est mais définitivement acquis. Et rien n'est jamais définitivement perdu.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Claire Dufour.

## Claire Dufour

Chers camarades, moi bien évidemment comme d'autres avant moi, je lierai le débat sur le projet aux questions d'actualité.
Il me semble que ces deux débats ne sont pas déconnectés et qu'il ne faudrait pas paraître en décalage avec une réalité qui bouge dans notre débat sur le projet. Je crois que la fin du clip qui nous a été présenté hier est là aussi pour nous rappeler à l'ordre. Alors je souhaiterais introduire mes propos par quelques mots sur un article qu'Alain Touraine, avait écrit dans "Le Monde" il y a quelques mois, peut-être vous en souvenez-vous.
Ce dernier nous y faisait remarquer que dans notre vie nationale, que dans notre débat politique national, le clivage politique ancien, traditionnel, de nature sociale, avait été remplacé et il indiquait la nouvelle ligne de partage qui ne concernait plus la gestion de la société, et donc encore moins sa transformation, mais l'avenir de la nation. L'avenir économique et politique de notre pays dépendrait plus des règlements, des problèmes internationaux, que de notre capacité à gérer la société, et à la transformer.
Je crois bien sûr que la question de l'identité de la nation est une question importante. De nombreux orateurs l'ont rappelé hier au cours de la journée, au regard, en particulier, des problèmes internationaux que nous connaissons et qui ont été accélérés ces dernières semaines.
Cependant aujourd'hui, je pense que l'actualité, nous a renvoyé à la question sociale, et que la politique doit se saisir de cette actualité sociale, le Parti politique, le Parti Socialiste doit s'en saisir.
Je crois que la question sociale doit être au cœur de nos débats. Elle doit être prise à sa juste place dans notre projet, mais je crois qu'elle doit être au cœur de

Fondation Jean Jaurès

nos débats en tant que réponse à une réelle urgence sociale, car il y a bien aujourd'hui une urgence sociale.
J'illustrerai ce propos par un exemple, celui de l'intégration : vous vous souvenez au mois de mai, juin, que cette question était au centre de nos débats dans les sections, elle était au centre par un débat parlementaire, par des tables rondes, par des états généraux de la Droite à Villepinte, par des débats politiques, par un débat important au Bureau exécutif, eh bien, aujourd'hui c'est réellement la rue qui remet cette question à l'ordre du jour. Ce sont les mouvements sociaux qui se sont multipliés, qui remettent cette question au cœur de notre politique nationale.
On a bien sûr parler de Vaulx-en-Velin, Montfermeil, Argenteuil et on pourrait parler de Dreux où les mêmes événements se sont déroulés, même s'ils n'ont pas été médiatisés, et bien sûr on peut parler des mouvements lycéens.
La question sociale doit être au cœur de nos débats, il ne faudrait pas que nous nous laissions déborder sur un autre terrain. Et la Droite, elle, ne s'y trompe pas, quand nous pouvons lire des propos scandaleux de Valéry Giscard d'Estaing dans le Figaro Magazine, celui-ci parle effectivement de problèmes sociaux, les problèmes des lycéens, de ce qu'on a appelé les casseurs, les problèmes des bandes, des banlieues, pour remettre en cause, pour relancer la remise en cause du droit d'asile, la remise en cause du regroupement familial, la remise en cause du code de la nationalité. Il profite d'événements sociaux pour nous expliquer que l'importance n'est pas la proportion de chômeurs parmi les étrangers, mais celle des étrangers parmi les chômeurs.
On connaît ce genre de perversion, et je crois que c'est au Parti Socialiste, par la réponse politique, et dans la réponse politique qu'il donnera à cette question sociale, que nous redonnerons un sens pratique au clivage Droite/Gauche.
Je voudrais maintenant aborder, rapidement, à cet égard le problème des banlieues, banlieues périphériques, de la jeunesse à la marge qui ont été également abordés hier. On a vu beaucoup de choses ces derniers temps, beaucoup de déclarations ont été faites, des contradictions se sont parfois exprimées. Il faudrait moins de ceci, plus de cela, et puis plus de ceci et moins de cela.
Je crois que les problèmes sont complexes et que les réponses peuvent être multiples, mais qu'il faut donner certaines directions claires, et qui peuvent être exprimées effectivement clairement.
Tout d'abord je crois qu'il ne faudrait pas remettre en cause la politique des DSQ, à laquelle une ampleur exceptionnelle a été donnée ces derniers temps.
Il est vrai, cependant, que la dynamique sociale, qui existait en 1982-1983, quand on a lancé cette politique, cette dynamique sociale, n'existe plus de la même manière et que c'est à nous de la renforcer.
Le secteur que je conduis, le secteur intégration au Parti Socialiste, a organisé, la semaine dernière, au siège de notre Parti, une rencontre entre le cabinet d'Yves Dauge et de petites associations, issue de l'immigration, associations de quartiers, qui ont un travail sur le terrain, qu'il ne faudrait pas oublier dans notre élaboration sur le projet.

Fondation Jean Jaurès

Je crois aussi que dans nos fédérations nous devons inviter certes les associations nationales, mais aussi ces petites associations issues de l'immigration ou non d'ailleurs qui travaillent sur le quartier, qui ont énormément de choses à nous apprendre, toutes ces associations dans des propos, je dois le dire, assez durs, ont déploré l'inadéquation entre les directives politiques qui sont données par la DIV, et dont elles reconnaissent la valeur, et les orientations qu'elles prennent sur le terrain.
Je crois qu'il faut relancer une dynamique, et une dynamique sociale, cela se relance d'abord par le haut. Je suis d'accord avec les propos de Manuel Valls qui disait : sur certaines questions, il faut davantage miser sur l'Etat, le logement, l'éducation, l'emploi. Il faut rendre notre politique plus claire, plus lisible, il faut qu'elle soit davantage portée.
Une dynamique sociale cela se relance aussi sur le terrain, dans les quartiers, dans les fédérations, dans nos sections.
Effectivement, je crois que le problème des jeunes, qui sont à la marge, est un problème qui s'aggrave ; ils sont comme on disait chômeurs professionnels, ils vont de stage en stage, et ils ont épuisé tous les dispositifs que l'on a mis en place pour eux. Ils sont hors des mailles de notre système et il faut réfléchir à ce qu'ils vivent, pour adapter nos réponses.
Sur cette question, je voudrais simplement dire un mot à propos de la nécessité du travail avec les associations, parce que je crois qu'on a beaucoup travaillé sur le tissu urbain, ce qui est une bonne chose, mais qu'il faudrait avoir un regard plus aigu sur le tissu social.
Face au phénomène de rejet politique, de perméabilité aux idées d'extrême droite, il existe - on le remarque tous et on en a tous parlé - une absence de nouvelles formes de solidarité collective. Le tissu social, le tissu associatif, est en crise.
Difficultés d'adaptation aux nouveaux problèmes des quartiers, phénomènes d'exclusion, de segmentation des rapports sociaux due à la crise économique, disparition de militantisme ancien, tout ceci entraîne effectivement la désintégration des formules anciennes d'encadrement associatif, et pourtant c'est par cette vie associative que l'on peut offrir des matrices de sociabilisation, et d'intégration à la vie d'un quartier. Cette question est importante : re-dynamiser en haut et aussi sur le terrain dans nos sections, dans nos quartiers.
Pour conclure, je pense, comme je l'ai dit, que la question sociale doit prendre toute sa place dans notre projet. Certes, c'est vrai on a parlé des contraintes économiques, on a parlé de problèmes de la crise du Golfe, des conséquences que l'on ne connaît pas, qui pourraient apporter aussi des conséquences économiques dans notre pays, dans notre société. Je crois cependant que ce problème n'est pas à la marge mais au cœur de notre engagement politique, car à certains problèmes soulevés, la réponse est budgétaire oui, mais elle n'est pas que budgétaire.
Et j'en donnerai l'exemple dans la gestion positive du mouvement lycéen ces dernières semaines.
Pour la première fois, un mouvement lycéen sort par le haut, sur une victoire

Fondation Jean Jaurès

identifiable et identifiée par tous les lycéens. A côté des 4,5 milliards supplémentaires, qui ont été donnés, les lycéens ont obtenu, et à mon sens c'est historique par l'ampleur des réformes, l'ouverture de nouveaux espaces démocratiques, qui va permettre à cette jeunesse scolarisée de devenir véritablement interlocutrice et partenaire du système éducatif.
Je crois que c'est aussi en offrant de nouveaux espaces de démocratie, que l'on répond en partie et en partie seulement à une attente sociale.
Donc pour conclure, on parle beaucoup d'identité nationale, je crois qu'avant il faudrait résoudre aussi la crise de l'identité sociale, je crois que c'est à travers nos réponses politiques à ces questions sociales que nous ferons vivre notre identité de Socialiste, je crois qu'au cœur de nos débats il y a cette question, il y a la question de l'intégration, mais au cœur de notre politique il doit aussi y avoir la nécessité de répondre à cette urgence sociale.
(Applaudissements)

Le président - Jean Auroux, ensuite Yannick Bodin.

## Jean Auroux

Chers camarades, dans ce cours propos, je voudrais tout d'abord adresser mes compliments à Michel Charzat et à toute son équipe pour le travail qui a été fait, même si c'est l'état du diagnostic, je souhaite à tous les militants du Parti Socialiste de le lire parce que certains continuent encore à fonctionner avec une réalité qui a changé et dont ils n'ont pas eu forcément encore une claire confiance et une suffisante analyse.
Cela dit, et il est important, comme on vient de le rappeler à l'instant, qu'après ce travail il y ait l'étape du terrain, du vécu, de l'humain. Et il faut donner sa dimension sociale, concrète, humaine, dans nos quartiers, dans nos villes, dans nos villages à un projet qui ne peut pas rester simplement un texte à caractère confidentiel, de référence bibliothécaire.
Mais c'est vrai qu'il y a urgence et nécessité du projet, parce qu'en fait c'est à cause de ce déficit des idées, de part et d'autre d'ailleurs, que notre paysage politique national se transforme en une espèce de morne plaine, sans lumière précise à l'horizon, et disponible, on le voit ailleurs, aux aventuriers. Et la renaissance des idées, de leur débat intelligent, de leur confrontation, fera renaître les clivages et par conséquent permettra aux citoyens de retrouver ces choix.
C'est à cause aussi du déficit d'idées que se développent d'une manière destructrice les polémiques et les ragots de café du commerce, les petites phrases, y compris les nôtres, qu'économise la réflexion, où les affaires de quelques-uns font surtout les affaires de quelques autres.
Alors, camarades, établir un projet c'est comme faire un enfant, il faut de l'amour et de la vigueur, et j'espère que ces deux conditions sont réunies dans nos rangs, si j'ose dire cette formule, qui évoque quand même quelques disciplines. En tout cas, ce que je voudrais dire avec le sourire en moins, mais c'est important, c'est qu'il nous faut nous rappeler que chaque homme, chaque

Fondation Jean-Jaurès

groupe social, ont besoin de racines et d'un projet.
Chaque homme, chaque groupe social, chaque parti, chaque nation ont besoin d'avoir le sentiment d'avoir une place et de connaître le chemin.
Alors, beaucoup de choses ont été dites, je voudrais pour ma part, aller en complément de beaucoup de propos, que je partage, tout en soulignant qu'il faut que notre projet soit compréhensible, soit lisible, soit accessible, pour ceux auxquels il a la prétention de s'adresser, et simplement retenir trois lignes de force qui me semblent de nature à mobiliser à nouveau une société atomisée, déboussolée, que les médias audiovisuels notamment ont rendu sans mémoire. Et Louis Mexandeau le rappelait tout à l'heure, fort opportunément, pour nous tous, peut-être au profit d'un redoutable éphémère qui va jusqu'à user le sens des mots.
Alors, nous avons le devoir d'affirmer que nous serons le Parti de la vie, et de la convivialité, le Parti du partage, de la justice, et de la solidarité, et aussi le Parti de la création.
Le Parti de la vie dans nos relations sociales, qu'elles soient à tous les niveaux, de la vie quotidienne, je crois que c'est Paul Quilès qui me racontait cette anecdote que des gens, qui s'échangeaient des messageries par minitel, lorsqu'ils ont fini par échanger leurs adresses, ils se sont aperçus qu'ils habitaient sur le même palier. Et ils ne s'étaient jamais adressé la parole.
Alors il y a des portes, des fenêtres nombreuses à ouvrir, ou à rouvrir. Soyons, y compris éventuellement entre nous, les pionniers d'une nouvelle dimension, d'une nouvelle qualité de relations sociales, entre les hommes, parce que derrière la violence, l'agressivité, n'oubliez pas qu'il y a souvent beaucoup, beaucoup de solitude.
La relation aussi dans les lieux de travail, que ce soit l'école, ou que ce soit l'entreprise, est là, il y aura encore beaucoup à dire. Permettez-moi simplement de rappeler que dans notre projet, nous devons insister peut-être plus encore que ce que l'on a fait jusqu'à présent, dans la vie du Parti, et j'y ai ma part de responsabilité, sur la dimension sociale d'une Europe qui se fait, dans laquelle la part des travailleurs, la part des syndicats est encore marginalisée par le droit de veto que l'acte unique a rendu, a maintenu à un partenaire. Il n'est pas légitime - cela beaucoup l'ont dit, mais il faut enfoncer le clou - pour tout ce qui est économique et monétaire que ce soit la règle de la majorité et pour ce qui est social c'est la règle de l'unanimité, ce qui revient à donner le veto à l'une ou à l'autre.
De ce côté là, il est bien vrai que s'il n'y a pas un message social, à dimension de nouveaux territoires économiques, nous ne serons pas le Parti Socialiste de notre histoire.
C'est aussi le Parti de la vie dans sa relation de l'homme avec la nature. Et je me réjouis des initiatives que l'on va prendre en matière d'écologie. Il faut savoir aussi valoriser, ce qui est fait depuis longtemps, ici ou là en la matière, mais c'est une considération, c'est un grand chantier qui s'ouvre et auquel le libéralisme, qui recherche le profit à court terme, ne peut à l'évidence pas apporter des réponses, bien qu'il sache exploiter intelligemment les besoins

exprimés aujourd'hui.
Et puis c'est le Parti de la vie, parce que nous avons à travailler plus encore et beaucoup de choses ont été faites dans nos relations non plus à la nature, mais à la nature humaine, et je crois que les progrès, entre guillemets, de la science en matière de biologie, de génétique, va être la grande question des années qui viennent, liée aux exigences individuelles des familles, des couples, ou des personnes.
Et je me réjouis que sur ce plan là aussi, nous ayons avancé, je pense aussi que les réponses ne seront pas simples.
Voilà, être le Parti de la vie, être aussi le Parti du partage, de cette justice et de cette solidarité, le partage du pouvoir, de nouveaux chantiers de démocratie - on en a parlé - mais permettez simplement au président d'un groupe parlementaire de vous dire que je suis très heureux quand on entend parler partout avec émotion de l'état de droit.
J'aimerais qu'on prenne plus en considération ceux qui font ce droit, et que les fonctions parlementaires, que ce soit au Sénat ou à l'Assemblée Nationale ou dans d'autres lieux, j'allais même dire peut-être les partenaires sociaux qui font le droit contractuel, soient mieux considérés, parce qu'on ne peut pas tenir un discours et un autre discours qui soit contradictoire.
Partage du pouvoir aussi dans l'entreprise. Cette question, sur des bases pluri-institutionnelles, devra être rouverte, parce que je ne suis pas sûr que depuis 1982 les progrès aient été aussi grands qu'on avait pu tous l'espérer.
Partage de l'avoir, les salaires, les retraites, la fiscalité, l'emploi, et puis aussi peut-être parler de nord/sud.
Mardi dernier, à l'Assemblée Nationale, nous avons ratifié l'accord de Lomé IV. J'en ai parlé dans mon point de presse, cela n'intéresse personne ! Et pourtant c'est la France qui, pendant sa présidence, a réorganisé et développé ces échanges nord/sud qui permettent d'assurer des prix garantis pour des matières premières, pour certains produits agricoles, pour des programmes de co-développement. Cela représente 170 milliards de francs, cela n'intéresse pas !
Et cependant, quand vous rencontrez des gens des pays en voie de développement, ils nous sont reconnaissants.
Alors là aussi, soyons attentifs, essayons de poursuivre notre partage, de le développer, mais aussi de le faire connaître, même si ce n'est pas dans l'air du temps, comme on dit.
Partage du savoir. Alors là je ne peux que souscrire à ce que vient de dire Claire Dufour sur la façon positive dont s'est achevé ou dont se prolonge le problème lycéen. Et qu'on ne vienne pas chicaner sur les portes et fenêtres ! Ne chicanons pas sur le fait de savoir, entre l'Elysée, Matignon, rue de Grenelle, à l'Assemblée ou au Sénat, ou dans nos mairies, qui a ouvert la porte le premier pour accueillir le dialogue. Ce sont des questions subalternes qui n'intéresseront pas l'histoire.
Par contre c'est vrai que ce qui est important, c'est que nous, nous avons accueilli les jeunes autrement que M. Pasqua avec ses voltigeurs ! C'est cela qu'il faut retenir et c'est cela qu'il faut dire.

Par contre, je voudrais ajouter quelque chose. Au-delà de la réforme des programmes, de l'organisation du travail scolaire, de la participation des professeurs, des syndicats, des parents, dans la vie scolaire, il y a, je pense, un autre apprentissage fondamental qu'il faut ajouter désormais et d'une façon urgente, c'est après le savoir lire, écrire et compter, la maîtrise d'un langage audiovisuel. Les enfants passent plus de temps devant des écrans ou des haut-parleurs que devant des cahiers. Est-ce qu'on leur a appris à connaître les grandeurs et les servitudes, et les pièges aussi de ce nouveau langage qui occupent l'espace de la communication et d'échange aujourd'hui ?

Et puis également le partage du territoire. Nous vivons aujourd'hui une crise de la relation de l'homme avec l'espace. C'est à la fois le ghetto et l'empilement dans les banlieues et c'est l'exode rural. Savez-vous que sur 36 000 communes en France il y en a 30 000 qui sont en train de perdre de leur population, en train de mourir ou en train de s'affaisser d'une façon peut-être irrémédiable ?

Je crois que là il faut qu'on se pose un certain nombre de questions. Cette crise du territoire, elle va depuis le logement individuel jusqu'aux grands espaces internationaux, ou en tous cas régionaux, et je crois qu'il faut qu'on réfléchisse à cela.

Est-ce qu'on va tolérer plus longtemps ces concentrations urbaines dans des espaces sans âme et sans autre histoire que l'ennui ou la violence au quotidien ? Construire trop vite sur des points d'opportunité foncière, de spéculation immobilière, voire de souci de grandeur de quelques maires, y compris parmi les nôtres ?

On commence à mesurer le coût social de ces entassements inhumains, on va bientôt en mesurer le coût politique. J'aimerais aussi qu'on mesure, pour rester dans l'air du temps, le coût économique de la concentration.

Avec le même argent, ne pourrait-on pas faire plus de logements, plus d'écoles, plus d'universités, plus d'équipements publics, dans un territoire qui est en train de se désertifier ailleurs ? Là aussi il y a une réponse.

Bien sûr qu'il faut la politique de la ville, et que celle qui existe, il faut l'améliorer, l'organiser. Mais de grâce, pour le reste, partons à la reconquête d'un nouveau territoire qui est le nôtre, que des pays étrangers nous envient et que nous, nous ne savons même plus trouver.

Est-ce qu'il n'y a pas là, camarades, une piste dans un projet où on aurait une autre relation avec l'espace, avec la nature et l'écologie, et avec les autres hommes ?

Je pose la question parce que je pense que nous devons agir, alors qu'on a les moyens de communication, de transport, de télécommunication et d'information, pour qu'on puisse avoir une autre gestion d'un espace hexagonal que chacun se plaît à considérer comme n'étant pas le plus laid du monde !

Alors il faut, bien sûr, mieux organiser ce qui existe et mieux redistribuer l'emploi, l'habitat, la formation, la culture, sur un territoire retrouvé dans sa dimension historique, géographique, écologique.

Quel programme, quel projet, camarades, sera crédible, alors que l'homme dans sa cité, dans son village abandonné ou dans son ghetto de banlieue, se sent déjà

Collection Jean Jaurès

déraciné
Retrouvons les racines en même temps que le projet.
Permettez-moi de faire une allusion simplement à l'extérieur. Je souhaite que l'ONU reprenne toute sa place pour organiser l'ordre du monde dans la paix, et je vous demande de réfléchir, devant les crises qui traversent le sud ou qui traversent l'est, à ce que certaines formules qui nous plaisaient bien ne soient lues d'une façon inverse par d'autres peuples, et que certains pensent de l'Oural à l'Atlantique ou de Tamanrasset à Dunkerque. Pensons-y quand nous réfléchissons sur nos territoires, et pour les plus latinistes d'entre vous, rappelez-vous le "limnes" romain.
Parti de la ville, parti du partage et parti de la création, et je finirai sur ce point. Ne laissons pas accréditer, se développer l'idée que seuls le capitalisme et le libéralisme sont créateurs de biens, de richesses, d'entreprises et d'emplois, et que nous, nous avons simplement peut-être une meilleure capacité à redistribuer. Il faut accréditer l'idée que le Parti Socialiste est le Parti de la création..
Nous avons une chance extraordinaire avec le développement de la science et de la technologie qui donne des opportunités de création d'entreprises pour des produits ou des services nouveaux. On va laisser faire cela uniquement par la bourse, ou va-t-on trouver d'autres mécanismes de financement pour aider ceux qui veulent réussir leur propre projet ?
A cet égard, on serait bien inspiré de réfléchir à l'initiative et à la place du secteur public. On serait bien inspiré de réfléchir à la capacité de développement de l'économie, de l'emploi, sur les bases de l'économie sociale, coopérative et mutualiste que depuis 1981, il faut le reconnaître, nous n'avons guère envisagée, bien qu'elle fasse partie de la famille issue du mouvement ouvrier.
Je voudrais ajouter aussi que l'identité que nous recherchons les uns et les autres, elle peut être issue du projet conçu et réalisé ensemble. Quand on a fait quelque chose ensemble, quand on a partagé un grand chantier, eh bien, on a le sentiment d'abord de sa propre réussite personnelle, individuelle, et aussi le sentiment d'avoir contribué à une démarche collective, et c'est pour cela que je crois qu'il faut, dans une démarche pluraliste, et j'accepte qu'elle soit fondée sur une motivation activée par le profit, mais qu'on fasse aussi place à l'esprit d'entreprise qui serait seulement motivé, si j'ose dire, par le projet.
Chers camarades, en 1981 François Mitterrand, Pierre Mauroy, et puis après Laurent Fabius, Michel Rocard, les Socialistes en général, à Paris comme dans la cité, ont remis en mouvement la société française, et c'est vrai que tout le monde ne s'est pas engagé, n'a pas pu s'engager ou n'a pas voulu s'engager dans cette mise en mouvement d'une façon égale, et que certains sont dans le vent du train et d'autres encore sur le quai de la gare.
C'est à nous à faire en sorte qu'avec le Président, le gouvernement, le Parti, nous recherchions le sens nouveau d'un chemin à définir collectivement, dans lequel chacun aura sa place, et pour faire en sorte que nous soyons aussi dans la décennie qui vient, celle qui prépare le 3ème millénaire, le Parti de l'avenir et pas simplement celui d'un héritage dont les livres d'histoire diront parfois mieux que nous tout ce que nous avons fait depuis dix ans.

Collection Jean Jaurès

Quand il reste des pages blanches, je vous souhaite d'avoir assez de conviction, de force et d'unité pour faire que nous y mettions quelques lignes qui fassent rêver les gens, mais qui leur donnent aussi des raisons d'une espérance forte fondée sur la volonté des hommes.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Yannick Bodin, ensuite à Marie-Noëlle Lienemann.
Chers camarades, je suis contraint de demander à celles et ceux qui veulent s'exprimer maintenant de concentrer leur propos. L'heure avance.

## Yannick Bodin

Chers camarades, quelle est la vraie question, tout au moins l'une des vraies questions posées par notre projet ou pour notre projet ?
C'est bien celle-ci : quel sera le visage de notre société demain, en l'an 2000 ? Quel sera le visage de notre pays en l'an 2000 ?
En l'an 2000, nous serons dans ce pays 90% d'entre nous à vivre dans les villes. Quel statut sera alors celui de la campagne ? Parlerons-nous du patrimoine historique que formerait la ruralité ?
Ces questions sont posées aussi, je suis sûr que Georges Garrot est prêt à y répondre.
Pour ma part, réfléchissant à l'avenir, je crois que notre ambition demeure entière, car nous n'avons pas encore répondu à ce véritable pari, ce véritable défi : nous avons encore à inventer la civilisation de l'avenir, et je voudrais évoquer rapidement seulement trois questions qui nous préoccupent.
Je veux revenir tout d'abord sur ces villes d'aujourd'hui. Nous disons que si nous n'y prenons pas garde, nous allons avoir des villes à deux vitesses. J'aurais plutôt tendance à dire que si nous ne prenons pas les moyens, la ville à deux vitesses qui existe déjà verra sa situation s'aggraver. Car, vous le savez, les quartiers résidentiels, cela existe, et les ghettos malheureusement, cela existe aussi. C'est le fruit de ce que nous avons construit il y a une trentaine ou une vingtaine d'années, malheureusement.
Il faut donc rompre avec la tendance actuelle.
Cela veut dire qu'il faut changer la ville, cela veut dire qu'il faut peut-être reconstruire la ville, et cela veut dire que peut-être il faut construire d'autres villes.
Pour cela, je crois qu'il est nécessaire que nous ayons une intervention forte de l'Etat. En effet, comment reconstruire la ville, comment changer la ville sans une politique foncière forte, c'est-à-dire sans une maîtrise des terrains ?
Faire en sorte que les initiatives locales soient encouragées, bien sûr, mais faire en sorte aussi que si sur le plan local il y a défaillance, l'Etat soit présent. C'est une politique de logement hardie, et sur ce plan je suis de ceux qui attendent beaucoup de la loi anti-ghetto. N'employons pas le mot "ghetto" trop souvent quand même... Cela doit devenir une urgence, une de nos préoccupations

Fondation Jean-Jaurès

essentielles.
Cela veut dire une politique de formation égalitaire, et lorsqu'à côté de l'effort réel des régions pour la construction des lycées, je vois que dans le plan d'urgence est dégagée une priorité en faveur des lycées professionnels, je dis que là le gouvernement, l'Etat joue son rôle qui est celui de l'intérêt général, qui est d'aider les plus défavorisés, et nous savons que c'est d'abord dans le lycée professionnel que les besoins sont les plus importants.
Deuxième démarche, deuxième question, cela veut dire que nous devons aujourd'hui nous interroger et faire le bilan de la décentralisation, non pas par inquiétude, mais bien au contraire pour l'approfondir, pour aller plus loin, car je crois que c'est par un véritable partenariat qu'il faut redéfinir avec parfois plus de précision entre l'Etat et les collectivités locales que nous ferons avancer les choses.
Ce qui est dommage en tous cas, dans ce premier bilan, c'est de constater qu'il y a des dérives en matière de décentralisation, et que cette décentralisation a parfois été confisquée par un certain nombre de potentats locaux qui se replient sur leurs forteresses, qui se replient sur leurs égoïsmes locaux.
En fait, la décentralisation, c'est plus de liberté, mais plus de liberté cela exige plus de responsabilités. Et quelles responsabilités ? D'abord celle de la solidarité.
Où est la réponse ? Au niveau des collectivités locales, sans doute dans l'intercommunalité. Et n'ayons pas peur d'insister, de continuer à travailler sur ce projet de l'intercommunalité. Intercommunalité, y compris et peut-être d'abord intercommunalité fiscale. Car, quelle est cette injustice que nous pourrions accepter encore des années qui fait que si tu es riche, tu peux résider dans un quartier bourgeois, dans une ville bourgeoise et tu ne paieras pratiquement pas d'impôts, alors que si tu es pauvres, tu vas aller dans une banlieue triste, une banlieue grise, et on te fera payer de lourds impôts locaux ?
Ce n'est absolument pas admissible, c'est une inégalité qu'il faudra rapidement combattre !
Enfin, troisième et dernier point que j'aborderai : il nous faut - et cela aussi est important pour la ville, c'est important pour le rôle de l'Etat - faire vivre la démocratie.
C'est la relance de la vie associative, sans doute, mais c'est aussi mener une réflexion plus profonde sur les formes de représentation des citoyens. Nous sommes attachés à la démocratie représentative, à la démocratie parlementaire. Mais prenons bien garde, lorsque l'on voit que l'absentéisme, malheureusement, semble augmenter, que les votes marginaux semblent augmenter également, qu'il n'y ait pas un décalage entre nos institutions de représentation démocratique et la réalité du terrain.
Je veux dire par là que les modes de scrutin qui étaient ceux du 19$^{ème}$ siècle ne sont pas nécessairement les mieux adaptés à la France du 21$^{ème}$, et qu'il y a un certain nombre de dossiers sur lesquels nous réfléchissons, mais où il faudra donner des réponses dans le domaine des régions, dans le domaine des départements par exemple, avant la fin de cette décennie.

Fondation Jean Jaurès

Notre devoir, en fait, dans ce projet, est d'être les défenseurs de la démocratie, de la faire avancer, les défenseurs de la justice sociale, de la faire avancer.
Je dirai qu'en fait notre devoir de Socialistes est d'être les promoteurs, mais des promoteurs de la démocratie, des promoteurs de la justice sociale. Cela aussi, c'est un beau projet.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Marie-Noëlle Lienemann.

## Marie-Noëlle Lienemann

Oui, chers camarades, j'ai bien lu le texte de Michel Charzat et je voudrais dire que je pense qu'il était temps ! Il était temps, effectivement, que l'on acte un certain nombre d'évolutions qui avaient eu lieu dans la société, et sans doute aussi dans bien des pensées philosophiques.
Je trouve qu'il était temps parce que nous avions pris du retard. J'ai en mémoire le débat sur le projet Socialiste et je vais donner une anecdote parce que la phrase est révélatrice. J'avais eu l'occasion de dire, à l'époque, à Jean-Pierre Chevènement, et aux camarades du CERES : qu'est-ce que c'est que cette phrase ? Parce qu'il est écrit dans le projet Socialiste : "Le principe d'incertitude d'Eisenberg ne saurait s'appliquer aux sciences sociales."
Nous avions une pensée totalement déterministe alors que depuis Louis de Broglie, ce type de pensée scientifique a fait long feu.
Si je donne cet exemple, ce n'est pas pour me tourner désespérément vers le passé. C'est pour dire que je crains qu'aujourd'hui nous n'ayons pas pris la mesure des évolutions et que, finalement, nous ne fassions qu'acter ce que le commun des mortels a fini par accepter.
Je pense en particulier que la contestation du capitalisme est effectivement à nouveau le centre de nos débats et que le fait que le régime Communiste ait été... je dirai balayé par les peuples, le fait que ce régime ne soit plus le problème ou l'alternative au capitalisme, rouvre de réelles perspectives pour la construction d'une critique du capitalisme et de la réalisation, ou au moins de la présentation, d'une alternative Socialiste dans le monde et dans la société contemporaine.
(Applaudissements)
Je trouve que, de ce point de vue-là, nous n'avons pas encore donné toute la mesure à cette perspective.
Alors, que l'on soit clair : alternative n'est pas projet clé en main ; n'est pas : demain on rêve, et aujourd'hui en gère.
Une alternative, c'est un mélange, un mélange d'utopies : pas "une utopie", d'utopies, et aussi beaucoup de réformes.
Excusez du peu, chers camarades, nous manquons singulièrement des deux en cette période.
Certes, la cotisation sociale généralisée est une avancée. Appelle-t-on cela vraiment une réforme ? Pour ma part, je considère qu'une réforme est beaucoup plus ample, s'attaque beaucoup plus en profondeur aux mécanismes de la société. Et je dois vous dire que je n'ai pas le sentiment que depuis bien

Fondation Jean Jaurès

longtemps nous en ayant réellement engagé.
(Applaudissements)
Alors, ce qu'il nous faut construire, c'est un double projet fondé sur l'utopie et sur la réforme. Et je trouve que la timidité de nos propositions risque d'être bien vite balayée par le mouvement de révolte, parfois violent, mais aussi très souvent sourd, qui est aujourd'hui présent dans la société française ; pas seulement la révolte des quelques marginaux - il y en a beaucoup dans les banlieues - mais une révolte beaucoup plus profonde et beaucoup plus générale dont il nous faut prendre la mesure.
Il ne faut pas croire que, parce que nos concitoyens ne contestent pas le gouvernement et le Président - ce dont nous devons nous réjouir - pour autant ils acceptent l'état des choses. Non, nos concitoyens ne sont pas satisfaits de la société actuelle et cela devrait être une chance pour des Socialistes plutôt qu'une crainte. Ils ne souhaitent pas le maintien de l'ordre établi et il est vrai que si, aujourd'hui, nous pouvons espérer garder leur confiance, c'est essentiellement parce qu'il y a deux réalités qui se mêlent.

- Une absence d'alternative à droite.
- Ce qui est beaucoup plus redoutable : ils se résignent à l'impuissance des politiques qui, finalement, ne sont plus vraiment totalement rendus responsables quand eux-mêmes ont dit qu'ils n'y pouvaient rien. Cela, c'est beaucoup plus grave parce que c'est effectivement le décalage majeur qui va se créer entre les responsables politiques et le peuple. Et c'est à cela qu'un projet doit répondre.

Je voudrais prendre quelques exemples de l'actualité pour éclairer mes propos.
Tout d'abord, le mouvement de la jeunesse. Mais pourquoi des Socialistes seraient angoissés parce que des jeunes viennent revendiquer ? Et, surtout, pire, car, qu'ont-ils dit ? Qu'ils ne souhaitent pas que l'avenir soit le prolongement linéaire d'aujourd'hui.
Mais comment aurions pu nous croire qu'ils allaient être tranquilles, contents, heureux, cette nouvelle génération, qu'on leur présente la société de demain comme la simple extrapolation un petit peu améliorée d'aujourd'hui ? Mais c'est normal et c'est heureux qu'ils aient réagi. Ils n'ont pas simplement demandé des postes pour les lycées. Moi, j'ai reçu les coordinations de lycéens : ils attendent autre chose, ils attendent effectivement de pouvoir être acteurs de leur propre destin, acteurs de notre destinée commune, d'avoir le sentiment que leur intervention individuelle et collective pourra modifier leur propre vie et celle de la planète. Et c'est cette attente à laquelle nous devons répondre.
Certes, le dialogue était, de ce point de vue, déterminant car, au moins, il donnait l'impression - et je crois plus que l'impression, la réalité - que nous étions prêts à les écouter et à reconnaître leur capacité d'être intervenants.
Donc, je crois que derrière ce mouvement de la jeunesse il nous faut bien nous rendre compte que si les casseurs qui cassent d'un côté, ou les jeunes lycéens beaucoup plus "bon chic, bon genre" de l'autre côté, demandent à avoir des postes d'enseignants, de surveillants ou des moyens pour étudier, au fond c'est tout de même la réalité du refus d'une société sans futur qui est exprimée par des

Fondation Jean Jaurès

formes différentes en fonction de leur situation.
(Applaudissements)
Et c'est à cette question-là qu'il nous faut être capables de donner des réponses.
Cela nous amène beaucoup plus fondamentalement au rôle du Parti. Quelle est la fonction d'un parti ? Certes, il sert à éclairer les propositions gouvernementales. Mais, historiquement, et je crois durablement, un parti politique a une fonction de représentation ; de représentation non pas de toute la société, même s'il parle pour toute la société, s'il a un projet pour toute la société ; mais il représente plus particulièrement un certain nombre d'entre eux.
Moi, je considère que la première fonction d'un Parti Socialiste est d'être capable de rassembler sa fonction de représentation d'un certain nombre de couches de salariés bien intégrés, mais aussi d'apparaître comme capable de représenter tous ces exclus, tous ceux et toutes celles que l'on a mis en situation de n'avoir d'autre forme d'expression que celle de casser des vitrines ou des carreaux.
Certes, la violence est contestable. Mais un Parti Socialiste doit préparer la capacité d'être un lieu d'accueil pour ces franges marginalisées de la population.
Rappelez-vous le temps où l'on disait que les ouvriers étaient des casseurs et des délinquants. Aujourd'hui, je retrouve les mêmes formules sur ces jeunes de banlieue. Et rappelons-nous que c'est bien le Parti Socialiste qui a permis à la classe ouvrière de sortir de cette espèce de marginalisation sociale et culturelle dans laquelle on voulait l'enfermer. Nous avons la même mission aujourd'hui pour toute une série de couches de population qui sont en désespérance.
(Applaudissements)
Cela m'amène à vous parler de la question des banlieues. Bien sûr, on ne pourra pas être long et, forcément, je serai un peu caricaturale. Mais je voudrais tout de même vous dire, camarades : ne nous payons pas de mots !... Ne nous payons pas de mots ! J'aime bien, Claire, quand tu dis : "une politique de la ville et des banlieues sans commune mesure, que l'on n'a jamais vue".
Mais où l'avez-vous vue ? Personnellement, je suis élue d'une ville de 30 000 habitants dans la grande couronne. Il y a un développement social des quartiers depuis 18 mois que je suis élue. Je fais le point sur les 5 ans à venir des moyens qui pourraient être dégagés.
Permettez-moi de vous dire - et je ne crois pas m'être mal défendue dans mon dossier auprès de la DIVE, qui était certainement un partenaire intéressant - que, s'agissant des moyens, aucun îlotier, sur l'Essonne, je crois qu'il y en a quatre ; un million d'habitants, la grande couronne, la région parisienne, un des lieux où les problèmes de délinquance sont les plus forts ; donc, zone d'éducation prioritaire dans nos départements et dans ma commune. Nous avons été déclarés zone d'éducation prioritaire dans nos départements et dans ma commune. Nous avons été déclarés zone d'éducation prioritaire non sans mal avec parfois 40 à 50% d'immigrés dans les classes et, zone d'éducation prioritaire : aucun poste supplémentaire.
Il faut que vous fassiez des projets ; ah non, réduire le nombre d'élèves par classe, c'est trop quantitatif. Pendant ce temps-là, aucun moyen n'a été dégagé

sur le terrain sur ces deux sujets.
Alors, l'Etat puissant, oui ! Mais l'Etat efficace, l'Etat présent. De ce point de vue-là, permettez-moi de vous dire que des crédits d'études à la DIVE, il y en a. Mais des crédits d'exécution, pour agir, pour modifier des choses, ceux-là ne suivent pas. Alors, ne nous payons pas de mots et cela nous amène à une question beaucoup plus fondamentale qui est celle de l'impuissance du politique dont je parlais tout à l'heure.
Entre nous soit dit, quel est le Socialiste qui n'avait pas remarqué que les lycées manquaient de moyens ? Je me rappelle le débat à l'Assemblée Nationale sur le budget de l'Education nationale. J'avais fait remarquer à Lionel Jospin, ce que j'ai d'ailleurs fait remarquer pendant le Congrès, que le pourcentage des dépenses de l'Education nationale rapporté au produit intérieur brut avait baissé depuis 1981 et que, de ce point de vue, on pouvait toujours dire qu'on n'avait jamais fait aussi incomparable. Cette triste réalité chiffrée était tout de même un peu alarmante.
Personnellement, je n'en ai rien à faire que ce soit un gouvernement Rocard, etc. pour moi le problème est le même. La situation objective était la même, les moyens pour l'éducation étaient insuffisants.
Alors, le groupe Socialiste demande des moyens renforcés : irresponsables, mauvais gestionnaires, vous n'avez rien compris : le déficit de la balance commerciale, l'équilibre du budget, le déficit public, etc. ! Toujours de très bonnes raisons.
Et puis, les lycéens manifestent - ce que je ne leur reproche pas. Ils manifestent et ils obtiennent 4 milliards. Voilà, trouvés, terminé !
Alors, vous vous étonnez après que les citoyens considèrent que leurs députés ne servent à rien. Mais je me mets à leur place, effectivement.
(Applaudissements)
Et parfois, j'ai cette boutade un peu amère : ne vaut-il pas mieux être un député non-inscrit ou à la tête d'une manifestation pour faire avancer les idées auquel on tient ?
(Applaudissements)
Aujourd'hui, je crois que l'une des questions les plus importantes qui nous est posée est celle de nos institutions. Car, si nous ne sommes pas capables de rendre au Parlement une vraie fonction d'initiative, une vraie fonction de contrôle, une vraie fonction de médiation entre l'exécutif et le peuple, effectivement la politique se portera mal car aucun système ne peut jamais parier uniquement ni sur l'homme providentiel, ni sur la technocratie organisée pour gérer la société.
Or, ces deux dérives sont potentiellement incluses dans les institutions de la 5ème République. Le président François Mitterrand a été l'un des premiers à le dire. Et de ce point de vue, je considère qu'il est essentiel que notre projet s'attaque à la question des institutions. Je crois que la 6ème République doit être une perspective.
(Applaudissements)
Chers camarades, j'en arrive à la question du mode de développement et, là

aussi, je dis : timidité et audace. Ah, l'écologie, que nous l'aimons ! Que nous sommes prêts à mettre des arbres et des oiseaux dans nos vieux discours, ce n'est pas difficile, mais quand il y a des choix vrais, effectifs, de rupture avec le productivisme, sommes-nous au rendez-vous ? Non.
Je donnerai un exemple qui est, je crois, révélateur : la question de l'énergie nucléaire. Nous sommes 60 parlementaires à avoir écrit depuis un mois et demi, deux mois, je crois presque trois, à Pierre Mauroy pour lui demander d'organiser une convention exceptionnelle du Parti sur un thème qui est celui de : quelle politique avoir dans le domaine de l'énergie nucléaire ? Nous n'avons toujours pas de réponse. Est-ce que cette convention va être organisée ? Est-ce qu'elle va être noyée dans le projet ? Et si c'est cela, ne plaisantons pas, un tel dossier ne peut pas être traité superficiellement.
Si nous n'avons pas de réponse positive pour organiser un débat sur ce point, nous appellerons les militants à utiliser la procédure de référendum d'initiative militante, car la question du nucléaire est importante, les lobbies industriels puissants ont court-circuité le politique, bien content de l'être pour mettre en place une industrie qui pose de graves problèmes en termes de sécurité.
Nous avons encore aujourd'hui notre puissant CEA, reconnu dans le monde, qui envoie ses eaux usées au milieu d'une décharge et comme ces eaux sont radioactives... on était les rois des rois de la sécurité nucléaire, les rapports de Lavéry disent qu'il y a des pourcentages non négligeables d'avoir de graves problèmes dans nos centrales, la proposition de loi du groupe Socialiste reste sans réponse sur la création d'une haute autorité du nucléaire, il y a une bataille permanente sur la question de : quel va être le ministre compétent, attention que surtout Brice Lalonde, ministre de l'Environnement, n'a pas trop à mettre ses mains sur un sujet aussi fondamental pour l'indépendance de la France.
Et sur tous ces problèmes, ou nous continuons d'exporter avec des pertes financières, on va créer des centrales sans que la moindre sanction politique, ni celle de l'Assemblée, ni celle du Parti, de ce point de vue, ait pu s'exprimer.
De la même manière, quand on a fait TDF, 1 et 2, c'était la gloriole, les Français sont les meilleurs et nous avons un déficit considérable. Nous sommes les seuls à faire des filières qui nous amèneront à des problèmes de sécurité et à des problèmes financiers sans commune mesure. Regardez le déficit de TDGF aujourd'hui !
Alors, ces débats là, on est écologistes, mais ce sujet est trop délicat pour être mis dans les mains des militants. Or, le temps de ces débats essentiels est venu.
Je voudrais alerter nos collègues, je terminerai par là…

Le président - Il va falloir arriver à la conclusion.

Marie-Noëlle Lienemann - ... une fois de plus les Socialistes français n'ont pas voté aux assises européennes les propositions des autres Socialistes européens qui visent à progresser vers une union plus fédérale de l'Europe. Une fois de plus, il faudra que le président Mitterrand rectifie le tir, comme il l'a fait lors du rapport Spinelli où nos collègues, toujours prompts à être plus doués que les

autres Socialistes européens, ont trouvé que là telle petite phrase était ambiguë, etc. alors que ce qui était essentiel, c'était la pulsion politique. Il a fallu que le Président monte à la tribune de Strasbourg pour rappeler que son orientation était celle d'une Europe fédérale.
Nous ne voulons jamais aller au fond de ces débats sur l'institution européenne, cherchant toujours des phrases scabreuses, qui permettent toutes les timidités au moment où il faut voter, avec une incompréhension complète des autres Socialistes européens.
De ce point de vue, je terminerai par cette phrase qui est de dire : j'aurais préféré qu'on ait beaucoup plus de Socialistes européens plutôt que Jean d'Ormesson ou Pierre Boulez, nous aurions plus d'idées neuves à prendre en compte…
(Applaudissements)
Chers camarades, notre projet ne sera crédible que si ici et maintenant les conditions d'un nouveau souffle sont définies, précisées et surtout mises en œuvre.
(Vifs applaudissements)

Le président - Encore une fois, mes chers camarades, essayez de raccourcir votre propos.
La parole est à Vincent Assante.

## Vincent Assante

Je serai bref. Nous avons dans notre pays 530 000 personnes handicapées. Ajoutez à ce chiffre les parents d'enfants, les proches et vous aurez, je crois, conscience de l'importance de la sphère sociale qui attend des réponses de notre part, qui nous observe.
Je serai bref, parce qu'il faudrait des journées d'études pour que notre Parti ait une vision plus claire, plus conforme à son éthique, à ses valeurs et soit plus en harmonie avec les aspirations des personnes handicapées, afin qu'on ne voit pas fleurir dans un certain nombre de commentaires, comme ce fut le cas lors de la nouvelle étape sociale, la phrase suivante, je cite : l'insuffisance de places dans les structures de travail protégé interdit d'accorder une insertion professionnelle à un nombre trop important de handicapés, car là nous jugeons l'intégration professionnelle à l'aune des places de travail protégé et non pas à l'aune des places dans le milieu ordinaire de travail et quand on connaît l'aspiration première des personnes handicapées de s'insérer dans la société, avec toutes les difficultés que cela suppose, je crois qu'il nous faudra très largement discuter de ces questions dans notre Parti.
Je serai bref également, parce que je termine un rapport qui, j'espère, sera largement diffusé dans le Parti et même discuté par nos instances nationales, et je dirai avec humour, pour faire mentir un de mes camarades qui me regarde quelquefois avec condescendance, parce que j'ai la prétention que le Parti Socialiste ait une vision plus conforme à ses valeurs et que ce domaine des personnes handicapées ne soit plus considéré comme un problème marginal ou spécial pour lequel il faudrait un peu de social, beaucoup de cœur, mais surtout

Fondation Jean-Jaurès

pas de politique. Eh bien, si justement, de la politique, parlons en, parce que dans les mois qui ont précédé l'élection présidentielle de François Mitterrand, les personnes handicapées ont souhaité et attendu participer à la victoire de la Gauche, dans toute la mesure de leur possible.
En 1987, alors que Séguin, triomphant, présentait son plan de rationalisation de la sécurité sociale, 55 000 signatures, en quelques semaines, chez les personnes handicapées, ont refusé le plan de rationalisation. Là encore, combat affirmé.
En 1988, à nouveau, mobilisation chez les personnes handicapées pour que ne revienne pas l'avant 1981, et nous avons vu aussi la victoire de François Mitterrand. Les personnes handicapées étaient, bien entendu, une des composantes de cette victoire, pas elle toute seule, bien entendu.
Alors, neuf ans après, quel bilan ?
Très rapidement, bien sûr : de 1981 à 1986, les premières mesures ont été prises en matière notamment, d'intégration scolaire. Malheureusement les chiffres sont là, on n'a pas avancé, on a même régressé. Au niveau professionnel des mesures ont été prises qui allaient dans le bon sens et je salue l'initiative des PTT en 1988 pour une embauche contractuelle des handicapés, initiative qui a été poursuivie en 1989. Enfin, un certain nombre de réformes administratives, parce qu'elles étaient trop timorées, parce qu'elles ne posaient pas le problème au fond ont échoué, je pense à la réforme des COTOREP.
Non, l'histoire n'a pas été récompensée à la mesure de l'attente, il faut le dire. L'allocation handicapés adultes, 55,22% en 1981, avait été portée à 62,93 en 1982 mais aujourd'hui nous en sommes à nouveau à 55, 45% du SMIC.
Je crois qu'au moment où nous attaquons le budget, ces éléments peuvent nous faire réfléchir, camarades.
En 1988, il y a eu la création du secrétariat d'Etat aux handicapés accidentés de la vie, confirmant la volonté du Premier Ministre de répondre aux personnes handicapées. Cette création du secrétariat d'Etat est une bonne chose, même si l'on peut regretter, c'est mon avis personnel, qu'il ne fut pas rattaché au Premier Ministre pour avoir une action plus importante, comment dirai-je, transversale pour que les différents ministères prennent les problèmes des personnes handicapées qui relèvent comme personnes à part entière de leurs prérogatives, soient pris plus au fond.
Mais c'est quand même un progrès qu'une personne handicapée ait été nommée secrétaire d'Etat. C'est excellent que cette personne ne soit pas inféodée aux grandes associations, c'est une excellente chose, mais une politique médiatique ne suffit pas à faire une politique globale.
Est-ce à dire qu'il n'y a rien eu depuis 1981 ? Non, pas sûrement, parce qu'au niveau des transports, il faut saluer l'effort fait. Un plan permettra de donner ses effets pleins dans trois ou quatre ans, il a été bien accueilli.
Les mesures concernant le logement, d'après ce que j'ai appris ces jours derniers, sont globalement satisfaisantes.
Intégration scolaire, je crois qu'on a pris le bon départ, mais il faudra être vigilants et poursuivre avec des mesures plus audacieuses, car on sait que le mort saisit le vif et que le poids du conservatisme est lourd dans ce domaine.

Diverses mesures annexes que je ne développerai pas, pourtant c'est là le plus important, camarades, car un malaise est né et persiste dans le milieu des personnes handicapées. Pourquoi ? Parce que la politique que nous menons apparaît parfois incohérente et on me le rapporte souvent. Nous vivons toujours sous le régime de la loi de 1975 dite en faveur des personnes handicapées.
Je voudrais dire à ce propos contrairement à ce que j'entends ici et là, que les Socialistes en 1975, et c'est heureux, ne l'ont pas voté, parce qu'on n'a pas fini de mesurer les résultats catastrophiques et désastreux en matière d'échec concernant l'intégration dans la société et en particulier l'intégration professionnelle.
Nous avions 500 CAT en 1981… en 1975, pardon... en 1981, il y avait plus de 1000 CAT, 1 à 2% seulement des personnes handicapées peuvent s'intégrer en milieu ordinaire. Et pourtant, on attendait 14 500 places et c'est cela qui n'est pas compris par les handicapés.
C'est vrai que l'amendement Créton qui a permis que les enfants de 20 ans ne soient pas envoyés à l'hospice à la sortie des IME est une bonne chose car de la même façon, il y avait pour les enfants qui arrivent à l'âge de 3 ou 4 ans, de places en IME, que donc comme réponse, on créait les CAT, on peut le comprendre, mes camarades, si ces mesures ne sont pas prises dans une politique globale d'intégration, professionnelle, et malheureusement ce n'est pas le cas, je l'ai démontré, nous aurons un gros retour de bâton, d'intégration sociale.
Les allocations à un niveau décent, il faut les porter dit-on à un niveau décent, j'insiste sur le terme car il marque la frontière entre la charité et l'assistance d'une part, qui existait avant 1981 et la dignité et la citoyenneté qui font partie de nos objectifs.
L'emploi est bien sûr le vecteur essentiel de l'intégration. La loi de 1975, je ne rentre pas dans le détail de ces insuffisances, nous impose de parvenir en 1991 à 5% de personnes handicapées intégrées dans les entreprises. A l'heure actuelle, seules quelques entreprises versent une contribution. Est-ce à dire que les autres le refusent ? Ce n'est pas si simple qu'on le croit. C'est une course contre la montre qui est engagée; Nous ne gagnerons pas, nous ne parviendrons pas à tenir ces objectifs et manifestement en 1991, nous ne parviendrons pas aux 5% si nous n'engageons pas une réforme des COTOREP.
Le rapport de la Cour des comptes et d'autres ont démontré les dysfonctionnements mais au-delà des dysfonctionnements auxquels il faut apporter des solutions, c'est toute la philosophie de ces Commissions qu'il faut revoir parce que la loi de 1975 s'attachait aux incapacités des personnes handicapées et non aux potentialités de ces personnes. Comment voulez-vous insérer quelqu'un dès lors que vous avez une mécanisation à outrance, que vous voulez mettre en place et que vous empêchez les potentialités de s'exprimer.
Poser la question c'est y répondre.
Il nous faudra également aller vers une réforme de fond du travail protégé dont la vocation initiale était de permettre l'insertion par une adaptation au travail.
La crise a bon dos… Quand on sait qu'une classe de CAT coûte 110 000 F par

an et par place tandis que l'AH ne coûte que 36 000 F par an par personne, il y a là une anomalie, camarades.
Enfin, le troisième point, c'est bien évidemment d'engager une réflexion sur l'innovation dans le domaine en question. L'équipe de suivi mise en place en 75 parce qu'elle découle de cette philosophie, n'est pas adaptée. Je vous invite vraiment à vous reporter au rapport diffusé dans quelques jours.
Je ne donne pas de réponse achevée à tout. On ne peut pas régler l'ensemble des problèmes. J'essaie d'apporter un éclairage nouveau, des réponses essentielles.
Dernier point : comment est perçu le Parti Socialiste ? C'est important. Voyez-vous, il n'est pas facile dans ce milieu, je ne suis ni élu, ni parlementaire, d'arriver dans un colloque et de dire : je suis délégué national du Parti Socialiste, surtout dans un milieu qui souhaite ne pas être récupéré politiquement, mais quand les personnes commencent à me connaître, voient le badge "délégué national du PS", alors, là, c'est extraordinaire, les gens viennent à moi, me demandent ce que nous pensons sur telle ou telle mesure, comment allons-nous rompre avec la politique ancienne, quelles réponses le PS a sur les 14 100 places, sur l'insertion sociale, sur les problèmes de citoyenneté.
On attend des réponses de nous, je le savais quand je me suis porté candidat, mais j'avais du mal à imaginer le petit succès que je rencontre lorsque je dis que je représente le PS sur ces questions. Cela veut dire qu'il y a une attente et j'invite les élus, les parlementaires, à se poser des questions dans les départements, à mettre en place au niveau des élus des Commissions extra-municipales, pour écouter les personnes handicapées.
Dans nos fédérations - je viens de faire le tour de cinq fédérations - nous avons eu des débats très riches, parfois publics, où tous les problèmes ont été posés. Je voudrais saluer l'initiative de notre camarade du Gard, tétraplégique, membre de la Commission, qui fait appel à toutes les associations, en invitant toutes les personnes politiques à venir s'expliquer pour dire quel est leur programme.
Je pense que les Socialistes auront à cœur d'être les meilleurs, parce qu'eux seuls peuvent dégager une véritable politique nouvelle qui permette l'intégration. Pratiquement pour terminer, je dirai qu'entre le secours que la société apporte à l'un des siens pour lui permettre de survivre comme ce fut le cas en 1981, et un droit social pour lui permettre de s'intégrer, je dirai qu'il y a l'abîme qui sépare l'individualisme libéral bourgeois de l'idéal humaniste et Socialiste. Gambetta disait : la démocratie, ce n'est pas de reconnaître des égaux, c'est d'en faire. Alors, agissons, camarades, agissons vite. Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Georges Garrot a la parole. Je demande aux orateurs d'être très brefs.

## Georges Garrot

Chers camarades, je vais essayer d'être bref. Plusieurs orateurs avant moi ont parlé de civilisation de la ville, et en écho, derrière Jean Auroux, je voudrais

rappeler que la France, c'est un territoire, ce sont des villes, mais aussi des campagnes, et nous avons vu cet été, vous le savez comme moi, 150 000 agriculteurs et ruraux devant les préfectures de nos départements.
Ces agriculteurs et ces ruraux dénonçaient des situations économiques difficiles, voire sans issues, mais ils exprimaient aussi le désarroi d'une population devant les menaces de la désertification, de la dévitalisation du monde rural. Elles exprimaient, ces manifestations, une perte de repères, une crise d'identité, non seulement d'une catégorie socioprofessionnelle, mais de tout un espace de cet espace rural où l'activité économique, trop souvent insuffisante, n'est plus seulement à confondre avec l'activité agricole. Un tiers de la population rurale est ouvrière. Cet espace rural est contrasté, où se rencontrent un fort taux de croissance démographique, une forte population âgée d'un côté, et de l'autre, un mouvement de départ important.
Sans tomber dans la simplification extrême et facile, la question est de savoir si le mal vivre des villes, la précarité dans les banlieues, l'insécurité qui se développe, ne sont pas, en définitive, le corollaire des problèmes des zones rurales ou le dépeuplement de l'un nourrit la sur-concentration de population de l'autre.
N'est-ce pas là, mes camarades, les lacunes, les carences de l'aménagement du territoire qui sont alors en cause... (applaudissements)... au travers d'une mauvaise répartition du développement économique et social ? N'est-ce pas là, mes camarades, aussi des crises d'identité profonde pour différents types de population ?
Les sociologues nous apprennent que les groupes sociaux se portent bien quand ils ont une identité, des projets, un mode de vie acceptable. De ce point de vue, et un peu pour répondre à Yannick Bodin, il ne s'agit pas d'opposer le monde de la ville à celui des campagnes, ni de le comparer, mais il s'agit d'ouvrir des droits de réponse à des attentes fortes, qui s'expriment vigoureusement autant ici que là, et qui concernent la possibilité de se former, la possibilité d'avoir un travail reconnu assurant la vie de la famille, la possibilité de se soigner, de circuler, la possibilité d'avoir un accès à une qualité de vie et d'environnement.
Partant de là, il est vrai qu'autant à la campagne qu'à la ville, il y a souvent un problème d'identité à recomposer, un enracinement à recréer, le développement économique à promouvoir, la vie collective à organiser.
S'agissant des agriculteurs, vous le savez comme moi, leur identité n'est plus seulement celle de producteurs alimentaires. Elle se redéfinit autour de l'entreprise de biens et de services marchands ou d'utilité collective sur le long terme, induisant par là des formes de rémunération qu'il faudra savoir définir.
Les projets sont à la fois professionnels, mais aussi collectifs et, partant de là, l'agriculture doit se traduire dans une variété très grande de types d'exploitations différents.
En tout état de cause, le projet des Socialistes pour l'agriculture ne peut être de soutenir une agriculture duale dont les uns auraient vocation à affronter la concurrence internationale, et les autres, celle d'entretenir la nature.
S'agissant de la ruralité, il y a lieu de considérer non pas la France rurale, mais

les France rurales, insérées dans des espaces démographiques et économiques divers, zones de dépression, zones en forte croissance, zones à dominante touristique, etc. et de les traiter pour ce qu'elles sont.
Par comparaison avec les pays du nord de la CEE, la France dispose, c'est vrai, d'un vaste territoire. Elle doit s'en servir au titre d'un atout exceptionnel, elle doit l'occuper, le faire vivre au bénéfice de la société tout entière.
Mais vouloir redonner une identité, projet et vie aux zones rurales diversifiées, requiert naturellement de mettre un accent prioritaire sur l'aménagement du territoire. Sur ce domaine, en particulier, je crois que la notion de plan, de planification, pour nous, Socialistes, doit retrouver toute sa noblesse aujourd'hui.
Faire vivre notre territoire conduit évidemment à s'appuyer sur les régions, à considérer comme nécessaire l'amplification de leur rôle, en relations contractuelles naturellement avec l'Etat et la Communauté européenne.
Servir notre territoire, c'est avant tout partir des pôles urbains régionaux, des métropoles régionales des autres grandes villes, pour favoriser par cercles concentriques la déconcentration des activités pour atteindre les plus petites collectivités, c'est-à-dire les petites communes rurales.
C'est donc, en définitive, passer d'une logique de développement régional concentré autour d'un pôle urbain, à une logique de déconcentration vers les zones rurales. Dans ce processus, la communauté de communes doit être le moyen de développer des synergies non pas intra-rurales, mais entre zones rurales et zones urbaines, ce qui implique, compte tenu de la situation présente, que nous sachions développer un vaste réseau de villes moyennes à l'intérieur de nos grandes régions.
Pousser à la création de villes moyennes dans nos grandes régions devrait aller de pair avec l'encouragement à l'implantation de PME, de PMI, en province, avec la prise en compte de la priorité à la formation.
En conclusion, puisqu'il faut faire bref, je dirai que fixer les populations dans les différentes régions en leur offrant du travail, de la formation, un tissu social vivant, voilà ce qui pourrait donner une issue à la crise que connaissent beaucoup de régions, à la crise que connaissent les agriculteurs et les ruraux, mais aussi ouvrir des perspectives, des solutions, aux problèmes de l'hyper concentration de la population dans la région parisienne.
Il me paraît indispensable que nous sachions investir notre énergie pour réaliser des projets de cette ampleur, mais je ne rêve pas, je sais que, dans beaucoup de Conseils régionaux ou de Conseils généraux, on en est encore à la "guéguerre", pour se partager le "fric" entre grandes villes ou entre cantons. Il y a donc dans nos rangs également des mutations à réussir, je crois que cela aussi doit faire partie de nos préoccupations et de notre projet Socialiste.
(Applaudissements)

Le président - Pascale Le Néouannic, puis Yannick Vaugrenard. Le débat sera ensuite terminé.

## Pascale Le Néouannic

Chers camarades, puisque j'interviens au nom de la nouvelle école Socialiste, autant préciser tout de suite un point de méthode. Je ne crois pas, nous ne croyons pas qu'il puisse se créer un projet qui jaillisse à froid d'une assemblée de mêmes cervelles.

Il n'est de bon projet que porté par un mouvement de la société, et pour un objectif précis de transformation.

Un bon projet annonce un bon programme. Un bon programme est servi par une bonne stratégie d'alliance.

C'est la méthode que nous avions choisie au lendemain du Congrès d'Epinay, avec le projet "changer la vie". C'est la méthode, encore une fois, que nous avions choisie en 1979 avec le projet qui a suivi le Congrès de Metz.

Il ne reste rien de cette méthode aujourd'hui. Au moment où nos idées s'envolent vers l'an 2000, vous n'empêcherez personne de penser qu'elles seraient mieux employées pour préparer celles de 93. Pour être encore plus francs, disons plus crédibles, si nous annoncions avec clarté ce que nous allons faire demain matin et que nous soyons capables après de le faire vraiment.

Quand on est au pouvoir depuis dix ans, et qu'on a en plus des idées pour comprendre le monde et le changer, il n'y a que des affaires, quand les petites phrases se substituent à la confrontation des projets, quand la vie politique se réduit en hausse, en baisse de quelques journaux, rien d'étonnant à ce que les abstentionnistes deviennent le Parti majoritaire.

Donc, le débat s'engage. Chacun va enfin pouvoir dire exactement ce qu'il pense de la période qui vient de se dérouler et des perspectives pour la Gauche.

Nous en sommes à discuter du processus d'élaboration du projet, il me semble dangereux d'avoir délibérément choisi de faire l'impasse sur notre bilan.

Qu'avons-nous appris de l'exercice du pouvoir ?

Qu'il y a pourtant un doute profond dans le pays sur la capacité du Parti Socialiste à demeurer une force de transformation sociale. La seule explication que nous avons à fournir, est de dire que le monde bouge, comme il va continuer de bouger, le doute ne sera pas levé.

Faire le bilan, ce n'est pas ressasser le décompte des nationalisations... savoir si on a fait trop ou pas assez d'Europe... la sortie ou la non-sortie du RSE... faire le bilan, c'est revenir sur la méthode et la méthode, pour nos projets, pour celle que nous allons choisir, fait que j'ai quelques doutes... j'ai quelques doutes car la méthode de consultation des experts, de ceux qui savent à la place de ceux qui vivent, participent toujours de la même incompréhension.

L'idée de changement se fait par en haut, en prenant les rênes de l'Etat. C'est toujours vouloir faire le bonheur des gens à leur place, savoir mieux qu'eux ce qui est bon pour eux.

Notre principal problème au cours de ces dernières années, celui qui détermine tous les autres, c'est notre relation avec le mouvement social, tantôt instrumentalisé, tantôt dénoncé, infantilisé. Les mouvements sociaux ne sont jamais pris pour ce qu'ils sont.

Ils sont des modes d'expression démocratiques, des aspirations des gens.

Epargnons-nous d'abord les faux débats sous forme de caricatures. Personne n'a jamais dit, écrit, ou pensé que la société mobilisée, c'était l'émeute permanente, le pouvoir dans la rue, les squats dans les ministères.
La méthode de la société mobilisée, c'est d'abord l'acceptation des formes d'organisation que choisissent les gens, et leur reconnaissance pour le motif que ce sont les bonnes parce que ce sont les leurs. Parce que ceux qui fondent le Socialisme, c'est l'action collective. Il n'y a pas de principe... immuable de ces formes d'organisations et d'accords collectifs.
C'est ensuite la conscience, la volonté de changement qui s'exprime, qui ne se fait pas contre nous, mais au contraire le nécessaire contrepoids pour élargir nos marges et nos manœuvres.
Puisque nous avons choisi de transformer la société par la voie démocratique, nous avançons par le compromis et par des compromis successifs, et sans mobilisation sociale, ces compromis ne seront vécus que comme des renoncements et des démissions.
Deuxième élément du bilan, et qui découle du premier, l'Etat.
Faute d'avoir changé la vie, par son seul pouvoir, il est devenu un Etat dépourvu d'idéologie, sans principe d'action. Il gère sans autre ambition que de continuer à gérer. Il gère des personnels démotivés qui ne savent plus quelle est leur mission.
Le service public, l'intérêt général se sont perdus dans le maquis de la décentralisation et de ses féodalités. La technocratie a enfin trouvé, grâce à ce moyen, dans l'idéologie du consensus, la certitude de sa pérennité.
Privé de volonté, l'Etat n'est plus cet instrument d'intervention public qui permet de corriger les distorsions de l'économie de marché. L'intérêt individuel prime sur l'intérêt général que plus rien n'incarne.
Enfin dernier élément, sur la méthode, pour l'élaboration de ce projet, la question des alliances.
Nous avions ouvert le débat à Rennes, quand nous parlions des alliances et du front rose, rouge, vert. Le contenu d'un projet n'est pas indépendant des forces sociales et politiques qui portent : "dis-moi qui tu fréquentes, et je te dirai qui tu es".
(Protestations et applaudissements)
Rassembler les forces de progrès, voilà l'enjeu mais doit-on se satisfaire de quelques centristes en mal de portefeuille ? Non.
Je crois que le travail qu'a effectué la Commission des résolutions hier soir prend en compte ces réalités, pas telle que nous voudrions qu'elles soient, mais telles qu'elles sont. Et quand je cite "le Comité directeur définira les modalités de nos relations avec les mouvements écologistes", oui je pense qu'enfin le débat va pouvoir être enfin posé.
(Applaudissements)
Il y a trois thèmes que j'ai déjà abordés… et j'ajouterai deux autres pistes de réflexions.
Arrêtons de crier aux loups, d'invoquer le texte de la société duale. Nous y sommes. La question économique et sociale demain, ce n'est rien moins que le

Fondation Jean-Jaurès

plein emploi. C'est le problème posé derrière tous les autres. C'est, nous aurons l'occasion d'en reparler, la limite à toute politique de la ville. On peut réparer tous les ascenseurs, tant que ceux qui cassent ces ascenseurs n'auront rien d'autre à faire que de traîner dans les cages d'escalier... eh bien, les ascenseurs seront toujours en panne.
D'autre part, les institutions de la 5ème République, et là je rejoins ce qu'a dit Marie-Noëlle Lienemann, elles sont à bout de souffle... De non-démocratiques, elles sont en train de devenir dangereuses pour la démocratie.
Il n'y aura pas, il n'y a jamais eu dans la Constitution de 1958, de places pour le parlementarisme. La démocratie française a besoin d'oxygène. C'est pour cette raison que nous avons besoin de nouvelles institutions et que nous les trouverons grâce à la 6ème République. C'est dans notre projet que ces bases peuvent être posées.
La société démobilisée, l'alliance des forces de transformation sociale, l'Etat volontaire, et la réforme institutionnelle, voilà la méthode d'élaboration du projet que proposera la nouvelle école Socialiste. Cela, non pas sous forme de phrases assassines, mais sous forme de contribution écrite.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Yannick Vaugrenard.

## Yannick Vaugrenard

Je voudrais intervenir en tant que responsable fédéral de la Loire-Atlantique non pas par nombrilisme, mais parce que je pense que les militants de ce département recouvrent très souvent ce que pensent l'ensemble des militants dans notre Parti notamment suite au Congrès de Rennes, et à l'épisode qui a été vécu de façon douloureuse, me semble-t-il la désignation du président de notre groupe Socialiste à l'Assemblée Nationale.
Quelques mois et moins d'un an après le Congrès de Rennes, il faut admettre entre nous que cela a fait un peu désordre. De la même façon ici ou là, les petites phrases, les propos tenus, voire les engagements également tenus au moment du mouvement lycéen, ont jeté le trouble parmi les militants.
Effectivement, chers camarades, plutôt que les petites phrases qui divisent, préférons entre nous les grands chantiers qui rassemblent et je pense que le projet Socialiste doit faire partie de ces grands chantiers qui doivent tous nous rassembler. Pour autant, le peuple de gauche, ce que l'on appelle communément le monde du travail, notre électorat traditionnel a perdu confiance, on le ressent tous, c'est un constat.
Comment allons-nous faire, dans le cadre de ce projet, en allant à leur rencontre ? Certes, en allant à la rencontre des militants qui ne sont pas forcément Socialistes mais pour autant les interrogations qui demeurent, et qui nous seront posées, c'est de savoir, vous, les Socialistes, allez-vous appliquer non pas le programme mais le projet que vous vous donnez ? Allez-vous tenir vos promesses ?
Il me semble que parallèlement à cette démarche offensive, intéressante pour la

Fondation Jean Jaurès

discussion de notre projet pour l'an 2000, il est indispensable d'asseoir notre crédibilité et de mener une action parallèle sur différents domaines.
J'ai été frappé de constater la semaine dernière, que le nombre d'accidentés du travail avait cru de 6%, et trois points de plus par rapport à l'année précédente.
C'est une constatation qui doit nous interroger sur l'attitude du patronat en général, vis-à-vis de ses salariés qui sont des salariés d'entreprises intérimaires, qui sont des travailleurs précaires et parmi eux, une grande majorité de jeunes.
Est-ce qu'il ne serait pas possible, tout simplement, d'intervenir, nous, les Socialistes, pour faire appliquer la légalité ? Est-ce qu'il ne serait pas possible dans ce cadre-là - il ne nous semble pas que ce ne soit pas financièrement insurmontable - d'envisager la création de postes d'inspecteurs du travail en nombre supplémentaire ?
Il me semble que sur ce thème de la sécurité dans les entreprises, vis-à-vis de ceux qui sont les plus démunis, les moins protégés et par conséquent, les moins syndiqués, nous devrions avoir une action offensive pour redonner à ce monde du travail, à ce peuple de gauche en désespérance, qui va vers l'abstention et même parfois vers l'extrême droite.
Ensuite, deuxième point : le mouvement lycéen.
Nous avons, comme objectif, 80% d'une classe d'âge au niveau du bac à l'an 2000. Il y a aujourd'hui, nous le savons tous, c'est 20, c'est 30, c'est 40% suivant les régions où l'on se trouve, de jeunes qui n'ont pas de perspectives d'avenir ou trop peu, qui sont en cycle court, et qui notamment sont en cycle de préparation d'un enseignement technique.
Là, il me semble que parmi probablement les casseurs, au-delà du cri de détresse qu'ils exprimaient, que nous devons tous entendre et écouter, il y avait ceux probablement qui criaient aussi parce que les moyens de l'éducation qui leur étaient donnés, étaient pas trop insuffisants.
Là il me semble que l'enseignement technique doit être revalorisé... et non pas dévalorisé. Il l'est également non seulement sur le plan financier, mais également dans les esprits.
Est-ce qu'il ne serait pas temps de remettre en chantier cette taxe d'apprentissage qui est donnée au coup par coup, plutôt au secteur privé qu'au secteur public ?
(Applaudissements)
Je crois que c'est une réforme que nous avons abandonnée en cours de route. Il serait temps de la reprendre pour redonner confiance à ceux qui voient si dans quelque temps, on nous fait toujours confiance.
Troisième point : l'éventail des salaires.
Mes camarades, je me souviens qu'en 1981, nous étions tous d'accord pour réfléchir, débattre, envisager une réduction de l'éventail des salaires. Nous connaissons la difficulté de cette application, nous entendons les arguments des uns et des autres. Réduction de l'éventail des salaires, ce qui signifie la fuite des cerveaux.
Nous savons pertinemment que par rapport à un smicard, quand on voit un footballeur professionnel, ou un homme de télévision gagner 60% de plus qu'un

Collection Jean Jaurès

smicard...

Dans la salle - 60 fois plus !

Yannick Vaugrenard - Je parle de la différence, il y a là quand même une manière d'intervenir dans le cadre de la réduction de l'éventail des salaires, parce que, me semble-t-il, au-delà des mesures concrètes à appliquer, il y a aussi des mesures symboliques qui sont même plus qu'un symbole et qui sont importantes.
Quatrième point : avant d'aborder ma conclusion, puisqu'il faut être court, sur le plan des médias, nous avons constaté voici une semaine, une enquête qui était menée dans l'Evénement du Jeudi, où les jeunes, lorsqu'ils sont interrogés pour savoir quel est le pays qui est pour eux le plus intéressant idéal, en quelque sorte, la réponse est : "les Etats-Unis d'Amérique, et tout près derrière, le Japon".
Il me semble là qu'il y a de notre part une responsabilité idéologique, un déficit culturel évident, dangereux et préoccupant.
Est-ce qu'il ne serait pas possible, quand on voit les programmes de télévision qu'on offre à nos enfants, d'essayer de respecter un cahier des charges qui parfois et trop souvent, ne l'est pas ?
Mes camarades, je pense que nous sommes dans une situation, et nous le constatons tous, tous les jours, quand on rencontre les militants de notre Parti mais aussi ceux qui gravitent auprès du PS, nous constatons tous que nous sommes dans la situation d'un nageur qui atteint le fond de la piscine, et qui pour remonter à la surface, doit donner un coup de pied volontaire. Donnons tous ensemble ce coup de pied salvateur. Prenons de l'oxygène par le projet, c'est vrai, mais parallèlement aussi en redonnant confiance par l'application de mesures concrètes significatives, et immédiates. Bref, ayons aujourd'hui et demain, ce courage politique.
(Applaudissements)

Le président - Le débat général est maintenant clos.
Nous en arrivons à la dernière phase de notre convention, je donne la parole à Marcel Debarge qui a présidé la Commission des résolutions

## Marcel Debarge

Mon intervention sera courte... c'est surtout une question un peu de méthode et de consultation de la convention.
Hier soir, terminant ces travaux très tôt, c'est-à-dire Commission des résolutions, qui tranchait un peu de nos habitudes, cette dernière a duré trois heures.
Des Commissions de résolutions qui durent trois heures, c'est rare. La Commission a scindé ses travaux en trois parties.
Un rapport concernant la Commission "vie interne" qui vous sera présenté par Jérôme Lambert tout à l'heure après cette intervention.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Ensuite, en fin de réunion, elle a entendu le rapport de la sous-Commission du projet qui se réunissait simultanément, qui a pris des décisions à l'unanimité, je crois. Cela vous sera présenté tout à l'heure. C'est Claire Dufour qui vous présentera les conclusions de cette sous-Commission.
Enfin dans le cadre du quitus, puisqu'il s'agit de position qui avait été adoptée par le Bureau exécutif, au cours de ces derniers mois, la Commission unanime a donné acte d'une part à Pierre Guidoni de sa communication sur la situation internationale et notamment le rappel des différentes prises de positions du Bureau exécutif sur les problèmes du Golfe, et, d'autre part, la Commission unanime a donné acte à Gérard Fuchs, de son texte sur l'Europe, adoptée par le Bureau exécutif, texte et positions qui doivent être formellement enregistrés par le vote que vous allez émettre sur le quitus.
A ce niveau de mon intervention, je pense que la salle doit être consultée sur le quitus national.

Le président - Très bien, Marcel. Mes chers camarades, je vais donc vous consulter à propos du quitus.
Qui est défavorable ?
1 voix. Merci.
Qui s'abstient ?
4 abstentions.
Refus de vote ?
1 refus de vote.
Votes pour ?
Ce sont les autres.
Merci, le quitus est donc adopté.

Marcel Debarge - Je vous remercie d'avoir voté dans l'enthousiasme ce quitus ! (Rires)
Ensuite, la Commission a adopté à l'unanimité moins trois abstentions, un texte politique que le Premier secrétaire du Parti vous présentera et vous commentera à la suite des deux rapports qui vont vous être présentés maintenant.
Je vous remercie de votre aimable attention.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jérôme Lambert sur son rapport.

## Jérôme Lambert

Mes chers camarades, la Commission vie interne n'a été saisie que d'une demande de réintégration recevable dans la forme.
La Commission a toutefois été informée que plusieurs demandes de réintégration consécutives à des exclusions de camarades lors des élections municipales de 1989, sont parvenues au Secrétariat national, aux fédérations et au contentieux.
Aucune de ces demandes n'a paru poser un problème de nature à déroger à la

Coll. Fondation Jean-Jaurès

règle statutaire, qui précise qu'elles ne peuvent être examinées qu'après un délai de deux ans suivant l'exclusion.
C'est pourquoi ces demandes de réintégration et celles qui pourront parvenir ultérieurement seront soumises à la prochaine convention ordinaire, au printemps 1991.
D'autre part, la direction du groupe parlementaire à l'Assemblée Nationale a été saisie de la demande de 3 parlementaires, Claude Miqueu, Michel Cartelet, et Jean-Pierre Loupi, qui souhaitent tous trois être rattachés administrativement au groupe parlementaire Socialiste. Ces trois députés siègent actuellement comme non-inscrits à la suite de leur exclusion du Parti.
Dans la mesure où nous avons été interrogés par le groupe, la Commission vie interne a examiné cette question et a pris acte de la demande de rattachement administratif.
La Commission vie interne a ensuite examiné la procédure de dissolution des sections Calais Blériot, et Calais nord-ouest, proposée par la fédération du Pas-de-Calais. La Commission propose à la Convention nationale de donner son accord à cette procédure et d'acter la reconstitution à Calais d'une section unique regroupant tous les Socialistes calaisiens.
Enfin, le Secrétariat national aux fédérations et au contentieux, a informé la Commission que peu de fédérations ont transmis à la Direction nationale leurs nouveaux statuts fédéraux, afin que ceux-ci soient examinés par le Comité directeur, ou la convention, comme cela est statutairement prévu.
La Commission rappelle donc à toutes les fédérations l'urgence qu'il y a à mettre en conformité avec les nouveaux statuts nationaux les statuts et règlements intérieurs des fédérations.
En effet, toutes les dispositions fédérales, qui ne sont plus en accord avec les statuts nationaux, ne peuvent s'appliquer, ce qui dans certains cas risque au moins de créer un vide juridique, voire même des conflits.
Il est donc très important que nous puissions le plus vite possible examiner l'ensemble des nouveaux statuts fédéraux, et nous vous demandons pour ce faire de procéder à leur rédaction, si ce n'est déjà fait, et de les transmettre au Secrétaire national aux fédérations pour qu'un prochain Comité directeur s'en saisisse.
Voilà mes chers camarades, le rapport sur le travail de la Commission vie interne du Parti.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Chers camarades, je propose, pour nos débats, la méthode suivante : qu'il y ait un seul vote au terme de l'intervention du Premier secrétaire sur l'ensemble des questions qui vous sont rapportées maintenant, cela me paraît être une bonne méthode, à moins que quelqu'un ne s'y oppose...
Claire Dufour, tu as la parole pour le projet.

Fondation Jean Jaurès

## Claire Dufour

Chers camarades, je dois rapporter sur la Commission projet, qui s'est réunie hier soir. Je serai très brève, parce que cette réunion a finalement été assez rapide, il s'agissait en fait de l'aboutissement d'un processus, de travailler sur un texte qui l'avait déjà été auparavant par la Commission nationale du projet. Donc, nous avons amendé un certain nombre de questions, que vous avez aujourd'hui dans les mains, que vous pouvez lire. Je n'interviendrai pas sur le fond de ce guide de discussion, mais avant de vous parler sur le fond nous nous sommes mis d'accord sur la forme et sur l'utilité non pas de ce questionnaire, mais bien de ce guide de discussion.

Ce guide appartient effectivement aux trois outils qui sont mis à la disposition des camarades pour permettre de nous mobiliser sur le débat, ces outils pour être efficaces, doivent être maîtrisés. C'est aussi l'enjeu de cette convention aujourd'hui, puisque dans la Commission nous avons insisté une fois de plus sur le caractère novateur de la dynamique du débat centralisé.

Je vous rappelle donc les trois outils : il y a le guide pratique et méthodologique, il y a la cassette vidéo, et le clip qui nous a été présenté hier soir, par Michel Charzat, qui est le résultat d'une enquête audiovisuelle qualitative dans laquelle toutes les tendances profondes, notées au cours de cette enquête, sont présentes, enfin ce guide de discussion.

Alors, nous avons tout de suite banni dans nos débats le terme de questionnaire, il s'agit bien d'un guide de discussion, donc deux écueils ont été évités dans le texte, qui vous a été diffusé ce matin. Vous remarquerez qu'il n'y a aucune question qui puisse induire une réponse, il s'agit d'ouvrir le débat, c'est une large mise à plat.

D'autre part, les questions ne sont pas compliquées, c'est -à-dire qu'elles permettent véritablement l'implication de tous les camarades, de tous les militants. Donc, c'est un guide qui est destiné à stimuler la discussion, alors bien entendu les camarades ne sont pas obligés de répondre à toutes les questions qui sont dans ce guide de discussion. D'abord il y en a beaucoup et d'autre part, elles ne sont pas hiérarchisées. C'est aux militants de définir les priorités qu'ils veulent voir inscrire dans le projet.

Et la deuxième chose c'est que les militants, les camarades peuvent susciter à leur tour de nouvelles questions, créer effectivement de nouveaux apports.

Et en ce sens, l'essentiel des amendements, qui ont été apportés lors de la Commission projet hier soir, consistait à rajouter en fin de chaque chapitre un thème "autres questions, autre chapitre".

Ce qui est donné aujourd'hui doit être rapidement diffusé et rapidement maîtrisé, car nous pourrions dès le mois de février, en fonction des matériaux qui auront été remontés, disposer d'une première synthèse, qui serait envoyée dans les fédérations, qui serait redonnée aux camarades pour faire rebondir le débat, à travers un questionnaire qui serait reformulé en fonction des priorités qui auraient été dégagées, afin de toujours associer dans le processus les militants, dans une réflexion d'ensemble qui est, comme l'a rappelé Michel Charzat, hier, interactive et progressive.

Fondation Jean-Jaurès

A côté de ces trois outils, bien entendu d'autres initiatives peuvent être prises dans les fédérations, comme c'est déjà le cas aujourd'hui, puisque certaines fédérations ont organisé des formules de consultation des forces vives au plan départemental, donc il s'agit, à travers ce guide, à travers les outils et à travers d'autres réformes d'intervention, d'aider les contributions individuelles et collectives, mais bien sûr celles-ci peuvent rester spontanées.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Tout à l'heure Marcel Debarge a indiqué que le texte avait été adopté en Commission des résolutions à l'unanimité, moins 3 abstentions, avant de donner la parole au Premier secrétaire, qui va à la fois rapporter et conclure cette convention, je vais donner quelques instants la parole à ceux qui veulent s'exprimer sur le thème de cette abstention précisément.
Michel Debout...

## Michel Debout

Mes chers camarades, comme l'a dit Marcel Debarge, notre réunion a été courte, donc sur l'essentiel nous étions assez d'accord.
Dans mon intervention hier, j'avais indiqué deux points, qui revenaient d'ailleurs dans le texte, que nous a présenté Pierre Mauroy, le premier concernait la politique des villes. J'avais insisté pour dire qu'en fait ce à quoi l'on assistait dans les villes c'était la résultante, la conséquence de la question du grand problème des inégalités qui n'avait pas été réglée et notamment celui du chômage et celui de la sous-qualification.
On a pu se mettre d'accord lors du travail de la Commission des résolutions, et donc sur ce point nous n'avons aucune hésitation à voter le texte.
Par contre, il reste un problème qui nous paraît un problème de fond politique. C'est celui de l'articulation entre ce que l'on appelle la démarche des états généraux de la Gauche, et celle de la préparation de notre projet.
J'ai entendu hier plusieurs orateurs souligner la difficulté et l'importance de la question, notamment Claude Bartolone, j'ai entendu aussi Henri Weber qui a rappelé l'intervention de Bartolone, en rappelant la mienne pour dire qu'il était plutôt d'accord avec les deux !
Je me suis aperçu lors de la réunion de la Commission que Claude Bartolone n'était pas tout à fait d'accord avec moi, mais par contre Gérard Collomb, au cours du débat, a exprimé dans ses propos une sensibilité - je ne dis pas qu'il a dit la même chose, mais une sensibilité - proche.
Où en est-on ? Chers camarades, de façon concomitante, c'est-à-dire à partir du mois de janvier, on va se lancer dans deux dynamiques, si vous relisez le texte.
Première dynamique : notre projet, là vous avez compris que l'on s'adresse à tous les Français, à toute la France, à tous ceux qui veulent, plein de bonne volonté, dialoguer avec nous, préparer avec nous notre projet.
Et dans le même temps, on va réunir, on va commencer le processus des états

Fondation Jean-Jaurès

généraux de la Gauche, et tout cela devant se rassembler en novembre-décembre.
Donc, deux processus en même temps, l'une le projet où l'on s'adresse, où l'on rencontre les Français, et l'autre les états généraux de la Gauche. Pour parler de quoi ?
Je veux dire que si dans ce processus des états généraux de la Gauche on ne parle pas du projet de la Gauche, de quoi va-t-on parler ?
(Applaudissements)
Sérieusement, de quoi va-t-on parler ?
Si on ne lie pas ces deux processus, alors forcément - parce que vous savez bien que c'est comme cela que cela se passe - on va extraire de la substance à l'un des deux, et comme j'ai bien compris que le projet était quand même notre priorité, cela veut dire qu'on va extraire de la substance aux états généraux de la Gauche.
Cela veut dire que finalement on va en faire un "machin" de plus, on a connu cela, on va faire le "remake" du Conseil national de la Gauche !
On parlait de mémoire hier, il faut garder notre propre mémoire, ce n'est pas si vieux. Est-ce que c'est cela ? Non, ce n'est pas cela !
Toute la Gauche a besoin d'une nouvelle dynamique, toute la Gauche a besoin d'un rassemblement, donc toute la Gauche a besoin de discuter d'un projet.
On nous objecte bien sûr que les autres formations ne vont pas vouloir, elles ne vont pas vouloir signer au bas d'une feuille un projet qui ne serait pas leur, qui serait celui du Parti Socialiste. Jamais ils ne voudront ! Il ne s'agit pas de cela, si le projet on le prépare ensemble, alors ce sera le projet de nous tous, ce ne sera pas celui du Parti Socialiste.
Et puis, en cours de route, chaque formation gardera son autonomie, c'est bien évident. Nous, quand nous discuterons en novembre du projet Socialiste, ce sont des Socialistes qui en discuteront, cela n'empêchera pas qu'entre temps nous aurons parlé avec toute la Gauche, et là on aura pu voir où sont les grands points d'accord et de désaccord, et les états généraux de la Gauche que l'on réunira après, seront justement chargés de faire le bilan des accords et désaccords.
Voilà, sinon je ne comprends pas. Sinon il vaut mieux dire qu'on ne veut pas des états généraux de la Gauche.
Deuxième objection, elle est plus politique, celle concernant le Parti Communiste, mais mes camarades, on n'est plus dans les années 70.
J'ai entendu, écouté avec beaucoup d'attention ce qu'a dit Jean-Christophe Cambadélis, oui le Parti Communiste a changé, même si on ne s'en aperçoit pas toujours.
Mais il a changé et notamment sur cette question de fond des relations privilégiées avec l'URSS. Reprenez le discours de Tours de Blum, c'était une des questions fondamentales. Remarquez, on peut regretter nous-mêmes que justement le Parti Communiste français se détourne un peu de l'Union soviétique alors que nous-mêmes on s'en rapproche ; cela c'est l'histoire.
Donc le Parti Communiste est en train de changer.
Et puis, il y a aussi le problème du nouvel équilibre entre nous, sur le plan

politique. C’est pour cela, mes camarades, qu’en fait, on a changé nous-mêmes de stratégie, on ne parle plus de l’union de la Gauche, on parle du rassemblement à gauche. On ne parle plus d’union parce que l’union ne correspond plus au stade actuel du rapport de forces à gauche entre les formations politiques de notre pays. Et si, à l’union de la Gauche, a pu correspondre à un moment donné le programme commun, parce qu’évidemment à cette époque on ne pourrait pas avoir de liens idéologiques, on ne pouvait pas avoir de lien, de projet, avec le Parti Communiste, maintenant les choses ont bougé. Effectivement, au rassemblement doit pouvoir correspondre, à un moment ou à un autre, peut-être pas dès l’année prochaine, un projet commun et pas simplement un programme, et qui sera le projet de la Gauche.
Voilà donc, mes camarades, pourquoi je vous propose un amendement à introduire dans le texte sur lequel vous allez avoir à vous prononcer, au paragraphe 2-3 de ce texte, qui justement a pour titre "Le PS, artisan du rassemblement de la Gauche", et c’est bien de cela dont il s’agit.
Le texte commence de la façon suivante :
"Un Parti Socialiste fort et uni doit aussi affirmer sa vocation à rassembler les forces de gauche".
Et ensuite cela continue : "conformément aux engagements".
Là on met un point. Et si vous en êtes d’accord vous allez pouvoir vous prononcer, vous êtes nombreux pour le faire. Si vous êtes d’accord on peut introduire l’amendement suivant que je vais vous lire lentement :
"Les conditions politiques du rassemblement à gauche ont changé, même si la route restera longue. C’est pourquoi nous nous adressons aux militants de la sensibilité Communiste, qu’ils soient ou qu’ils aient été membres du Parti Communiste français, et qui trop souvent se tiennent à l’écart du combat de la Gauche en l’absence de projet et de stratégie.
C’est pourquoi nous nous adressons à tous les hommes et femmes de progrès, à celles et ceux de sensibilité écologique, pour rassembler à gauche, sur la base d’un projet élaboré ensemble. Nous proposons la dynamique d’un projet préparé par tous mais aussi partout, de façon décentralisée et sur le terrain".
Voilà donc l’amendement que je propose d’insérer là, et, ensuite, on reprend le texte : "Un Comité national sera créé dès le début de l’année prochaine… etc."
Voilà mes chers camarades la proposition que j’ai été amené à faire au nom de mes camarades du courant 2, à cette convention.
Je vous remercie.

Le président - Je donne la parole à Jean-Luc Mélenchon.

Dans la salle - Ah ! Ah !...

## Jean-Luc Mélenchon

C’est plus agréable d’arriver avec des "ah !" que, tout à l’heure des sifflets pendant que notre camarade parlait, ce qui n’était pas très correct.
Chers camarades, comme vous l’imaginez, dans de telles circonstances, les

Contribution Jean Jaurès

textes des Commissions des résolutions présentent autant de raisons pour qu'on les adopte tranquillement que de raisons pour qu'on les rejettent par excès de souci de précision.
Ce texte en lui-même ne doit susciter aucun rejet ; en tous cas il ne suscite de notre part aucun rejet tellement important qu'il pourrait nous amener à voter contre. Non, il y a beaucoup de choses avec lesquelles tout le monde sera d'accord dans ce parti et qui ne soulèveront aucune difficulté particulière.
Mais l'expérience nous instruit et nous sommes sous le coup de ce Comité directeur où nous avons passé des heures les uns et les autres à disserter sur les stratégies d'alliance, pour apprendre ensuite, le lendemain, dans le journal que ce débat, qui d'ailleurs n'avait pas été conclu, avait été bel et bien conclu à un autre niveau par l'entrée d'un ministre de droite dans le gouvernement Socialiste.
Du coup nous pensons que la question des alliances qui peut être en toutes circonstances une question identitaire pour les Socialistes, sur laquelle converge la double question "projet de programme et moyens d'y parvenir", devient maintenant la question du concret.
Quelles que soient la puissance et l'intelligence de nos dissertations sur l'avenir, quelle que soit la portée de nos programmes, il reste qu'avec tout ce que nous savons, les Socialistes, à eux tous seuls, ne font pas 51% dans ce pays, et que lorsqu'ils traitent de cette formule très générale du rassemblement à gauche - mieux vaut celle-là qu'une autre d'ailleurs - ils doivent dire précisément avec qui, à quelle porte on ira taper, avec qui on a l'intention de s'allier. Cette question concrète, nous ne pouvons plus la contourner car aussi longtemps qu'on reste dans le flou, naturellement il se passe n'importe quoi, ou plus exactement des choses que nous ne souhaitons pas. Je constate qu'il y a des camarades qui ont trouvé génial que Bruno Durieux entre dans le gouvernement et qu'on avale la pastille tout rond ? Eh bien, pas nous. Et comme nous n'avons pas envie d'en voir davantage entrer à l'issue des prochaines élections législatives, nous considérons que la question des alliances est maintenant la question du concret, l'aune à laquelle sera jugée toute déclaration d'intention.
Alors naturellement Laurence Rossignol, qui nous représentait dans cette Commission des résolutions, a eu l'occasion d'intervenir à plusieurs reprises. Je ne sais pourquoi un camarade a dit : "Pas aussi, ici !". Eh bien, si, justement, ici aussi, parce que si ce n'est pas ici, où voulez-vous que ce soit ?
Il faut se faire à cette idée qu'il existe une sensibilité dans ce parti qui défend d'arrache-pied une stratégie d'alliance dont vous conviendrez au moins qu'elle a le mérite de la clarté - vous pouvez en discuter, la rejeter, la critiquer, ou l'adopter avec enthousiasme, dans le secret de votre conscience, au moins vous savez à quoi vous avez affaire - et qui est marquée "haut, bas, poignée", et vous savez par quel bout cela s'empoigne...
Bref, nous avons eu l'occasion d'intervenir à plusieurs reprises, ce n'est pas le moment d'infliger à la convention le détail de ces interventions.
Pour finir, nous aurions souhaité que lorsque dans le texte, on évoque quelles seront les composantes du rassemblement que nous proposons, il soit très

Contribution Jean Burias

clairement indiqué que le rassemblement avec les Verts est pour nous un objectif. Mais finalement nous considérons que, c'est un vrai pas qui est fait, pas forcément dans notre sens - je ne cherche pas à attirer la couverture à nous - mais en tous cas dans le sens du débat que nous souhaitons, qu'ont ait introduit, hélas à la fin du texte, et pas à l'endroit où cela devrait être, mais qu'on ait introduit dans le texte que le Comité directeur définira les modalités de nos relations avec le mouvement écologique.
C'est une vraie avancée, et dans ces conditions, alors que lassés d'avoir mille fois répété les contre-arguments et caricatures qui nous sont opposés, nous nous préparions à dire que nous ne voterions pas, pas par désaccord fondamental mais simplement par désaccord de méthode, nous avons choisi de nous abstenir.
Chers camarades, ne nous dites pas que les Verts n'en veulent pas, en tous cas pas ceux qui ont fait le Parti d'Epinay, car vous savez mieux que d'autres que l'union est un combat. Ce n'est pas parce qu'ils n'en veulent pas que ce n'est pas nécessaire. Ne nous dites pas que les Verts n'ont pas notre approche de la société, parce que ce n'est pas un argument. Bien sûr qu'ils sont les Verts et que nous sommes Socialistes, sinon on serait tous dans le même parti. Ne nous dites pas que nous voulons sous-traiter l'écologie aux Verts, il ne s'agit pas de cela. Avons-nous sous-traité la question sociale ouvrière au Parti Communiste quand nous nous sommes alliés avec lui ? Non.
La question qui est posée c'est que le réel est comme il est et aujourd'hui une partie non négligeable des forces de transformation de ce pays, hostile aux égoïsmes productivistes, hostile aux égoïsmes capitalistes, se retrouve dans les Verts, et nous avons besoin de rassembler toutes ces forces si nous voulons vraiment transformer la société. Ce n'est pas un gadget, c'est une question de fond, et je vous annonce que, que cela nous plaise ou non, il faudra en passer par là.
Lorsque l'heure arrivera, non seulement des deuxièmes tours, parce qu'il est prouvé qu'il y a des situations dans lesquelles, à force de ne pas savoir où on va, on ne va pas au deuxième tour, mais des premiers tours, on ne sera au deuxième tour que parce qu'au premier tour on aura été capable de tenir ce discours-là, et que ce discours-là renvoie la balle dans le camp des Verts. A eux de nous dire pourquoi ils ne veulent pas d'alliance avec nous, c'est-à-dire avec les forces de transformation et de progrès, alors qu'aujourd'hui c'est nous qui sommes empêtrés à devoir expliquer pourquoi nous ne tendons pas la main aux Verts, c'est-à-dire à l'écologie.
Merci de votre attention.
(Applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à notre Premier secrétaire, à la fois pour le rapport et la conclusion de la convention. Pierre Mauroy, tu as la parole.

## Pierre Mauroy

Mes chers camarades, nous avons travaillé pendant une journée et demie et nous arrivons maintenant à la conclusion. La conclusion est un texte et je pense que

ce texte, que nous avons travaillé, se suffit à lui-même. C'est pourquoi je terminerai par la lecture du texte.
Je veux maintenant faire un certain nombre de commentaires sur cette convention et répondre aux différentes interrogations.
Dans cette Convention nationale, toutes les fédérations étaient représentées, les délégués sont, par conséquent, là. Je voudrais dire que, sur ce plan-là, dans les différentes réunions que nous avons aujourd'hui et que nous aurons demain, qui sont nos réunions statutaires, nous avons le souci non pas de donner du spectacle mais d'avoir des instances qui sont celles d'un parti démocratique où l'essentiel est que les délégués puissent traduire ce débat démocratique et venir nous dire ce que pensent nos militants. C'est le fond essentiel d'une convention du Parti. Et sur ce plan, toutes nos instances doivent se dérouler dans une certaine rigueur - certes, chacun dit ce qu'il veut bien dire - qui est celle, bien entendu, d'une certaine méthode. Cela me paraît indispensable. Et dans un climat qui devrait être le nôtre en permanence, qui est le climat non pas d'une agitation stérile - à quoi cela nous mène ? - mais du travail, de l'action, de l'écoute et de la compréhension.
Je pense que, sur ce plan-là, notre Convention nationale a été d'une certaine façon exemplaire. Nous avons travaillé, nous avons un programme d'action. Nous nous sommes écoutés, les uns les autres, dans un grand climat de compréhension. Il nous faut travailler de cette manière si nous voulons rassurer, reprendre nos militants, et présenter aux Français notre vrai visage : un Parti Socialiste qui retrouve sa sérénité et se donne tout entier à son travail.
Rennes a été un choc en profondeur au niveau de nos militants et des responsables. Pour en sortir, nous devons absolument privilégier l'action, la réflexion, l'imagination. C'est exactement ce que nous faisons.
La synthèse : elle sort consolidée de cette Convention nationale. Elle n'est certes pas une potion magique, comme je l'ai entendu dire ce matin plaisamment d'ailleurs dans les radios. Elle est notre règle de Congrès. Le Congrès s'est terminé sur une motion de synthèse et, vous le savez, sur une organisation du Parti qui concrétise cette synthèse. Elle était donc notre règle de Congrès et maintenant confirmée, et de quelle manière, par la convention.
On a parlé de petites phrases, on a parlé d'états d'âme. Rien de semblable n'est apparu ici. S'ouvre donc une période où nous devons, dans une sérénité retrouvée, mettre à profit cette période.
Cette convention est un appel à l'action. Elle est celle d'un programme de travail ; elle est celle d'un calendrier ; elle est la convention préparatoire à l'élaboration d'un projet, et quel projet ! Elle est la convention préparatoire aux grandes échéances de 1992 et 1993 qui doivent être précédées d'une montée en puissance de notre Parti.
Et nous avons tous le sentiment que si nous ne sommes pas capables de faire ce qui est indispensable pour que le Parti monte en puissance sur toute l'année 1991, évidement on tirerait des conséquences désagréables en 1992 et 1993. C'est donc maintenant le moment de prendre les décisions pour que le Parti soit en ordre de marche, et aux rendez-vous de 1992 et 1993.

Fondation Jean Jaurès

Le projet : le projet est le projet pour un nouvel élan. Sur ce plan-là, je voudrais faire quelques commentaires. Je crois que tout le monde a été satisfait. Certains, même, ont été impressionnés par le travail qui a été voulu par le Bureau exécutif, que Michel Charzat et son équipe ont mis en œuvre.
J'entends dire, ici ou là : il y a un déficit de l'idée ; on vit une crise en ce qui concerne les idées.
Moi, je demande au Parti de prendre conscience que nous vivons tout de même une période qui n'est pas ordinaire. Il ne faut pas non plus faire une espèce de mea culpa comme quoi nous n'aurions pas d'idée. Nous vivons une période tout à fait exceptionnelle. C'est une de ces périodes comme il en existe rarement dans l'histoire, le mouvement universel, grande histoire de notre pays, où tout bascule, où il faut tout reprendre. Il faut essayer de se retrouver au milieu de mutations sans précédent. On a assisté, à la fin du 18ème siècle, avec la révolution française, à un mouvement de ce genre. On a assisté, après la Commune, lorsque la 3ème République s'est installée en France, à un mouvement de ce genre.
Là, quand vous dites : il y a un manque d'idée ; bien sûr, quand on voit cela en raccourci ! Mais regardez exactement les 10 premières années qui ont suivi 1871 et même les 20 premières années.
Nous vivons une période tout à fait exceptionnelle. Et dans ce mea culpa où certains voudraient en rajouter sur ce thème, je voudrais dire que, tout de même, même si nous n'avons pas eu beaucoup d'imagination, nous avons eu un pressentiment.
Et ce qui s'est passé, alors que nous étions au gouvernement en 1982/83 a été cette sorte d'anticipation, cette sorte de perception collective des grands changements et des grandes mutations qui étaient en cours.
Ce n'est pas rien, tout de même, ce qui s'est passé en 1982/83. Nous avions ensemble préparé un programme, nous avions préparé un projet, nous l'avions fait avec quelque enthousiasme, et pas seulement avec les Socialistes. Nous l'avions fait avec le Parti Socialiste, nous l'avions fait avec les Radicaux de Gauche, nous l'avions fait avec l'ensemble de la Gauche. Nous étions porteurs d'un mouvement et d'un espoir extraordinaire.
Nous n'avons pas déçu cet espoir parce que nous avons pris les mesures de 1981. Et cela, c'était essentiel. Si on ne l'avait pas fait, je suis persuadé que nous ne serions plus au pouvoir maintenant. Mais 1982/83 était la perception des grands changements qui étaient en cours et d'une première adaptation qui allait être suivie de bien d'autres.
Alors, quels sont ces grands changements ? D'abord, la révolution industrielle : c'est tout de même extraordinaire ce qui s'est passé sur 10 ans, non ?!
Je viens d'une grande région industrielle du Nord-Pas de Calais : c'est fini ; on a vécu pendant un siècle la grande région avec la mine, la sidérurgie, etc. Cela a tout de même compté pour le Parti Socialiste ; cela a compté, il y a un siècle maintenant, et cela a marqué toute l'évolution pendant le 20ème siècle. C'est nous qui avons fermé les puits de mine, c'est nous qui avons réadapté la sidérurgie. Les mécaniciens et toute une partie de la classe ouvrière qui ont nécessité une réadaptation, c'est nous qui l'avons fait. Et nous sommes au pouvoir à maîtriser

cette immense transformation qui est en cours au niveau industriel, au niveau de l'économie.
Sur 10 ans, cette mutation formidable se fait avec la multiplication du tertiaire, avec la multiplication des PME, avec tous les problèmes qui se trouvent opposés, qui sont par conséquent des problèmes nouveaux et qui nécessitent une adaptation.
Alors, je dirai que, tout de même, lorsqu'on est capable de pressentir un mouvement comme celui-là, de rester au pouvoir en le maîtrisant d'une certaine manière, ce que nous avons fait - parce que nous avons conduit la modernisation et la transformation industrielle et économique du pays, et nous continuons à le faire, et nous avons la confiance des Françaises et des Français, en tout cas nous nous préparons à avoir ce renouvellement en 1992 et 1993 - ce n'est tout de même pas une période comme les autres.
Et lorsque j'entendais Marie-Noëlle nous parler des villes, bien entendu que sur la ville on peut se dire que l'on est en retard. Mais quelle extraordinaire transformation !
J'ai le souvenir, étant au Comité de la jeunesse, présidé par le général de Gaulle, que nous avions justement un rapporteur, Edgar Pisani, qui est venu et, au milieu des années 60, j'entends encore ce discours - parce que je me souviens de la discussion qu'il y a eu ensuite. Il nous a dit : dans les années 95, 90 ou 95% des Français, ou même davantage, seront dans les villes. Ce discours d'anticipation d'Edgar Pisani avait fait l'effet d'une bombe dans les années 60. Et j'aime autant vous dire que la discussion qui a eu lieu, j'en ai gardé le souvenir : nous étions bien loin de le supposer et c'est maintenant la réalité.
Tout cela pour vous dire que, que ce soit sur le plan sociologique, que ce soit sur celui de la mutation industrielle, le mode de vie, tout est en train de changer. Ce serait déjà beaucoup, vous me direz.
Et, par-dessus le marché, voilà que l'idéologie Communiste s'effondre, et dans quelles conditions ! Avec ce mur de Berlin qui a explosé ! Alors, ce n'est pas rien l'idéologie Communiste qui s'effondre avec ses conséquences ; et on n'en finira pas de vivre les conséquences de cet effondrement.
Disons que nous nous sommes opposés aux Communistes sur le plan idéologique. Mais si on veut tout de même parler de ceci ou de cela à la convention des Socialistes, nous pouvons en parler sérieusement ; chacun connaît tout de même l'histoire de son Parti, l'histoire du mouvement des idées et l'histoire du mouvement ouvrier. Avant 1917, nous nous sommes opposés, les Communistes et les Socialistes. Nous avons eu un tronc commun. Ce tronc commun a été l'un des fondements des idées, certes dont nous nous sommes évadés en partie, mais qui constituait le tronc commun à l'ensemble de la Gauche française.
En 1917, ils ont voulu privilégier la révolution universelle et nous en voyons le résultat maintenant. Nous, nous avons voulu privilégier la liberté et la démocratie. Pendant des années, nous avions l'impression que nous avions le dessous ; eh bien, maintenant, en cette fin de siècle, c'est nous, au contraire, qui émergeons et c'est bien là le problème aujourd'hui.

Fondation Jean Jaurès

Les valeurs des Socialistes sont les valeurs de liberté, démocratie, paix, justice, solidarité. Et le mouvement Socialiste a été fidèle à ces valeurs. Mais que de changements au niveau de la méthode et que de changements pour rattacher ces valeurs à une sorte de destin collectif.
Car il est vrai que les Françaises et les Français, et je dirais même sans doute nos militants - et c'est là une tâche importante pour nous - n'ont plus la même perception d'un destin collectif commun. Et la grande question qui est la nôtre est de rattacher nos valeurs - avec méthode, bien entendu - à la perception d'un destin collectif commun autour d'un projet et autour d'un programme.
Je dis cela pour montrer l'importance du projet, l'audace du projet. Ne disons pas que nous n'avons pas d'idées. Au moins, attendons octobre 1991, nous en verrons le résultat. Mais nous devrions au contraire redoubler d'efforts : efforts d'imagination, efforts de création.
Je pense que ce qui a été décidé ici, et que vous allez décider au niveau de votre convention, c'est une nouvelle démarche, c'est l'acceptation d'un nouvel horizon, ce sont de nouvelles idées. Alors, à vous d'en avoir ; à nous tous d'en avoir et de faire en sorte qu'à l'affirmation que nous avons changé, nous puissions répondre en 1991 comment on a changé et, ayant changé, qu'est-ce que nous avons reconstruit et comment nous avons reconstruit, les idées essentielles, vous le savez bien, qui peuvent assurer une démarche collective.
C'est bien parce que nous sommes dans ce gué, dans ce passage qu'effectivement il faut avancer. Il faut mettre en place des projets et nous devons tous y travailler.
Il y a quelques idées ici ou là contestataires - c'est très bien -, gauchisantes - c'est très bien. C'est toujours dans ces périodes-là qu'il y a ces idées. Mais l'important est de les sauvegarder, sans doute parce que nous en avons besoin ; nous avons besoin de ceux qui, comme cela, nous aiguillonnent, qui, comme cela, amusent beaucoup la classe politique - ils amusent moins le Parti quelquefois, c'est vrai. Mais c'est indispensable à la démocratie. Cela nous est indispensable. Il faut aussi des aiguillons. Mais nous faisons en sorte tout de même que ce projet compte beaucoup dans le destin des Socialistes français, et je dirais même dans le destin des Socialistes européens.
La vie interne du Parti : le texte que je vais vous lire est un texte qui ne s'amuse pas à reprendre et à traiter de tous les problèmes, on n'en finirait pas. Mais vous devez savoir que, dès lors que nous avons cette loi de financement sur les Partis politiques - et on ne finira pas de le dire, et pas seulement pour évoquer un certain nombre d'affaires - maintenant nous avons les moyens de mieux nous organiser, de mieux nous administrer, et nous entendons, dans les prochaines semaines, mettre en place un mouvement au centre national et avec les fédérations, bien entendu, avec le problème d'un certain nombre de péréquations que vous souhaitiez poser entre les fédérations, sur le plan de la trésorerie.
Bref tous ces problèmes là pourront être posés dans les prochains mois et nous avons l'ardent désir d'y apporter des solutions nouvelles. De même dans le domaine de la communication du Parti, un peu dans tous les domaines, nous allons enfin pouvoir organiser, administrer, ce Parti, comme on peut le faire

Fondation Jean Jaurès

dans des collectivités territoriales.
C'est un peu extraordinaire, j'ai vécu cela et tout le monde l'a vécu, d'être à la tête d'une mairie, d'une communauté urbaine où nous avons des structures de travail et au Parti d'avoir vécu avec des moyens qui n'en étaient pas, des moyens insuffisants, avec un budget dont on se demandait toujours si on aurait le deuxième sou pour permettre tel ou tel programme. Chaque fois qu'on lançait quelque chose, on se disait : finalement est-ce que l'on va pouvoir financer ?
C'est terminé cela, et c'est très important. Et il faut le dire aux militants, car ils auront le droit d'être beaucoup plus exigeants à l'égard de leur Parti, de l'organisation de l'administration et des liaisons avec les fédérations.
Par ailleurs, si nous voulons faire tout ce travail en 1991, il faut régler les problèmes qui se sont posés et quels problèmes... les élections municipales bien entendu, et leurs séquelles, il y a deux ans de cela, c'est le délai réglementaire pour que l'on puisse se saisir de ces problèmes et finalement réintégrer ceux qui naturellement le souhaitent.
Je ne vais pas faire le tour de France pour vous dire là où il faut réintégrer tel ou tel, mais il y a Marseille, on en a suffisamment parlé. Marseille, le temps est venu effectivement de retrouver à l'intérieur du Parti Socialiste tous ceux qui s'y retrouvaient.
Ce n'est pas cette convention qui va le décider, ce sera à la prochaine, celle d'avril/mai, mais plus vraisemblablement mai.
Je ne vais pas anticiper sur la décision de cette convention mais je suis sûr que compte tenu du déroulement de cette convention, nous allons avancer avec notre programme de travail et avoir le souci de régler les problèmes qui ont fait problème et de quelle manière...
Je souhaite que dès maintenant il y ait des initiatives qui soient prises ici ou là, elles sont les bienvenues. Le Premier secrétaire de la fédération des Bouches du Rhône a rassemblé toute la Commission exécutive, ils ont rencontré des camarades qui nous ont quittés dans le fracas d'hier, qui veulent revenir aujourd'hui, eh bien, c'est une bonne chose qu'ils commencent à se retrouver, à discuter.
Le Bureau exécutif sera saisi de cette affaire, et je suis persuadé qu'une délégation des responsables, secrétaire à l'organisation, secrétaire aux fédérations, moi-même, aura l'occasion de se rendre à Marseille, de voir le maire, de faire en sorte que la réintégration des camarades, qui nous ont quittés, puisse se faire dans des conditions telles que nous puissions retrouver une réelle fédération là-bas dans les Bouches du Rhône, que nous puissions retrouver une ville de Marseille avec ses Socialistes, et que nous puissions retrouver un Parti Socialiste apaisé.
Ici ou là quelques camarades se sont exprimés pour la vie interne en parlant de la discipline. Je pense qu'il n'est pas question de transformer le Parti en cour disciplinaire, ce n'est pas le genre de votre Premier secrétaire, ce n'est pas votre genre non plus, mais je pense que la convention sera certainement d'accord avec moi pour dire qu'on ne peut pas approuver les sénateurs qui ont été indisciplinés, il faut le leur dire, et leur dire que sur ce plan là on ne pourra pas

Fondation Jean-Jaurès

continuer.
Il n'y a pas de raison qu'ils prennent comme cela une certaine distance avec le Parti, qu'ils la prennent avec le sourire, mais nous, nous ne le prenons pas avec le sourire, nous avons une culture de discipline, elle doit être appliquée, et que l'on sache bien que tout le travail que nous sommes en train de reprendre, au niveau de notre projet, serait inutile si nous ne gardions pas ce que nous avons gardé à travers mille et une péripéties, c'est-à-dire la discipline de notre groupe parlementaire, la discipline de notre Parti. Cela c'est essentiel.
Je dis de la même façon à Roland Carraz, et je sais que tout aurait pu être plus grave, et je sais combien nos amis de Socialisme et République sont attachés à une forme de discipline du Parti, ils l'ont montré, mais je dois dire que même lorsqu'ils expriment une idée - je sais combien ils sont attachés à l'idée de nation, je sais finalement qu'à propos du peuple corse, ils ont pu poser un problème qui pouvait d'ailleurs légitimement être posé dans le Parti, dont nous pouvions légitimement discuter - et ce sera sans doute, outre une conversation que j'aurai avec Roland Carraz, la seule façon de le sanctionner, nous ne pouvons pas l'approuver, et nous souhaitons que sur ce plan là il n'y ait plus d'exemple d'indiscipline.
Nous avons besoin, mes chers camarades, dans le calme et la sérénité, et dans la cohésion, de notre discipline. Vous qui êtes délégués du Parti affirmez que cette discipline est indispensable et qu'il faut la respecter.
(Applaudissements)
Le texte que je vais vous lire a fait l'objet d'une discussion et c'est maintenant que j'aborde les problèmes, qui ont été discutés, à la Commission des résolutions.
D'abord nous avons eu une longue discussion sur la nécessité de réaffirmer notre volonté de transformation sociale. Mais là il faut bien dire que nous sommes tous unanimes sur ce plan. Quelques-uns bien entendu ne prennent pas de précaution, se mettent un peu en franc tireurs, et nous disent : la transformation sociale, nous en avons tous parlé.
Je l'ai dit comme Premier secrétaire à Rennes, au Premier Ministre, Premier Ministre qui a pris un certain nombre d'engagements... nous nous sommes retrouvés à la maison de la chimie, une nouvelle étape sociale est intervenue. Ce sont les événements du Golfe, c'est l'incertitude actuelle... nous ne pouvons pas, sur ce plan là sortir avec une motion qui dirait : "demain qu'est-ce qui va se passer, quelles sont les répercussions sur l'économie mondiale, sur l'économie en France".
Chacun comprend mais en dépit de ces problèmes, nous gardons cette obligation qui est la nôtre de souhaiter, oui, qu'on aille plus loin dans le sens de la transformation sociale. J'ai eu l'occasion de le dire hier, je le répète aujourd'hui, c'est souhaité par tout le monde et le texte le traduit, même si compte tenu des circonstances, il ne le traduit pas de la manière dont vous l'auriez souhaité.
Il y a, sur ce plan là, une attente et nous le savons bien de la part d'un certain nombre de catégories sociales et c'est un problème que nous ne cesserons pas de retrouver. Ceci est par conséquent, très clair.

La politique de la ville : alors la politique de la ville, je crains qu'il y ait peut-être un débat qui est en train de s'instaurer très important. Je crois que nous l'avons apprécié de façon unanime... qui prend un peu les conséquences au lieu de s'attaquer aux causes.
Mes chers camarades, lorsque nous disons "les banlieues, les quartiers périphériques"... c'est vrai, on le sait, d'une certaine façon, nous avons été pendant de longues années, uniquement les élus des banlieues et des quartiers périphériques. Il n'y a pas tellement d'années qu'on est les élus des centres villes. Et puis, même quand on regarde la composition de notre corps électoral, on sait à quoi s'en tenir.
Je suis maire de Lille depuis 20 ans. La première fois où j'ai été élu, j'ai eu 28% des voix au centre ville, j'en suis à 38%... j'ai progressé de 10% en vingt ans. Par contre, les quartiers périphériques, c'était 60 ou 70%... il n'y a pas de gauche ou de droite mais moi je sais qu'il y a quelque part une frontière… (applaudissements)… et si je n'en avais pas la perception, il y a longtemps que j'aurais cessé d'être maire de Lille.
Je pense que sur vos fauteuils, il y en a beaucoup qui ont des responsabilités municipales. Je suis persuadé qu'eux aussi savent faire leur compte sur ce plan-là et qu'on nous raconte bien des histoires quand on dit que la Gauche et la Droite, cela n'existe pas.
Qu'on vienne dans nos villes, dans nos quartiers, on s'aperçoit tout de même qu'il y a une gauche et une droite mais s'il y a une aggravation, s'il y a cette angoisse de la jeunesse à côté des problèmes d'éducation, à côté de la volonté de responsabilité qui marque la jeunesse, il faut bien dire que le point central, que la gangrène d'une certaine façon, c'est le chômage persistant.
Tant qu'il y aura 2 millions et demi de demandeurs d'emplois, tant qu'il y aura des milliers et des milliers de jeunes qui auront cette perspective hélas de faire des études et après de se dire "est-ce que j'aurai un emploi", et vous savez très bien que c'est l'angoisse de demain de beaucoup de ceux qui seront demain des professionnels de l'enseignement technique, c'est le vrai problème.
Nous en avons discuté mais ce n'était sans doute pas le jour de discuter des problèmes du chômage, nous l'avons dit et on y reviendra, et il faudra y revenir. En tous les cas moi je le dis et cela n'engage que moi, il faudra bien un jour reposer le problème de la réduction du temps de travail.
(Applaudissements)
Si on n'est pas capable, quand l'économie fonctionne normalement de donner du travail au plus grand nombre, car c'est cela le problème d'aujourd'hui, on n'en sortira pas.
Nous avons dit qu'il était nécessaire de faire une politique sociale pour réduire le chômage. Bon. Mais un jour viendra, la croissance économique, la croissance est revenue d'une certaine manière, l'économie aussi et il y a toujours ce chômage et c'est ce chômage qui créé des situations inadmissibles vous le savez bien, sur le plan psychologique, sur le plan sociologique, au niveau en particulier de nos villes, de nos banlieues et de nos quartiers périphériques.
Sur le plan d'une politique de l'écologie, là nous sommes partagés, partagés

Fondation Jean Jaurès

d’une façon très inégale d’ailleurs. Je crois que la décision est prise. Les camarades reviennent sur un débat que nous avons eu à Rennes. Ils souhaiteraient que d’une certaine manière, l’alliance - quand nous parlons de majorité présidentielle, il y a la volonté de rassembler la Gauche - se fasse avec les écologistes.
D’abord, les écologistes, prennent des positions qui ne sont pas très engageantes mais ce que nous pensons, et ce que nous avons dit, c’est qu’à vrai dire, il y a une ligne de démarcation de droite et de gauche, qui traverse le mouvement écologiste et que le problème du Parti Socialiste, qui est un parti de deuxième tour, sera de retrouver au deuxième tour, les écologistes qui se sentent de gauche, qui sont à gauche, et il n’en manque pas.
Or c’est un problème dont nous avons débattu à Rennes, qui est par conséquent réglé sur le plan au moins de la stratégie de la ligne de conduite. Ceci va nous amener à faire un effort beaucoup plus poussé, beaucoup plus important en ce qui concerne l’écologie, la politique d’écologie et d’environnement. C’est une prochaine convention et sans doute cela nous amènera à avoir des discussions, des rencontres avec les écologistes, à partir de nos positions et des positions qui sont les leurs jusqu’ici, qui en discutera.
Voilà ce que je veux dire aussi bien à Laurence Rossignol qui était avec nous, mais qui est absente aujourd’hui, non elle est là... bon... en tout cas, Jean-Luc Mélenchon a repris son argumentation à la tribune et voilà ce que j’avais à leur dire.
Autre problème : les états généraux de la Gauche et c’est l’intervention que nous venons d’entendre qui a été celle de Michel Debout.
Michel Debout n’a pas présenté d’amendement à la Commission des résolutions. Il nous a fait part de ce qu’il nous a présenté, et je crois que nous ne pouvons pas le suivre et que nous ne pouvons pas reprendre son amendement qui serait la confusion et je vais vous dire pourquoi.
D’abord, on n’est pas si éloigné que cela, les uns des autres mais ce texte entraîne un élément de confusion où en tout cas, il amènerait la confusion si nous adoptions ce texte aujourd’hui. Pourquoi ?
Vous dites, vous, "entreprenez tout à la fois" bien entendu, nous entreprenons tout à la fois, car le Socialiste, il lui faut un projet et ce sont les Socialistes qui vont élaborer leur projet.
Il nous dit : vous entreprenez tout à la fois. Bien entendu qu’on entreprend tout à la fois. Le Parti Socialiste, lui, veut un projet, et ce sont les Socialistes qui vont élaborer leur projet. Cela, c’est une chose.
Il n’est pas question maintenant de dire que nous allons élaborer le projet avec d’autres. Attention ! C’est là qu’il dit : je souhaite que ce projet soit élaboré avec d’autres, et que ce soit dit.
Mais il le saura, Michel, avec d’autres.
Lorsque nous disons : nous lançons les états généraux de la Gauche, bien entendu, qu’on ira leur parler de notre projet, de nos idées. De quoi parlerait-on lorsqu’on rassemble des hommes et des femmes qui font de la politique ?
Mais pour autant, nous n’allons pas aux états généraux dire aujourd’hui que

nous allons faire un projet commun avec ceux qui participeront aux états généraux de la Gauche.
Demain, je ne sais pas si le Parti Communiste participera ou non. Si on lançait l'idée saugrenue aujourd'hui d'un programme commun avec le Parti Communiste, pour nos amis journalistes qui sont là, ce serait le "scoop" de ces deux journées, vous les verriez quitter la salle pour aller téléphoner en vitesse : les Socialiste ont cette trouvaille, ils refont un programme commun dans la situation politique dans laquelle nous sommes avec les Communistes, alors que l'union de la Gauche, on n'emploie plus le mot, c'est le rassemblement à gauche.
Si je souhaite comme vous sans doute qu'il se passe un petit miracle au Congrès du Parti Communiste, effectivement, qu'il y ait une évolution telle qu'il puisse largement participer aux états généraux de la Gauche, très bien, je le souhaite, vous le souhaitez, mais qu'est-ce qu'il en sera ? Je n'en sais vraiment rien. Au niveau de la direction du Parti, je n'en sais vraiment rien et, en tous les cas, je peux avoir quelques inquiétudes.
Alors, je pense que, dans ces conditions, il faut dire : nous faisons notre projet et on le connaîtra en octobre, à partir de janvier, nous aurons le Conseil national qui lancera les états généraux de la Gauche, et nous ne cesserons pas, en rencontrant les uns et les autres pour tenir ces états généraux de la Gauche, de discuter effectivement du projet, de ce que sont les idées des uns et des autres.
Vous savez, vous connaissez la Gauche comme moi, si le Parti Socialiste lance des états généraux et répond à toutes les questions avant même d'avoir fait les invitations, vous n'aurez pas beaucoup de demandes pour vos états généraux, croyez-le.
Il me paraît essentiel d'avoir une certaine humilité sur ce plan-là et de lancer les états généraux avec la volonté de faire notre projet, de faire partager nos idées. On est là pour cela d'une certaine façon, mais aussi d'entendre les idées des autres, sans pour autant dire que nous allons faire un programme commun.
D'une certaine façon, ce problème qui se pose pour les états généraux de la Gauche, il se pose aussi pour ceux qui sont à notre droite, la majorité présidentielle. On ne fera pas de Jean-Pierre Soisson et de ses amis des Socialistes. Ils sont différents.
Par conséquent, on ne pourra pas leur dire : on est en train de faire un projet, un programme, il faut l'adopter. Eux aussi vont avoir besoin d'avoir un certain projet. Là aussi, il y aura besoin d'une certaine confrontation pour arriver, après les états généraux de la Gauche, après l'adoption de notre projet, à ce qu'on appellera peut-être aux états généraux de tous ceux qui se sont rassemblés, majorité présidentielle, une espèce de grande convention, en tout cas une grande réunion où on sera bien obligé, c'est logique, d'adopter une plate-forme, d'adopter des résolutions, d'adopter un projet minimum, mais qui sera le projet d'action que nous présenterons aux Français en 1993.
Là, nous n'y sommes pas. Or, je crois que le texte que nous avons est un texte qui est clair, qui tient compte quand même de toutes ces pesanteurs et de la nécessité de ne pas tout dire maintenant, d'avoir une certaine prudence par

rapport au prochain Congrès du Parti Communiste.
Je crois que nous ne pouvons pas dire - parce que c'est cela le fond du projet de Michel Debout - que ce que la convention fixe à la direction du Parti, c'est d'élaborer un projet commun avec l'ensemble de la Gauche. Je pense que, sur ce plan-là, on compliquerait les états généraux, on pourrait même les rendre impossibles, il faut accepter une situation qui découle des faits et du réel état de la Gauche.
Rassembler la Gauche européenne, vous verrez que, dans le texte, il y a un passage sur la Gauche européenne. Je pense que c'est un passage qui est bien venu. Si vous étiez d'accord ici, nous pourrions adresser un message de sympathie à Oskar Lafontaine dont on connaîtra ce soir le résultat, mais nous avons de telles liaisons avec le SPD que nous voulons saluer son combat et, de la même façon, puisque la Grande-Bretagne est maintenant rattachée à la France, nous pourrions dire que ce sera l'occasion ici d'emprunter le tunnel pour des relations encore meilleures entre le Parti Travailliste britannique et le Parti Socialiste français.
(Applaudissements)
Enfin, ici et là, a cours de la discussion qui a eu lieu, certains ont posé le problème institutionnel. Il faut aborder tout de même ce problème avec une certaine prudence. Nous avons entendu parler Marie-Noëlle, qui a du talent, qui lance des idées, elle parle déjà de la 6ème République... c'est un peu vite, non ?...
S'il y a un problème c'est manifestement en ce qui concerne le Parlement, c'est vrai, et le Parlement c'est un problème qui se pose d'ailleurs sur le plan européen. Quand on voit tout ce qui est décidé par la Commission de Bruxelles, quand on voit ses directives, la loi française ne peut pas les modifier, nous avons accepté des abandons de souveraineté mais il est parfaitement clair que nous devons le plus rapidement possible accroître la responsabilité et le pouvoir du Parlement européen, accroître la responsabilité et le pouvoir de nos Parlements nationaux, pour combler un vide qui existe manifestement.
Alors, discutons de cela dans nos prochaines réunions, on aura l'occasion d'y revenir.
Enfin nous terminons le texte en reprenant ce que nous avons eu l'occasion de dire à l'égard du Président de la République. Sur ce plan là les Socialistes n'ont pas le culte de la personnalité, ce n'est pas leur genre. Nous sommes au pouvoir depuis dix ans. Cette convention, tranquillement mais fermement, peut dire : nous continuons et nous continuerons pendant longtemps, et pour continuer nous sommes en 5ème République avec un Président de la République clé de voûte de nos institutions, qui a désigné un Premier Ministre, Michel Rocard, et un Parti Socialiste qui soutient l'action du Président de la République et de son Premier Ministre, de son gouvernement, et, qui, de plus, pense à l'avenir avec son projet.
Voilà quel est le sens des décisions que nous vous soumettons.
La question maintenant est de savoir si vous voulez que je lise ce texte...
(Protestations dans la salle)
… Vous l'avez, bon, si vous avez des observations sur ce texte, vous le dites.
J'ajoute pour gagner du temps que les camarades, Gaston Rimareix, et Georges

Garrot souhaitaient déposer un amendement. C'est un projet concernant l'agriculture. Je crois qu'il serait effectivement nécessaire d'accepter leur amendement. Ils souhaitent que là où nous parlons de la politique de la ville, on puisse ajouter "une politique de la ville et de lutte contre les inégalités, est inséparable, est complémentaire de la recherche d'un meilleur équilibre en ce qui concerne le territoire et notamment en faveur de l'espace rural. La crise qui touche certaines catégories, certaines régions agricoles et rurales, ne trouvera de solutions que dans une politique globale de l'aménagement de l'espace".
Je vais revoir le texte, ils écrivent un peu mal mais je pense qu'on sera tout à fait d'accord pour faire cette référence qui me paraît indispensable à la fois à l'agriculture, à l'aménagement du territoire, et à l'espace rural.
Je pense que vous serez d'accord pour l'accepter.
(Applaudissements)
Mes chers camarades, je ne veux pas terminer en faisant une espèce d'appel enflammé à votre égard. Je veux rester dans le ton de cette convention... il me plaît qu'après des réunions où il y a eu des discours enflammés et des discours spectacles, au niveau d'un grand Parti démocratique, nous apportions une conclusion qui consiste à vous dire : au travail, soyons à l'écoute des Français, soyons à l'écoute de nos militants, ayons entre nous une grande compréhension et si possible de l'amitié. 1991 sera une grande année de travaux, mes camarades.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, je vous demande de rester encore quelques instants. Je vais bien sûr consulter la convention sur le texte que vient de vous présenter le Premier secrétaire. Auparavant, une phrase... Michel Debout...

Michel Debout - Je ne présente pas mon amendement aux voix... il sera dans le compte rendu de nos travaux. Tout ceci va démarrer en janvier, on pourra en reparler.

Le président - Bien. Maintenant je vous consulte sur le texte lui-même.
Y-a-t-il des oppositions tout d'abord ?
Il n'y en a pas.
Des abstentions ?
5 abstentions.
Tous les autres sont pour.
Le texte est adopté à l'unanimité moins 5 abstentions.
(Applaudissements)
Bon retour. Et je clos cette convention de notre Parti.

Fondation Jean Jaurès